

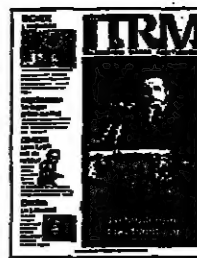
هكذا من الأصل



Le Monde

TÉLÉVISION-RADIO
MULTIMÉDIA

La télévision
face à la misère
L'immobilier
sur le Net



CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 16747 - 7,50 F - 1,13 EURO

DIMANCHE 29 - LUNDI 30 NOVEMBRE 1998

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Négociations sur le Congo-Kinshasa

La crise congolaise est au cœur des discussions au sommet franco-africain de Paris, tandis que les militants des droits de l'homme dénoncent la présence de M. Kabila.

Pinochet : décision le 11 décembre

La justice britannique a accordé un délai supplémentaire de neuf jours au ministre de l'intérieur pour se prononcer sur l'extradition vers l'Espagne de l'ancien dictateur chilien. Ses avocats vont plaider l'« indisposition mentale » de leur client.

Vers un procès européen d'Ocalan

L'Allemagne, qui a renoncé à demander l'extradition d'Abdullah Ocalan, et l'Italie ont proposé de traduire le dirigeant kurde devant un tribunal international ou européen, inexistant à l'heure actuelle.



Châteaux pillés

Vois de statues, bronzes, objets historiques : les cambriolages ne cessent d'augmenter dans les châteaux français. Enquête.

L'autorité parentale en berne

La disparition de la famille traditionnelle est à l'origine de la crise que traversent les parents, incapables d'assumer l'éducation de leurs enfants.

Placements : la révolution euro

Dans notre rubrique hebdomadaire, les conséquences de l'arrivée de l'euro dans la gestion d'un portefeuille boursier.

Régions bloquées

Lionel Jospin a reçu les présidents de région à Matignon, au moment où de nombreux exécutifs régionaux sont affaiblis politiquement.

Richard Virenque et le dopage

Le leader de la formation Festina est convoqué mardi 1^{er} décembre par le juge d'instruction Patrick Kiel. Un rapport scientifique établirait sa prise d'EPO.

« Grand Jury »

Elisabeth Guigou est l'invitée du « Grand Jury RTL-Le Monde-LCI », dimanche 29 novembre à 18 h 30.

Allemagne, 3 DM ; Autriche-Gronne, 9 F ; Belgique, 25 ATS ; Belgique, 45 F ; Canada, 2,25 CAN ; Côte d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 16 DKK ; Espagne, 225 Ptas ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 450 Dr ; Italie, 2.000 L ; Luxembourg, 40 F ; Maroc, 10 Dirhams ; Norvège, 140 NOK ; Pays-Bas, 3 Fl. ; Portugal, 200 Escudos ; République tchèque, 200 Kčs ; Royaume-Uni, 1 £ ; Suède, 200 Sk ; Suisse, 1,2 DM ; USA (NY), 25 \$; USA (Californie), 2,20 \$.

M 0146-1129-7,50 F



Shoah : le grand inventaire de la spoliation

Les Etats-Unis organisent, à partir de lundi, une conférence sur les avoirs non restitués aux victimes du génocide. Quarante-quatre pays sont représentés. Banques, assurances, œuvres d'art, Europe de l'Est et or nazi sont à l'ordre du jour. M. Jospin s'adresse au CRIF.

LA CONFÉRENCE de Washington sur les avoirs de l'époque de l'Holocauste, qui s'ouvre lundi 30 novembre, est la plus importante jamais réunie pour débattre de l'indemnisation des survivants juifs de la Shoah et de leurs ayants droit. Les représentants de quarante-quatre pays doivent y établir un bilan exhaustif de la spoliation des juifs (et des tziganes), à la fois par l'Allemagne nazie et par les divers régimes qui ont collaboré avec elle durant la seconde guerre mondiale. Ces spoliations n'ont pas toujours été réparées par les pays alliés à l'issue de la guerre, certains Etats et institutions financières gardant par devers eux le butin accumulé.

La conférence traitera des biens spoliés et des avoirs juifs en détresse ainsi que des indemnités restant à verser par les banques, notamment allemandes et françaises. La conférence discutera encore des modalités de la restitution de l'or nazi et du dossier particulièrement complexe des œuvres d'art détenues par des musées ou des parti-



culiers. Pour la première fois, devrait être abordée la question de l'indemnisation des juifs en Europe de l'Est, où leurs biens « aryannisés » par les nazis ont souvent été récupérés ou « nationalisés » par les régimes communistes. Le gouvernement américain, organisateur de cette conférence, cherche à accélérer l'avancement des dossiers. Le sous-secrétaire américain à l'économie, Stuart Eizenstadt, a indiqué qu'il souhaitait que le chapitre des indemnisations soit clos pour le 31 décembre 1999.

Lionel Jospin devait s'adresser, samedi soir, au Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) pour préciser sa position quant à l'indemnisation des juifs victimes de la Shoah sur le territoire français. Jacques Chirac inaugurera, à Paris, lundi, le Musée d'art et d'histoire du judaïsme qui fait, enfin, entrer le patrimoine culturel juif dans la mémoire collective française.

Lire pages 2 et 24

Guennadi Ziouganov, ou le communisme russe dans le texte

MOSCOU
de notre correspondant

Le texte occupe une pleine page de *Sovetskaya Rossiya*, journal du Parti communiste russe (KPRF), et de *Zapra*, publication ultranationaliste héritière du pamphlet antisémite *Dien*. Et il est signé Guennadi Ziouganov. Il s'agit en effet de la retranscription du discours-programme prononcé par le leader du KPRF, il y a quelques jours, à l'occasion du deuxième congrès de l'Union populaire patriotique de Russie, dont le Parti communiste est la principale composante, avec le Parti agrarien.

Guennadi Ziouganov, qui aime se présenter comme un social-démocrate à l'europpéenne, livre dans ce « Manifeste » - c'est le titre de son discours - les grands axes de la politique qu'il défendra en tant que candidat à l'élection présidentielle russe. Il y dénonce tout d'abord « l'occupation par des traîtres de la Russie, qui se trouve sous le contrôle sévère des pouvoirs cosmopolites ». Exaltant la « sainte lutte populaire contre ceux qui haïssent la Russie », M. Ziouganov multiplie les références aux « grands ancêtres » et « à une histoire mil-

litaire » pour mieux dénoncer le « pogrom libéral en cours ». Ses attaques se concentrent comme de juste sur Boris Eltsine et les réformateurs. « Aucune bombe, aucun Auschwitz écrit-il, ne peut être comparé au crématoire allumé par les réformateurs sur nos terres. (...) La sévérité de cette guerre nous donne le droit de parler d'un génocide spirituel prémédité. »

Autres ennemis du leader communiste : les journalistes. « Le cynisme des penseurs de la télévision, de cette *Gestapo électronique*, peut être comparé à l'action du docteur Goebbels », estime-t-il. Guennadi Ziouganov et les « forces nationales patriotes » n'ont qu'un seul objectif, le rétablissement de la patrie profonde. « Mais, écrit-il, la renaissance de la « Grande Russie », la pacification ne sera pas possible sans que soient châtés les destructeurs, de la même manière que le monde de l'après-guerre n'aurait pu se reconstruire sans les procès de Nuremberg. »

Contre « les sirènes du libre marché », le dirigeant communiste propose « les mesures les plus sévères, les plus exceptionnelles pour rétablir l'ordre dans ce pays (...) et empêcher la catastrophe géopolitique apparue avec l'effon-

drement de l'URSS ». Car, après avoir évoqué « la prise de pouvoir russe sur le cœur du monde eurasiatique » au XVIII^e siècle, M. Ziouganov vient à la période soviétique. « Le XX^e siècle a montré à l'humanité les nouvelles frontières du miracle russe, écrit-il. Il s'agissait de la première tentative dans l'histoire de l'humanité d'insérer sur terre le Royaume des cieux, d'incarner le rêve vieux comme le monde de justice, de sainteté et d'amitié. » « Est apparue dans l'URSS, ajoute-t-il, la Nouvelle Civilisation qui rassemblait ce qui avait été créé de mieux par l'humanité. » Et de conclure : « La Russie est et sera la grande alternative aux vecteurs agressifs de la dégradation mondiale. Personne ne l'en empêchera. »

Le Parti communiste, qui est le premier parti à la Douma (Chambre basse du Parlement russe), prétend au pouvoir et soutient le gouvernement d'Evgueni Primakov. Guennadi Ziouganov, personnage central de la vie politique russe, est régulièrement reçu, avec les honneurs dus à sa fonction, par les pouvoirs occidentaux.

François Bonnet

SNCF : le trafic reste perturbé en raison de la grève des contrôleurs

LES CONTRÔLEURS de la SNCF ont décidé de poursuivre le mouvement de grève, samedi 28 novembre, dans dix-huit régions sur vingt-deux. En revanche, dans la quasi-totalité des dépôts, les agents de conduite reprennent le travail. Le trafic devrait, toutefois, rester très perturbé durant le week-end. Lancé par la CGT, la CFDT, Sud-Rail, FO et la CFTC afin de protester contre la politique de l'emploi dans l'entreprise publique, l'appel à la grève n'a été suivi, vendredi, que par 12 % à 15 % des cheminots. Les syndicats semblent divisés : la CGT, majoritaire, appelle implicitement à cesser le mouvement, tandis que la CFDT adopte une ligne plus dure. Louis Gallot, président de la SNCF, a déploré que « la conflictualité soit devenue une sorte de drogue » dans l'entreprise.

Lire page 15

Les militants experts de la gauche radicale

ISSUS des rangs de la gauche radicale et souvent déçus par les partis traditionnels, des militants trouvent une nouvelle forme d'engagement dans l'expertise économique. L'écho rencontré par l'association Atxas, qui propose une taxation des mouvements de capitaux, par la coordination contre l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI), ou par le Réseau d'alerte contre les inégalités, témoigne de l'émergence de ces spécialistes d'un genre nouveau, qui mettent souvent leur compétence au service de syndicats ou d'associations d'exclus. En Grand-Bretagne, l'association « Reclaim the streets » organise des fêtes anticapitalistes qui regroupent des dizaines de milliers de personnes.

Lire page 6

Retraites : le virage risqué des fonds de pension

L'AVENIR des retraites passe-t-il par les fonds de pension ? Après avoir longtemps répondu par la négative, les socialistes ont révisé leur jugement. Certes, la loi Thomas votée par la précédente majorité sera abrogée, mais le gouvernement présentera un projet de loi sur l'épargne-retraite dès l'année prochaine (Le Monde du 30 octobre). Le gouvernement veut substituer à un système de fonds de pension individuels et facultatifs un système de capitalisation collective qui devrait inclure certains mécanismes de solidarité. Les socialistes tentent de dire à la fois non aux fonds de pension, mais oui à la capitalisation. Ce virage intervient alors que, chez les économistes, plusieurs voix commencent justement à se faire entendre pour mettre en garde contre un éventuel engouement pour les fonds de pension.

Lors d'un colloque récemment organisé par la Caisse nationale de prévoyance (CNP) sur ce sujet, Patrick Artus, économiste de la Caisse des dépôts, a pris son auditoire à contre-pied en malmenant quelques idées reçues. Aujourd'hui 12,5 % du produit intérieur brut est consacré aux retraites. En raison de l'augmentation de l'espérance de vie et de l'âge qu'auront atteint les

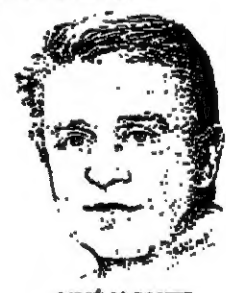
enfants du baby-boom, cette part passera à 20 % en 2015. « On dit que des fonds de pension sont nécessaires pour suppléer l'inefficacité des régimes par répartition, c'est faux. Ce qui compte, c'est trouver une solution pour passer de 12,5 % à 20 %. D'un point de vue macroéconomique, l'organisation de la collecte de l'épargne importe peu. La seule question est : quel doit être le niveau de vie des actifs et des retraités ? »

Outre ce premier argument, Patrick Artus rejoint Michèle Debonneuil, responsable du service économique, financier et international au Commissariat général du Plan pour insister sur les conséquences trop souvent passées sous silence du « choc démographique », c'est-à-dire du départ en retraite des baby-boomers. Pour M^{me} Debonneuil, « le débat porte beaucoup trop sur le système et pas suffisamment sur les conséquences économiques du choc démographique. Or l'épargne est fonction de l'âge. Les jeunes épargnent, achètent des actifs et les plus âgés désépargnent. Aucun système n'échappe à cette problématique ».

Frédéric Lemaître

Lire la suite page 14

La famille du football



AIMÉ JACQUET

LES PROFESSIONNELS de la communication l'ont élu « Homme de l'année », des publicitaires le sollicitent, des chefs d'entreprise qu'émeuvent ses conseils en management. Aimé Jacquet n'en reste pas moins fidèle à sa famille : le football. C'est pour elle seulement que le sélectionneur, devenu directeur technique national, accepte de parcourir la France pour conter l'histoire de « l'équipe qui gagne ».

Lire page 20

International	2	Aujourd'hui	20
France	6	Abonnements	20
Société	9	Météorologie	25
Carnet	11	Jeux	25
Horizons	12	Culture	24
Entreprises	15	Guide culturel	26
Placements	17	Radio-Télévision	27

GÉNOCIDE Regroupant quarante-quatre pays, la plus grande conférence jamais réunie pour étudier l'indemnisation des juifs spoliés durant la seconde guerre mondiale

s'ouvre à Washington lundi 30 novembre. **• SES ORGANISATEURS**, le secrétaire d'Etat américain à l'économie, Stuart Eizenstat, et le président du Memorial de l'Holocauste, Miles

Larman, souhaitant voir aboutir les dossiers avant le 31 décembre 1999. **• AU PROGRAMME** des diverses commissions : la restitution de l'or nazi gardé par les banques occidentales

après 1945 ainsi que des œuvres d'art récupérées par des musées ou des particuliers, les indemnités des banques et des assurances aux survivants et leurs ayants droit et les problèmes

spécifiques posés par les avoirs confisqués aux ex-pays communistes. **• L'ONEL JOSPIN** devait s'adresser samedi soir au CRIF pour préciser les engagements de principe de la France.

Restitution des biens juifs : les Américains accélèrent le dossier

La plus importante conférence de l'histoire sur la spoliation des juifs durant la seconde guerre mondiale s'ouvre lundi à Washington. A Paris, Lionel Jospin devait annoncer samedi au Conseil représentatif des institutions juives (CRIF) sa position concernant les juifs de France

CURIEUSE RÉUNION que cette conférence internationale sur la spoliation des biens juifs, organisée par le département d'Etat et le Memorial américain de l'Holocauste à Washington, qui s'ouvre lundi 30 novembre et durera jusqu'au jeudi 3 décembre. L'événement tient à la fois du colloque fermé d'historiens, du congrès d'experts à huis clos et de la convention internationale, où 44 pays ont envoyé des délégations, ainsi que treize ONG. Ce rassemblement hybride et spectaculaire convient toutefois à la complexité de dossiers qui touchent à tous les aspects de la vie économique frappés par l'entreprise de dépouillement légal sans précédent que mènent l'Allemagne nazie et ses complices avant et pendant la seconde guerre mondiale.

Ce dossier, le sous-secrétaire d'Etat américain aux affaires économiques, Stuart Eizenstat, dit souhaiter le voir « bouclé » pour le 31 décembre 1999. L'objectif est ambitieux, à l'image du volontarisme que manifestent sur cette question le gouvernement et certains organismes juifs aux Etats-Unis (à commencer par le Congrès juif mondial, qui depuis le milieu des années 90 a joué un rôle moteur dans la mise en cause des banques suisses). Mais il est peu probable qu'il sera tenu. Ainsi, la mission sur la spoliation des juifs de France, présente en force à Washington avec 14 représentants conduits par Louis Aragué, directeur des archives du Quai d'Orsay, ne semble pas en mesure d'achever ses travaux avant un, voire deux ans.

MENACES DE BOYCOTT

Ce qui devrait aiguillonner chercheurs, experts et politiques, c'est l'inevitable vieillissement des contemporains des faits qui, à l'est de ce qui fut le rideau de fer, n'ont jamais perçu aucune indemnisation pour leurs souffrances, et qui disparaissent parfois avant même d'avoir

pu profiter des premières sommes distribuées, comme ces chèques de 400 dollars du Fonds spécial en faveur des victimes de l'Holocauste, créé fin 1996 par les trois plus grandes banques privées suisses. Les 3,5 tonnes restantes de l'or volé par les nazis et récupérées à la fin du conflit auraient pu être affectées à l'aide à des victimes sans ressources du génocide. A cet égard, Paris, qui n'a pas voulu renoncer à sa part dans le partage (2,2 tonnes d'or), empêchant que les sommes soient distribuées au prorata des survivants, a fini par alimenter ce fonds avec 20 millions de francs (contre 25 millions de dollars versés par les Américains). A Washington, la France devait annoncer le montant définitif de son aide et l'affectation des sommes.

En revanche, le dossier suisse paraît désormais en retrait. Un accord a fini par être trouvé, le 12 août, entre les survivants et les banques helvétiques. Mais il aura fallu, pour l'obtenir, en passer par des menaces de boycott émanant de l'Etat et de la ville de New York - des sanctions auxquelles l'administration Clinton était, pour sa part, peu favorable. La leçon n'en a pas moins été tirée par certains analystes financiers : seules les menaces de sanctions ont de

l'effet dans ces affaires. Les sujets abordés à Washington, qui concernent d'autres chapitres en suspens, finiront-ils par y mener également ?

En attendant, le 24 novembre, les objectifs de la conférence de Washington, Stuart Eizenstat, auteur, en mai 1997, d'un rapport ravageur sur l'attitude des Suisses dans la question de l'or volé par l'Allemagne nazie, s'inscrivent dans la suite de celle tenue à Londres il y a tout juste un an (Le Monde du 6 décembre 1997).

« CONCURRENCE DES VICTIMES »

D'une rencontre à l'autre, une dynamique semble se mettre en place et ces confrontations servent autant à tirer des bilans qu'à entretenir l'intérêt parfois découragé par la lenteur avec laquelle tombent les résultats. Une lenteur qu'on peut attribuer à la mauvaise volonté des Etats ou des institutions (banques, assurances, musées) mises en cause et à la masse énorme d'archives à exploiter ou à rendre accessibles. Le gouvernement israélien présentera d'ailleurs à Washington sa « liste noire » d'institutions bloquant les recherches, parmi lesquelles les archives françaises ou le MI-5 britannique.

LE PREMIER MINISTRE, Lionel Jospin, devait prononcer un discours samedi 28 novembre à Paris devant le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), réuni pour son dîner annuel. La communauté juive de France attendait du chef du gouvernement un certain nombre d'engagements de principe concernant la réparation future des injustices commises à l'égard des juifs pendant la période de Vichy. Réparation morale mais également matérielle, puisque beaucoup de biens spoliés aux juifs n'ont pas encore été restitués.

Un travail d'inventaire de grande ampleur est en cours. La mission d'étude sur la spolia-

tion des juifs de France, créée en octobre 1997 et dirigée par Jean Mattéoli, est loin d'avoir fini ses travaux. Son objectif n'est pas seulement de faire l'inventaire des biens spoliés, mais également « de proposer au premier ministre des recommandations de nature à réparer les injustices qui auraient été commises ». L'un des plus gros dossiers de la mission Mattéoli est de faire l'inventaire des œuvres d'art et autres biens culturels volés par les Allemands.

Les travaux de la mission Mattéoli portent par ailleurs sur l'inventaire des avoirs appartenant à des juifs disparus pendant la Seconde Guerre mondiale « et que des établis-



Beaucoup de ces questions impliquent la France, à commencer par celle des œuvres d'art, qui devait constituer le sujet principal de la conférence de Washington (le CJM a récemment demandé la mise en vente des deux mille œuvres issues de la spoliation se trouvant dans les musées français).



On abordera également le sujet des assurances et un thème qui, à lui seul, indique un continent : celui des biens juifs spoliés en Europe de l'Est. Des biens « aryannisés » par les nazis, souvent récupérés par des institutions religieuses avant d'être « nationalisés » par les régimes communistes.

Nicolas Weill

En France, inventaire avant réparation

sements bancaires auraient pu conserver par devers eux après la Libération ». La communauté juive de France attendait de Lionel Jospin qu'il annonce la création d'une instance chargée d'examiner les demandes individuelles, en particulier sur ce type de dossiers.

Un comité de surveillance des banques a été installé en mars 1998. Sa mission consiste à rechercher si le système bancaire et financier français détient encore des sommes, des titres ou le contenu de coffres ayant appartenu à des juifs disparus. Un comité de surveillance des assurances est également en place. Les deux groupes (banques et assurances) tentent de distinguer les biens spoliés et ceux

qui sont tombés en désuétude (autrefois dix ceux dont on ne possède pas le nom des anciens propriétaires).

L'« aryannisation » des entreprises, imposables ou valeurs financières ayant appartenu à des juifs fait également l'objet d'une étude approfondie (les firmes juives étaient expropriées au profit de géants ensuite chargés de les vendre). Sur les 50 à 55 000 cas connus, seulement les deux-tiers ont été identifiés et restitués après la guerre. La mission Mattéoli tente de savoir ce qu'il est advenu du tiers restant.

L. D.

De tous les dossiers en cours, l'indemnisation des victimes en Europe de l'Est est le moins avancé

LA CONFÉRENCE de Washington sur les avoirs de l'époque de l'Holocauste abordera tous les sujets liés à la spoliation des juifs et aux biens en désuétude. Un dossier supplémentaire, ouvert cette année, celui de l'indemnisation des personnes soumises au travail forcé par l'Allemagne nazie, ne sera pas débattu à Washington.

• BANQUES/ASSURANCES

Les longues négociations entre banques suisses et organisations juives sur les fonds tombés « en dés-

hérence » après la guerre ont abouti, le 13 août 1998, à New York : les banques verseront 1,25 milliard de dollars en échange de l'abandon des poursuites. Ce dossier a cependant provoqué la réouverture d'autres dossiers de spoliation bancaire. Des rescapés de l'Holocauste et des ayants droit de victimes ont ainsi déposé, début juin 1998, une plainte aux Etats-Unis contre les banques allemandes Dresdner et Deutsche Bank.

Plusieurs établissements français sont également la cible d'avocats

américains. Fin 1997, une première plainte a été déposée devant la cour fédérale du district de Brooklyn (New York) contre sept banques (Paribas, Crédit lyonnais, Société générale, CCF, Crédit agricole, Indosuez, Natexis, BFCF) et la succursale française de la britannique Barclays. Les plaignants leur reprochent de ne pas avoir conservé la trace de leurs comptes, de s'être enrichis, d'avoir fait preuve de négligence pour tenter de restituer les fonds après la guerre. Les banques françaises estiment que Paris doit gérer le problème.

Les banques britanniques sont elles aussi visées. « Il s'avère qu'il y a eu en Grande-Bretagne, comme en Suisse, des comptes bancaires de juifs qui voulaient fuir l'Allemagne mais n'ont pas survécu », a déclaré le président de la communauté juive allemande, Ignatz Bubis, en juin 1998. « Ces comptes ont été encaissés par l'Etat anglais », a-t-il ajouté, en prédisant une nouvelle série de plaintes « contre des banques américaines également ».

De la même façon, plusieurs assureurs européens sont mis en accusation par la justice américaine. Une plainte en nom collectif a été déposée le 31 mars 1997 par plusieurs victimes. Elle vise notamment l'allemand Allianz, l'italien Generali et le français UAP. Les assurances se voient reprocher de ne pas avoir payé aux victimes de l'Holocauste le capital auquel les polices d'assurance-vie leur donnaient droit et de ne pas avoir pris la peine de rechercher les ayants droit. Les autorités de plusieurs Etats américains (Californie, Floride et Etat de New-York) ont envisagé des mesures de rétorsion à l'égard des assureurs incriminés, ce qui a précipité le règlement du dossier.

Un accord de principe a été signé en avril 1998 entre les principales

compagnies d'assurance européennes concernées, les organisations représentant la communauté juive américaine, ainsi que les autorités de tutelle des assureurs américains. Une étape a été franchie à la mi-novembre avec la création d'un fonds d'indemnisation de 90 millions de dollars. La conférence de Washington doit mettre en place une structure de coordination en la matière, avec l'ancien secrétaire d'Etat Lawrence Eagleburger pour les Etats-Unis et un représentant de la Commission européenne.

• ŒUVRES D'ART

Ce dossier est l'un des plus complexes. De très nombreux musées et institutions doivent s'efforcer, lors de la conférence de Washington, de retracer les circuits de spoliation des œuvres confisquées pendant la guerre, dont beaucoup n'ont pas été rendues (voir Le Monde du 25 novembre). Un registre international devrait voir le jour. L'identification des propriétaires légaux constitue la partie la plus difficile de l'exercice. Des commissions nationales ont été mises en place, comme en France et en Autriche. Les dossiers les plus difficiles concernent la Russie.

De nombreux tableaux confisqués par les nazis se retrouvent aujourd'hui dans des collections publiques ou privées. L'identification des œuvres se fait souvent à l'occasion d'expositions, comme l'a montré le cas récent de deux tableaux d'Egon Schiele exposés à New York et identifiés par la famille des anciens propriétaires.

• EUROPE DE L'EST

La fin de la guerre froide a permis la réouverture, en Europe de l'Est, de très nombreux dossiers de dédommagement jamais réglés depuis la fin de la seconde guerre mondiale. L'Al-

lemagne a signé des accords d'indemnisation avec la plupart des pays d'Europe centrale et orientale.

De nombreux dossiers restent à régler sous la responsabilité des jeunes démocraties d'Europe centrale. La question de la propriété foncière est primordiale. D'innombrables biens immobiliers y ont été confisqués (« aryannisés ») par les nazis puis nationalisés par les communistes et doivent désormais faire l'objet de restitutions. Le dossier concerne autant d'anciennes propriétés privées que publiques. A Washington, l'accent sera porté sur les propriétés ayant appartenu à des communautés religieuses - cimetières, églises, synagogues, hospices - transformées au fil des ans, après confiscation, en garages ou autres centres commerciaux par les régimes communistes. A part la Hongrie, qui a créé un fonds d'indemnisation pour les personnes spoliées, les autres pays concernés (en particulier la Russie) n'ont pas encore pris en main le dossier.

• OR NAZI

La conférence sur l'or nazi de décembre 1997 à Londres avait pour but d'éclaircir les circuits tortueux de l'or volé par les nazis aux juifs (et aux Tsiganes) et confisqué par les puissances alliées après la guerre, dont 5,5 tonnes n'ont pas été restituées. Un fonds d'indemnisation a été mis en place à Londres afin de remettre aux victimes l'or confisqué. Il est alimenté par les dons des anciens alliés (France, Etats-Unis, Grande-Bretagne). La conférence de Washington précisera qui doivent être les bénéficiaires du fonds, lequel devrait s'inspirer dans son fonctionnement du fonds mis en place par les autorités suisses début 1997.

• TRAVAIL FORCÉ

Ce dossier est essentiellement al-

lemant. Pendant la seconde guerre mondiale, 9 millions de personnes ont été utilisées pour le travail forcé par des entreprises germaniques. On estime que 20 000 sont encore en vie. Exploitées comme des esclaves, les victimes n'ont jamais perçu de salaires et leur indemnisation n'a pas été totalement réglée dans les nombreux accords d'indemnisation signés par l'Allemagne après 1945. Depuis le printemps de 1998, une série d'initiatives et de décisions de justice ont relancé les dossiers en souffrance.

En mai 1998, l'entreprise d'armements Karl Diehl a annoncé la conclusion d'un accord d'indemnisation avec les victimes du travail obligatoire imposé par les nazis. A la fin du mois d'août, sous la responsabilité de l'avocat américain Edward Fagan, d'anciennes victimes déposent une plainte en nom collectif aux Etats-Unis contre douze grandes entreprises allemandes (dont Siemens, Hoescht-Krupp, BMW, Daimler-Benz et Volkswagen).

En juin 1998, Gerhard Schröder, alors candidat SPD à la chancellerie, a promis la création d'un fonds fédéral d'indemnisation des travailleurs forcés sous le nazisme. Il devrait être financé par les entreprises concernées. Le nouveau gouvernement allemand SPD-Verts a fait savoir qu'il « n'exclut pas » d'apporter une contribution financière à ce fonds. A la fin octobre, Volkswagen et Siemens se sont dites prêtes à fournir chacune 20 millions de deutschemarks à ce fonds, qui devrait voir le jour prochainement. En attendant, les dirigeants de Volkswagen ont créé un fonds particulier, dont ils ont confié l'administration à l'ancien premier ministre israélien Shimon Pérès.

Lucas Delattre et Pascale Sami



Stockholm

CAPITALE CULTURELLE DE L'EUROPE 1998

Documentation gratuite sur marchés de Noël, réveillons, week-ends et séjours : Office Suédois du Tourisme.

18, bd Malesherbes. 75008 Paris.

Tél. 01 53 43 26 27. fax 01 53 43 26 24.

Nom : _____

Adresse : _____

M1

L'amorce d'un est espérée au

Le lent étrangl

catastrophe ferrovia

مكتبة جامعة القاهرة

L'amorce d'un règlement de la crise en RDC est espérée au sommet franco-africain de Paris

Jacques Chirac et Kofi Annan s'efforcent d'organiser un dialogue entre les protagonistes

Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a fait pression sur les représentants des pays impliqués dans le conflit en République démocratique

du Congo (RDC) pour qu'ils aient entre eux des discussions directes, en marge du sommet franco-africain. A l'issue de ce sommet, samedi

28 novembre, Jacques Chirac devait recevoir séparément à l'Élysée plusieurs des protagonistes de ce conflit (lire aussi notre éditorial page 14).

Dès sa première journée, vendredi 27 novembre, le sommet des chefs d'Etat d'Afrique et de France au Carrousel du Louvre s'est transformé en une opportunité d'amorcer un processus de règlement du conflit en République démocratique du Congo (RDC). Les organisateurs français s'étaient sagement gardés de présenter comme telle, à l'avance, la réunion de Paris. Mais après les échanges qui eurent lieu vendredi après-midi en séance plénière entre les représentants des pays directement impliqués dans la crise, après les interventions souvent sévères de leurs pairs africains et grâce aux efforts déployés conjointement par Jacques Chirac et Kofi Annan, le secrétaire général de l'ONU, chacun espérait que la journée de samedi apporterait quelque élément positif nouveau.

Le président de la République devait avoir, samedi après-midi, à l'Élysée, une série d'entretiens séparés avec quelques-uns des protagonistes de la crise des Grands Lacs : Robert Mugabe, du Zimbabwe, Yoweri Museveni, de l'Ouganda, et Laurent Désiré Kabila, de la RDC - Pasteur Bizimungu, le président rwandais, n'a pas été convié, officiellement pour des raisons « d'emploi du temps », mais plus probablement parce que l'on considère qu'il n'incarne pas véritablement le pouvoir au Rwanda. Vendredi soir, Kofi Annan, lors d'entretiens avec ces chefs d'Etat parties au conflit, les avait fortement incités à avoir le lendemain, en marge du sommet, des « discussions particulières » entre eux. Samedi, en début de matinée, le secrétaire général de l'ONU exprimait des espoirs de parvenir à une telle rencontre directe, ce qui serait une première. Un rendez-vous avait d'ailleurs, part été fixé vendredi aux protagonis-

nistes par les dirigeants du Burkina Faso, pays qui préside actuellement l'Organisation de l'unité africaine (OUA) : une réunion de l'OUA sur le conflit au Congo-Kinshasa a été convoquée depuis Paris pour les 17 et 18 décembre à Ouagadougou. Selon le ministre des affaires du Burkina Faso, Ablasse Ouedraogo, 20 à 25 chefs d'Etat devraient y participer.

« SORTIR DE L'IMPASSE »

Rendant compte, vendredi soir, des interventions qui avaient eu lieu sur la RDC lors de la séance plénière à huis clos de l'après-midi, en principe consacrée au thème général de la nouvelle architecture de sécurité en Afrique,

ou rapportait que le président ougandais s'était dit prêt à retirer ses troupes de RDC s'il existait un « arrangement alternatif ». Selon les mêmes sources, Laurent-Désiré Kabila avait de nouveau qualifié le Rwanda et l'Ouganda de « brutes sanguinaires » et de « sadiques habitués au sang ». Il avait souhaité que le sommet de Paris débouche sur un plan de retrait des forces de ces deux pays déployées en RDC.

Concluant ces échanges peu amènes, Jacques Chirac a appelé chacun des protagonistes à « faire un geste pour sortir de l'impasse ». Il a préconisé un cessez-le-feu immédiat et relancé sa proposition d'une conférence régionale sur

lué, vendredi matin, à son arrivée dans le Hall des Fossés du Louvre : on s'est pressé autour de ses accompagnateurs pour solliciter des interviews avec le maître de Kinshasa ; on a laissé s'attarder les caméras sur sa silhouette affaîlée, profondément endormie pendant les discours d'ouverture ; on a noté vendredi soir que le président de la République et son épouse quittaient prudemment le perron de l'Élysée pour éviter une photo peu flatteuse, lorsqu'arriva pour le dîner cet invité devenu depuis deux jours, à la faveur de l'affaire Pinochet, la « bête noire » de l'opinion publique.

PAS D'ÉTAT D'ÂME

Ni les autorités françaises ni le secrétaire général de l'ONU n'auront cependant le moindre état d'âme pour avoir ainsi accueilli Laurent-Désiré Kabila, si la réunion de Paris permet d'avancer, aussi peu que ce soit, vers un déblocage de la crise qui déchire la RDC et déstabilise une vaste région de l'Afrique. « Cette crise entraîne trop de misère pour que l'on s'en désintéresse », a déclaré Jacques Chirac, à l'unisson de plusieurs autres chefs d'Etat africains, qui ont souligné les souffrances qu'elle inflige avant tout aux civils.

Kofi Annan, de son côté, avait, dans son discours d'ouverture, trouvé des mots qui le mettent à l'abri de tout procès de complaisance avec aucun dictateur. Se posant en Africain, il avait appelé les Africains à réfléchir à l'état dans lequel ils vont léguer le continent aux prochaines générations et il s'en était pris sévèrement aux dirigeants toujours trop nombreux qui ne connaissent que le pouvoir du plus fort ».

Claire Tréan

Le parquet de Paris renonce à poursuivre M. Kabila

Le parquet de Paris a décidé, vendredi 27 novembre, de ne pas ouvrir d'information judiciaire à l'encontre de Laurent-Désiré Kabila, le président de la République démocratique du Congo (RDC), en raison de « l'imprécision des faits dénoncés ». La Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) et la Ligue française de défense des droits de l'homme avaient déposé, mardi, des plaintes pour les « violations massives des droits de l'homme imputables à M. Kabila ». Elles souhaitaient « poursuivre le combat judiciaire contre l'impunité des plus grands bourreaux », après la décision de refuser l'immunité en Grande-Bretagne à l'ex-dictateur chilien Augusto Pinochet.

La porte-parole de l'Élysée, Catherine Colonna, a souligné que « la France n'a pas de responsabilité dans l'arrivée de Laurent-Désiré Kabila à la tête de la RDC », tandis que le Quai d'Orsay a précisé que, quelles que soient les éventuelles poursuites engagées à son encontre, M. Kabila bénéficie de l'immunité due à tout chef d'Etat en exercice.

Catherine Colonna, porte-parole de l'Élysée, avait indiqué que « le dialogue ne s'était pas noué » entre les protagonistes du conflit ; le simple fait que chacun ait pu exprimer son point de vue devant les représentants d'une cinquantaine de pays africains constituait cependant, selon elle, « peut-être une amorce de progrès ».

L'Afrique des Grands Lacs sous l'égide de l'ONU et de l'OUA, en demandant aux pays qui vont participer en décembre à la réunion de Ouagadougou « de bien vouloir y réfléchir ». Laurent-Désiré Kabila aura été le personnage vedette de cette première journée du sommet. On a guetté la façon (distant et froide) dont Jacques Chirac l'a sa-

Le lent étranglement de la communauté bahaïe en Iran

LA COMMUNAUTÉ bahaïe célèbre le centième anniversaire de sa présence en France, à l'initiative, en 1898, d'une jeune Américaine, May Bolles, résidant à Paris. Venu de toute l'Europe, 2 500 fidèles sont attendus lors d'un congrès bahaï, qui se tient du vendredi 27 au dimanche 29 novembre à Paris. Il sera suivi, le 5 décembre, d'un colloque inter-religieux, marqué par la présence de personnalités musulmanes, catholiques, protestantes, agnostiques et juives. Ces manifestations de solidarité s'adressent à une minorité religieuse qui est l'une des plus persécutées au monde, par l'Iran des mollahs, et qui revendique un total de 6 millions de croyants.

La « foi bahaïe » est née d'un mouvement de réforme sociale et morale - le « babisme » - lancé en Perse au milieu du siècle dernier par un jeune marchand de Chiraz, Ali Mohamad, appelé par son nom mystique « Bab », qui préconise l'égalité des droits entre les hommes et les femmes, l'éducation obligatoire avec priorité pour les filles, la réduction des écarts entre pauvres et riches. Poursuivi comme révolutionnaire, le « Bab » est fusillé le 9 juillet 1850 à Tabriz. C'est Hossein Ali Nouri (1817-1892), fils d'un dignitaire de la cour persane, appelé Baha'u'llah (la gloire de Dieu), qui prend la relève et devient le « messager divin universel » annoncé par le « Bab », fondateur de cette foi bahaïe.

L'essentiel de la foi bahaïe est contenu dans le

message de Baha'u'llah, qui veut promouvoir l'« unicité » de Dieu et la paix du monde par l'unité des hommes et des religions. Dotés d'un statut consultatif auprès des Nations unies, les bahaïs s'attachent en particulier à la promotion de la condition féminine, à l'abolition de toute discrimination, au respect de l'écologie mondiale, au dialogue entre les religions. Ils se distinguent par une vie intellectuelle riche, autour de leurs nombreuses associations de médecins, d'architectes, de chefs d'entreprise ou d'artistes.

« SALIR LA TERRE DE L'ISLAM »

Mais l'histoire de la foi bahaïe, c'est aussi celle d'un long défilé de persécutions en Iran, où elle est née, et où ses 400 000 fidèles - en dépit des changements de dynastie et de régime - sont considérés comme des citoyens de seconde zone. L'état civil du pays n'enregistre pas les naissances, les mariages, les enterrements bahaïs. « Nous naissons comme des bâtards et, morts, on nous accuse encore de salir la terre de l'Islam », explique Foad Saberian, psychiatre à Paris, qui se plaint aussi des profanations régulières de cimetières bahaïs. Ses coreligionnaires sont soumis en Iran à des discriminations à l'emploi, au logement, aux retraites, etc. Ils sont interdits d'accès à des professions comme celles de fonctionnaire et d'avocat et souffrent d'un véritable « apartheid éducatif », comme dit le docteur Saberian.

En septembre, une rafle a été menée contre

les responsables et enseignants de l'université libre bahaïe (Bahai Institute of High Education), dont les cours ont lieu dans des maisons ou des ateliers désaffectés. Dans 14 villes, 530 domiciles ont été fouillés ; 36 personnes ont été arrêtées. A la mi-novembre, 4 d'entre elles n'avaient toujours pas été relâchées. Deux condamnations à mort et une peine de dix ans d'emprisonnement viennent d'être confirmées en appel par un tribunal islamique à Mashhad, le sanctuaire chiite du nord-est du pays où, en juillet 1998, un commerçant bahaï a déjà été exécuté.

A entendre les bahaïs, une telle volonté d'étranglement vient de l'incapacité de l'Islam à concevoir une Révélation postérieure à la sienne. L'Islam se veut la dernière Révélation monothéiste, dépassant et récapitulant les autres. Cette répression s'expliquerait aussi par la mixité entre hommes et femmes bahaïs, par leur absence de clergé, par la gestion élective de leur communauté. Le clergé chiite accuse les fidèles bahaïs d'impureté, d'apostasie, de complicité avec l'ancien régime impérial, avec Israël, ou avec l'Occident moderniste. Des médecins ont été fusillés pour avoir soigné des femmes musulmanes.

Le régime de Téhéran reste sourd aux protestations de la communauté internationale, notamment aux mises en garde de la commission des droits de l'homme de l'ONU.

Henri Tincq

La catastrophe ferroviaire du Pendjab montre la vétusté des transports indiens

NEW DELHI

de notre correspondant

Au moins 209 morts et 250 blessés, tel est le bilan de la dernière catastrophe ferroviaire qui s'est produite, jeudi 26 novembre, dans l'Etat du Pendjab, à 270 km au nord-ouest de New Delhi. L'accident a eu lieu quand un train surchargé est entré en pleine vitesse dans les wagons déraillés d'un autre train de voyageurs. Les deux trains transportaient environ 2 600 passagers.

Cette nouvelle catastrophe, la deuxième de l'année - 50 personnes avaient été tuées et 62 blessées en janvier lors d'une précédente collision - illustre à la fois la vétusté du matériel ferroviaire, celle du réseau et sa surcharge. Avec 62 000 km de rails, plus de

7 000 gares, l'Inde possède l'un des plus grands réseaux du monde, et 13 millions de personnes utilisent le train chaque jour. « Plus de 160 trains circulent quotidiennement sur des lignes conçues pour 60 », remarque ainsi un officiel des chemins de fer, et, « en cas d'accident, on n'a pas le temps de prévenir ».

En Inde, les ministres des chemins de fer ont couronné d'inauguration, pour des raisons politiques, de nouvelles liaisons, congestionnant ainsi encore plus le réseau. Editées par des commissions mises en place après chaque catastrophe, en moyenne deux par an, les mesures de sécurité se perdent dans les méandres de la bureaucratie et même les plus simples et les moins coûteuses ne sont pas appliquées. Comme d'habitude, une commis-

sion d'enquête a été mise en place après cette dernière catastrophe ferroviaire et des compensations financières promises aux familles des victimes.

A TOUTS LES NIVEAUX

On retrouve ce type de problème à tous les niveaux : deux ans après la collision en plein ciel de deux avions, qui avait fait 351 morts près de New Delhi, le système de radar de l'aéroport international de la capitale indienne n'a toujours pas été changé. Déjà deux fois repoussée par les contrôleurs aériens, qui demandent une augmentation de salaires pour l'accepter, la mise en place d'un nouveau radar dont l'Inde s'est dotée est de nouveau promise pour le mois prochain.

En attendant, la Fédération in-

ternationale des associations de pilotes de ligne a rétrogradé les aéroports de Delhi et Bombay sur l'échelle de la sécurité. Plus de cent incidents concernant la sécurité aérienne ont été constatés sur trois mois en Inde. La sécurité des bateaux n'est pas meilleure, et régulièrement des ferries surchargés ou mal entretenus coulent, emportant avec eux des dizaines de voyageurs. Le réseau routier est, lui aussi, vétuste, tout comme les véhicules qui l'empruntent. La capitale indienne détient le record mondial d'accidents mortels de la circulation en ville, et on constate après ces accidents, que certains chauffeurs de bus n'ont même pas le permis de conduire.

Françoise Chipaux

UN FILM DE SHOHEI IMAMURA KANZO SENSEI (D^R AKAGI)



LE STUDIO CANAL présente en association avec COMME DES CINEMAS « CATHÉRIE DUSSET PRODUCTIONS » « KANZO SENSEI » de Shohei Imamura avec AKIRA EMOTO KUNIKI ASO JACQUES GAMBLIN MASAHARU SERA JURO KARA KEIJI MATSUZAKA MASATO ISHII SPOICHI OKADA NISA SHIMIZU interprète SHOHEI IMAMURA « DAISUKE TENGAN » d'après l'œuvre originale de ANZO SAKAGUCHI produit par HISA LINO « YASUHI MATSUDA » YOSUKE YAMASHITA « SHIGERU KOMATSUBARA » HIDEAKI YAMAKAWA « KOICHI BENTANI » HISAO INAGAKI « HAJIME OKAYASU » interprète MASAHIDE KUNIMURA les réalisateurs IMAMURA PRODUCTION « TOEI » TORIKU SHIMSHA KADOKAWA SHOTEN LE STUDIO CANAL AFMD

SORTIE LE 2 DECEMBRE

Les Suisses aux urnes pour dépénaliser la consommation de drogue

BERNE

De notre correspondant
L'initiative populaire pour la libéralisation de l'usage de la drogue soumise, dimanche 29 novembre, a réfrété en Suisse, à l'initiative du débat sur ce sujet. Soutenu par les Verts, par une partie de la gauche, par certains thérapeutes et diverses personnalités, ce projet a toutefois peu de chance d'être adopté.

En septembre 1997, une proposition allant dans le sens inverse, intitulée « Jeunesse sans drogue », avait été nettement rejetée par 70 % des électeurs. Les « abolitionnistes » appellent, dimanche, à la dépénalisation pure et simple de la consommation et de la culture des drogues.

Des travailleurs sociaux sont à l'origine de cette proposition. Ils estiment que la répression a échoué et que le marché noir favorise les mafias. Ils ont donc imaginé une autre voie que la prohibition pour tenter de sortir de l'impasse. D'où leur initiative « Pour une politique raisonnable en matière de drogue », déposée en 1995 et sur laquelle les Suisses doivent maintenant se prononcer.

Les promoteurs du projet, appelé aussi « Drogas » pour « drogue légalisée », souhaitent introduire dans la Constitution fédérale un nouvel article stipulant que « la consommation de stupéfiants ainsi que leur culture, leur possession et leur acquisition pour les besoins personnels ne sont pas punissables ». L'Etat se verrait confier l'organisation de la production et du commerce de stupéfiants, en accordant des concessions.

UN PROJET « IRREALISTE »

Le projet envisage de légaliser aussi bien les drogues dures telles que l'héroïne et la cocaïne que les drogues dites douces. Les produits à base de chanvre et l'ecstasy seraient disponibles dès seize ans, les autres après dix-huit ans. Une partie des revenus fiscaux de ce commerce serait affectée à la prévention et à la thérapie.

Selon ses promoteurs, « Drogas » aurait l'avantage de substituer au marché noir un marché contrôlé, plus sûr, garantissant « des produits sanitaires irréprochables » pour les consommateurs. Les adversaires du projet dénoncent son utopie et craignent une augmentation de la consommation, sans parler du risque de voir la Suisse se transformer en supermarché de la drogue.

Jugeant « irréaliste » la prétention d'éliminer le trafic de drogue en autorisant la vente de stupéfiants, le gouvernement helvétique et la plupart des partis entendent poursuivre la lutte contre la toxicomanie en consolidant une politique fondée sur quatre piliers : prévention, thérapie, réduction des risques et répression. Ils rappellent également les résultats « positifs » des expériences de distribution d'héroïne aux toxicomanes sous contrôle médical.

Jean-Claude Bühner

Les avocats de M. Pinochet plaident l'« indisposition mentale »

Le secrétaire au Foreign Office, Robin Cook, a déclaré à son homologue chilien, José Miguel Insulza, que le sort de l'ancien dictateur ne pouvait en aucun cas faire l'objet de négociations diplomatiques et que l'affaire était strictement d'ordre « judiciaire »

La justice britannique a accordé, vendredi 27 novembre, un délai supplémentaire de neuf jours au ministre de l'Intérieur, Jack Straw, pour se prononcer sur la demande d'extradition vers l'Espagne d'Augusto Pinochet. L'an-

cién dictateur chilien devrait donc comparaître le 11 décembre devant le tribunal londonien chargé du dossier pour y entendre la décision du Home Office. Sa comparution dépendra de son état de santé. Le ministre chilien des af-

aires étrangères, José Miguel Insulza, doit se rendre la semaine prochaine à Madrid pour y rencontrer son homologue espagnol, Abel Matutes. Outre l'affaire Pinochet, le maintien de bonnes relations économiques bilatérales

sera au centre des discussions. Selon le quotidien *El País*, le chef d'état-major de l'armée chilienne, le général Ricardo Izurieta, aurait suggéré de rompre les relations diplomatiques avec Londres et Madrid.

londonienne] n'ont été politiquement motivées. Le chef de la diplomatie britannique a évoqué la séparation des pouvoirs en Grande-Bretagne et réitéré « le fait soutien » du Royaume-Uni à la démocratie chilienne.

Rappelant à son interlocuteur que l'affaire était « d'ordre judiciaire » et qu'en aucun cas elle ne pouvait faire l'objet « de négociations diplomatiques », Robin Cook a affirmé que les deux pays, n'obtenant la ferme conseil donné par le Foreign Office aux sujets britanniques d'éviter en ce moment le Chili, « feront tout pour maintenir leurs bonnes relations ». A en croire certains milieux d'affaires cependant, plusieurs contrats britanniques conclus avec des Chiliens auraient été annulés ces dernières semaines. « Quand un gouvernement se mêle des affaires intérieures d'un autre pays, se fâchent vendredi Michael Harkin, vice-président de la chambre de commerce anglo-chilienne, cela doit être dans l'intérêt de ses propres contribuables ».

Patrice Claude

LONDRES

de notre correspondant
Augusto Pinochet est « dépressif ». C'est le *Times* de Londres qui l'annonçait, vendredi 27 novembre. A priori peu étonnant après l'humiliation subie par l'ancien homme fort de Santiago, la nouvelle paraît en totale contradiction avec le communiqué plutôt offensif publié, la veille, au nom du général, par son ami le député Hernán Lora. Après le verdict des Lords, établit-il, Pinochet était « calme, prêt à continuer la lutte, pas déprimé ».

Brutal accès de stress en différé ? Peut-être. Mutation tactique, sûrement. Sachant que Jack Straw, le ministre britannique de l'Intérieur, ne peut plus stopper la machine judiciaire enclenchée par les Lords qu'en retenant une « compassion humanitaire » qui, seule, permettrait de renvoyer leur client chez lui, « les avocats de l'ancien dictateur », écrit le *Times*, vont plaider l'« indisposition mentale ». Selon le quotidien, dont les informations n'ont été ni confirmées ni infirmées, Pinochet serait « plongé dans une

profonde dépression qui le rend inapte à un procès ». Un porte-parole du ministère de l'Intérieur le précisait jeudi : « Selon la loi d'extradition de 1989, le ministre peut refuser le transfert d'un prévenu dès lors que la personne est considérée comme malade et donc inapte à être jugée. » Il y a des précédents.

Toutefois, le général en retraite, qui vient de fêter ses quatre-vingt-trois ans, a une constitution solide

— son père est mort à plus de cent ans ! —, et il s'est rétabli rapidement de son opération lombaire du 9 octobre. Le « vieil homme frêle et malade » défendu par Margaret Thatcher est désormais pris en main par le docteur Geoffrey Lloyd, psychiatre renommé et directeur du Grovelands Priory Hospital, la clinique de luxe pour stars du football et du cinéma, où il se remet de ses aventures depuis trois

semaines. En principe, chacun devrait pouvoir se faire une opinion sur la santé mentale du « patient anglais » le 11 décembre, puisqu'il devrait comparaître ce jour-là — et pour la première fois — devant un juge londonien. A la demande de Jack Straw, les magistrats de Bow Street ont en effet accepté, vendredi, de reporter la date limite à laquelle le ministre devra dire si, oui ou non, il autorise la procédure d'extradition engagée par le juge espagnol, Baltasar Garçon, à suivre son cours.

En attendant, l'offensive diplomatique déclenchée il y a quarante jours par le gouvernement chilien en faveur du renvoi à Santiago d'Augusto Pinochet s'intensifie singulièrement. Le ministre chilien des affaires étrangères, José Miguel Insulza — lui-même exilé par la dictature dans les années 70 — a été reçu, vendredi après-midi, pendant une heure, par son homologue britannique, Robin Cook. L'inventeur de la « diplomatie éthique » a répété à son visiteur que « ni l'arrestation de Pinochet ni les étapes suivantes de son aventure

Alain Peyrefitte : « Il faut renvoyer Pinochet »

Dans le *Figaro* du samedi 28 novembre, Alain Peyrefitte écrit notamment : « Remercions les Lords britanniques de leur avoir adressé un avertissement solennel. Ils ont permis à la conscience universelle d'effectuer un pas en avant vers le Tribunal pénal international... malgré le refus catégorique d'accepter cette institution de la part de certains professeurs de démocratie comme les Etats-Unis. Au Chili, toutefois, « les années ont passé ; le général Pinochet a lui-même organisé la sortie de dictature. C'est un cas rarissime. Faut-il décourager les dictateurs de suivre cette voie ? Faut-il les pousser à s'accrocher ? Et à enfoncer toujours plus leurs peuples dans la tragédie ? (...) Si demain Fidel Castro, contre un poste de « Père de la révolution à vie », rétablissait la démocratie à Cuba, ne devrions-nous pas dire bravo ? M. Peyrefitte conclut que le Chili était redevenu un Etat de droit capable de prendre ses responsabilités, c'est aux Chiliens qu'il appartient d'examiner le cas de l'ex-dictateur. « Mais pour cela, il faut leur renvoyer Pinochet. »

L'administration américaine ne veut pas revenir sur le passé...

WASHINGTON

de notre correspondant
Les Etats-Unis ont réagi avec une grande discrétion au verdict des Lords britanniques dans l'affaire Pinochet. Le porte-parole du département d'Etat s'est contenté de dire qu'il « s'agissait d'une question juridique qui doit être résolue par les gouvernements britannique, espagnol et chilien. Nous n'avons aucune position à ce sujet ». Washington a toutefois démenti avoir exercé des pressions sur Londres pour que l'on renvoie l'ex-dictateur chilien dans son pays. Et on affirme de source officielle que la justice américaine coopère avec son homologue espagnole, à laquelle elle a fourni de nombreux documents.

Les Etats-Unis ont été, dès l'origine, favorables au renversement du président Allende et, si leur position a sensiblement évolué au fil des années, le département d'Etat et la CIA ne semblent guère pressés de rendre publiques les preuves de leur implication. Bien qu'un ancien ministre chilien — Orlando Letelier — ait été assassiné par les hommes d'Augusto Pinochet à Washington, en compagnie d'une jeune Américaine, et que deux autres Américains — Charles Horman (le héros du film *Missing* de Costa-Gavras) et Frank Teruggi — aient disparu après leur arrestation durant le putsch de septembre 1973, aucune demande d'extradition par les Etats-Unis n'est à l'ordre du jour.

Les Archives sur la sécurité nationale de l'université George-Washington viennent de publier des documents remontant à l'élection de Salvador Allende en 1970. Dès le lendemain, le président Nixon et son conseiller pour la sécurité, Henry Kissinger, donnaient l'ordre d'organiser un coup d'Etat et d'éliminer 10 millions de dollars, selon des notes prises le 15 septembre par le chef de la CIA, Richard Helms ; ce sera le projet Fubert.

Le 15 octobre, le sous-directeur, Thomas Karamessines, évaluait les chances de succès d'un putsch. Il demandait une suspension de l'opération jugée risquée : « Un échec réduirait nos chances dans l'avenir. Préservons nos forces ».

Le lendemain, M. Karamessines écrivait au chef de l'antenne de la CIA à Santiago : « C'est notre politique ferme et persistante que de renverser Allende (...) Il est impératif que ces actions soient mises en œuvre de manière clandestine afin que la main du gouvernement des Etats-Unis soit bien dissimulée », en particulier par « la propagande, les opérations clandestines et la désinformation ». Le 18, un échange de télégrammes entre le siège de la CIA à Langley et Santiago faisait état de l'envoi d'armes à des officiers amis. Il fallait « neutraliser » le commandant en chef, le gé-

néral Schneider, que l'ambassade accusait de « constitutionnalisme » pour s'être opposé au renversement d'Allende. Quatre jours plus tard, le général était assassiné.

A la lecture de ces documents, on apprend comment la CIA a organisé des campagnes de presse contre le gouvernement d'Unité populaire en faisant publier 726 articles, briefant le correspondant local de *Time* et envoyant sur place 23 journalistes de quinze pays, « des agents à nous et d'autres ». Des parités politiques démocrates chrétiens européens, en particulier la CDU allemande, ont approché leurs collègues chiliens pour qu'ils s'opposent à Allende.

UN DICTATEUR ENCOMBRANT

On ne peut donc s'étonner que Nixon ait bien accueilli le putsch du général Pinochet. La violence de la répression n'en a pas moins gêné Washington et le président Gerald Ford fit tout ensuite pour éviter d'avoir à accueillir l'encombrant dictateur. Malgré tout, le sous-secrétaire d'Etat Jack Kubisch, rencontrant son homologue chilien, le 11 février 1974, avait été contraint de mentionner le cas de Charles Horman et Frank Teruggi. Il le fit de la manière suivante, selon un télégramme de l'ambassadeur américain : « Il a souligné ce sujet dans le contexte de la nécessité de rester prudent pour que des questions re-

lativement mineures ne rendent pas notre coopération plus difficile. On a expliqué au ministre que ces questions (...) avaient été soulevées par des membres du Congrès et les familles des disparus ». Donc, pas par le département d'Etat.

Le 28 septembre 1976, peu après l'assassinat d'Orlando Letelier, l'attaché du FBI à Buenos Aires envoyait un rapport détaillé sur l'opération « Condor », cette coopération entre les polices chilienne, argentine, brésilienne, bolivienne, péruvienne, paraguayenne, bolivienne et brésilienne contre la « subversion ». Ces « opérations conjointes contre des cibles terroristes », surtout en Argentine, avaient pour objet « d'écarter des sanctions pouvant aller jusqu'à l'assassinat contre des terroristes et ceux qui les soutenaient », y compris en Europe : deux pays étaient spécifiquement mentionnés, la France et le Portugal.

L'opération « Condor » est à l'origine de nombreuses plaintes instruites par la justice espagnole, mais aussi française. Comme l'a déclaré Peter Kombluh, des Archives nationales de sécurité, « le rôle des Etats-Unis dans l'arrivée au pouvoir de Pinochet devrait être mis sur le tapis avant d'être laissé au jugement de l'histoire ».

Patrice de Beir

L'Espagne s'inquiète pour ses intérêts économiques au Chili

MADRID

de notre correspondante

Officiellement, il n'y a aucun problème, et le ministre des affaires étrangères, Abel Matutes, le répète volontiers comme pour mieux exorciser tout danger : les intérêts espagnols au Chili ne sont pas menacés, les investissements sont déjà consolidés. Officieusement, en revanche, le ton est très différent et les interrogations

nombreuses, depuis la décision des Lords anglais ne pas reconnaître d'immunité à M. Pinochet.

Le président du gouvernement, José María Aznar, a été irréprochable dans sa discrétion et son acceptation totale de la liberté de la justice espagnole, mais il ne perd cependant pas une occasion de réaffirmer aussi son appui à cette « transition chilienne » dont

il espère qu'elle ne va pas dérapier. Quant à l'administration espagnole — elle s'en cache à peine — elle se sentait on ne peut plus soulagée si l'encombrant ex-dictateur, au lieu d'être extradé vers Madrid, était renvoyé chez lui, pour « raisons humanitaires » ou sous n'importe quel autre prétexte diplomatique. Les intérêts économiques espagnols et l'avenir d'Augusto Pinochet seront donc au centre des discussions qu'auront, dans les prochains jours, M. Matutes et son homologue chilien à Madrid.

Quels sont ces intérêts ? Pour 1997, par exemple, les investissements directs au Chili représentaient 277 milliards de pesetas (environ 11 milliards de francs), soit 14 % environ des investissements espagnols à l'étranger (dont plus de 50 % se sont faits en Amérique latine). Parmi les entreprises les plus en pointe figure, en premier lieu, la compagnie électrique Endesa qui a pris le contrôle spectaculaire de 32 % de la compagnie chilienne Enersis, laquelle, à elle seule, assure la moitié de la production et de la distribution de l'électricité locale et qui opère dans plusieurs autres pays d'Amérique latine. Endesa présente une certaine fragilité au Chili car l'achat des 32 % d'Enersis a donné lieu à bien des polémiques sur place, en raison de l'intervention d'intermédiaires liés à Augusto Pinochet. L'affaire est toujours en examen à Santiago.

Les télécommunications espagnoles (Telefonica), dont la filiale

internationale, Tisa, s'est taillé un véritable empire en Amérique latine, a parié également sur la transition chilienne et sur la libéralisation du marché des télécoms pour sa stratégie d'« internationalisation ». Des « représailles chiliennes » pourraient se traduire par un changement d'opérateur de la part de la clientèle. En effet, Telefonica détient actuellement 43,9 % de CTC (Compagnie de télécommunication du Chili). CTC est le premier opérateur chilien avec 91 % du marché du téléphone local et le deuxième opérateur longues-distances du pays, à travers sa filiale CTC Mundo.

VULNERABILITÉ

Les grands groupes bancaires espagnols sont également très actifs. C'est le cas du Banco Santander (première banque étrangère au Chili) qui a été un des pionniers espagnols sur place. Pour sa part, le Banco Bilbao Vizcaya a pris, il y a quelques mois, le contrôle de 55 % du BHF, un des dix plus grands établissements chiliens et le Banco Central Hispano contrôle, lui, le Banco de Santiago, la principale banque privée. Ce qui a représenté un des plus gros investissements du BCH en Amérique latine.

Reste enfin un des volets les plus importants, et peut-être le plus vulnérable, à l'heure actuelle, du commerce entre l'Espagne et le Chili : les ventes d'armes. Après la Thaïlande et la Turquie, le Chili est le meilleur client de l'Espagne, et le premier en Amérique du Sud.

Un négociant continue depuis vingt ans qui était très florissant du temps du gouvernement socialiste et qui fait, par exemple, que le Chili est l'unique pays (à part l'Espagne) à disposer de tous les modèles d'avions produits par Casa, l'aérospatiale espagnole. Or, depuis l'arrestation de Pinochet sur ordre du juge espagnol Baltasar Garçon, un certain nombre de discussions préliminaires devant logiquement déboucher sur des contrats (programmes de communications militaires, d'avions de transport ou de camions, par exemple) ont été suspendus.

Aussi les inquiétudes espagnoles portent-elles sur le gros contrat franco-espagnol signé avec le Chili en décembre 1997 et qui porte sur 3,5 milliards de francs.

Ce contrat, dont la première tranche semble avoir été réglée, prévoit la livraison de deux sous-marins Scorpena lance-torpilles, qui sont construits simultanément par l'entreprise espagnole Bazan et par l'arsenal de Cherbourg en France. Pour la partie française, le gouvernement de centre droit avait commencé la négociation, reprise ensuite à son compte par le gouvernement socialiste. Réviser ce contrat par représaille paraît difficile, en raison des très lourdes pénalités, mais les plus pessimistes à Madrid ne semblent pas exclure que les Chiliens tentent de le geler ou de soustraire le maximum de la commande aux Espagnols pour le passer à la partie française.

Marie-Claude Décamps

KALEIS DYNAMISME

Sicav Info Poste : 08 36 08 58 10

Sicav diversifiée

DIVIDENDE EXERCICE 1997-1998 : le conseil d'administration de la Sicav KALEIS DYNAMISME a arrêté les comptes de l'exercice 1997-1998 et a constaté que le dividende net par action « D », dit de distribution s'élève à 18,10 francs.

Décomposition du dividende net, en francs :

• Actions françaises	4,72
• Obligations françaises non indexées	3,56
• Titres de créances négociables	9,82
Total	18,10

Sous réserve du vote de l'assemblée générale ordinaire, le dividende sera détaché le 8 décembre 1998 et mis en paiement le 10 décembre 1998 (possibilité de réinvestissement sans frais jusqu'au 10 mars 1999).

CREDIT D'IMPOT : selon la réglementation fiscale, le crédit d'impôt unitaire sera déterminé le jour du détachement du dividende par répartition du montant global des crédits d'impôt entre les actions en circulation à cette date.

Valeur de l'action « D » au 30.10.1998 : 1 219,64 francs.

Gestion : SOGEPOST S.A. Filiale de La Poste et de la Caisse des dépôts et consignations

LA POSTE

Manifestation en faveur d'un otage français dans le Caucase

PARIS. Le comité de soutien à Vincent Cochetel, otage français détenu depuis le 29 janvier en Tchétchénie, appelait à une manifestation de soutien, samedi 28 novembre, devant l'Assemblée nationale et le quai d'Orsay à Paris, ainsi qu'à Tours, sa ville d'origine. Enlevé par trois Ossètes du Nord, arrêtés depuis, le chef de la délégation du Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) dans le Caucase du Nord a été « rendu » par ses ravisseurs à un de ces groupes spécialisés dans le « commerce » d'otages. Il serait détenu en Tchétchénie, comme une centaine d'autres personnes, dont une dizaine d'étrangers. Les ravisseurs réclameraient entre 1,5 et 5 millions de dollars pour la libération du Français, qui serait bien toujours en vie. - (Corresp.)

M. Jiang Zemin demande au Japon d'enseigner la « vérité » sur son passé

TOKYO. Le président chinois Jiang Zemin a demandé au Japon d'enseigner à la jeune génération « la vérité » sur les dommages causés par le passé militariste du pays, samedi 28 novembre à Tokyo, devant les étudiants de l'université Waseda. M. Jiang, qui n'a obtenu des japonais, depuis le début de sa visite officielle à Tokyo, que des excuses verbales pour les exactions commises contre la Chine par l'armée impériale durant la guerre (1932-1945), a demandé que soit fournie à la nation et aux jeunes une vision correcte de leur histoire pour éviter à tout jamais le retour du culte de la force et de l'idéologie militariste. Son discours devant les étudiants a été émaillé d'un incident au cours duquel deux personnes ont apostrophé le président chinois, notamment à propos du traitement des dissidents par Pékin. - (AFP Reuters.)

L'ONU aurait proposé à la Birmanie de reprendre son aide sous condition

BANGKOK. Un haut représentant de l'ONU a rencontré, vendredi 27 novembre, à Rangoun, le premier secrétaire de la junte militaire birmane, l'ingénieur général Khin Nyunt, dans le cadre d'efforts diplomatiques pour tenter de débloquent l'impasse politique. La visite de M. Nay Htin, secrétaire général adjoint de l'ONU, survient alors que, selon des informations non confirmées, les Nations unies et la Banque mondiale auraient proposé de reprendre leur aide humanitaire et financière au régime birman, en échange de l'ouverture par celui-ci d'un dialogue avec l'opposition démocratique. Interrogé, un cadre de la junte a répondu vendredi qu'il « était prématuré de faire tout commentaire à ce stade ». Les généraux de la junte se disent toujours prêts à un dialogue avec l'opposition, mais refusent de parler directement avec Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la Paix, à laquelle ils déniaient toute légitimité. - (AFP)

DÉPÊCHES

■ **INDE** : les quatre otages occidentaux capturés en 1995 par des séparatistes musulmans dans la Cachemire indienne « ont probablement été tués depuis longtemps », a déclaré, vendredi 27 novembre, E.N. Ramamohan, directeur de la Force de sécurité frontalière. Les autorités indiennes n'avaient encore jamais formulé explicitement l'hypothèse de leur exécution. - (AFP)

■ **RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE** : un attentat à l'explosif devant l'ambassade de France a eu lieu, vendredi 27 novembre, en milieu de journée à Bangui, ne faisant pas de victime et peu de dégâts matériels. Cette explosion survient cinq jours après le déroulement, dans le calme, du premier tour de scrutin des élections législatives centrafricaines. - (AFP)

■ **GUINÉE-BISSAU** : une majorité des députés ont demandé, vendredi 27 novembre, la démission du président Joao Bernardo Vieira, accusé d'avoir violé la Constitution en décidant de faire appel, en juin, sans l'accord de l'Assemblée, à des troupes étrangères pour contrer une rébellion militaire. - (AFP)

■ **KOSOVO** : l'armée de libération du Kosovo (UCK) a libéré, vendredi 27 novembre, à l'issue de négociations avec des représentants de la communauté internationale, deux journalistes de l'agence officielle yougoslave Tanjug qu'elle détenait depuis le 18 octobre, ainsi que deux Albanais, responsables locaux de la Ligue démocratique du Kosovo (LDK) de Malisevo (centre), qu'elle accusait de « propagande capitaliste ». Selon des données fournies par les organisations humanitaires, 870 Serbes et Albanais restent détenus illégalement au Kosovo. - (AFP)

■ **MACÉDOINE** : la France a livré à la Macédoine vingt radars du type Orlifant, qui sont des radars mobiles du champ de bataille capables de détecter - de jour, par mauvais temps et de nuit - des mouvements au sol à une vingtaine de kilomètres de distance. Ces matériels seront mis en œuvre par les unités frontalières de l'armée macédonienne. - (AFP)

■ **RUSSE** : le président russe Boris Eltsine « a subi quelques infarctus » lors de la campagne électorale présidentielle de 1996, a révélé vendredi 27 novembre le porte-parole du Kremlin, Dmitri Iakouchine. Jusque-là, le Kremlin n'avait fait état que d'un infarctus, entre les deux tours de l'élection présidentielle. - (AFP)

■ **ISRAËL/GAZA/ÉTATS-UNIS** : le président Bill Clinton se rendra en Israël et à Gaza du 12 au 15 décembre, conformément à la promesse qu'il avait faite lors de la signature du mémorandum israélo-palestinien de Wye River, a annoncé vendredi 27 novembre la Maison Blanche. - (Reuters.)

■ **IRAN/NORVÈGE** : la Norvège a annoncé, vendredi 27 novembre, qu'elle rétablirait début 1999 ses relations diplomatiques avec l'Iran, rompues en 1995. Cette décision est consécutive à la prise de distance, par le gouvernement iranien, de la « fatwa » condamnant à mort l'écrivain britannique Salman Rushdie. - (Reuters.)

M. Nétanyahou exige du Liban qu'il empêche les attaques du Hezbollah

BEYROUTH. L'armée israélienne a lancé, samedi 28 novembre, une opération aérienne doublée de tirs d'artillerie contre des positions présumées du Hezbollah dans le sud du Liban. Vendredi soir, le radio de la milice libanaise pro-israélienne, l'Armée du Liban-sud, avait prévenu que 7 sahal allait bombarder des régions proches de la zone de 850 km² qu'Israël occupe au Liban-sud, le Hezbollah ayant intensifié le harcèlement de l'armée d'occupation israélienne. De retour dans son pays, le premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou a exigé que l'armée libanaise se déplace au Liban-sud pour empêcher les attaques du Hezbollah. « Tout le monde connaît les pressions exercées sur le gouvernement libanais par la Syrie et l'Iran, mais cela ne le dégage pas de sa responsabilité directe sur ce qui se passe sur son territoire », a déclaré M. Nétanyahou qui devait réunir, dimanche, son « cabinet de sécurité » pour examiner la situation. - (AFP)

L'Allemagne et l'Italie proposent de traduire Abdullah Öcalan devant une cour internationale

L'Allemagne renonce à demander l'extradition du dirigeant kurde

Le chancelier allemand Gerhard Schröder et le président italien du conseil Massimo D'Alema ont proposé de traduire le dirigeant kurde, Ab-

dullah Öcalan, devant un tribunal international ou européen, inexistant à l'heure actuelle. L'Allemagne a renoncé à demander son extradition

bien qu'il ait été arrêté en Italie à la demande de Bonn. Öcalan reste sous la surveillance de la justice italienne jusqu'au 22 décembre.

BONN

de notre correspondant
L'Allemagne a renoncé définitivement à demander l'extradition du leader du PKK, Abdullah Öcalan, en dépit du mandat d'arrêt lancé contre lui par la justice allemande, pour meurtre et participation à une organisation terroriste. C'est ce qu'a annoncé le chancelier Gerhard Schröder, vendredi 27 novembre, à l'issue d'une rencontre, à Bonn, avec le président italien du conseil, Massimo D'Alema, alors que 6 500 Kurdes, environ, manifestaient leur soutien à M. Öcalan à Bonn et à Hambourg, contre 40 000 annoncés.

M. D'Alema a pris acte de la décision allemande. Les deux chefs de gouvernement ont déclaré souhaiter traduire M. Öcalan devant un tribunal international ou européen. Les deux hommes n'ont pas donné d'avantage de détails concernant cette institution qui devrait être créée. Toutes les parties, y compris la Turquie, devraient s'engager à reconnaître le jugement prononcé.

M. Schröder justifie son refus

de juger M. Öcalan par des « craintes de troubles à l'ordre public ». L'Allemagne accueille sur son sol deux millions de ressortissants turcs, dont plusieurs centaines de milliers sont d'origine kurde. Le gouvernement estime qu'un procès risquerait de déclencher sur son territoire des violences entre les deux communautés, comme ce fut le cas au milieu des années 90. Une extradition de M. Öcalan compromettrait aussi la volonté du gouvernement de modifier le code de la nationalité allemand, dont l'un des objectifs est de faciliter l'intégration de la communauté de nationalité turque.

« SOLUTION IDÉALE »

Le gouvernement Schröder s'est entendu avec l'opposition pour ne pas transformer le cas Öcalan en un sujet de politique intérieure. Le leader de l'opposition, Wolfgang Schäuble juge que la décision de M. Schröder est légitime. Elle est, également, parfaitement légale, selon Gerhard Schröder : les demandes d'extradition sont du res-

sort du gouvernement, auquel la loi confère le droit de juger de leur opportunité. Le ministre de l'Intérieur, Otto Schily, a qualifié l'appel à un tribunal international de « solution idéale ». Au contraire, le quotidien conservateur Frankfurter Allgemeine Zeitung juge que « la poltronnerie de la coalition gouvernementale dans le conflit Öcalan est en totale contradiction avec son courage politique sur les sujets d'intégration et de naturalisation (...). Les nationalistes turcs et kurdes n'étaient pas obligatoirement appelés à dominer le terrain si Öcalan avait été jugé en Allemagne. La masse des Turcs et des Kurdes en Allemagne n'est pas le parti de la guerre civile. A l'occasion, ils pourraient l'exprimer. Bonn devrait les y encourager », écrit le quotidien.

Le président du conseil italien a rappelé que M. Öcalan resterait sous la surveillance de la police italienne jusqu'au 22 décembre, mais que l'Italie ne pouvait pas le juger, car il n'y a pas commis de crime. Une solution doit donc être trouvée avant cette date pour le traduire devant un éventuel tribu-

nal international. L'objectif est de juger M. Öcalan et de contribuer à avancer vers un règlement de la question kurde. Les deux chefs de gouvernement ont annoncé qu'ils avaient chargé leurs ministres des affaires étrangères de lancer une initiative européenne pour trouver une solution politique à la question kurde dans « un dialogue amical » avec Ankara. Il s'agit à la fois de garantir l'intégrité du territoire turc et de garantir les droits de la minorité kurde. M. Schröder veut éviter que l'affaire ne dégénère encore plus et que la Turquie ne s'éloigne encore de l'Europe pour cette raison.

Lors de son entrée en fonctions, le nouveau gouvernement allemand souhaitait améliorer ses relations avec la Turquie, qui s'étaient largement détériorées depuis un an. Ankara accusait l'ancien chancelier, Helmut Kohl, d'être responsable du refus de l'Union européenne d'ouvrir des négociations d'entrée de la Turquie dans l'Union européenne.

Arnaud Leparmentier

1^{er} réseau Européen de dépôt-vente

FRANCE :
01 BOURG EN BRESSE
04.74.22.90.04 (ouverture le 10.12.98)
03 MONTLUÇON
04.70.08.43.40
06 GRASSE
04.93.09.00.95
CANNES LA BOCCA
04.93.90.22.40
NICE / LA TRINITÉ
04.93.27.96.34
NICE / ST LAURENT DU VAR
04.93.07.36.46
ANTIBES
04.93.94.35.17
11 NARBONNE
04.68.41.84.89
13 MARSEILLE
04.91.66.56.56
MARSEILLE / LA VALENTINE
04.91.89.60.79
MARSEILLE / PLAN DE CAMPAGNE
04.42.02.78.12
ARLES
04.90.18.46.61
GEMENOS
04.42.32.88.89
AIX EN PROVENCE
04.42.39.46.46
14 CAEN
02.31.85.07.00
16 ANGOULEME
05.45.94.63.83
17 LA ROCHELLE
05.46.44.00.34
18 BOURGES
02.48.70.47.52
19 BRIVE
05.55.87.20.04
21 DIJON / CHENOVE
03.80.52.50.00
DIJON / AHUY
03.80.53.92.31
22 ST BRIEUC
02.96.74.45.45
25 AUDINCOURT
03.81.37.14.88
26 VALENCE
04.75.55.05.05
27 VERNON
02.32.71.11.11
29 QUIMPER
02.98.52.84.06
BREST
02.98.02.02.04
30 NIMES
04.66.23.21.90
ALLES
04.66.30.17.71
31 TOULOUSE
05.61.72.38.60
33 LA TESTE DE BUCH
05.56.54.74.17
BORDEAUX / ARTIGUES
05.56.86.31.80
BORDEAUX / PESSAC
05.57.26.80.52
BORDEAUX / MERIGNAC
05.56.34.81.17

34 MONTPELLIER / CASTELNAU LE LEZ
04.67.79.47.10
MONTPELLIER / ST JEAN DE VEDAS
04.67.07.59.81
BEZIERS
04.67.76.29.78
35 RENNES
02.99.13.10.90
36 CHATEAURoux
02.54.07.35.77
38 GRENOBLE
04.76.75.92.84
42 ST ETIENNE
04.77.49.83.70
44 NANTES
02.40.30.18.60
45 ORLEANS
02.38.81.83.84

CAMBRAI
03.27.82.14.44
VALENCIENNES
03.27.47.37.37
MAUBEUGE
03.27.66.29.29
60 COMPIEGNE
03.44.30.13.13
62 LENS
03.21.13.41.99
63 CLERMONT-FERRAND
04.73.24.10.45
AUBIERE
04.73.26.00.12
64 BAYONNE
05.59.31.10.00
PAU
05.59.81.03.03

CHAMBERY
04.79.72.94.10
74 ANNEMASSE
04.50.84.29.99
76 ROUEN
02.35.62.87.00
LE HAVRE
02.35.47.12.00
77 MELUN
01.64.10.00.02
PONTAULT-COMBAULT
01.64.43.89.99
CHELLES
01.60.25.92.00
(ouverture le 24.11.98)
78 MANTES LA JOLIE
01.30.63.98.98
ORGEVAL
01.39.08.11.81
80 AMIENS
03.22.46.75.30
82 MONTAUBAN
05.63.20.60.71
83 TOULON / LA VAILLETTE DU VAR
04.94.61.05.06
TOULON / LA SEYNE SUR MER
04.94.06.09.00
DRAGUIGNAN
04.94.50.72.89
FREJUS
04.94.53.32.73
84 AVIGNON
04.90.85.21.67
ORANGE
04.90.34.65.77
86 POTTIERS
05.49.18.02.20
87 LIMOGES
05.55.38.19.53
91 ARPAJON / OLLAINVILLE
01.60.83.35.35
COURTABOEUF / LES ULIS
01.69.86.05.56
93 PIERREFITTE
01.49.71.37.37
95 CERGY PONTOISE
01.30.37.59.59
ANDILLY
01.39.59.10.01
TROC INTERNATIONAL :
BELGIQUE :
CHARLEROI
NAMUR
LA LOUVIERE
LIEGE
WAVRE
BRUXELLES-FOREST
WATERLOO
VERVIERS
ANVERS
ANIS
(ouverture le 03.12.98)
GRAND DUCHÉ DE LUXEMBOURG :
LUXEMBOURG VILLE
(ouverture 12.98)
SUISSE :
LAUSANNE
ESPAGNE :
BARCELONE

113 MAGASINS
S'ENGAGENT POUR
VOUS FACILITER
LE DÉPÔT-VENTE



49 ANGERS
02.41.43.29.96
CHOLET
02.41.56.19.86
51 REIMS
03.26.04.12.13
54 NANCY / PULNOY
03.83.33.17.83
NANCY / LUDRES
03.83.25.60.50
56 NANTES
02.57.68.82.83
LORIENT
02.97.76.60.80
57 THIONVILLE
03.82.56.64.64
METZ
03.87.63.33.77
59 ROUBAIX
03.20.26.09.49
LILLE / LOMME
03.20.93.11.76
LILLE / WASQUEHAL
03.20.45.87.45

65 TARBES
05.62.36.15.56
66 PERPIGNAN
04.68.63.85.32
67 STRASBOURG / MUNDOLSHEIM
03.88.20.33.88
STRASBOURG / FEIGERSHEIM
03.88.59.05.05
68 MULHOUSE
03.89.50.00.08
69 LYON / Bône
04.78.74.63.63
LYON / ST FONS
04.78.70.02.04
LYON / ROCHETAILLEE
04.78.22.43.45
VILLEFRANCHE
04.74.65.43.82
71 MONTCHANIN
03.85.78.00.78
72 LE MANS
02.43.76.07.04
73 ALBERTVILLE
04.79.32.08.08

Troc de l'île, 1^{er} réseau Européen de dépôt-vente a créé le service Zéro Contrainte afin de faciliter encore plus toutes les démarches des déposants. C'est le premier service de dépôt-vente entièrement à domicile. Pour tout renseignement appelez le magasin le plus proche.

* Les réseaux Troc de l'île et Troc International sont des réseaux d'entreprises indépendantes

TROC DE L'ÎLE
L'ETHIQUE DU DÉPÔT-VENTE

FRANCE

LE MONDE / DIMANCHE 29 - LUNDI 30 NOVEMBRE 1998

MILITANTISME Déçus par les partis de gauche, des militants découvrent une nouvelle forme d'engagement, dans l'expertise économique. ● L'APPEL des écono-

mistes contre la pensée unique, lancé lors du mouvement de grève de l'hiver 1995, a été le premier révélateur de cette émergence des militants-experts : keynésiens, marxistes, rég-

lacionnistes se sont regroupés pour critiquer l'orthodoxie. ● DE NOUVELLES ASSOCIATIONS sont apparues depuis, issues des rangs de la gauche radicale, comme Attac, qui milite pour une

taxation des mouvements de capitaux, ou encore la Coordination contre l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI). ● EN GRANDE-BRETAGNE, une association baptisée

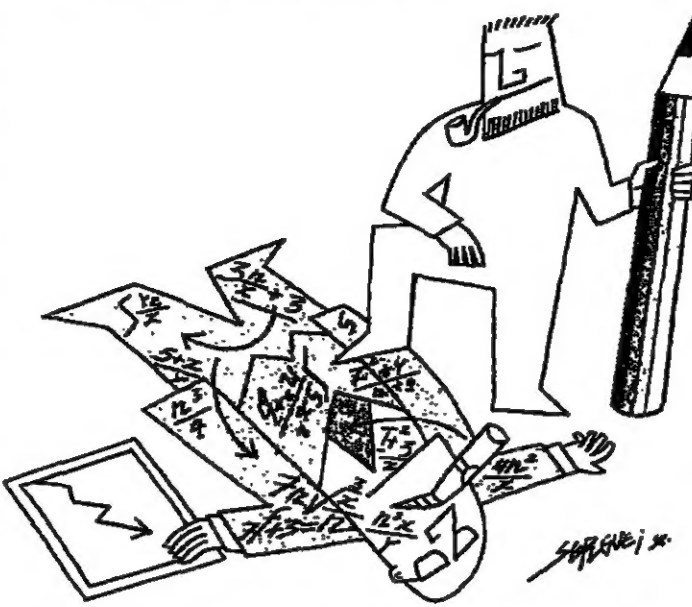
Reclaim the streets (« La rue est à nous ») organise des fêtes anti-capitalistes qui rassemblent jusqu'à plusieurs dizaines de milliers de personnes.

La contre-expertise économique crédibilise la gauche radicale

Les succès de l'association Attac pour une taxation des mouvements de capitaux ou de la Coordination contre l'Accord multilatéral sur l'investissement sont révélateurs de l'apparition de militants qui ne se contentent plus d'être contestataires

SES ORGANISATEURS n'en reviennent toujours pas. Six mois après son lancement, Attac reçoit encore entre quarante et cinquante adhésions par jour. La barre des cinq mille cotisants vient d'être franchie et il existe désormais plus de cinquante comités locaux : des villes comme Saint-Dié, Privat, Gap, Niort ou Dax comptent désormais les leurs. Le 20 octobre, la salle de spectacle Le Divan du monde, dans le 18^e arrondissement de Paris, était trop petite pour accueillir les six cents personnes qui se pressaient à ses portes. Ce soir-là pourtant, c'était l'Association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens qui tenait l'affiche et proposait de... débattre des austères projections de l'Américain James Tobin, Prix Nobel d'économie.

Lancée en février, la Coordination contre l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) aligne elle aussi sa trentaine de comités locaux. Pas moins de 30 000 brochures d'un opuscule de vingt pages - L'AMI : non merci ! - ont été distribuées dans la France entière et une deuxième brochure, consacrée à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), est en préparation. D'ores et déjà, la coordination peut inscrire une belle victoire à son actif : l'annonce, le 14 octobre, par Lionel Jospin, du retrait de la France des négociations de l'AMI, engagées depuis 1995 sous l'égide de l'OCDE.



Dans les collectifs d'Attac comme dans ceux contre l'AMI, une nouvelle espèce de militants trouve un engagement inhabituel. Tous antilibéraux, parfois anticapitalistes tout court, ils se passionnent pour les débats d'experts au point d'en remonter aux origines. Auteurs du prérapport dont le premier ministre s'est servi pour fonder sa décision, la députée européenne Catherine Lalumière et l'ancien patron de la direction des relations économiques extérieures (DREE), Jean-Pierre Landau, se sont ainsi ralliés à la plupart des objections formulées par la Coor-

dination contre l'AMI, en soulignant leur sérieux. Familiers d'Internet, ces nouveaux activistes savent se documenter aux meilleures sources : ils ont profité en temps réel des travaux de l'Américain Lori Wallach, une juriste de l'Organisation Public Citizen de Ralph Nader et se sont appuyés sur les synthèses réalisées par Susan George (lire ci-dessous).

ORIGINE ÉCOLOGISTE

Le contexte n'a pas étranger à ce besoin d'expertise : faillite des modèles collectivistes, logique de la mondialisation qui semble

imposer, chaque jour d'avantage, la règle du libéralisme. « Attac, le Collectif contre l'AMI ou le RAI, le Réseau d'alerte contre les inégalités (voir ci-dessous), sont autant de tentatives concrètes pour refonder une critique sociale en phase avec la mondialisation », souligne Pierre Contesenne, syndicaliste à SUD-Aérien et membre du Collectif contre l'AMI. « La pensée critique et la logique d'émancipation sociale ont traversé des années de crise. La décennie 90 voit surgir des éléments de critique très nourris, mais qui n'arrivent pas à construire une vision du monde », nuance le sociologue Michel Vakaloulis (Paris-VIII). Dès lors, explique-t-il, le repli sur la contre-expertise est logique.

UNE ÉTAPE À DÉPASSER

Or les partis traditionnels, à gauche, peinent à tenir ce rôle. Ce n'est pas un hasard si l'idée de la contre-expertise - et de contre-pouvoir - a germé dans les milieux écologistes au moment où aucun parti ne menait de débat sur le nucléaire. La section économique du PCF, qui, dans les années 80 encore, sous la férule de Paul Boccard et d'Yves Dimicoli, jouait un rôle pionnier, en proposant des critères de gestion différents, est aujourd'hui moribonde.

C'est donc ailleurs que se mènent les recherches. Fédération keynésiens, régulationnistes, marxistes, les initiateurs de l'appel des économistes contre la pensée unique », avec Hoang-Ngoc Liem,

ont tenté, après décembre 1995, de reprendre ce flambeau. Ce manifeste a fait long feu dans son premier objectif : donner corps à une contre-pensée économique plus structurée. En revanche, l'engagement pris par les signataires de se mettre à la disposition des syndicats et associations pour ne pas « laisser l'expertise aux experts officiels » a été tenu.

Le militantisme d'expertise réunit des profils différents : gauchistes et anciens gauchistes à la

constate le sociologue Philippe Corcuff.

La mobilisation pour la taxe Tobin, comme celle contre l'AMI, permet aussi de mêler habilement des États d'âme plutôt républicains, ou des mois d'ordre très hexagonaux, comme celui des cinéastes français, à un militantisme plus internationaliste. Ce n'est pas la seule de ses contradictions. Car l'expertise n'est forcément qu'une étape. Un peu dépassé par son succès, Attac s'interroge aujourd'hui

Pour une eau pure et publique

En 1989, la Gauche socialiste, dans une motion présentée au congrès de Rennes du PS, avait lancé le débat de la renationalisation des compagnies d'eau. Cinq ans plus tard, Philippe Séguin réclamait à son tour leur « nationalisation, au moins partielle », tandis que Robert Hue tentait de relayer à son tour cette revendication. Après les mises en cause de la Lyonnaise et de la Générale des eaux dans les affaires et l'apparition de pollutions graves, notamment en Bretagne, les militants se mobilisent. La Fondation Copernic consacre un groupe de travail à ce thème - qui fut aussi celui de l'université d'été de la Confédération paysanne - tandis que le DAL, qui occupait, en février, le siège de la Lyonnaise, edge un tarif réduit pour les ménages à bas revenus. Pour la gauche radicale, l'augmentation du prix de l'eau est due au coût induit par les pollutions, en particulier industrielles. Et l'eau pour tous, non troublée par les nitrates et les affaires, devient un combat écologique et social.

recherche d'une nouvel engagement, réformistes radicaux qui n'éprouvent pas, au PS ou ailleurs, le poids et l'utilité de leur adhésion... « Ce militantisme de contre-expertise n'est pas seulement contestataire, il attire les milieux les plus intellectuels, ceux qui sont passés par l'université et la scolarisation »,

sur son débouché. Quant à la Coordination contre l'AMI, ses militants cherchent à quitter le cadre strict du lobbying pour s'investir davantage dans des « actions de terrain ». Sans parvenir totalement à les cerner.

Ar. Ch. et C. M.

Susan George, la nouvelle égérie de l'économie-protestataire

« J'AIME LES GENS qui deviennent plus radicaux au fur et à mesure qu'ils vieillissent ». Installée en France depuis plus de quarante ans, Susan George a gardé des

PORTRAIT

Une Américaine aux airs de grande bourgeoise qui a choisi l'autre camp

Etats-Unis cette mise stricte et impeccable, cette diction à la fois extrêmement courtoise et tranchante propre aux femmes de la société blanche américaine. Mais, pour le reste, les points ont été coupés. « Quand j'y retourne, je trouve ce pays terrifiant », glisse-t-elle. La vraie rupture date de la guerre du Vietnam, puis du Chili. « Là, mes rapports avec mon pays ont profondément changé », indique-t-elle doucement.

Celle qui, à la fin des années 70,

pourfendit l'agro-business, dénonça l'utilisation de l'arme alimentaire par le gouvernement et les multinationales américaines, avait fini par se confondre dans l'imaginaire étudiant avec une sorte de Joan Baez qui aurait pratiqué la protest economics encadrée par John Galbraith et Samir Amin. L'allure trompe. La volonté d'en découdre, elle, ne s'est pas estompée.

Aujourd'hui, à soixante-quatre ans, Susan George est l'une des chevilles ouvrières, en France, du Collectif de lutte contre l'AMI (Accord multilatéral sur l'investissement). Le mardi, une réunion publique à Saint-Malo : « Il y avait une soixantaine de personnes. On m'a dit que la ville était plutôt conservatrice. C'est bien, non ? », s'inquiète-t-elle. Le jeudi, un rendez-vous avec Catherine Lalumière, députée européenne, chargée par Lionel Jospin de faire une sorte d'audit sur les conséquences de l'accord. Avant, il faut à tout

prix mettre la touche finale à « la première partie de l'Acpi ». L'Acpi ? « L'Accord des citoyens et des peuples sur les investissements et la richesse », explique-t-elle. « C'est un texte qui sera un anti-AMI, un projet alternatif ». La fermeté perçante : « Ne mettez pas "alternatif", je n'aime pas ce mot. Pour moi, il n'y a pas d'alternative au cancer. On nous demande à quelle sauce nous voulons être mangés. Eh bien, Messieurs, nous ne voulons être mangés à aucune sauce. »

L'EURO CONTRE LE DOLLAR

« Elle a un côté très grande bourgeoise qui, parfois, étonne les militants. Mais elle fournit un boulot phénoménal », dit-on d'elle à Droits devant !. Du coup, on se l'arrache. Attac l'a intégrée dans son comité scientifique. Économiste tiers-mondiste ? « Je n'ai jamais été économiste, je suis plutôt quelqu'un qui brasse sur leurs terres », explique-t-elle. Tiers-mondiste ? « Le Nord contre le Sud... »

Je ne pense plus les choses comme cela. Il y a du Sud dans le Nord et du Nord dans le Sud. C'est cela, la mondialisation », corrige-t-elle. Les années Reagan demeurent pour elle un « traumatisme ». « Tout allait si vite. On était tellement nés. Mais les néolibéraux ont été trop arrogants. »

Susan George n'a jamais adhéré à un parti. « Cela ne me convenait pas. Mais je me reconnaissais plutôt dans l'ancien PSU en France ou chez les chrétiens de gauche en Italie. Aujourd'hui, elle défend avec vigueur l'euro. « Contrairement à mes amis et parce que je crois que c'est la seule manière de s'opposer à l'hégémonie américaine », soupire-t-elle. Fondamentalement pessimiste « par nature », elle dit aujourd'hui cesser de broyer du noir. « Les choses bougent à nouveau. Je crois que je n'ai jamais été aussi heureuse depuis le Vietnam. Les jeunes reviennent. »

Caroline Monnot

Le RAI, des technocrates au service des exclus

ILS NE SONT PAS franchement organisés, n'ont pas de statuts, de commissions permanentes, à peine une vague secrétariat. Ils sont une quarantaine tout au plus. Mais c'est là, entre autres, que Droits devant !, ACI (Agir ensemble contre le chômage) ou DAL (Droit au logement) vont s'échanger des chiffres, roder leurs arguments. Là, c'est-à-dire au RAI, le Réseau d'alerte contre les inégalités où se côtoient économistes, hauts fonctionnaires, syndicalistes (CGT-Finances, CFDT Banque de France, Groupe des dix) et militants associatifs.

Groupe de réflexion, instance de lobbying, réseau de renseignement : le RAI est un peu tout cela. À la disposition des organisations de « sans », « L'idée était d'apporter sur des dossiers un peu pointus une expertise aux associations qui ne disposent pas tout le temps des informations pour éclairer le débat public ou intervenir en amont sur des projets de loi en discussion », explique Pierre Concaldi, économiste, auteur à l'automne 1997 d'une étude remarquée sur l'explosion des très bas salaires en France, sous l'égide de l'Institut de recherches économiques et sociales.

Le RAI est ainsi né au moment de l'occupation de l'immeuble de la rue du Dragon, en décembre 1994. « À l'époque, c'était le Réseau d'alerte sociale », raconte Pierre Contesenne (Droits devant ! et SUD-aérien). Les anciens du CERC (le Centre d'études sur les revenus et les coûts), qui a été dissous par le gouvernement d'Edouard Balladur, en 1994, et dont la vocation était précisément de travailler sur les écarts de revenus, se joignent naturellement aux associations.

DÉBUT DE RECONNAISSANCE

L'occupation du grand hall de la Banque de France par DAL et Droits devant ! ramène au réseau les syndicalistes CFDT et autonomes de l'institution. Viennent, alors, pêle-mêle, des signataires de l'appel des économistes contre la pensée unique, les hauts fonctionnaires de l'association Points car-

dinaux. De contact en contact, le maillage s'étend. Arrive la première loi contre l'exclusion, celle présentée pour le gouvernement d'Alain Juppé par Xavier Emmanuelli. « Le texte prévoyait la création d'un observatoire de la pauvreté. On a hurlé. On observe la pauvreté, jamais les richesses. C'est là qu'on a décidé de transformer le RAS en RAI », poursuit M. Contesenne. L'observatoire, réclamé par les associations caritatives, est maintenu dans la deuxième loi de lutte contre l'exclusion, celle de Martine Aubry.

Désormais, indique Jacques Ténier, conseiller à la Cour des comptes, qui coordonne le réseau avec Catherine Levy, chercheuse au CNRS et membre de Droits devant !, « tout est passé au crible ». Les rapports annuels du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), ceux du Haut Conseil de la santé publique, les études de la direction de l'évaluation et de la prospective du ministère de l'éducation, celles du ministère de l'emploi, de l'Union des dévoués et fournissent autant de matière première pour des arguments chocs.

« Le RAI est moins connu que ses composantes. Mais, aujourd'hui, on commence à être reçu dans les ministères », explique M. Ténier. La volet endettement de la loi Aubry ? Il a été amendé à partir des travaux de la CFDT-Banque de France pour le réseau. La réflexion d'ACI sur les minima sociaux au moment du mouvement des chômeurs ? Elle s'est nourrie en partie des travaux du RAI. Le réseau qui mène toujours campagne pour le rétablissement du CERC a fait du « partage des richesses » son thème politique majeur et s'est même fendu d'un projet de contre-budget cet automne. L'Union européenne vient de lui apporter une reconnaissance quasi-officielle : elle lui a accordé une subvention pour réaliser (le voit français d'une veste étude communautaire sur les « minima sociaux vis d'en bas »).

C. M.

Les fêtes engagées de Reclaim the Streets secouent les rues de Londres

LONDRES de notre envoyée spéciale

Au départ, il ne s'agissait que de quelques événements très british. Sur les murs de Londres, des publicités pour des voitures joliment taguées au nom de Reclaim the Streets (« La rue est à nous ») ; des militants gentiment occupés à peindre sur la chaussée de fausses pistes cyclables. Lorsque la petite association Reclaim the Streets (RTS) commence, en juillet 1995, à danser dans Camden High Street ou que, un an plus tard, elle plante au marteau piqueur des arbres dans le bitume, immobilisant 10 000 personnes sur l'autoroute M 41, les militants de RTS ressemblent encore, en plus joyeux, en plus libertaires, à ces *ecowarriors* britanniques (guerrilliers écologiques) qui campent dans les arbres pour bloquer des projets immobiliers.

Enfants des raves, les militants de RTS se mettent alors à organiser un peu partout à Londres des gigantesques fêtes de rue, « parce que les rues doivent être des endroits où les enfants jouent, les voisins apprennent à se connaître ». Clowns, cracheurs de feu, musique de fête : les Londoniens, séduits, s'y mêlent par centaines ou par milliers. Parfois, quelques voitures finissent en fumée - même si RTS se veut une organisation non-violente. Avec la police, les rapports sont tendus :

lorsque, le 12 avril 1997, à deux semaines de l'élection de Tony Blair, Reclaim the Streets propose aux milliers de personnes qui dansent sur les marches de la National Gallery de « voter pour les Spice Girls », les affrontements sont vifs.

RTS ne se bat pas seulement pour libérer les rues. « Nous voulons, par-delà, nous interroger sur les facteurs politiques et économiques qui ont permis l'avènement d'une culture du tout-automobile », dit le site Web de l'organisation. Sans porte-parole ni hiérarchie - « Nous sommes une désorganisation » -, les militants de RTS préchent le retour au militantisme de terrain. Certes, RTS veut étendre sa révolte environnementale à celle du capitalisme de la City, mais elle sait aussi que la modeste s'élève aux actions efficaces.

« PARTY » POLITIQUE

Alors, punks, rastas ou écolos, les militants de RTS prêtent leurs fêtes à des combats ciblés, chaque mardi, lors de meetings ouverts à tous. 25 000 personnes se joignent à la Marche pour la justice sociale, à Trafalgar Square, en 1997. Pendant le sommet de Kyoto, en décembre 1997, Reclaim the Streets occupe le siège des compagnies pétrolières. Mais c'est surtout le soutien apporté aux 480 dockers de Liverpool qui frappe l'opinion.

Comme dans les sommets européens, quand ils se mêlent à la contre-manifestation des forces de gauche traditionnelles, on remarque la bannière de ces très jeunes et nombreux militants qui viennent chanter avec les lycéens et les opprimés, ou s'enchaîner main dans la main, comme le 16 mai 1998 à Birmingham, contre la dette du tiers-monde.

« Un parti, ça ne sert à rien. Mais une party dans une rue de Londres, ça devient immédiatement politique », résume Mark Brown, un des piliers de RTS. Reclaim the Streets ne connaît pas sa force, même si elle revendique cinquante collectifs en Grande-Bretagne et en Europe, pulvé, par principe, l'organisation ne pratique pas l'adhésion. En France, par exemple, RTS n'a quasiment aucun écho. Seule l'association lyonnaise Carbusters (« Traqueurs de voitures ») s'en prévaut. Les animateurs de RTS se félicitent néanmoins des grandes virées des Parisiens à rollers, les vendredis soir - comme celles organisées par Critical Mass, une organisation amie -, et rêvent déjà d'une *street party* mondiale, la veille du troisième millénaire. Pour ces militants, le grondement des rollers, même sans slogan, prépare l'avènement d'une conscience collective. Et, peut-être, un monde meilleur.

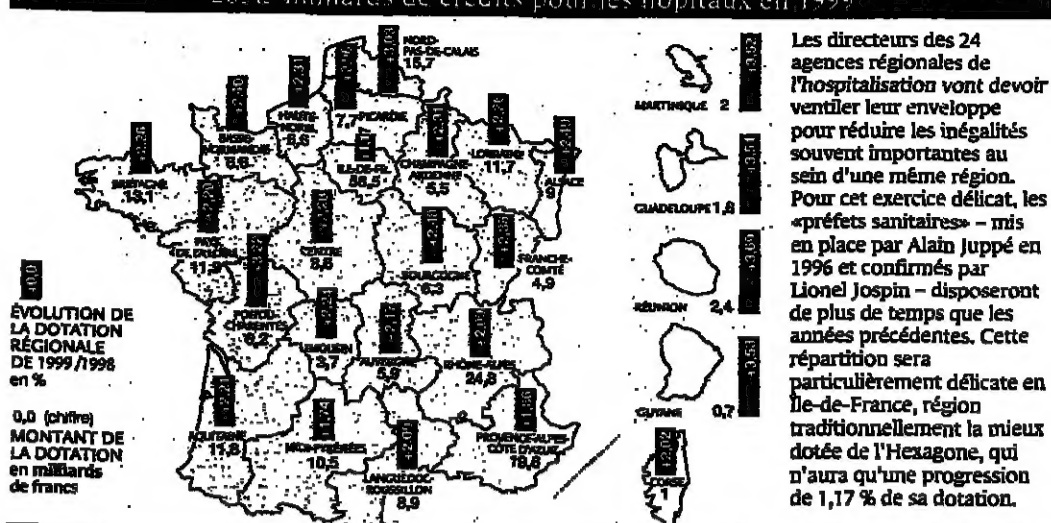
Ariane Chemin

مركز الأمل

Le ministère de la solidarité a transmis aux agences régionales de l'hospitalisation leur enveloppe de crédits pour 1999. Ceux-ci atteignent 265,3 milliards de francs.

M^{me} Aubry veut accélérer la baisse des inégalités entre régions favorisées et défavorisées. Les syndicats de praticiens appellent à des actions le 2 décembre.

265,3 milliards de crédits pour les hôpitaux en 1999



Les directeurs des 24 agences régionales de l'hospitalisation vont devoir ventiler leur enveloppe pour réduire les inégalités souvent importantes au sein d'une même région. Pour cet exercice délicat, les «préfets sanitaires» - mis en place par Alain Juppé en 1996 et confirmés par Lionel Jospin - disposeront de plus de temps que les années précédentes. Cette répartition sera particulièrement délicate en Ile-de-France, région traditionnellement la mieux dotée de l'Hexagone, qui n'aura qu'une progression de 1,17 % de sa dotation.

DANS LES HÔPITAUX, la fin de l'année est toujours marquée par une attente fébrile : celle des dotations budgétaires, qui déterminent en partie les nouvelles actions qu'ils pourront, ou non, mener. Médecins et gestionnaires connaissent déjà l'enveloppe nationale pour 1999, qui s'élève à 258,6 milliards de francs (hors DOM), soit une hausse de 2,4 % par rapport à 1998 ; ils savent désormais ce dont disposera leur région. Le ministère de la solidarité a adressé aux agences régionales de l'hospitalisation (ARH), jeudi 26 novembre, les dotations dont elles devront ensuite négocier la répartition avec chaque établissement.

Le gouvernement a décidé d'amplifier la politique de rééquilibrage en faveur des régions et des établissements les moins bien dotés, engagée par le gouvernement Juppé. « Cette année, nous améliorerons les critères de répartition, en prenant en compte les besoins de santé de la population à travers un indice comparatif de mortalité », a indiqué Martine Aubry, jeudi, à l'Assemblée nationale, lors de l'examen du projet de loi de financement de la Sécurité sociale. Ce critère s'ajoute à ceux des coûts hospitaliers, de la nature de la population régionale (âge, etc.) et des flux de malades d'une région à l'autre.

Ces comptes de santé publique devraient permettre de couper court à toute interprétation « politique » sur la progression des crédits du Nord-Pas-de-Calais : en dehors des départements d'outre-mer, dont les crédits augmentent de 3,58 % en moyenne, la région d'implantation de M^{me} Aubry bénéficie, en effet, de l'une des plus fortes progressions (+ 3,03 %), derrière Poitou-Charentes (+ 3,22 %) et devant la Picardie (+ 2,96 %). Mais l'Institut national de la Santé et de la Recherche Médicale (Inserm) le rappelle régulièrement : le santé publique n'est pas un jeu d'argent que le Nord-Pas-de-Calais est l'une des régions qui accuse le plus grand retard en matière sanitaire, comme le prouve, notamment, l'un des taux

les plus élevés de France pour la mortalité prématurée liée aux accidents, au tabagisme et à l'alcoolisme.

L'objectif du gouvernement est, sur cinq ans, que ces trois régions rattrapent le niveau de dotation de la région qui les précède, l'Alsace. Cela suppose un effort important des régions les mieux dotées et les excédentaires en lits, comme l'Île-de-France, dont la dotation ne progressera que de 1,17 %. Sa répartition entre l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris, qui bénéficie de puissants relais politiques, et les établissements non universitaires de la région s'annonce difficile, en dépit de l'apparente convergence de vues qui est apparue entre ces deux mondes souvent en conflit (*Le Monde* du 7 novembre)...

« SITUATION CRITIQUE »
Les gestionnaires hospitaliers sont sans grande illusion : ces hausses seront absorbées par les revalorisations salariales inscrites dans l'accord de la fonction publique signé fin 1997, le financement des récentes mesures en faveur des aides-soignants et les priorités gouvernementales (soins palliatifs et permanence d'accès aux soins pour les exclus). A ces dotations régionales, qui représentent 2,04 % sur une progression globale de 2,40 %, s'ajouteront une provision (+0,36 %) destinée à financer des mesures nationales (certaines actions contre le sida, pour la sécurité de la transfusion sanguine, etc.).

M. Aubry a également annoncé que cette enveloppe couvrira « les mesures statutaires en cours de négociation » pour les praticiens hospitaliers ». Seront-elles suffisantes pour désamorcer le conflit qui se profile dans les hôpitaux ? Les quatre organisations de médecins hospitaliers (CHG, INPH, CMH, SNAM) appellent à des actions le 2 décembre. Seule la Confédération des hôpitaux généraux préconise une grève des soins non urgents. Les trois autres se contentent, pour l'heure,

d'un appel à des assemblées générales et invitent les praticiens à alerter les usagers sur « la situation critique » des hôpitaux.

Jean-Michel Bezat

La ministre de l'environnement souhaite avoir la haute main sur la direction de la sûreté des installations nucléaires. Un comité interministériel doit prochainement se pencher sur le sujet

LA MINISTRE de l'aménagement du territoire et de l'environnement, Dominique Voynet, a présenté, vendredi 27 novembre, l'*« état de [sa] réflexion sur les questions de sûreté nucléaire »*, à l'occasion d'un colloque organisé pour le vingt-cinquième anniversaire de la direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN). A quelques jours d'une réunion interministérielle devant préciser la position du gouvernement sur les futurs laboratoires souterrains d'étude des déchets radioactifs et la teneur du projet de loi sur *« les modalités de contrôle et de transparence en matière nucléaire »*, ces « réflexions » prennent un relief particulier, donc une *« séparation claire et nette »* entre le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN), principal appui technique et d'expertise de l'autorité de sûreté. L'IPSN, déjà autonome, pourrait devenir un établissement à caractère public et commercial, tout en préservant le statut de ses personnels et l'*« intégrité de ses moyens et activités »*.

OPA SUR LA DSIN

Le sort de l'autorité de sûreté est plus incertain. La ministre suggère que *« le ou la ministre chargée de la prévention des risques se voie confier la pleine responsabilité du risque nucléaire »*: une « OPA » en

planchifier l'investissement à l'échelle nationale, d'abord tenu à souligner la « double exception française » : près de 80 % de l'électricité française est d'origine nucléaire (35 % en Allemagne et au Japon) ; et les grands organismes et entreprises du secteur « dépendent directement du budget de l'Etat, ont celui-ci comme actionnaire principal, etc. » M^{me} Voynet souligne

donc une « *séparation claire et nette* » entre le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN), principal appui technique et d'expertise de l'autorité de sûreté. L'IPSN, déjà autonome, pourrait devenir un établissement à caractère public et commercial, tout en préservant le statut de ses personnels et l'« *intégrité de ses moyens et activités* ».

OPA SUR LA DSIN

Le sort de l'autorité de sûreté est plus incertain. La ministre suggère que « le ou la ministre chargée de la prévention des risques se voie confier la pleine responsabilité du risque nucléaire »: une « OPA » en bonne et due forme sur la DSIN, dont elle partage la tutelle avec son collègue de l'industrie, Christian Pierret. « Bien sûr, il y aura discussion, et arbitrage », admet M^{me} Vovnet.

Dans son récent rapport au premier ministre (*Le Monde* du 8 juillet), le député (PS) Jean-Yves Le Déaut suggérerait la création d'une autorité administrative indépen-

dante, chargé à la fois du contrôle de la sûreté et de la radioprotection — les ministères de la santé et du travail ayant selon lui montré peu d'empressement à s'occuper de ce domaine. Le ministre de l'environnement maintient que ces prérogatives relèvent de l'exécutif et doivent rester sous la coupe de son ministère et de celui de la santé... oubliant l'industrie et le travail. Elle propose elle aussi une « autorité administrative indépendante », nommée « commission nationale pour la transparence dans le domaine nucléaire ».

Si le rapport Le Déaut se trouve en partie vidé de sa substance, le bras de fer entre l'environnement et l'industrie continue : dans un message diffusé lors du colloque, Christian Pierrat a renouvelé sa confiance à la DSIN. Il a indiqué que Dominique Strauss-Kahn et lui-même attachaient « une grande importance au renforcement de l'organisation de l'appareil de contrôle », même si celui-ci « est d'ores et déjà satisfaisant ».

Hervé Morin

CORRESPONDANCE

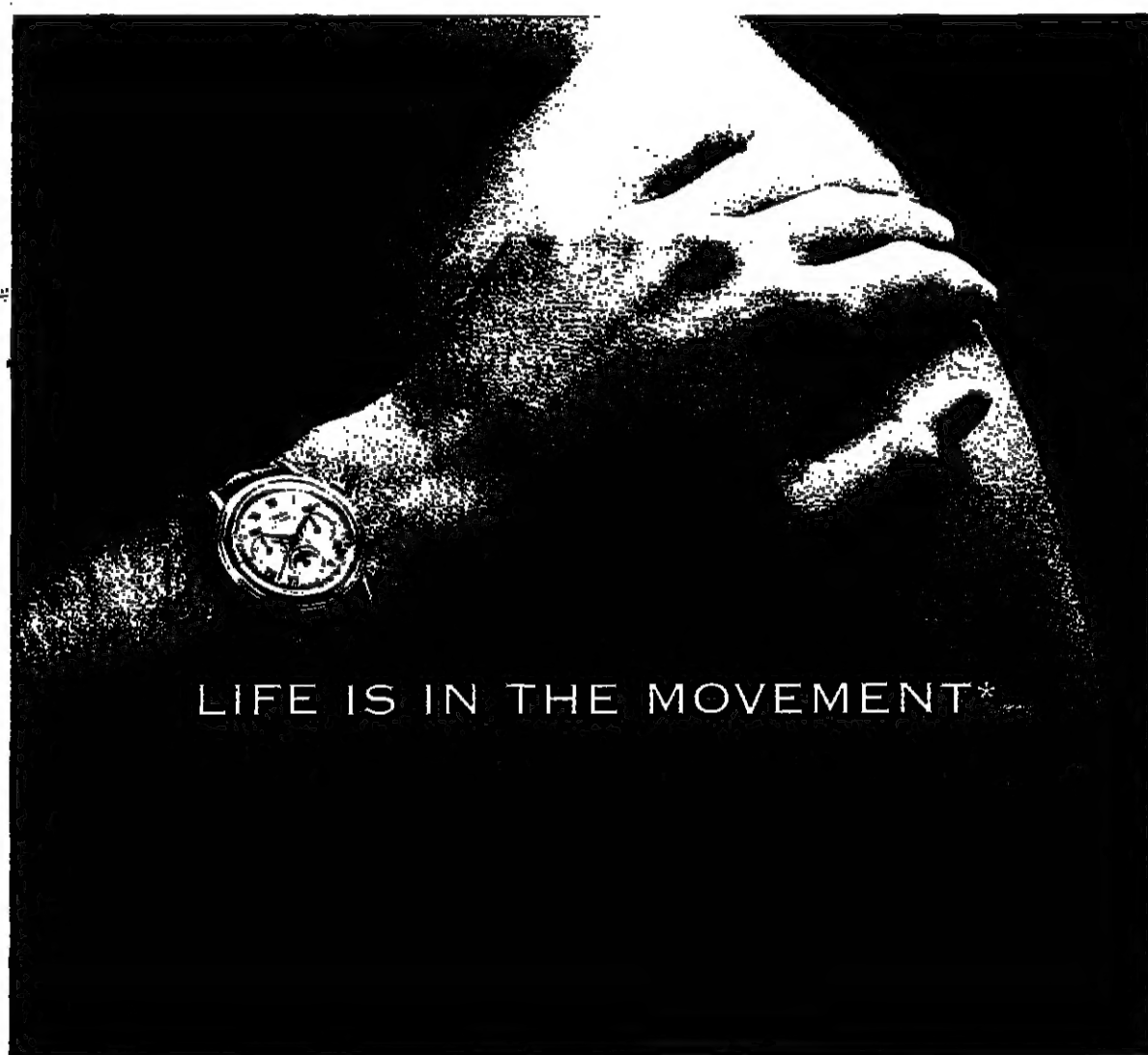
Une lettre du Syndicat des chirurgiens-dentistes de Paris

À LA SUITE de notre article intitulé « La Mairie de Paris accorde des subventions à un syndicat de dentistes proche du FN » (nos éditions du 4 novembre), nous avons reçu de M. Bodaud, président du Syndicat des chirurgiens-dentistes de Paris, la réponse suivante :

Le Syndicat des chirurgiens-dentistes de Paris a été créé en 1934 et il ne poursuit d'autres objectifs que la défense de ses adhérents, les progrès de la santé publique sans aucune considération politique ou confessionnelle. Il était donc absolument faux d'indiquer, comme l'a fait le *Journal Le Monde*, que notre syndicat serait proche du Front national, mouvement politique avec lequel il n'entretient et ne veut entretenir aucun rapport, les syndicats professionnels se devant d'ailleurs d'être strictement indépendants des mouvements

politiques. Le Syndicat des chirurgiens-dentistes de Paris réaffirme enfin solennellement que le dépistage scolaire à Paris est effectué dans le total respect des règles les plus strictes de sécurité, d'hygiène et de compétence, en collaboration avec les services de la Ville de Paris et sur la base d'un protocole, à l'élaboration duquel ont collaboré l'ensemble des services publics, c'est-à-dire le ministère de la santé, la caisse primaire d'assurance-maladie de Paris, la Ville de Paris, l'Académie et les services de santé scolaire.

Enfin, les accusations portées par cet article contre le syndicat, particulièrement sur son inféodation au Front national, constituent pour les chirurgiens-dentistes une diffamation dont ils demanderont réparation à la juridiction compétente.



LIFE IS IN THE MOVEMENT

4 | A VIE EST DANS LE MOUVEMENT

CHRONOMASTER
El Primero



ZENITH
Swiss watchmakers since 1865



ZENITH TIME FRANCE SA 25130 VILLERS-LE-LAC
INTERNET: www.zenith.fr

TEL : 03 81 68 12 22 FAX : 03 81 68 07 74
with-watches.ch

François Bayrou plaide pour un nouveau parti du centre

LE PRÉSIDENT de l'UDF, François Bayrou, estime dans un entretien accordé à *Libération*, samedi 28 novembre, que « la France a besoin d'une formation politique centrale ». Au moment où le conseil national devait entériner, dimanche, à Lille, la fusion des composantes de l'UDF (*Le Monde* du 28 novembre), M. Bayrou affirme que « l'opposition a besoin de deux pôles, l'un plus à droite, que ce soit dans une variante nationaliste ou très libérale, l'autre plus social et plus européen, qui rassemble les modérés et le centre ».

A propos des élections européennes, M. Bayrou plaide à nouveau en faveur de Valéry Giscard d'Estaing comme tête de liste de l'opposition, en soulignant que l'ancien président de la République « est le plus grand européen de la vie politique française. Il s'impose à tous par son expérience et sa vision ».

DÉPÊCHE

CUMUL : Jean-François Humbert, président (UDF-PPDF) du conseil régional de Franche-Comté, sénateur du Doubs depuis le 27 septembre, a démissionné du conseil général de ce département, en application de la loi anticumul. Elu en 1986 puis réélu en mars 1998 au premier tour avec 64 % des voix dans le canton du Russey, M. Humbert devait abandonner l'un de ses mandats locaux. Il conserve la présidence de la région acquise en avril dans le cadre d'un « pacte de bonne conduite » conclu avec la gauche « plurielle » (hors MDC) après son refus d'une première élection obtenue avec l'appui des suffrages du Front national. — (Corresp.)

M. Jospin a reçu les présidents de région socialistes à Matignon

Au cours d'un déjeuner, le premier ministre a tenu à rassurer ses interlocuteurs à propos de la réforme du mode de scrutin régional et des contrats de plan signés pour la période 2000-2006

Huit mois après les élections régionales, qui ont modifié l'équilibre politique des exécutifs dans sept régions au profit de la gauche, Lionel Jospin a reçu pour la première fois les présidents de conseil régional socia-

listes à Matignon. Le premier ministre a tenu à rassurer ses hôtes, confrontés à la fois à la fragilité de leur majorité politique locale, aux blocages de l'institution régionale, et aux enjeux de la renégociation des contrats de

plan. A cette occasion, M. Jospin a annoncé, à propos de l'emprunt Allègre — que les régions seront tenues de rembourser à l'Etat — pour restaurer les établissements scolaires, que le gouvernement pourrait prévoir

un remboursement pour les régions sur quinze ans, avec un prêt à taux zéro au lieu du délai de quatre à huit ans envisagé initialement par le ministre de l'éducation nationale.

LES RETROUVAILLES étaient prévues en septembre. Elles ont finalement eu lieu vendredi 27 novembre. Au cours d'un déjeuner à Matignon, le premier ministre a reçu, pendant près de deux heures, sept des huit présidents de région socialistes : Jean-Paul Huchon (Ile-de-France), Alain Rousset (Aquitaine), Michel Sapin (Centre), Martin Malvy (Midi-Pyrénées), Michel Delebarre (Nord - Pas-de-Calais), Alain Le Vern (Haute-Normandie), Michel Vauzelle (Provence-Alpes-Côte d'Azur). Le huitième, Robert Savy, président de la région Limousin, était représenté par un de ses vice-présidents, Daniel Nouaille. M. Jospin ne les avait jamais réunis ensemble depuis leur élection en mars.

Le moment était bien choisi. Jamais depuis neuf mois, l'actualité régionale n'a été aussi présente au plan national. Qu'il s'agisse du vote de leur budget, de la renégociation des contrats de plan avec l'Etat pour 2000-2006, des projets de loi de Dominique Voynet sur l'aménagement du territoire et de Jean-Pierre Chevènement sur l'intercommunalité, examinés à partir du 19 janvier à l'Assemblée nationale, les régions entrent dans une période cruciale pour leur avenir. Ce contexte politique est d'autant plus pesant pour les exécutifs de gauche qu'ils sont — pour sept d'entre eux — en majorité relative face à une opposition de droite qui se cabre, et rêve, comme en Ile-de-France, de les renverser.

Il était donc urgent pour eux de se sentir épaulés par le premier ministre. Après avoir levé son verre à la victoire — inattendue pour plusieurs de ses huit convives — et félicité ses invités pour « le travail ac-

complé », M. Jospin a tenu à les rassurer. Soucieux de donner aux exécutifs régionaux les moyens de gouverner, le premier ministre a confirmé aux présidents de région que le nouveau mode de scrutin régional proportionnel à deux tours, applicable en 2003, et la nouvelle procédure de vote des budgets baptisée « 493 régional », seront présentés au Sénat à la mi-décembre (ils ont été adoptés par l'Assemblée le 19 novembre). Mettre l'adversaire devant ses responsabilités face à l'extrême droite : telle est et sera la stratégie maintenue par les socialistes pour conserver les régions. Ces deux réformes qui permettront de rendre les régions gouvernables malgré l'absence de majorité, seront défendues bec et ongles par le gouvernement, a laissé entendre M. Jospin.

Ce déjeuner a permis aux présidents d'exécutifs régionaux d'aborder une autre de leurs préoccupations. De droite comme de gauche, ils s'alarment depuis plusieurs semaines de la façon dont s'est engagé le chantier des nouveaux contrats de plan (*Le Monde* du 27 octobre). Ce dossier, qui va occuper les régions pendant un an, est un enjeu majeur puisqu'il conditionne 20 % de leur financement. Les contrats de plan Etat-régions signés pour la période 2000-2006 dessineront largement le visage de la France, qu'il s'agisse de ses routes, de ses équipements, de ses universités ou de l'aménagement du territoire.

Pour éviter l'affaiblissement de l'échelon régional, il nous faut être crédibles », a fait valoir M. Huchon. Artisan de la politique de contractualisation des relations entre l'Etat et les régions, lorsqu'il était direc-

teur de cabinet de Michel Rocard, ministre du plan et de l'aménagement du territoire (1981-1983), M. Huchon a insisté sur le refus des présidents de région d'être maintenus à l'écart des réflexions orchestrées par les préfets. M. Jospin a rappelé que l'Etat et les régions étaient des « partenaires » appelés à « la plus large concertation possible ». Le premier ministre a indiqué qu'il insisterait à nouveau sur ce point lors du comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT), prévu le 15 décembre ainsi que devant les préfets lors d'une réunion générale avant la fin de l'année.

Les présidents socialistes de conseils régionaux ont enfin abordé

« l'emprunt Allègre », charge supplémentaire de quatre milliards que les régions seront tenues de rembourser à l'Etat pour restaurer les établissements scolaires. Le gouvernement pourrait prévoir un remboursement pour les régions sur quinze ans, avec un prêt à taux zéro au lieu du délai de quatre à huit ans envisagé initialement par le ministre de l'éducation nationale, a précisé le premier ministre. M. Jospin a également entendu les réserves des présidents de conseils régionaux à propos de la notion de « pays », qui figure dans la réforme de M. Voynet sur l'aménagement du territoire. Ils souhaitent en effet ne pas voir se créer un échelon institutionnel nouveau.

Tout en voulant apaiser les craintes d'une recentralisation, M. Jospin a prêté le flanc, en organisant ce déjeuner, aux critiques de l'opposition. Apprenant que la rencontre avait porté sur les contrats de plan, Jean-Pierre Raffarin, président (DL) de la région Poitou-Charentes et futur président de l'Association des régions de France, a immédiatement protesté : « Les progrès de la décentralisation ne doivent pas être ternis par les excès de la politisation, nous a-t-il déclaré. Le gouvernement négociera-t-il différemment avec les régions de droite et les régions de gauche ? », a-t-il demandé M. Raffarin.

Béatrice Jérôme

Les débuts délicats de l'Association des régions de France

LE SÉISMISME provoqué par le score du Front national aux élections régionales et l'émergence de onze régions de gauche (dont trois dans les DOM-TOM), ont des répercussions dans le monde jusqu'au conseil des élus régionaux. Longtemps en situation de monopole, l'Association des présidents de conseil régionaux (APCR) a vécu. Elle laissera la place dans quelques jours à l'Association des régions de France (ARF). Celle-ci a décidé d'exclure de son conseil d'administration les quatre présidents de région élus grâce au soutien du Front national. « Nous avons évité le ridicule de l'écatement », se félicite Jean-Pierre Raffarin (DL), président de la région Poitou-Charentes, appelé à prendre la tête de l'ARF.

Depuis plusieurs mois, les onze présidents de région de gauche menaçaient de créer leur propre structure, au risque d'affaiblir le poids des régions face à l'Etat. Il a fallu toute la diplomatie de M. Raffarin pour convaincre ses dix collègues de droite de se solidariser des quatre « indésirables » et de siéger avec les onze régions de gauche. Les vingt-deux régions géreront donc à parité cette organisation. Les quatre excluses seront néanmoins admises à participer aux commissions de travail, représentées par des administratifs et non des élus. « Une victoire morale » selon les socialistes, qui confirment leur stratégie de cordon sanitaire autour des dirigeants de la droite alliés au FN.

Parallèlement, les élus régionaux de droite se sont eux aussi organisés. Vendredi 27 novembre, la Fédé-

ration nationale des élus régionaux (FNER), créée au début de l'été, à l'initiative de Roger Karouchi, bras droit de Philippe Séguin et président du groupe RPR du conseil régional d'Ile-de-France, a réuni sa première convention. Le débat a porté d'entrée sur la stratégie à adopter, d'une part, face aux exécutifs de gauche, d'autre part, par rapport au Front national lors du vote des budgets.

Cette convention a fait la part belle aux représentants des groupes RPR des régions que ne gêne pas le parti gaulliste. Beaucoup de ceux qui, y compris au RPR, estiment illusoire et dangereuse la stratégie de renversement des exécutifs de gauche ont préféré s'absenter. Philippe Langenieux-Villard, président du groupe RPR en Rhône-Alpes, opposant à Charles Millon, a plaidé pour « une solution politique » de préférence aux « issues juridiques incertaines » de stratégies budgétaires complexes prônées par les « minoritaires ». Ceux-ci sont partisans d'une opposition systématique aux exécutifs de gauche avec l'espoir de renverser en cours de mandat les présidents des régions à reconquérir.

« Si nous nous lançons dans un débat de ce genre, sommes-nous prêts à aller jusqu'au blocage, c'est-à-dire jusqu'à la dissolution des conseils régionaux et à de nouvelles élections avec un mode de scrutin qui nous sera défavorable ? », s'est interrogé Xavier Chénard (DL).

B. J. et P. S.

Rhône-Alpes : M. Millon subit un nouveau revers

LYON

de notre correspondant régional

Une nouvelle fois, le président de la région Rhône-Alpes a dû reculer face à son opposition, constituée par la gauche « plurielle » et une partie de la droite UDF et RPR, qui conteste depuis plusieurs mois son accord avec le FN. Charles Millon (ex-UDF), qui avait annoncé qu'il déposerait une « motion préalable » au début de la session plénière de l'Assemblée régionale vendredi 27 novembre, l'a finalement retirée. Il avait envisagé de recourir à cette procédure pour contourner le vote de la conférence des présidents des groupes politiques qui, le 20 novembre, a reporté à janvier l'adoption du budget 1999 (*Le Monde* daté 22-23 novembre).

Privé de la possibilité de fixer lui-même l'ordre du jour, le président de la région espérait surmonter ce nouveau revers en se tournant vers l'hémicycle qu'il contrôle, de justesse, grâce aux voix des élus FN. Constatant la détermination de ses adversaires, M. Millon a renoncé, acceptant de fait que le vote du budget n'intervienne qu'au mois de janvier, après l'organisation d'un nouveau débat d'orientation budgétaire, comme le prévoit la loi.

Le retrait de la « motion préalable » a été salué comme une « sage décision » par les élus Verts et interprété par leurs alliés socialistes comme un « recul de prudence ». Il a évité que l'Assemblée ne retombe dans les interminables querelles de procédure et les affrontements verbaux qui rendent chaotique son fonctionnement depuis neuf mois. Surtout, ce report va permettre de lever les incertitudes juridiques et politiques qui affectent actuellement le conseil régional.

Avant la fin de l'année, le Conseil d'Etat devrait se prononcer sur le recours déposé par l'élu régional Vert Etienne Tèze, qui conteste la procédure d'élection du président intervenue le 20 mars. Celle-ci fut précédée d'un court débat, non au-

torisé par la loi, entre M. Millon et le leader régional du FN, Bruno Gollnisch, au cours duquel ce dernier apporta son soutien à M. Millon, après qu'il eut reçu des assurances concernant la mise en œuvre de son programme. Cet échange pourrait entraîner l'annulation de l'élection du président de Rhône-Alpes et donc l'organisation d'un nouveau vote.

PAS D'ARC RÉPUBLICAIN

Dans cette hypothèse, la droite républicaine est bien décidée à barrer la route à M. Millon. « Millon a déraillé depuis le 20 mars. Sa faute politique doit être sanctionnée. S'il est invalidé, il y aura un candidat issu de nos rangs », affirme le président du groupe UDF, Dominique Chambon. Si la confédération libérale reste partagée entre la très barbare Anne-Marie Comparini (UDF-FD) et Thierry Cornillet, président du Parti radical, elle estime que la région Rhône-Alpes doit être gérée dans le même esprit que lors des précédentes mandatures, lorsque M. Millon gouvernait avec le soutien d'une partie de la gauche et des élus écologistes. « Ce n'est pas un arc républicain que nous voulons faire », s'empresse d'affirmer M. Chambon, qui ajoute, à l'intention de Philippe Séguin, président du RPR, hostile à toute collaboration droite-gauche en Rhône-

Alpes : « Que l'on ne vienne pas nous culpabiliser alors que ce système (le mode de scrutin des élections régionales) pouvait être réformé ».

Bernard Soulaige, président du groupe socialiste au conseil régional, rappelle, pour sa part, que le PS n'a jamais proposé une « alliance de confusion » entre la droite et la gauche. « Si la seule solution en Rhône-Alpes est la mise en place d'un exécutif de droite républicain homogène, nous ne nous y opposons pas. De la même manière, si nous sommes en position de diriger la région, nous le ferons seuls, sur nos valeurs, en dialogue avec la droite républicaine (J.-J. M. Séguin a raison lorsqu'il refuse l'alliance droite-gauche. Ce n'est pas la bonne façon de lutter contre le FN) ».

Le groupe RPR ne semble pas partager totalement l'analyse de l'UDF et avance prudemment le nom d'Alain Mérieux, pour succéder à M. Millon. M. Mérieux, qui a démissionné du RPR, mais aussi de la première vice-présidence de la région après son élection avec les voix du FN, et qui n'a pas remis les pieds dans l'hémicycle régional depuis cet épisode, serait, affirme un conseiller RPR, un excellent candidat pour « réconcilier » l'ensemble de la droite, traumatisée par « l'aventure Millon ».

Claude Francillont

Dimanche 29 novembre 1998
18, avenue du Général Leclerc 92240 Malakoff
Espace Glacquesin

Vente aux enchères de vins au profit du Mécénat Chirurgie Cardiaque



Maître Pierre Cornette de Saint Cyr proposera
des Petrus 86, Haut Brion 94, Clos des Cortons Faiveley 90...

Les vins de Bourguell organiseront
une vente à emporter au prix producteur.

Renseignements : 01 42 89 87 47

MÉCENAT
CHIRURGIE
CARDIAQUE
enfants du monde



DETAILLANT GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
Boutique de l'Épave pour l'Art, l'Antiquité, l'Artisanat
MATÉLAS & SOMMIERS
Tapis, literie, meubles, objets d'art, bijoux, livres, cartes postales, etc.
CANAPES, SALONS, CUCULAC
Cuir, Tissus, Alcantara
Styler, Canapés, Divans, Sofas, etc.
Vente par téléphone possible
Livraison gratuite sur toute la France
MOBECO
241 rue de la République 93000 Le Blanc-Mesnil
Tél : 01 42 08 71 00
01.42.08.71.00

Les 100 TECHNOLOGIES-CLÉS
Le CD-Rom éducatif
tout public de la rentrée
Pour que chacun puisse connaître et
étudier les technologies-clés
de l'an 2000.
(Réalisé en collaboration avec le Secrétariat
d'Etat à l'Industrie)
Pour recevoir ce CD-Rom (PC),
adressez un chèque de 300 F (TTC) à
CYBEL - 971 av. F. Roosevelt
75008 PARIS
e-mail : contact@cybel.fr
CYBEL
Catalogue CybelWorld : www.cybel.fr

FAMILIE L'autorité parentale est en berne et les parents s'interrogent sur leur rôle : colloques et livres se multiplient sur le sujet et l'Etat lui-même, via une circulaire

incitant les pouvoirs publics à « remobiliser les parents », donne de la voix. ● CE DÉBAT, au départ initié sur le thème des parents de mineurs délinquants, touche désor-

mais l'ensemble des couches sociales. ● LA DISPARITION de la famille traditionnelle est à la base de cette crise qui, selon une pé-

plus de chemin où aller ». ● DANS PLUSIEURS VILLES de France, comme à Dieppe, des expériences sont menées et les parents se regroupent en réseau pour tenter de

faire face. ● PIERRE-LOUIS RÉMY, délégué interministériel à la famille, annonce que 63 millions de francs vont être affectés aux lieux d'écoute et de parole des parents.

Des parents désespérés cherchent comment s'y prendre avec leurs enfants

« On ne fait plus face » : cette phrase revient comme un leitmotiv dans la bouche de nombreux pères et mères.

D'abord introduit par le biais de la « démission » des parents de jeunes délinquants, le débat touche désormais toutes les couches sociales

L'AVIS des maires est clair et net. Lorsque la Sôfres leur demande quelle est la principale cause de l'insécurité dans leur commune, ce qu'ils invoquent d'abord, pour plus de la moitié d'entre eux, c'est « le manque d'autorité des parents sur leurs enfants » (Le Monde du 14 novembre). Depuis qu'au cours de l'été 1997 certains édiles ont instauré des « couvre-feux » pour adolescents, « parents » rime avec « démissionnaires ».

Il y a dix ans, c'était la faute de l'école. Aujourd'hui, c'est la faute des parents. Pas une semaine, ces derniers mois, sans qu'en France soit organisé un colloque sur l'autorité parentale ! Travailleurs sociaux et élus appellent psychologues et sociologues à la rescousse. Toute une littérature paraît sur la transmission des valeurs, le déclin de la figure paternelle, la construction de repères chez l'enfant. Jusqu'à l'Etat, qui se saisit de la question. « Les pouvoirs publics doivent s'efforcer de remobiliser les parents et inciter les familles à exercer toutes leurs responsabilités », indique une circulaire relative à la délinquance des mineurs, parue au Journal officiel du 8 novembre.

En ligne de mire : les parents des jeunes délinquants, jugés défaillants. C'est par leur biais, en tout

cas, que le débat a été introduit. Implicitement, c'est d'eux, et d'eux seuls, qu'il s'agit lorsqu'il est question de « démission ». Faux !, s'insurge Geneviève R., qui va prendre sa retraite d'institutrice en juin. Il y a quatre ans, Geneviève enseignait en centre-ville, dans un quartier relativement huppé. Depuis, elle exerce dans un milieu défavorisé. « Les enfants de cadres n'étaient pas plus structurés que ceux que j'ai maintenant », assure l'institutrice. Dans le centre, les parents cèdent sur tout, et quand je leur disais qu'il y avait un problème, ils me répondaient que c'était à moi de le résoudre. »

« UNE ESPÈCE DE LASSITUDE » Marie-Dominique Bazot, pédiatre dans un beau quartier de Paris, fait le même diagnostic : « Beaucoup de parents baissent les bras. Ils sont contents de déléguer complètement. Il y a une espèce de lassitude », note le médecin, dont la clientèle se recrute au sein des professions libérales. Le schéma est classique, selon elle : des mères qui culpabilisent de travailler – et culpabilisent d'autant plus qu'elles ont choisi d'avoir un enfant –, couvrent leurs chérubins de cadeaux pour compenser, et déléguent. « Les parents n'ont plus de chemin où aller », conclut la pédiatre.

La classe sociale n'y change rien : riches ou pauvres, les parents sont, non pas démissionnaires, mais désespérés et isolés. Ce constat fait l'unanimité chez les « psys » de toutes sortes. « Jamais les parents n'ont été si seuls, remarque le psy-

quète sur le sujet, selon Martine Grutier, directrice de l'Ecole des parents et des éducateurs d'Ile-de-France.

A la base de cette crise : la disparition de la famille traditionnelle, avérée par la loi du 4 juin 1970, qui

Les priorités de Pierre-Louis Rémy, de la délégation interministérielle à la famille

La création d'une délégation interministérielle à la famille avait été annoncée en juin, lors de la Conférence de la famille. Désormais effective, cette structure dirigée par Pierre-Louis Rémy, un proche de Martine Aubry, se donne notamment pour but de développer les lieux d'écoute et de parole des parents. A ce titre, 63 millions de francs seront affectés au budget de la direction de l'action sociale, et des moyens supplémentaires seront engagés dans le budget de la CNAF (Caisse nationale des allocations familiales).

Mais l'appui à la parentalité doit également se traduire par des actions auprès des services publics éducatifs et dans le domaine de l'articulation entre vie professionnelle et vie familiale, estime Pierre-Louis Rémy, pour lequel « il est fondamental de ne pas lier les questions de famille à l'insécurité ».

chanalyse Pierre Kammerer, les générations et les fratries sont séparées, le regard régulateur a disparu, les parents ont peu de comptes à rendre et peu de soutien. Toutes les familles ne sont pas naufragées. Mais « il y en a 15 % où ça va vraiment mal » – un chiffre commun à toutes les en-

substitue l'autorité parentale » à la « puissance paternelle ». Pères et mères, donc, apprennent à partager l'autorité. Dans La Déchirure parentelle (éditions Presses universitaires de France, 1996), la psychanalyste Françoise Hurstel a « décodé » cette loi, qui stipule que « chacun

des époux est réputé agir avec l'accord de l'autre ». « Les parents sont inscrits entre le droit et la parole, explique la psychanalyste, ils sont obligés de se parler et de respecter la parole de l'autre. Or personne ne sait faire cela pour le moment. »

La plupart des spécialistes focalisent sur le délitement de la fonction paternelle. Côté affectivité, tout va bien entre les pères et leur progéniture. En revanche, les pères ne jouent plus le rôle d'intermédiaire entre la famille et la société qui était le leur autrefois. Et cela en raison d'un phénomène beaucoup plus large : l'individu ne se sent plus responsable de la création et du maintien du lien social, mais en renvoie la construction à l'école, à la justice et à l'Etat.

C'est sur ce thème qu'a longuement travaillé un collectif présidé par Alain Bruel, président du tribunal pour enfants de Paris, pour le compte du ministère de l'Emploi et de la solidarité. Les deux premiers rapports résultant de ce travail viennent d'être publiés sous la forme d'un ouvrage (Un avenir pour la paternité ?, éditions Syros). Un livre qui tire la sonnette d'alarme : « La crise d'affiliation, dont l'ampleur se vérifie chaque jour, place la génération montante en situation de déshérence. » Et préconise des re-

mèdes, puisque « la seule issue qui s'offre à nous consiste à revitaliser la fonction familiale de transmission des valeurs, seule garante à long terme de la cohésion sociale. »

Une chose est claire : « On ne restaurera rien de l'ancien régime de l'autorité », comme le dit Françoise Hurstel. Reste donc à inventer, à définir une nouvelle place pour chacun, tout en révisant la configuration actuelle, qui fait trôner l'enfant au centre de la famille. « Françoise Dolto a été mal lue », martèlent les « psys », pour lesquels il est urgent de remettre l'enfant à sa place, en lui imposant des limites. « Essayez un jour, devant des amis, de donner une fessée à votre enfant ! Vous verrez comment ils réagissent ! Ils parleront d'abus d'autorité », affirme le psychanalyste Serge Lesourd.

FOCTION DU PÈRE

« Le fraternel a pris la place du paternel », renchérit son confrère, Jean-Jacques Rassiail. Ce qui le frappe, lorsqu'il reçoit un enfant accompagné de ses parents, c'est « l'autodévalorisation des pères ». S'il s'agit, par exemple, d'un problème scolaire, le père lui dit : « Je n'arrive pas à l'aider. » Mais ce n'est pas sa fonction, de l'aider ! Sa fonction, c'est de lui dire de bosser ! », s'insurge le psychanalyste, selon lequel les pères fuient devant le conflit. « On va vers une perversion du lien social », assure-t-il.

Et pourquoi la mère, qui est aujourd'hui insérée dans la société par le biais du travail, n'aurait-elle pas, elle aussi, pour fonction d'assurer l'insertion de l'enfant dans la société ? s'interroge la psychologue Maryse Vaillant, chargée de mission à la Protection judiciaire de la jeunesse Ile-de-France. « Il faut associer l'autorité parentale à la citoyenneté, dit-elle. La famille n'est pas éducative en soi, elle le devient lorsqu'elle est en interaction avec le social et l'intergénérationnel ; il faut inviter les parents à aller dans la société. Ce ne sont pas des rituels qu'il faut chercher, mais d'autres maillages sociaux. »

M.-P. S.

Marie-Pierre Subtil

Des réseaux se créent dans toutes les sphères de la société

UN SOIR, on a frappé à sa porte. Boubacar Sène connaissait de vue le visiteur, un voisin qu'il savait chauffeur-livreur. M. Sankaré faisait du porte-à-porte, pour soumettre une idée à tous les pères de la communauté africaine du quartier. « Nos enfants sont à l'origine d'agressions dans la cité, lui dit-il, les médiateurs de garde n'osent plus s'aventurer ici, on est venu en France pour gagner un petit pécule, aider nos familles en Afrique, mais avec le chômage on n'y arrive plus. Qu'est-ce qu'il nous reste à faire ? Nous occuper de l'avenir de nos enfants. »

C'est ainsi qu'est née l'association Conseil de famille, à la cité des Poètes, à Pierrefitte-sur-Seine, en Seine-Saint-Denis. Les pères ont commencé par effectuer des rondes le soir, afin de faire rentrer les enfants chez eux. « On a appris à mettre un nom sur chaque visage, ils reprennent leur place d'enfant », raconte Boubacar Sène, le secrétaire général de l'association. Mais la nature de Conseil de famille a changé avec le temps. « Pendant les rondes, les seize-vingt ans ont commencé à nous critiquer, explique M. Sène, ils nous ont dit que c'était à cause de nous s'ils étaient comme ça. » Et les fils de reprocher aux pères d'avoir fait trop d'enfants, suscitant une promiscuité qui les oblige à « aller chercher de l'espace vital ».

« Petit à petit, on a compris beaucoup de choses », poursuit M. Sène.

Certains d'entre nous ont regretté d'être mariés à deux femmes ; les pères rentrent plus tôt pour s'occuper des enfants, arrêtent de confier les plus petits aux plus grands, organisent des sorties. L'association est aujourd'hui en sommeil pour des raisons de fonctionnement interne. Les rondes ont été suspendues. Il n'empêche : « Ça a beaucoup changé... Il y a toujours de la violence, mais moins entre adolescents et adultes. »

Cette initiative spontanée n'est pas unique. Ça et là, des parents, conscients que leurs enfants partent à la dérive, prennent les choses en main. Comme à Marseille, où Zephora Nachite a créé l'association Enfants, parents et institutions, parce qu'elle estimait être rejetée par les institutions en charge de sa fille à l'époque délinquante. Les initiatives prises par les parents restent toutefois embryonnaires.

« UNE AFFAIRE PRIVÉE »

Comme l'explique Geneviève LeFebvre, juge au tribunal pour enfants de Nanterre, « Les parents sont assez absents mais jamais indifférents. Ils ne s'en lavent pas les mains » (Informations sociales, numéro 62, 1997). « Mais, poursuit la magistrate, l'autorité parentale est une affaire privée qui s'arrête aux portes de l'appartement. Au-delà, les parents s'en remettent à l'école, à l'Etat, à la justice, à la rue. Ces per-

sonnes sont souvent désqualifiées socialement et ne se sentent pas le droit ou la possibilité d'intervenir dans le champ social. »

Les associations qui exercent dans les quartiers sensibles sont entraînés à en prendre conscience. Leurs activités, jusqu'à présent essentiellement centrées sur les jeunes, s'élargissent à leurs pères et mères. Des maisons des parents voient le jour ça et là. Dans le quartier de la Roseraie, à Angers, le centre d'animation Jean-Villar mène un travail de longue haleine. Les pères peuvent se rencontrer tous les après-midis dans le centre, au « bistrot des pères ». Une initiative « anecdotique » par rapport à l'ensemble de l'action entreprise, selon Josette Faidit, la directrice du centre. Le travail en profondeur, mené en partenariat avec l'Agence pour le développement des relations interculturelles (ADRI), se fait, lui, à travers des groupes de parents et de travailleurs sociaux, qui réfléchissent à la parentalité, rencontrent des représentants de la police et de la justice.

Si les initiatives sont plus nombreuses dans les quartiers difficiles qu'ailleurs, l'appel à l'aide des parents émane de l'ensemble de la société. A Brest (Finistère), l'association Parentel, qui fait intervenir une dizaine de psychologues, vient d'être sollicitée par des parents d'élèves d'une école privée. « Nous couvrons des catégories socioprofes-

sionnelles très variées, affirme Daniel Coun, le directeur de Parentel.

C'est en 1993 que l'Ecole des parents et des éducateurs d'Ile-de-France a senti le vent tourner, lorsque le directeur d'une maison des jeunes et de la culture a téléphoné, afin de demander une aide logistique pour un groupe de parents souhaitant parier de l'adolescence. Aujourd'hui, la demande est massive. « Il y a un double mouvement », explique Martine Grutier, la directrice, les professionnels sont dans le doute et l'impuissance, et les parents sont demandeurs ; on assiste à une sorte de rééquilibrage, après une phase pendant laquelle les professionnels étaient dans le savoir, la toute-puissance. »

GROUPES DE PAROLE

Les groupes de parole, qui réunissent une douzaine de pères et mères et un psychologue pendant sept séances de deux heures, se multiplient. « Les parents arrivent centrés sur leur histoire, et finalement s'intéressent aux enfants des autres, parlent de leur passé, comprennent l'importance de déléguer leur vécu de celui de leur enfant », assure M^{me} Grutier.

Le 16 novembre, a été inaugurée à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), une exposition sur la responsabilité parentale, mise sur pied par la mission-ville du département. Elle doit « tourner » dans les communes qui le souhaitent, à

condition que celles-ci enclenchent un travail de réflexion avec les parents. A cet exemple, c'est l'ensemble des pouvoirs publics qui est sommé de mettre la main à la pâte. Une circulaire émanant de Matignon indique que « les préfets seront chargés de mobiliser tous les partenaires déjà impliqués dans le soutien aux parents pour organiser un réseau visible et accessible des structures d'accueil et de soutien aux familles ». Vaste projet, que la délégation interministérielle à la famille doit impulser.

A Dieppe, une vaste action de « reparentalisation » est entreprise

« ON NE FAIT plus face. » La phrase revenait sans cesse dans la bouche des parents. Les uns voulaient envoyer leur enfant en internat, les autres demandaient tout simplement « un placement ». A leur écoute, les travailleurs sociaux de Dieppe, en Seine-Maritime, ont décidé d'agir. Educateurs spécialisés, assistantes sociales, tuteurs et conseillers en économie sociale et familiale, ils ont bâti eux-mêmes un projet en y associant un groupe de pères et de mères. Avec une conviction : les modes d'intervention traditionnels n'étant plus adéquats, il fallait inventer.

C'était il y a quatre ans. Bien avant que l'opinion publique ne s'empare du thème de la « démission des parents ». Cette action de « reparentalisation » (terme choisi par les parents) a été menée en partenariat avec l'Ecole des pa-

rents et des éducateurs d'Ile-de-France, dont une psychologue, Sylvie Cavillier, a suivi le projet de bout en bout. Un projet à l'architecture complexe : dans le rôle de pilote, un « groupe-ressources », composé de parents et de travailleurs sociaux ; des groupes d'échanges d'une quinzaine de personnes, qui se rencontraient une fois par mois sans thème de réflexion précis ; des groupes à thème – violence, séparation, petite enfance, etc. –, de plusieurs dizaines de personnes, qui se réunissaient également une fois par mois ; des conférences ; une journée sur la drogue ; une permanence d'écoute téléphonique ; et enfin, la formation de travailleurs sociaux.

Des milliers de pères et mères ont été touchés par cette action, qui a duré pendant quatre ans avant de faire l'objet d'une pause

d'évaluation. Afin d'éviter toute stigmatisation, le projet n'a pas été confiné dans le quartier du Val-Druel où, pourtant, les travailleurs sociaux ressentaient le plus fortement la demande. Résultat : une très grande variété socioprofessionnelle chez les participants et, il est vrai, une relative désaffection des parents du quartier le plus difficile. « On n'a pas réussi à soulever leur honte », remarque une mère du quartier qui, elle, était partie prenante.

« ON ESSAIE DE CHANGER »

« La culpabilité est un des principaux freins, il faut aller chercher les parents parce qu'ils ont tendance à s'enfermer », constate Sylvie Cavillier, mais ceux qui sont venus ont fait un chemin extraordinaire. Lorsqu'on les interroge sur les effets de cette action, les parents parlent d'abord d'eux-mêmes,

avant d'évoquer leurs enfants. « Je suis devenue plus ouverte, dit une mère, en discutant, on essaie de changer, on réfléchit, on rentre à la maison et on essaie. »

Suite à leur participation, certaines mères ont retrouvé du travail après avoir retrouvé confiance en elles-mêmes, des pères sans emploi ont « récupéré leur rôle de père », dans certaines familles monoparentales il y a eu « des reprises de contact avec le père, des distances constructives prises par rapport à l'enfant ». L'outil n'est toutefois pas standard. Car comme le dit Reynald Vergnory, directeur de l'association Foyer Duquesne, maître d'œuvre du projet, « nous ne sommes pas dans le prêt-à-porter, mais dans le sur-mesure ; on ne peut pas faire l'économie de l'implication personnelle ».

M.-P. S.

■ POUR LA

SCIENCE

décembre 1998

N° SPÉCIAL L'INTELLIGENCE

Réussirons-nous à comprendre notre intelligence !

La réponse par :

J.-P. Changeux, A. Connes, P.-G. de Gennes, C. Gould, J.-M. Lehn, A. Prochiantz, J.-P. Tassin, J.-D. Vincent

EN KIOSQUE 40 F

Le lait pour nourrissons ne pourra plus être livré gratuitement aux maternités

A partir du 8 février, les fabricants devront vendre leurs produits

Les établissements de santé publics ou privés vont devoir payer aux fabricants les préparations pour nourrissons qu'ils recevaient jusqu'alors

gracieusement. Le système de gratuité, appelé aussi « tours de lait », qui, dans les faits, conditionnait le choix des mères dans leurs achats à la

sortie de la maternité, avait été dénoncé par la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

LE TEMPS du lait coulant miraculeusement à flots dans les maternités est révolu. Le 8 février 1999, les fabricants de lait premier âge devront vendre, et non plus offrir, aux établissements de santé publics ou privés leurs préparations pour nourrissons. A cette date entrera en application un décret du 30 juillet 1998, publié au Journal officiel du 8 août, qui prévoit la cessation complète des dons de lait premier âge. Seule exception à la règle: l'approvisionnement des œuvres ou organismes d'intérêt général ayant un caractère philanthropique, social ou humanitaire.

Il y a plus de quatre ans (le 3 juin 1994), une loi était publiée qui interdisait déjà aux fabricants et aux distributeurs de fournir gratuitement au public des préparations pour nourrissons, que ce soit directement ou par l'intermédiaire des services de santé ou de leurs agents. Transposition dans le droit français de la directive européenne du 14 mai 1991, elle-même inspirée d'un code de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) visant à promouvoir l'allaitement maternel, cette loi du 3 juin 1994 « n'était pas très appliquée », reconnaît-on au secrétariat d'Etat à la santé et à l'action sociale. Les industriels pouvaient se défaire de la loi: ils prévoyaient des dérogations qui devaient faire l'objet d'un décret... qui vient seulement d'être publié. « Fabricants de lait et administration de la santé ont longtemps tenté de retarder l'application d'un texte qui remet grandement en cause le système dit des « tours de lait » dans les maternités », confie-t-on dans l'entourage du secrétaire d'Etat Bernard Kouchner.

Dénoncé à maintes reprises par la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), faisant actuellement l'objet d'une enquête du Conseil de la concurrence, ce système consistait, pour les industriels, à acheter l'exclusivité temporaire de la distribution gratuite dans une maternité. « Ils versent une contribution financière d'environ 400 francs par enfant à

une association créée par l'hôpital, pour obtenir l'assurance que, pendant deux ou trois mois, les bébés seront nourris avec des biberons prêts à l'emploi de leur marque », explique Pascale Camus-Walter, de l'Action pour l'allaitement (APA). Une pratique très efficace, selon elle, car « les mères changent rarement de lait une fois rentrées chez elles, le choix de la maternité étant pratiquement assimilé à une prescription ».

« Pour le lait premier âge, les maternités sont la clé du marché », admet le secrétaire général du Syndicat français des aliments de l'enfance et de la diététique, Jean-Loup Allain, qui ne nie pas que ses adhérents paient pour être présents dans les maternités. Et d'évaluer les dons aux établissements de soins à une somme oscillant entre 25 et 75 millions de francs chaque année. C'est donc l'« ébullition », selon lui, chez les fabricants de lait, qui ont été contraints de repenser leur stratégie commerciale. Leur principal souci: « la fixation du prix de vente aux maternités des biberons prêts à l'emploi ». Les prix manifestement bas étant interdits, « tout le jeu consiste à fixer le prix le plus bas possible au-delà de cette limite, car les contrôleurs de la DGCCRF sont à pied d'œuvre ».

A la DGCCRF, on se prépare en effet à veiller au grain: « Si les biberons sont vendus 20 centimes, on en revient à la situation précédente.

Il faut permettre aux mères de mieux choisir entre allaitement au sein et allaitement artificiel, et entre marques. » Jean-Loup Allain estime que le prix de vente du biberon unidose devrait se situer entre 1 et 3 francs.

L'hôpital devra prendre en charge financièrement l'allaitement artificiel, puisqu'il n'est pas envisagé de le faire supporter aux mères

Dès lors que leur commande dépassera 300 000 francs, les hôpitaux publics seront tenus de lancer un appel d'offres. Les hôpitaux publics parisiens (AP-HP) ont d'ores et déjà prévu un appel d'offres commun. Une seule marque sera choisie, précise-t-on dans l'entourage de Bernard Kouchner.

Le coup est rude pour l'hôpital, qui devra se passer de la manne déversée par les fabricants et prendre en charge financièrement l'allaitement artificiel, puisqu'il n'est pas question pour l'instant

de le faire supporter aux mères. Un coup si rude que certains pédiatres hospitaliers envisagent déjà une parade permettant aux « tours de lait » de survivre au décret. « Les maisons de lait mettent du beurre dans les épinards de tous les hôpitaux en France, et tout le monde était content, familles comprises », témoigne le docteur Bernard Leroux, responsable de l'unité de néonatalogie du CHU de Reims et chargé de communication de la Société française de pédiatrie.

« Avec cette mesure, dit-il, on génère un coût supplémentaire pour l'hôpital et nous, pédiatres, courons au suicide: comment, sans subventions des maisons de lait, organiser notre congrès? Comment pouvons-nous suivre des colloques à l'étranger, financer le petit matériel de confort dans les services? Ce n'est pas avec l'argent de l'hôpital qu'on peut avancer, comme on nous le demande, sur l'accueil, le confort, la lutte contre la douleur... Lorsque les mères sortiront, même si c'est par exemple le lait Gallia qui a été choisi par l'hôpital, on leur prescrira du lait Nidal. Cela nous permettra de conserver les rotations. » Une stratégie également envisagée par le professeur Michel Tournadre, gynécologue-obstétricien à l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul, à Paris: « Au lieu de donner des échantillons, on donnera un conseil à la sortie... Une répartition équilibrée entre maisons de lait avait été trouvée. C'est un nouveau coût pour l'hôpital, et une remise en cause d'un apport qui donnait un peu de souplesse, nous permettant parfois d'acheter un échographe. »

Au secrétariat d'Etat à la santé et à l'action sociale, on espère que cette parade fera long feu, et que les « tours de lait » sont bel et bien condamnés. Si les pédiatres prescrivent un lait différent de celui utilisé à la maternité, les mères ne perdront-elles pas toute confiance quant au changement de marque, et n'opteront-elles pas tout bonnement pour la moins chère en grande surface?

Pascale Krémer

La relaxe de M. Longuet à propos de sa villa est confirmée en appel

L'ancien ministre avait été contraint de démissionner

LA NEUVIÈME chambre de la cour d'appel de Paris, présidée par Christine Thin, a confirmé, vendredi 27 novembre, la relaxe qui avait été prononcée en première instance en faveur de Gérard Longuet, ancien ministre et actuel président (UDF-DL) du conseil régional de Lorraine, qui était poursuivi pour « recel d'abus de crédit » dans l'affaire du paiement de sa villa de Saint-Tropez, dont la construction avait été confiée, en 1989 et 1990, à une entreprise de la Meuse dirigée par l'entrepreneur René Céréda.

Initiée à la suite de faits découverts par le conseiller à la cour d'appel de Rennes Renaud Van Ruymbeke, qui les avait transmis à Paris, cette procédure avait contraint M. Longuet à démissionner du gouvernement d'Edouard Balladur, le 14 octobre 1994. Représentant l'argumentation des premiers juges, la cour a estimé que les modalités de paiement – à savoir l'échelonnement irrégulier des remboursements sur deux ans –, qui avaient été accordées à l'ancien ministre et qui faisaient l'objet des poursuites, ne constituaient pas un abus du crédit de la société de M. Céréda, mais entraient dans le cadre des facilités de paiement qu'un PDG de société était habilité à accorder à l'un de ses clients. En outre, la cour a estimé qu'« il n'était pas établi que le contrôle fiscal » dont avait été l'objet l'entreprise Céréda en février 1990 « ait joué un rôle dans les paiements de M. Longuet qui s'étaient accéléérés à partir de cette date ».

Dans son réquisitoire, l'avocat général Denis Millet, qui n'a donc pas été suivi, avait réclamé quinze mois de prison avec sursis et 300 000 francs d'amende contre l'ancien ministre et l'entrepreneur. Le représentant du parquet avait fustigé les conditions de paiement de la villa « qui défilait, selon lui, la logique, le bon sens et les usages de la profession ». Contre l'« élu », il avait également demandé une peine complémentaire de deux ans d'interdiction qui n'avait pas été réclamée en première instance. Au tribunal, le parquet avait vainement tenté de faire requalifier à la dernière minute les faits en abus de biens sociaux. Mais, si les premiers juges avaient effectivement constaté que M. Longuet avait versé environ trois millions de francs pour le paiement de sa villa quand l'entreprise de René Céréda avait dû en déboursier 4,5 millions, ils avaient cependant conclu que « les poursuites fondées sur l'écart de prix entre les sommes exposées par la SA Céréda pour la construction de la villa et celles payées par Gérard Longuet [ayant] été abandonnées [au cours de l'instruction], le tribunal n'était donc pas saisi des faits ». Le 7 septembre 1995, se fondant sur une expertise concluant que M. Longuet avait payé sa maison au prix du marché, le juge d'instruction parisien Mireille Filippini avait en effet rendu un non-lieu sur cet aspect de l'affaire.

« SIMPLE CITOYEN »

En plaçant la confirmation de la relaxe de son client, M. Jean-René Farthouat, avocat de M. Longuet, s'était indigné des « méthodes peu convenables » de l'avocat général qui avait fait un rapprochement entre cette affaire et d'autres toujours en cours d'instruction. Le représentant du ministère public avait avancé que l'ancien ministre n'avait payé sa villa que grâce à la perception de « revenus exceptionnels » provenant de « la rémunération d'un contrat d'études commandées par la Cogedim, plagiat d'un précédent contrat effectué pour le compte d'un ministère ».

« J'ai obtenu comme simple citoyen ce qui m'était refusé comme ministre », a déclaré Gérard Longuet, vendredi, après avoir pris connaissance de l'arrêt – une formule qui l'avait déjà utilisée après le jugement de première instance. Dans Le Figaro du 28 novembre, l'ancien membre du gouvernement d'Edouard Balladur ajoute: « Je n'aurais jamais obtenu ce jugement si je n'étais pas redevenu un simple particulier. Pour que justice soit rendue sereinement, l'anonymat est préférable. »

Jean-Michel Dumay

Les « plombages » dentaires au mercure devraient être réglementés

LE CONSEIL national de l'ordre des chirurgiens-dentistes a rendu public, mercredi 25 novembre, le rapport d'une commission d'experts chargés de la difficile question de l'innocuité des « plombages » (ou amalgames) dentaires. Depuis plusieurs mois, quelques données scientifiques tendent à mettre en cause l'usage, très répandu, de ces matériaux.

L'amalgame dentaire est un biomatériau métallique constitué d'un système métallurgique très complexe. Il est schématiquement composé d'un alliage comprenant, pour l'essentiel, de l'argent, de l'étain et du cuivre, auxquels est parfois ajouté, en

quantité mineure, du zinc, du palladium ou de l'indium. Cet alliage est « trituré » avec du mercure purifié, entrant à près de 50 % dans le poids du composé final. L'inquiétude est née d'une possible évolution de la structure d'une telle prothèse au sein de la cavité buccale pouvant entraîner dans l'organisme un relargage du mercure – substance très toxique, notamment vis-à-vis du système nerveux central et du rein.

« A partir du mois de mars dernier, de nombreux articles de presse et de émissions de radio ou de télévision ont semblé accréditer l'idée de risques pour la santé des patients du fait de la composition des amalgames dentaires, et en particulier de la présence de mercure », explique le docteur André Robert, président du conseil national de l'ordre des chirurgiens-dentistes. Plusieurs éléments avaient été utilisés pour alerter l'opinion publique sur ce thème. Il y eut notamment un rapport d'expertise allemand réalisé à la demande du tribunal de Francfort à l'occasion du procès d'un fabricant d'amalgames. Il y eut encore une étude allemande portant sur 18 000 personnes qui, en 1996, auraient établi une corrélation entre le mercure et certaines pathologies. Il y eut enfin l'existence d'une vingtaine de plaintes contre X de patients pour « empoisonnement » et des déclarations de scientifiques, comme un directeur d'une unité du CNRS estimant que le danger aurait été à tort minimisé dans notre pays.

C'est dans ce contexte que l'ordre des chirurgiens-dentistes a décidé la création d'une commission d'enquête. Celle-ci, présidée par Pierre Rivière, conseiller d'Etat honoraire, ancien président de la cour d'appel adminis-

trative de Paris, était chargée de faire la lumière sur les allégations diffusées, en analysant notamment tous les documents disponibles et en intégrant l'ensemble des décisions prises par les différents pays qui ont été amenés à prendre sur ce sujet des mesures sanitaires restrictives. Cette commission était composée de deux spécialistes de toxicologie et de trois professeurs de chirurgie dentaire. Ces travaux ont pris en compte l'analyse réalisée en mai par le Conseil supérieur d'hygiène publique de France, ainsi que la position du secrétariat d'Etat à la santé. Les conclusions des autorités sanitaires conduisaient alors à ne pas interdire les amalgames, mais à rappeler un certain nombre de précautions d'emploi.

« UNE INFORMATION OBJECTIVE »

L'évaluation des risques établis par cette commission converge, souligne le conseil de l'ordre des chirurgiens-dentistes, avec l'analyse faite par le Conseil supérieur d'hygiène publique de France. Elle relativise les informations alarmantes et permet de rassurer les patients par rapport « à l'orchestration négative qui avait été défendue par une poignée de militants systématiquement opposés à l'utilisation du mercure pour les amalgames dentaires ». Le rapport met également en évidence les sévères difficultés qu'il y aurait à vouloir utiliser d'autres matériaux (résines composites, ciments-verres ionomères, composés hybrides, céramique, or, amalgame au gallium), tant du point de vue économique que du fait d'autres risques potentiels.

« Les récentes controverses ont néanmoins eu le mérite de mettre en évidence le besoin de préciser les règles à respecter lors de la mise

en œuvre de l'amalgame dentaire et les précautions à prendre dans le souci de minimiser les altérations de l'environnement buccal et de limiter la pollution de l'environnement par des déchets non contrôlés », souligne néanmoins le docteur Robert. Selon les auteurs du rapport, évalué par l'ordre des chirurgiens-dentistes, les matériaux d'obturation devraient, à l'avenir, n'être utilisés qu'après l'obtention d'une procédure d'autorisation de mise sur le marché, comme le sont les médicaments. Une telle disposition permettrait de ne conserver que les amalgames à priori les plus sûrs. D'autre part, le rapport formule une longue série de recommandations concernant les professionnels qui ne prennent pas toujours les précautions qui s'imposent à eux quant à leur propre exposition au mercure. Ces professionnels devraient à l'avenir « donner à leurs patients une information claire, précise et objective sur le type d'obturation qu'ils envisagent de poser ».

Le rapport plaide enfin pour l'organisation dans ce domaine d'une « collecte systématique des données », et notamment un enregistrement de l'ensemble des plaintes exprimées par les patients dans le cadre du système de toxicovigilance. « Il serait par ailleurs souhaitable que les médecins généralistes soient destinataires de l'ensemble des recommandations », soulignent les auteurs du rapport. Selon eux, il est indispensable que la collecte des données médicales et leur remontée aux autorités sanitaires soient prévues dans le cadre de la loi du 1^{er} juillet dernier sur le dispositif national de veille sanitaire.

Jean-Yves Nau

KALEIS SERENITE

Sicav Info Poste : 06 36 08 59 30

DIVIDENDE EXERCICE 1997-1998 : le conseil d'administration de la Sicav KALEIS SERENITE a arrêté les comptes de l'exercice 1997-1998 et a constaté que le dividende net par action « D », d'impôt de distribution s'élève à 21,67 francs.

Décomposition du dividende net, en francs :

• Actions françaises	2,11
• Obligations françaises non indexées	3,01
• Titres de créances négociables	16,55
• Total	21,67

Sous réserve du vote de l'assemblée générale ordinaire, le dividende sera détaché le 8 décembre 1998 et mis en paiement le 10 décembre 1998 (possibilité de réinvestissement sans frais jusqu'au 10 mars 1999).

CREDIT D'IMPOT : selon la réglementation fiscale, le crédit d'impôt unitaire sera déterminé le jour du détachement du dividende par répartition du montant global des crédits d'impôt entre les actions en circulation à cette date.

Valeur de l'action « D » au 30.10.1998 : 1 113,43 francs.

Gestion : SOGEPOSTE S.A. Filiale de La Poste et de la Caisse des dépôts et consignations

LA POSTE

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Monique MIONI, Jean-Louis LERMITTE, ses parents, Isabelle et Raphaël MIONI, Suzanne LERMITTE, ses grands-parents.

ont l'immense joie d'annoncer la naissance de

Léo Jules Charles,

le 19 novembre 1998, à Paris.

Florence et Jacques LANZMANN, Les jumeaux Alma et Nathan. Les autres frères et sœurs, se réjouissent de la venue au monde de

Milena,

le 25 novembre 1998.

Anniversaires de naissance

30 novembre 1928, Tleucon, 30 novembre 1998, Paris.

Bon anniversaire,

André.

Soixante-dix ans pour te construire mais aussi pour donner et recevoir l'indispensable tendresse.

Monique et toute la tribu.

Il était une fois

Jean-Pierre BEAUHAIRE.

Cinquante ans, déjà...

Le Monde est à toi. Bon anniversaire.

Nous,

30 novembre 1978,

Florence.

Vingt années de joies. Bisous. Tes parents.

Anniversaires de mariage

29 novembre 1952 - 29 novembre 1998.

Jeannette.

C'est grâce à ta bonté, ta patience et, quand il le fallait, ta force que j'ai connu quarante-six années de sérénité et un bonheur de tous les instants.

Tu m'adouciras la vie.

Merçi.

Retraite

André 1956 - novembre 1998.

Nicole.

Un nouveau Monde t'attend.

Bonne A.R.P.E.

Bonne route !

SOUTENANCES DE THÈSE
67 F HT la ligne
Tarif Étudiants 98

LAUREATO
Tourbillon sous 3 Ponts d'or
Sport



GP
GIRARD-PERREGAUX
CHRONOPASSION
271, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS
Tél. 01 42 88 50 72

Décès

M^{me} Odette Bignon, son épouse. Ses enfants et petits-enfants. Toute sa famille. Et ses amis.

ont la tristesse de faire part du décès de

Charles André BIGNON,

directeur du travail honoraire, chevalier de l'ordre national du Mérite, militant CFDT.

survenu, à Saint-Denis, le 21 novembre 1998, à l'âge de soixante-seize ans.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité, le lundi 30 novembre.

Le Clos du Sablier, 11, rue de la Mer, 14800 Tourgville.

On nous prie d'annoncer la mort, survenue le 11 novembre 1998, dans sa soixante-quinzième année, du

docteur Pierre BOUVEROT,

ancien professeur de physiologie à Nancy, ancien directeur de recherche au CNRS.

L'inhumation et la messe ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

De la part de Danielle Bouverot, son épouse, du docteur Françoise Schmitz, de Fabienne Birgy, et du docteur Bernard Bouverot, ses enfants,

de leurs conjoints et de leurs enfants.

Des dons peuvent être adressés au « Service douleur » de la clinique Sainte-Anne de Strasbourg.

7, rue de la Courtoise, 67000 Strasbourg.

Gérard Vincent, président du conseil d'administration, Jean-François Michel, directeur.

Les professeurs, les personnels et les élèves de l'Institut national de jeunes sourds de Paris.

ont la tristesse de faire part du décès brutal de leur ami

Yves CHAPELAIN,

professeur, survenu mercredi 25 novembre 1998.

Institut national de jeunes sourds de Paris,

254, rue Saint-Jacques, 75005 Paris.

Sebenfalls, ses petits-enfants. Et ses arrière-petits-enfants, font part du décès de

Louis CHAUVÉAU,

ingénieur aux mines de Lens et d'Auchel, dans sa quatre-vingt-quatrième année, le 22 novembre 1998.

Gibardel, 24120 Terrasson.

M. et M^{me} Jacques Maurel-Chenuet, ses enfants, Laurence et Frédéric, ses petites-filles, Gambier, Laura et Nicolas, ses arrière-petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Jeanne Louise CHENUET,

survenue le 24 novembre 1998, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Les obsèques ont eu lieu au cimetière de Passy, à Paris-16^e.

Cet avis tient lieu de faire part.

37, rue Notre-Dame-de-Lorette, 75009 Paris.

Fax 998 F TTC

Chez Duriez

Fax papier thermique à partir de 998 F TTC (827,53 F HT).

Fax papier ordinaire à partir de 1790 F TTC (1484,25 F HT).

Fax laser 4980 F TTC (4129,35 F HT).

Duriez, 3 rue La Boétie 75008 112 bd Saint-Germain 75006

Le président, Et les membres du conseil de la Fondation Médecins sans frontières. Le président. Et les membres du conseil d'administration de Médecins sans frontières, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean DROMER,

ancien président d'honneur de la Fondation Médecins sans frontières. Ils expriment leur profonde sympathie à son épouse, à ses enfants, à sa famille et à ses proches.

M^{me} Jean Dromer, notaire à Bagnole.

Et le personnel de son étude, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Albert DROZ,

notaire successivement à Bou-Saïda, Vialar, Boufarik, Alger, Bagnole, ancien doyen de la chambre des notaires de Paris, notaire honoraire.

survenu le 27 novembre 1998.

La messe sera célébrée, le mercredi 2 décembre 1998, à 10 h 30, en l'église Saint-Ambroise, à Paris-11^e.

L'inhumation aura lieu au cimetière nouveau de Bagnole, rue Raspail.

M^{me} Noël Langeard, née Thérèse de la Rie, sa maman.

M^{me} Gaëlle Langeard, Le capitaine (r.f.) Jocelyn Langeard, ses enfants,

M^{me} Odile Langeard-Hatzopoulos, M^{me} Chantal Langeard, ses sœurs.

M^{me} Nicole Fighiera, sa compagne.

Ainsi que M^{me} Julie Monty-Langeard, ont le grand chagrin de faire part du décès de

Eric LANGEARD,

professeur à l'université de droit, d'économie et des sciences d'Aix-Marseille.

survenu à Paris, le 26 novembre 1998, dans sa soixante-deuxième année.

Le présent avis tient lieu de faire part.

7, avenue Vion-Whitcomb, 75016 Paris.

Les enseignants, Et le personnel administratif de l'Institut d'administration des entreprises de l'université de droit, d'économie et des sciences d'Aix-Marseille,

ont la tristesse de faire part du décès de leur collègue

le professeur Eric LANGEARD,

survenu à Paris, le 26 novembre 1998.

Pierre Lury, son compagnon.

Lorène et Jérôme, ses enfants, Ariane, sa belle-fille, Camille, Raphaëlle, Anaïs, ses petites-filles, Michèle Leloup, ses parents, ses amis,

ont la très grande tristesse de faire part du décès, le 26 novembre 1998, de

Huguette DEBAISIEUX,

journaliste, grand reporter, écrivain et scénariste.

Le service religieux aura lieu, le mardi 1^{er} décembre, à 11 heures, à l'église Saint-Pierre de Neuilly, avenue du Roule, à Neuilly-sur-Seine.

Suivant ses vœux, Huguette sera inhumée au cimetière de Hennequeville, à Trouville-sur-Mer, vers 16 h 30, le même jour.

2, avenue Philippe-Le-Boucher, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M^{me} veuve Maurice Lisner, sa mère.

Nicole Lisner, sa sœur, Jean-Marc, Pascal, Stéphane, Muriel, ses enfants,

Tomo, Rémi, Pierre, Adèle, Bastien, Emmanuel, ses petits-enfants. Sa famille, Et tous ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

Michel LISNER,

survenu le 26 novembre 1998.

L'inhumation aura lieu le mardi 1^{er} décembre, à 10 h 45, au cimetière parisien de Bagneux, 45, avenue Marx-Dormoy.

Famille Lisner 36-38, avenue de la Source, 94130 Nogent-sur-Marne.

Saint-Laurent-d'Aigouze (Gard), Les familles Muscat, Dagnie, Rual. Et les familles alliées Busitil, Secluna, Encrevé, Blandeau, Ruthman, Partageot, font part du décès de leur époux, frère et père

Jean MUSCAT,

le 26 novembre 1998, à Saint-Laurent-d'Aigouze, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 30 novembre, à 13 h 30, en l'église de Saint-Laurent-d'Aigouze, suivi de l'inhumation au cimetière de Gramont, à Montpellier.

Dernier recueillement au complexe à partir de 15 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

Priez pour lui.

« L'Eternel et mon berger : je ne manquais de rien. Il me fait reposer dans de verts pâturages. Il me dirige près des eaux paisibles. »

Veret : ps. 23, chap. 1 et 2.

M^{me} Françoise Aubail-Sallenave, M^{me} Elisabeth Lavrov, M^{me} Laurence Sallenave, ses filles,

David Aubail, Nicolas et Marina Lavrov, ses petits-enfants,

M. Claude Spick, M. Jean-Paul Spick, ses frères et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Paulette SALLENAVE,

née SPICK, survenue le 26 novembre 1998, dans sa soixante-dixième année, et rappellent le souvenir de

Pierre SALLENAVE,

son époux, Inspecteur général des Eaux et Forêts, décédé le 27 janvier 1987.

L'inhumation aura lieu, le lundi 30 novembre, au cimetière de Marquay (Dordogne).

Un service religieux aura lieu ultérieurement en l'église réformée de l'Oratoire du Louvre, Paris-1^{er}.

« J'ai vu tout cela, et j'ai appliqué mon cœur à tout ce qui se fait sous le soleil. » Eccl. 8,9.

Cet avis tient lieu de faire part. Sans fleurs ni couronnes.

27, rue du Général-Faidherbe, 94130 Nogent-sur-Marne.

Le 24 novembre 1998.

Margit STADLER,

nous a quittés.

Son courage, son élan vers la vie et sa générosité lui ont permis de surmonter l'épreuve des camps nazis, de survivre à l'assassinat de son premier mari et à celui de sa petite-fille de cinq ans, de militer pour le pardon.

Une pensée pour son mari,

Gyuri STADLER,

et pour la petite,

Alice,

née en 1944.

Ce qui l'ont aimée : Gerrie, Naomi, Ravi, Swarup, Tom et Ann Low Beer, Gabrielle, Saskia et Friedl Brown, Eva Rosenblum, Rachel Rosenblum, Emmanuel et Daniel Dayan, Alex et Simone Deutsch, Zoëla Dudasvintene.

Les familles Low Beer, Ledermann, Dayan, Rosenman.

Margit sera enterrée le mercredi 2 décembre 1998, à 15 h 30, au cimetière parisien de Bagneux.

Réunion à l'entrée principale.

On prie.

M^{me} Julie TORGEMEN, née DJIAN.

On se réunira lundi 30 novembre 1998, à 15 h 30, au cimetière parisien de Bagneux.

7, boulevard Davout, 75020 Paris.

Esther Bleivels, sa sœur, Céline et Stéphane Franco, sa nièce et son petit-neveu, Gil Bleivels.

Elisabeth et Gérard Swierczewski, Varianne Swierczewski, Michel et Judith Swierczewski, Juliette et Adrien, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants.

ont la tristesse de faire part du décès, le mercredi 25 novembre 1998, à l'âge de quatre-vingt-seize ans, de

Chaskel NURNBERG,

dit Charles STEINMAN.

Les obsèques auront lieu le lundi 30 novembre 1998 au cimetière nouveau de Gif-sur-Yvette (Essonne). On se réunira à 14 h 30 à l'entrée du cimetière, rue du 8-Mai-1945.

Swierczewski, Parc du Château de Courcelle, bât. 9, 91190 Gif-sur-Yvette.

Anniversaires de décès

Une pensée est demandée, le lundi 30 novembre 1998, à ceux qui ont connu et aimé

Isucher Ber FRYDMAN,

à l'occasion de l'anniversaire de son décès, il y a quinze ans, le 30 novembre 1983.

De la part de sa fille, Jacqueline Frydman, et de ses petits-enfants, Nicolas et Patrick Klugman.

« C'eravamo tanto amici... »

Pierre GRECO.

16 juillet 1927 - 30 novembre 1998.

Messes anniversaires

Une messe sera célébrée le samedi 5 décembre 1998, à 11 h 30, en la chapelle Saint-François-de-Salles, 9, rue de l'Ecole-des-Postes, à Versailles, à l'intention de

M^{me} Michel PUPAT,

née Marie-Thérèse DECAUX,

rappelée à Dieu le 6 novembre 1978.

CARNET DU MONDE

Tél. : 01-42-17-39-80 - 01-42-17-29-96
01-42-17-38-42

“GRAND JURY”
RTL-Le Monde-LECI

ELISABETH
GUIGOU

ANIMÉ PAR
OLIVIER MAZEROLLE

AVEC
PATRICK JARREAU (LE MONDE)
ET
PIERRE-LUC SÉGUILLON (LCI)

DIMANCHE
18 H 30

RTL

Nucléaire
La France isolée
UN DOSSIER SPÉCIAL DU MONDE ÉCONOMIE
lundi 30 novembre

Le Monde
daté 1

HORIZONS

ENQUÊTE

Les monte-en-l'air et princes de la cambriole s'en donnent à cœur joie dans les châteaux de la douce France. Ils se jouent des systèmes de sécurité pour emporter statues équestres, bronzes et pendulettes. Depuis le début de l'année, plus de 350 propriétaires ont été victimes de vols d'objets historiques

Lest 3 h 45 du matin, lundi 23 juin 1998. Le jour se lève à peine. Le système d'alarme de Vaux-le-Vicomte vient brusquement de réveiller Patrice de Vogüé, le propriétaire du château. A soixante-dix ans, il a encore un gabarit de joueur de rugby : « Le temps de sauter dans mon pantalon et d'accourir, il a dû se passer cinq ou six minutes. » Il loge dans les communs, à 120 mètres de l'édifice principal construit par Le Vau. Un gardien est aussitôt alerté. « Je suis entré par la porte nord, puisque celle du sud communiquait avec le

début de l'année. En Ile-de-France, Chailly, Champlâtreux, Saint-Jean-de-Beauregard, Maisons-Laffitte, Courance, Courson, Le Grand Saussay ; en Picardie, Compiègne ; Tanlay en Bourgogne ; Josselin en Bretagne ; Brissac et Serrant dans les pays de Loire ; dans le Centre, Valençay ; Le Touvet près de Grenoble ; Eu en Normandie.

Le 6 août 1998, le propriétaire d'un château du nord de la France adressa une lettre au préfet de son département pour lui communiquer une liste de six demeures, situées entre Aubigny et Arras, pillées dans les quarante-huit heures.

Arsène Lupin dans les châteaux français

parc par un pont-levis, relevé la nuit ou-dessus d'une douve. Dans le vestibule qui précède le salon d'Hercule, je me suis aperçu qu'il manquait la grande réduction de la statue équestre de Louis XIV par Girardon. Le bronze pèse 90 kilos. Deux statuettes Renaissance attribuées à Jean de Bologne (respectivement 40 et 15 kilos) et deux pendules Régence avaient aussi disparu. Patrice de Vogüé pour- suit : « Je pensais que les voleurs étaient encore dans la maison. Un courant d'air dans le dos m'a alors signalé qu'une porte-fenêtre donnant sur les douves était ouverte. Première erreur de ma part : cet accès me semblait infranchissable. La police est arrivée très vite et j'ai commis ma deuxième erreur : l'imaginai que les voleurs étaient encore dans les bois qui entourent le château. On a perdu du temps à les rechercher là. Il fallait boucler la périphérie. »

En réalité, la bande est entrée avec au moins deux voitures par une grille située au sud du parc, à 2 kilomètres du château. Les serrures de la grille avaient été démontées au préalable. Les voleurs s'étaient munis d'un grand banc de bois, très robuste, dérobé dans une ferme à 10 kilomètres de là. En chemin, ils ont attaché une échelle métallique, longue de 3,5 mètres, fichée dans le mur d'un canal. Une fois devant les douves du château, ils ont posé l'échelle sur les culées du pont-levis et ont fait glisser le banc dessus pour servir de toboggan. Plusieurs personnes sont entrées dans le bâtiment en franchissant la porte-fenêtre. L'alarme s'est immédiatement déclenchée. Les voleurs ont néanmoins eu le temps de faire main basse sur les pièces convoitées et de les transbahuter par le pont-toboggan.

Vaux-le-Vicomte fait désormais partie de l'interminable liste de demeures historiques, publiques ou privées, « visitées » depuis le

lui fournit, en outre, le nom de huit manoirs dévalisés, en juillet 1998, dans les environs de Montreuil-sur-Mer. La gendarmerie devait confirmer cette véritable série noire. En 1997, il y a eu 350 vols dans des châteaux et 150 tentatives. On comptait fin juillet (dernier état connu) 342 vols et 97 tentatives (à comparer aux 200 vols et 126 tentatives enregistrés fin juillet 1997).

Le scénario est presque toujours le même. Le vol a lieu la nuit, à l'aide d'un véhicule amené sous les fenêtres de l'édifice. Il dure moins de cinq minutes, le temps de se saisir des quelques pièces repérées, en ignorant l'alarme. Dans la nuit du 4 au 5 janvier, la cible est Saint-Jean-de-Beauregard. « J'ai été réveillé par un bruit de verre brisé et, immédiatement après, par le hurlement de l'alarme, se souvient le propriétaire, François de Cures, qui a déjà essuyé cinq cambriolages. En moins de trois minutes, j'étais sur le pied de guerre. Les voleurs sont partis sans avoir eu le temps d'emporter quoi que ce soit. Ils étaient arrivés en poussant leur voiture pour ne pas faire de bruit et avaient, au préalable, bloqué les grilles du parc avec des ceintures de sécurité. »

C'est peut-être la même voiture qui se rend, la même nuit, au château de Breteuil. Ici, c'est à 3 h 30 du matin que l'alarme retentit. Son propriétaire, Henri de Breteuil, loge dans l'un des deux gros pavillons carrés qui précèdent la cour d'honneur. Quand il s'engouffre dans le corps du logis, une voiture vient de démarquer sur les chapeaux de roues. La grille d'entrée est brisée. A l'intérieur, il manque deux pendules Louis XVI et un baromètre en bois doré de la même époque. C'est le troisième cambriolage de Breteuil en quatre ans. Le château-musée de Compiègne, propriété de l'Etat, a



lui aussi, été plusieurs fois « visité ». Le dernier vol a eu lieu dans la nuit du 11 au 12 mai : une vingtaine de pièces du XVIII^e et du XIX^e siècle ont été subtilisées : statues, pendules, vases, torchères, appliques et cheneaux en bronze. Deux jours plus tard, un promeneur retrouvait une pendulette dans la forêt de Compiègne. Les traces de trois véhicules étaient relevées tout à côté.

Le même jour que l'attaque de Vaux-le-Vicomte, le 23 juin, le château de Courance recevait lui aussi une visite nocturne. Jean-Louis de Ganay, échaudé par plu-

vingt minutes de là. Le propriétaire, qui ne dormait pas, a vu avancer jusque sous ses fenêtres une BMW tous feux éteints, occupée par cinq personnes. Le châtelain s'est manifesté, la voiture a filé.

A Courson, dans la nuit du 28 au 29 juillet 1998, deux pots-à-feu du XIX^e siècle, deux vases chinois et une pendule Boulle-Napoléon III, disparaissent. Un butin plutôt maigre pour un gros travail : les voleurs ont forcé une grille - sou- dée - du parc, dominant sur une petite route, ils ont aplani le dos d'une destinée à empêcher les véhi-

« La visite d'un monument public est toujours un risque. C'est à ce moment-là que les repérages se font, que les commandes sont passées »

Commissaire Jean-Michel Mimran

sieurs cambriolages, a fait équiper l'édifice principal d'une protection électronique complète. Elle sera dissuasive. Mais sept jours plus tard a lieu un cambriolage, réussi, au Grand-Saussay, près de Ballincourt. Il était 2 h 40 du matin, la grille n'était pas fermée - « C'est un tort », reconnaît le propriétaire, Noël de Bourbon-Busset. « Mon mari, qui dormait à l'étage, est descendu quatre à quatre dès qu'il a entendu l'alarme. Il a eu le temps de voir une voiture s'éloigner, une BMW dont il a relevé le numéro d'immatriculation. » Vérification faite, la plaque était fautive. Trois minutes ont suffi... Dans le salon, il manque deux pendules Empire et un cartel néo-Louis XV, 20 kilos accrochés à 3 mètres de hauteur. Il semble bien que le même équipage a tenté un premier « coup » au château du Marais, situé à

culs de passer et ont pu conduire leur voiture près d'une porte latérale dont ils ont fait sauter la barre de sûreté. « Une seconde équipe essayait de forcer une ouverture sur la galerie, indique le propriétaire, Patrice Fustier. L'intervention rapide du gardien les a mis en fuite. » Au cours de la même nuit, une tentative d'effraction a lieu au château-musée de Fontainebleau. Mais ici, les grilles ont tenu bon.

Jean-Louis de Ganay est découragé : « Lors d'une réunion entre certains propriétaires et des représentants des forces de l'ordre, l'accent a été mis sur l'identification des objets volés en cas de récupération. C'est admettre qu'on ne peut pas nous protéger du vol. » Cette rencontre a eu lieu l'été dernier, à Paris, au siège de la Demeure historique, une association présidée par Henri de Breteuil. Elle re-

groupe 2 500 propriétaires de monuments historiques, inscrits ou classés, dont un millier sont ouverts à la visite. Une centaine d'entre eux ont été cambriolés ou ont subi une tentative de cambriolage depuis le début de l'année. Étaient présents le commissaire Mimran, responsable de l'Office central de lutte contre le trafic des biens culturels (OCBC), le lieutenant-colonel Vaillant, de la gendarmerie, le commandant de police Cadias détaché au ministère de la culture, un représentant de la Caisse nationale des monuments et des sites, le conservateur du château de Fontainebleau, et quelques propriétaires.

La réunion n'était pas gaie, se souvient Patrice Fustier. Les chiffres donnés par le colonel Vaillant n'incitaient pas à l'optimisme.

D'après Jean-Michel Mimran et Philippe Cadias, la protection électronique n'est pas une panacée. On ne doit jamais négliger les protections mécaniques - barres, verrous, bracelets en acier. « Il faut surtout retarder l'approche des voleurs, faire en sorte qu'ils ne puissent avancer une voiture sous les fenêtres du bâtiment », conseille Philippe Cadias. « Plus la protection commence loin de la cible, plus elle est efficace », note Jean-Michel Mimran. A Compiègne, les agresseurs ont fonctionné exactement de la même manière, à un an d'intervalle. Aucune précaution nouvelle n'avait été prise. La protection est une charge très lourde pour les propriétaires, de 100 000 à 500 000 francs en fonction de la sophistication réclamée. « Beaucoup de propriétaires sont incapables de s'équiper ainsi, constate Henri de Breteuil. Aussi la Demeure historique demande-t-elle au ministère de la culture de prendre en charge une partie de ces installations. »

Mais cette réunion a également mis en lumière les rapports phobiques « tièdes » qui existent entre la gendarmerie et l'OCBC. Jean-Michel Mimran a aussi entendu avec surprise les chiffres donnés par le colonel Vaillant. Peu de temps auparavant, la gendarmerie avait communiqué à l'OCBC une liste de 73 vols et tentatives de vol, au lieu des 436 annoncées. Des explications officielles ont été demandées pour expliquer ces silences et réclamer une meilleure collaboration. Pas de réponse.

ENVIRON 80 % des vols d'objets d'art sont commis dans la zone de responsabilité de la gendarmerie. « Nous avons la compétence et les moyens de les traiter », affirme le colonel Vaillant. La gendarmerie n'entend prévenir l'OCBC que s'il s'agit d'objets d'art. Or parmi toutes les pièces volées dans les châteaux et maisons bourgeoises, beaucoup ne relèvent pas de cette catégorie. Enfin, insiste Jean Vaillant, l'OCBC peut toujours, par l'intermédiaire de la police nationale, avoir accès à la base informatique de la gendarmerie, basée à Rosny-sous-Bois, où sont répertoriées des dizaines de milliers d'images d'objets volés. « 70 % des objets qui alimentent Treima [la base informatique où sont recensés, par l'OCBC, 14 000 objets volés] ont été fournis par la gendarmerie. »

Il existe, au sein de la gendarmerie, un département « objets de valeurs négociables auprès d'antiquaires ou de brocanteurs » (Ovnaab), coordonné par le lieutenant-colonel Michel Lucas. Des cellules spéciales sont ponctuellement mises en place, dans une région, « en fonction d'un bassin de délinquance, jusqu'au démantèlement des bandes, filières de recel comprises », indique Michel Lucas, qui fait état de quelques réussites. Ainsi, la cellule « Château 14 », implantée à Caen, a permis l'interpellation, le 20 septembre, de 22 personnes, dont 9 ont été mises en examen et écrouées. Parmi elles, les deux têtes, « des gens du voyage sédentarisés, qui sortaient de prison après avoir purgé leur peine pour des affaires semblables », précise le colonel Lucas ; 20 m³ de meubles ont été récupérés ; deux receleurs ont été identifiés en Belgique et aux Pays-Bas, les deux « cerveaux » qui repéraient la marchandise, recrutaient des petits casseurs. Les pièces volées étaient entreposées dans des granges, des garages, voire enterrées dans les bois. Les objets de valeur passaient la frontière, les autres étaient écoulés sur les foires et les brocantes locales ou auprès d'antiquaires peu regardants. Toujours fin septembre, un réseau charentais était démantelé : 16 personnes étaient interpellées, 9 placées sous mandat de dépôt. La bande opérant en Charente, en Dordogne et dans le Lot-et-Garonne avait plus de cent « casses » à son actif. La marchandise était écoulée chez des antiquaires locaux. 2 862 objets ont été répertoriés et saisis.

Comment expliquer cette vague de vols dans les châteaux ? Par l'extension du marché de l'art, la mondialisation, l'ouverture accrue des demeures, « à son actif. La marchandise était écoulée chez des antiquaires locaux. 2 862 objets ont été répertoriés et saisis. »

De leur côté, les propriétaires sont pris entre la nécessité d'ouvrir leurs demeures, souvent pour des raisons financières, et celle de protéger leurs biens : « Nous sommes attachés à ces objets, indique François de Cures, non pour leur valeur vénale - ils ne sont pas à vendre - mais pour leur valeur affective : ils sont liés à des êtres, à des lieux et à une histoire qui est parfois celle de la France. Ces vols appauvrissent donc un patrimoine fixé depuis des générations. Car lorsqu'il disparaît, il est perdu de façon irrémédiable. »

Le propriétaire de Saint-Jean-de-Beauregard (50 000 visiteurs par an) insiste : « Les possesseurs de demeures historiques jouent un rôle social et économique, peut-être modeste, mais réel. La relation entre le visiteur et le propriétaire est souvent un échange, une ouverture sur l'extérieur pour les deux parties. Il serait néfaste et même dangereux que ces vols aboutissent à un repli filial sur leurs biens des propriétaires écroués. »

Emmanuel de Roux
Dessin : Topal Sihan

L'impunité pour Hirohito

Il y a cinquante ans, le Tribunal de Tokyo condamnait à mort l'ex-premier ministre Tojo et six criminels de guerre. L'empereur, qui avait couvert ces crimes, ne fut pas inquiété. Obsédés par le péril communiste, les Américains donnèrent la priorité à la renaissance de la droite nippone

PRÉSENTÉ comme le pendant asiatique du tribunal de Nuremberg, qui jugea les criminels de guerre nazis, le tribunal militaire international pour l'Extrême-Orient, qui jugea vingt-huit de leurs homologues japonais, dont le général Hideki Tojo, premier ministre au moment de l'attaque sur Pearl Harbor (décembre 1941), n'est pas resté dans les annales de la justice internationale comme l'instance qui se rapproche le plus des idéaux d'équité. La procédure et le verdict, rendu entre le 4 et le 12 novembre 1948, puis confirmé le 24 du même mois par le général Douglas MacArthur, commandant suprême des forces d'occupation du Japon, relèvent à bien des égards du déni de justice.

Non que les crimes de guerre commis par l'armée impériale (massacres de civils, prostitution forcée de femmes des pays conquis et autres) ne soient une réalité connue des historiens et que confirmer régulièrement, s'il en était besoin, les témoignages d'anciens soldats qui se repentent au soir de leur vie. Mais trop d'ambiguïtés, trop de confusion dans les accusations comme de compromis dans les inculpations ont marqué un procès au cours duquel furent jugés des hommes sur lesquels pesait la présomption de culpabilité et non d'innocence. Le tribunal exempta en revanche de toute responsabilité – même celle de complicité – celui au nom duquel avait été menée la guerre : l'empereur Hirohito.

Le procès de Tokyo, dont les 818 audiences commencèrent le 3 mai 1946 et au cours desquelles comparaitront 419 témoins et furent lues 779 dépositions, ne fut pas la plus belle page de l'histoire de l'Occupation américaine du Japon. Il fut un prétexte pour humilier des victimes et plus ni moins coupables que d'autres sur l'autel des vainqueurs, estime le philosophe et historien des idées Shunsuke Tsutsumi (que l'on ne peut guère soupçonner de sympathie pour le régime militariste) dans son *Histoire de Showa* (ère du règne de Hirohito, 1926-1989). Sept accusés furent condamnés à mort par pendaison – dont Hideki Tojo – et exécutés le 23 décembre ; seize se virent infliger des peines de prison à perpétuité ; deux autres des peines de vingt et de sept ans d'emprisonnement. Deux accusés moururent pendant le procès. Les autres condamnés ne firent qu'une partie de leur peine et, en 1958, tous avaient été libérés.

Le procès des criminels nazis, qui commença à Nuremberg en novembre 1945, avait été décidé par la charte de Londres signée par les puissances alliées, qui avaient ajouté aux crimes de guerre, dans l'acceptation traditionnelle du terme, les crimes contre



En février 1946, l'empereur Hirohito visite les usines et les foyers destinés aux sinistrés de la guerre, à Kawasaki et à Yokohama.

la paix et les crimes contre l'humanité. Dans le cas du tribunal de Tokyo, un décret (du 22 janvier 1946) de MacArthur suffit. Les Alliés furent consultés après sa rédaction. Le texte appelait à « une juste et prompt punition des principaux crimes de guerre commis en Extrême-Orient ». 5 700 Japonais furent par ailleurs jugés pour

En épargnant l'empereur, les Américains avaient vidé le procès de son objet, contribuant à détourner les Japonais d'un examen critique

crimes de guerre devant quelque 2 000 tribunaux à travers l'Asie. Un millier furent exécutés.

En débarquant au Japon, MacArthur entendait réformer et non châtier. Bien que, en principe, il commandât les forces alliées, il était en réalité le seul à décider. Le rôle messianique dont il se sentait investi donna à l'occupation une

dimension qui allait au-delà de la simple administration militaire : désarmement du pays, démantèlement des industries de guerre, démocratisation et démobilisation idéologique furent les grandes lignes de sa politique.

Le tribunal de Tokyo, en particulier, devait être la démonstration que la victoire des Alliés sur les fascismes sanctionnait l'universalité des valeurs démocratiques. Mais paradoxalement, lorsque le jugement fut rendu, la préoccupation première des Américains était moins de démocratiser l'archipel que d'en faire un bastion de la lutte contre le communisme en Asie. C'était le début de la guerre froide et Washington changeait de cap : dans les deux années qui suivirent le jugement du tribunal de Tokyo, les Américains firent libérer les prisonniers qu'ils avaient arrêtés pour crimes de guerre, dont plusieurs figures de l'ultra-nationalisme, afin de faire renaitre la droite nippone pour contrer les forces de gauche.

Parmi les prisonniers de guerre de la « classe A » (passibles de la peine de mort comme ceux qui avaient été jugés par le tribunal de Tokyo), libérés sans jugement, figuraient Nobusuke Kishi, ministre du cabinet Tojo, qui allait devenir premier ministre (1957-1960), ainsi que bien d'autres personnages interlopes qui, au premier plan ou derrière le rideau,



Le général Hideki Tojo, premier ministre au moment de l'attaque sur Pearl Harbor, pendant son procès.

reprirent les rôles du pouvoir dès les années 50. Le procès eut pour théâtre l'amphithéâtre de l'ancien état-major des forces armées. Sur le banc des accusés figuraient des hommes, dont certains en uniforme sans insignes, qui avaient été aux commandes au cours de la guerre, cinq diplomates de carrière, un politicien, et trois hauts fonctionnaires et un propagandiste ultra-nationaliste. Sous l'œil des soldats américains aux casques blancs, vides, mains derrière le dos, ils semblaient de

frêles silhouettes insignifiantes. De l'autre côté de la salle, leur faisant face, siégeaient dix juges (américain, britannique, canadien, chinois, français, indien, néerlandais, néo-zélandais, philippin et soviétique) sous la présidence du onzième, l'Australien Sir William Webb. Entre les deux estrades se trouvaient les 31 avocats, dont 9 japonais, et le ministère public, dirigé par le vétéran procureur en chef : l'Américain Joseph B. Keenan.

Modèle sur celui de Nuremberg – dont il ne fut, selon *Time Magazine* de l'époque, qu'un pâle reflet –, le tribunal de Tokyo allait se heurter d'emblée à une difficulté de fond : pour barbares qu'aient pu être les exactions commises par l'armée impériale, il n'y eut jamais dans le cas nippon d'Holocauste, de génocide planifié, de « solution finale ». En revanche, les aspects les plus condamnables de la guerre – les expérimentations bactériologiques sur des cobayes humains perpétrées par l'Unité 731 en Mandchourie (Le Monde du 3 février 1997) – furent ignorés du tribunal : en échange des résultats de leurs expériences, les Américains exemptèrent les responsables de toute poursuite. En outre, la figure au nom de laquelle avait été menée la guerre et qui avait été tenue au courant de son déroulement, Hirohito, était absente : absente avant même d'être entendue pour des raisons de « haute politique » par les Américains.

Les vainqueurs avaient une faible connaissance du Japon. Contre l'avis d'experts tels que le sinologue Owen Latimore ou l'historien canadien spécialiste du Japon Herbert Norman, qui estimaient que toute démocratisation

de l'archipel passait par l'abolition du système impérial, les Américains décidèrent de sauver le monarque afin de l'utiliser pour faire passer leurs réformes : l'empereur avait été manipulé par des « félons », affirma dans son acte d'accusation le procureur Keenan. Bien que certains d'entre eux aient été des chefs militaires, aucun prince du sang ne sera accusé ni même appelé à témoigner.

Le souci des Américains de sauver Hirohito faillit tourner court. A une question du procureur Keenan, Tojo répondit en effet : « Personne d'entre nous n'aurait osé agir contre la volonté de l'empereur. » Une réponse qui risquait de faire effondrer le scénario « innocentiste ». Tojo fut alors l'objet d'énormes pressions de la part de l'entourage du monarque pour qu'il revienne sur sa déclaration. Ce qu'il fit en loyal sujet mais contre sa conscience : l'empereur avait consenti avec réticence à la guerre, déclara-t-il, mais « son amour et son désir de paix restèrent indéfectibles lorsque commencent les hostilités et demeurèrent tout au long de la guerre ».

Le procès était définitivement faussé. Il mit certes en lumière de peu glorieux « faits d'armes » de la soldatesque nippone : massacre de Nankin en 1937 (sans doute 300 000 morts) ; sac de Manille en 1945. Mais, en épargnant l'empereur, les Américains avaient vidé le procès de son objet en contribuant à détourner les Japonais d'un examen critique de toute responsabilité politique et morale : Washington avait ainsi accordé un non-lieu à l'ensemble de la population et accrédité l'idée d'une continuité, et non d'une rupture, entre l'avant et l'après-guerre.

EN outre, le jugement du tribunal de Tokyo pécha par des vices de procédure que soulignèrent le juge indien, Radhabindro Pal, et son homologue français, Henri Bernard : insuffisance de preuves ; non-respect des droits de la défense ; refus de l'accusation de convoquer des témoins qu'elle jugeait gênants. Henri Bernard se désolidarisa du jugement, estimant qu'« un verdict prononcé à la suite d'une procédure défectueuse ne peut être valide ». Allant plus loin, le juge Pal, qui fit de même, retourna les arguments de l'accusation : si le tribunal condamnait les accusés pour crimes contre l'humanité, déclarait-il, il doit aussi juger les crimes, tout aussi aveugles, contre des civils que sont les bombardements atomiques sur Hiroshima et Nagasaki.

Le procès de Tokyo pose le problème de la légitimité politique d'un tribunal dont les accusés refusent de reconnaître les valeurs et qui ne représentent que de manière formelle la communauté internationale, quand bien même il invoquait des valeurs universelles. « La domination du procès de Tokyo par le gouvernement américain et les forces d'occupation entamèrent encore plus qu'à Nuremberg son label international », écrit Yves Beigbeder dans un livre à paraître aux éditions Macmillan (Londres), *Judging War Criminals: the Politics of International Justice*. La transcription des minutes du procès de Nuremberg fut publiée dès 1947, mais il fallut attendre 1977 pour que le fussent, dans leur intégralité, celles du procès de Tokyo : par crainte peut-être qu'elles ne suscitent trop de questions embarrassantes, estime cet auteur.

Il ne reste rien de la prison de Sugamo, où les six condamnés à mort japonais furent pendus, revêtus – ultime humiliation – de la tenue des prisonniers américains. Rien non plus du bâtiment où siégea le tribunal de Tokyo. Mais le nom d'Hideki Tojo figure parmi ceux des morts pour la patrie au sanctuaire Yasukuni à Tokyo, où leurs âmes sont honorées. Le jugement de Tokyo pourrait bien avoir été à l'encontre de l'objectif recherché et avoir encouragé par ses lacunes l'« amnésie » historique souvent reprochée aux Japonais.

Philippe Pons

Les Japonais préfèrent se souvenir d'Hiroshima et de Nagasaki

CINQUANTE ans après que le tribunal de Tokyo a rendu son jugement, la majorité des Japonais semblent se désintéresser de cette page de leur histoire : la grande presse a pratiquement ignoré cet anniversaire. Une minorité n'en dénonce pas moins ce qu'elle nomme la « vision de l'histoire du procès de Tokyo ».

Le procès de Tokyo, explique par exemple Nobukatsu Fujioka, professeur de sciences de l'éducation à l'université de Tokyo, a faussé la perception de l'histoire des Japonais. Ce procès a conduit à la culpabilité des accusés, mais il a été instruit par les puissances victorieuses, en particulier par les Américains.

En outre, estime cette figure du courant négationniste contemporain, il n'y aurait pas eu, au moment des faits dont ceux-là étaient accusés, de lois réprimant les crimes qu'on leur reprocha par la suite. Les historiens japonais auraient induit en erreur leurs compatriotes. Yoshimori Kobayashi, auteur à succès de bandes dessinées

négationnistes (*Le Monde* du 31 janvier 1998), renchérit en expliquant que le procès de Tokyo aurait « inhibé » les Japonais et les retiendrait d'exercer les responsabilités internationales auxquelles, estime-t-il, le poids économique de leur pays leur permettrait de prétendre.

L'argument n'est pas neuf. On y eut déjà recours lors même du procès. Il a resurgi dans les années 70. Ainsi, dans une pièce de théâtre, *Entre ciel et terre*, le procès Junji Kishimoto souligne l'absence, au cours des audiences, des innombrables victimes japonaises de la guerre. Le romancier Saburo Shirayama, dans *Derniers feux*, publié en 1974, réhabilite pour sa part l'un des inculpés, Koki Hirota (ministre des affaires étrangères puis premier ministre de 1936 à 1937) et l'un des condamnés à mort qui, à ses yeux, aurait été victime d'une erreur judiciaire. Quelques années plus tard, l'historien Takashi Ito s'en prendra à ses collègues marxistes ou supposés tels, coupables à ses yeux de « fasciser » l'histoire moderne du Japon à la suite du procès de Tokyo. Le premier ministre Yasuhiro

Nakasono reprendra cette idée à son compte en 1985. Enfin, le film *Pride*, sorti en mai 1998, réhabilite Hideki Tojo, premier ministre au moment de l'attaque sur Pearl Harbor et l'un des sept condamnés à mort du procès de Tokyo (*Le Monde* du 30 mai). On y voit Tojo protester de sa bonne foi : s'il a fait la guerre, c'est parce que celle-ci était inévitable ; si la guerre a entraîné des violences, c'est que la guerre est violente. Les plus hautes autorités japonaises, à commencer par l'empereur, n'en sont pas responsables.

INOMBRABLES IRÉGULARITÉS

La réalité du procès de Tokyo et de l'histoire du Japon depuis 1945 est tout autre, répond un historien comme Kentaro Awaya. Le procès de Tokyo n'est assurément pas un modèle de justice. Il a été entaché d'innombrables irrégularités. Mais celles-ci ne « gommèrent » pas les millions de morts de la guerre de quinze ans (1931-1945) déclenchée par le Japon avec l'invasion de la Chine. En outre, le jugement au procès de Tokyo n'a pas été uni-

nimement anéanti par les onze juges. Enfin, le Japon avait ratifié le pacte Briand-Kellogg de 1928 mettant la guerre hors la loi, ce qui autorisait de juger ses crimes.

La plupart des historiens japonais, marxistes ou non, loin de souscrire aux conclusions du procès de Tokyo, ont toujours souligné les ambiguïtés qui l'ont marqué : l'absence de l'empereur, l'oubli délibéré de l'Unité bactériologique 731, mais aussi les crimes commis par les Alliés, à commencer par les deux bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki.

Le débat sur le procès de Tokyo n'est-il qu'une mauvaise querelle ? Sans doute, si l'on s'en tient au seul procès. Mais la réponse est moins évidente si l'on prend en compte la perception de leur histoire par les Japonais : les manuels scolaires mentionnent certes désormais, ça et là, des faits sur la guerre, mais ils ne cherchent guère à les inscrire dans une logique belliciste et condamnent ainsi à une vision culpabilisante de celle-ci.

Christophe Sabouret

ENTREPRISES

LE MONDE / DIMANCHE 29 - LUNDI 30 NOVEMBRE 1998

GRÈVE La SNCF a connu une nouvelle journée de grève vendredi 27 novembre. Si moins de 15 % des cheminots ont cessé le travail, les contrôleurs et, dans une moindre

mesure, les conducteurs ont été plus nombreux à suivre le mot d'ordre syndical, ce qui explique que seul un train sur trois a circulé, en moyenne. **● SAMEDI**, les agents de conduite

avaient presque partout repris le travail mais les contrôleurs devaient se prononcer dans la matinée au cours d'assemblées générales. **● LES SYNDICATS** reconnaissent la faible

mobilisation mais sont divisés. La CGT, majoritaire, semble ne pas vouloir embarrasser le gouvernement ni brouiller l'image réformatrice de son leader Bernard Thibault, à la

veille de son élection à la tête de la confédération. **● LOUIS GALLOIS**, président de la SNCF, dénonce la culture de la conflictualité, devenue « une sorte de drogue ».

Malgré une faible mobilisation, le trafic de la SNCF reste perturbé

Moins de 15 % des cheminots ont fait grève vendredi. La quasi-totalité des conducteurs de train ont repris le travail samedi, mais les contrôleurs sont nettement plus déterminés et pourraient poursuivre le mouvement, au moins localement

EST-CE un signe des temps ? Les cheminots se sont davantage mobilisés, jeudi 26 novembre, contre les projets de directives européennes que, vendredi 27 novembre, autour des problèmes d'emploi. Lundi, 22 % des cheminots (mais 49 % des roulants) avaient cessé le travail, à l'appel de tous les syndicats. Vendredi, ils n'étaient qu'entre 12 % et 15 % à avoir répondu à l'appel de la CGT, la CFDT, Sud-Rail, FO et la CFEC.

Mais ces chiffres cachent de fortes disparités. Si les employés n'ont quasiment pas suivi les mots d'ordre syndicaux, 56 % des contrôleurs et 36 % des agents de conduite n'ont pas pris leur service vendredi. Conclusion : le trafic a été très perturbé. A l'issue d'assemblées générales, les contrôleurs ont décidé, vendredi soir, de poursuivre le mouvement dans 18 régions sur 22, au moins jusqu'à samedi. De nouvelles assemblées générales devaient se tenir samedi, généralement en fin de matinée. En revanche, dans la quasi-totalité des dépôts, les agents de conduite ont décidé de reprendre le travail. Chaque catégorie de roulants a donc tenu « ses » assemblées générales et les contrôleurs ont été qua-

siement les seuls à vouloir poursuivre le mouvement, au moins vingt-quatre heures. Comme leur présence est indispensable - sauf sur les trains de banlieue -, les contrôleurs peuvent, à eux seuls, perturber le trafic.

Plusieurs raisons expliquent ce semi-échec. Mobiliser les cheminots à deux reprises la même semaine sur deux thèmes différents n'est pas facile. De plus, l'enjeu majeur - la négociation sur les

35 heures et ses conséquences sur l'emploi - reste à venir. La première rencontre est prévue le 14 décembre. Les syndicats crient d'autant moins victoire qu'ils sont plus divisés qu'il n'y paraît. Contrairement à ce qui s'était passé avant la journée d'action européenne, aucune conférence de presse commune n'a été organisée pour l'occasion. La fédération SUD, souvent proche, n'a pas publié de communiqué. La CGT n'en n'a

publié qu'un seul. Sans titre. On y chercherait en vain tout signe de triomphalisme. Dans le dernier paragraphe, « la fédération invite ses organisations à continuer la démarche d'information, de discussion et de décision des actions à développer en direct avec les cheminots et en relation avec les usagers ». En creux, cela signifie qu'elle n'appelle pas à la poursuite du mouvement.

LE MAL-ÊTRE DES CONTRÔLEURS

Désireux de canaliser les mouvements locaux de cheminots, particulièrement dans le sud de la France, la CGT entend pas jeter de l'huile sur le feu. « La situation n'est pas comparable à 1995 », expliquent les dirigeants cégétistes. La présence de Jean-Claude Gaysot, ancien cheminot et militant CGT, au ministère des transports, et le souci de ne pas brouiller l'image réformatrice de son leader Bernard Thibault, à la veille de son accession à la tête de la confédération, expliquent sans doute la prudence de la CGT cheminots. Dans un point de vue publié dans L'Hebdo (27 novembre-3 décembre), le journal de la CGT, Bernard Thibault se félicite de l'eurogrève mais

n'évoque pas du tout celle du 27 novembre. Pourtant, la passerelle entre les deux mouvements était facile à établir. La CGT cherche donc à calmer le jeu.

La situation est inverse à la CFDT. Dix jours avant le congrès confédéral de son organisation, la CFDT-Transports, opposée à Nicole Notat, aurait tout intérêt à montrer son influence. Pourtant, Bruno Dalberto, secrétaire général de la branche cheminots à la fédération CFDT-Transports reconnaît qu'« il est sûr que le taux de mobilisation global reste faible et plus faible que ce qu'on pouvait attendre. Les agents de train (les contrôleurs) ont été nombreux à se mobiliser. Leur ras-le-bol s'explique aisément : ils ont eu une formation pour effectuer le contrôle, ils ont été les garants de la sécurité et de la préservation des recettes. Aujourd'hui, on leur demande d'être des commerciaux, de renseigner et d'effectuer des contrôles à quel. En outre, ce sont les premiers à faire le lien ou le tampon entre l'usager et l'entreprise, quand on ne parle pas d'agression ».

La direction reconnaît implicitement cette situation. « Il y a chez les contrôleurs un mal-être. Il faut dire à leur décharge que, dès qu'il y a un

dysfonctionnement, une grève, une panne, c'est vers eux que l'usager se retourne », explique un dirigeant. Pourtant, la direction n'est pas loin de penser que les contrôleurs constituent une catégorie privilégiée : « Ils sont à l'origine du grand conflit de la Pentecôte 1997. A l'origine du conflit du mois de mai 1998. C'est une catégorie au sein de laquelle nous avons embauché 540 personnes en solde net en 1997/98, sur une population de 9 000. Ils n'ont pas de congés non pris. Le nombre de trains sur lesquels ils sont en sur-effectif est important. Nous avons requalifié la profession pour plus de mille d'entre eux. Ils ont l'avantage d'être roulants, de toucher des primes de découper. Ils font 35 heures théoriques et plus vraisemblablement 31 heures. Il est rare qu'un contrôleur demande à changer de service ».

Si les grèves s'arrêtent au niveau national, chacun est convaincu que des mouvements sporadiques continueront dans les régions, tant la culture de la grève est forte, à tous les niveaux de l'entreprise, comme l'a reconnu M. Gallois.

François Bostnavoron et Frédéric Lemaître

La province plus touchée que Paris

Pour la journée du samedi 28 novembre, la direction de la SNCF prévoyait un trafic normal sur l'Eurostar, le Thalys, les TGV Nord-Europe ou les lignes en direction de la Bretagne. Le trafic devrait être de deux trains sur trois pour les TGV Atlantique et Sud-Est et d'un train sur trois pour les TGV de province. Pour les grandes lignes, le service devrait être normal pour les trains en direction de Metz, Nancy, Strasbourg et Lille. Pour les autres destinations, le trafic serait d'un train sur trois.

Dans la banlieue parisienne, les services devraient être normaux à Paris-Est, Paris-Nord et Paris-Montparnasse, ainsi que sur les lignes A et C du RER. Le trafic serait plus perturbé à Paris-Saint-Lazare et sur les lignes B et D du RER, avec deux trains sur trois.

En province, le trafic des TER devrait rester fortement perturbé dans la plupart des métropoles régionales. Des dessertes seront assurées par autocar.

★ Renseignements au 08-36-67-68-69 ou au 0-800-15-24-24 (numéro vert) pour l'Île-de-France ; Minitel : 3615 SNCF.

Les cheminots de Trappes « en manque, mais en manque d'effectifs »

TRAPPES de notre correspondant. Vendredi matin 27 novembre, à l'heure où grévistes et délégués syndicaux de la SNCF quittaient le

REPORTAGE

Réactions à M. Gallois, pour qui, à la SNCF, la conflictualité reste une sorte de drogue »

dépôt de Trappes (Yvelines), pour se rendre aux différentes assemblées générales à Paris-Montparnasse, leur président Louis Gallois présentait, aux conseillers généraux des Yvelines, réunis à Versailles, les projets de l'entreprise publique pour les années à venir. En introduction de cet exposé devant les élus, le premier du genre, il eut des propos peu amènes à l'encontre des grévistes, affirmant que « la conflictualité à la SNCF reste une sorte de drogue » et que c'est le moyen « pour l'entreprise de résoudre ses conflits internes ». Une entreprise qui, pour son président, fournit à elle seule « pratiquement 20 % à 30 % des jours de grève en France ».

MANQUE D'OUVERTURE

Des commentateurs diversément appréciés par les salariés, de retour dans leurs dépôts, mais qui dans l'ensemble, comme ce conducteur, préfèrent les tourner en dérision pour ne pas « tomber dans la provocation ». « Il a raison, Gallois, ajoute l'un de ses collègues, c'est vrai que nous sommes en manque, mais en manque d'effectifs », une façon de rappeler que le problème de personnel était à l'origine du mécontentement des conducteurs et des contrôleurs. Un point de vue qu'est loin de partager Lucien Ducret, responsable

CGT des cheminots de Trappes, pour qui la déclaration de Louis Gallois « frise la provocation ».

« C'est gonflé, commente-t-il. Il pousse les gens à l'exaspération, ce qui ne lui semble pas être de bon augure « dans la perspective des négociations sur les 35 heures », ce qui ne lui semble pas être de bon augure « dans la perspective des négociations sur les 35 heures », ce qui ne lui semble pas être de bon augure « dans la perspective des négociations sur les 35 heures ».

Un manque d'ouverture que partage Emmanuel Le Mat, délégué CFDT, qui affirme que « la direction n'a jamais fait autrement ». Après avoir lui aussi ironisé sur le parallèle entre la grève et la drogue, se demandant « qui est le dealer, qui a créé le besoin », et plaisantant « aujourd'hui, on perd 400 à 500 francs pour la journée, ça fait cher la dose », il lâche plus sérieusement qu'on « ne fait pas une grève sur un malentendu, mais sur des réalités » et redoute une « gestion volontaire d'un sous-effectif ».

La journée se termine, la reprise du travail a été votée dans les différentes assemblées générales, les cheminots de Trappes s'apprêtent à reprendre leur service, mais le cœur n'y est pas.

« Si Gallois voulait mettre de l'huile sur le feu, c'est raté », soupire cet agent. Un autre tente de trouver une dernière justification aux propos du président : « C'était peut-être pour attirer l'attention du ministre de tutelle car ça fait longtemps qu'on ne l'entend plus, celui-là ».

Jean-Claude Pierrette

En Bretagne, une filiale de Vivendi fait faire des économies à la SNCF

CARHAIX (Finistère) correspondance régionale. Le hall fraîchement repeint de la petite gare de Carhaix (Finistère) ressemble à tous les halls de gare.

REPORTAGE

Des employés polyvalents assurent la liaison Paimpol-Carhaix

A droite, un guichet, à gauche, une salle d'attente, aux murs, des affiches vantant les réductions consenties par la SNCF aux clients fidèles. Pourtant, le chef de gare, le guichetier, les conducteurs de train, les agents de sécurité ne sont pas employés par la compagnie nationale, mais par la CFTA (Chemin de fer transport automobile), une filiale de CGEA-Transport, qui appartient au groupe Vivendi (ex-Général des eaux).

« Nous faisons le même travail que les cheminots de la SNCF, mais nous n'avons pas leur statut », résume un employé. C'est bien la SNCF qui finance le fonctionnement de la ligne Carhaix-Paimpol, ayant le statut de voie ferrée d'intérêt public, mais c'est la CFTA, compagnie privée, qui est chargée de sa gestion. Les quatre-vingt-dix employés de la ligne ne sont donc pas affiliés à la caisse de prévoyance des cheminots, et ils prendront leur retraite à soixante ans, contre cinquante-cinq ou même cinquante ans à la SNCF. Huit trajets gratuits par an et 75 % de réduction sur tous leurs voyages leur sont tout de même alloués, comme aux ayants droit SNCF. « Comme ça, on fait presque partie de la famille », sourit le guichetier.

« COMME DES CURIOSITÉS »

La CFTA exploite en France 850 kilomètres de lignes de chemin de fer pour le compte de la SNCF. Des lignes du réseau secondaire peu fréquentées, donc peu rentables. Comment cette compagnie arrive-t-elle à faire des bénéfices là où la SNCF perd de l'argent ? Réponse du chef de gare de Carhaix, Philippe Hamon : « Nous coûtions moins cher. » Principales sources d'économies : la CFTA n'a pas à financer de statut dérogatoire, « mais surtout, précise un membre de l'encadrement qui tient à garder l'anonymat, nous avons une véritable politique d'optimisation des coûts de fonctionnement ».

Cette politique est fondée sur la polyvalence du personnel. Chaque employé peut tout à tour vendre

des billets, donner le départ des trains, gérer le tableau de service, former les trains de marchandises, contrôler les tickets des voyageurs. Les conducteurs peuvent aussi être amenés à laver et entretenir les machines, ou à vendre les titres de transport aux voyageurs.

Le système a ses avantages : « Nous ne sommes pas cantonnés à une seule fonction », explique celui qui, aujourd'hui, vend des billets. Et ses inconvénients : « En tant que conducteur, je n'ai pas la même compétence qu'un gars qui est à l'atelier toute l'année », plaide Guy Coatanach, conducteur et responsable syndical CGT.

Les syndicalistes (seule la CGT est représentée) de Carhaix n'ont pas la dent dure. « Pas contents », certes, de ne pas bénéficier du même statut que leurs collègues de la SNCF. Ils osent à peine manifester

leur mécontentement face à « la flexibilité » qui leur est imposée, « le manque d'investissement », le « non-renouvellement des départs en retraite ». « Nous sommes extrêmement minoritaires », est difficile de nous faire entendre », explique François Laporte, agent de gare et responsable syndical. Pas question de compter sur la solidarité des agents SNCF : « Les relations avec les collègues sont cordiales, mais nous restons à part », assure M. Laporte. « Nous sommes toujours regardés comme des curiosités, et il est vrai que nous sommes craints par certains syndicalistes de la SNCF », complète M. Hamon.

Toutefois, le chef de gare n'a pas un avis aussi tranché que ses collègues sur le dispositif CFTA. « Sans la mise en place des autocars, avec une seule personne à bord, en 1990, la ligne aurait été fer-

mée par la SNCF, et les trains auraient cessé la place aux autocars, explique-t-il. Le maintien de la ligne nous permet de rester en Centre-Bretagne. Nous participons à l'aménagement du territoire. » Les arguments sont les mêmes du côté de la direction : « Un système à plusieurs vitesses est indispensable : il faut de la souplesse pour exploiter les lignes de la France profonde. Sinon elles sont condamnées à la fermeture », explique un membre de l'encadrement, avant de conclure : « Parce qu'elle permet de pallier les lourdeurs de la SNCF, la sous-traitance dans le domaine ferroviaire se développera forcément. » Grâce à sa forte présence en Grande-Bretagne, Vivendi n'est-il pas d'ores et déjà le septième opérateur ferroviaire européen ?

Gaëlle Dupont

elf gabon

Convocation assemblée générale ordinaire du 9 décembre 1998

Les actionnaires de la société Elf Gabon sont convoqués extraordinairement en Assemblée Générale, le mercredi neuf décembre mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit à onze heures, dans les bureaux de la société à Libreville, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Distribution d'un dividende de trente dollars US par action par prélèvement sur les fonds de réserve ;
2. Ratification de la cooptation de M. Philippe Pontet en qualité d'administrateur ;
3. Pouvoirs pour l'accomplissement de formalités.

Les propriétaires d'actions au porteur doivent, pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter à l'Assemblée Générale, déposer au siège de la société à Port-Gentil, au moins cinq jours avant la réunion, soit leurs titres, soit le récépissé en constatant le dépôt dans un établissement bancaire ou une société de bourse.

Les actionnaires désirant se faire représenter devront déposer en sus du document précédent, leur pouvoir au siège de la société à Port-Gentil, trois jours au moins avant la réunion.

L'ensemble des documents prévus par la loi et les statuts sera mis à disposition des actionnaires, pour consultation, au siège social de Elf Gabon, pendant les dix jours qui précéderont l'assemblée.

Cette annonce est complémentaire de l'annonce légale faite ce jour au Gabon dans le journal l'Union.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

CAVE A VIN SANS MOTEUR

- CONSERVATION ET MIEUX-ÊTRE DES VINS
- TEMPÉRATURE RÉGLABLE
- HUMIDITÉ CONTRÔLÉE
- DE 75 A 1500 BOUTEILLES
- POUR LE PARTICULIER ET LE PROFESSIONNEL

NORDING
CHÂLONNE CHATEL
(33) 04-68-50-04-05

Jacques Gautier
Bijoux d'art

COLLECTION AUTOMNE/HIVER
VERNISSAGE LE 4 DÉCEMBRE
36, rue Jacob 75006 Paris
Tél/Fax 01 42 60 84 33

Thomson Multimédia s'engage sur la voie d'une privatisation progressive

L'ouverture de 30 % du capital sera lancée le 3 décembre

Contrôlé à 100 % par l'Etat, le fabricant de téléviseurs ouvrira son capital à quatre partenaires privés (Alcatel, NEC, Microsoft et DirecTV) d'ici

la fin de l'année. Des coopérations seront mises en place avec ces actionnaires. L'entreprise, dont la valeur avoisinerait les 4 milliards de

francs, pourrait être mise en Bourse dans un second temps. Les syndicats s'inquiètent des conséquences industrielles de ces choix.

L'OUVERTURE du capital de Thomson Multimédia (TMM) à des intérêts privés sera lancée le 3 décembre. Un conseil d'administration de Thomson SA, structure qui porte les parts de l'Etat français (100 %) dans le capital du groupe d'électronique grand public, se réunira mardi 1^{er} décembre et convoquera une assemblée générale d'actionnaires pour le 3. Cette assemblée sera la dernière étape juridique d'une opération annoncée fin juillet, qui verra le groupe français Alcatel, le japonais NEC et les américains Microsoft et DirecTV acquérir chacun 7,5 % des actions du fabricant de téléviseurs, de magnétoscopes et de décodageurs. Leur entrée se fera par achat d'actions nouvelles, dont le fruit sera à disposition de l'entreprise. Elle s'accompagnera de coopérations industrielles et commerciales.

Le gouvernement de Lionel Jospin est donc en passe de réussir là où celui d'Alain Juppé a échoué il y a deux ans. Ce dernier avait cherché à vendre la totalité du capital de Thomson SA, c'est-à-dire TMM et sa société sœur, Thomson-CSF (électronique de défense). Mi-octobre 1996, le choix

de M. Juppé s'était porté sur le groupe Lagardère, qui, intéressé uniquement par Thomson-CSF, avait conclu un accord avec le sud-coréen Daewoo pour la reprise de TMM. La procédure avait été annulée, en décembre 1996, après avis négatif de la commission de privatisation.

Le dossier avait fait d'autant plus de bruit - et provoqué des manifestations de colère des salariés de TMM - que M. Juppé avait déclaré que l'entreprise ne valait « rien ». Pas plus en tout cas que le franc symbolique pour lequel elle allait être cédée. Aujourd'hui, sa valeur oscillerait autour de 4 milliards de francs. Le ministère de l'économie de même que la direction de TMM indiquent ne vouloir faire aucun commentaire sur la valorisation avant la semaine prochaine.

REDESEMMENT FINANCIER

Cette appréciation du prix de l'entreprise tient, pour une bonne part, à son redressement financier. Nommé à la tête du groupe début 1997, Thierry Breton (ex-directeur général du groupe d'information Bull), a réduit les coûts et reorganisé l'entreprise, ce qui de-

vrait lui permettre de revenir à un résultat net positif cette année.

A la différence du gouvernement de M. Juppé, celui de M. Jospin n'a pas cherché à privatiser d'emblée TMM. Mais cela ne veut pas dire que cette privatisation n'interviendra pas. Selon des représentants du personnel de TMM, le gouvernement évoquerait un horizon de deux ou trois ans. Auparavant, une mise en Bourse aurait lieu (Le Monde du 23 novembre). Qualifiée pour le moment d'hypothèse au gouvernement, cette opération viserait à vendre quelque 10 % du capital au public, sous forme d'actions nouvelles afin de renforcer les moyens financiers de TMM.

Chez TMM, les syndicats éprouvent quelques inquiétudes sur les coopérations qui s'annoncent. Tout en se félicitant de « partenariats qui doivent permettre d'ouvrir des marchés où nous ne pourrions aller seuls », la CFDT s'alarme ainsi de l'arrivée de Microsoft. « On connaît ses pratiques », souligne le syndicat, renvoyant au procès dont fait l'objet, aux Etats-Unis, le fabricant de logiciels. En ce qui concerne l'accord avec NEC, la

CFDT déplore « le fait que ce groupe soit appelé à devenir notre fournisseur pour les écrans plats à plasma, ainsi que pour les lecteurs de disques vidéo numériques destinés aux ordinateurs (DVD-ROM) ». Pour le syndicat, « il y a un risque de désindustrialisation ».

La direction de TMM assure que « ces craintes sont infondées » : « Nous vendons des écrans fabriqués par NEC, mais c'est pour être sur le marché dès à présent. Les écrans à plasma constituent un enjeu majeur : nous sommes leaders pour les écrans de téléviseurs haut de gamme, nous entendons le rester et devenir leaders sur les écrans du futur comme le plasma. » Soulignant que la coopération avec NEC visera à améliorer les processus industriels et le rapport coûts/performance, TMM affirme vouloir mettre en place « dès 1999, en France, une ligne de production pilote ». Dans le domaine des DVD-ROM, « NEC va nous sous-traiter la fabrication des têtes de lecture optique », se félicite la direction de TMM, qui voit là « un potentiel de chiffre d'affaires additionnel ».

Philippe Le Cœur

Bouygues et Bolloré font la course aux alliances

Les marchés boursiers parient sur une OPA menée sur le groupe de BTP. Ce scénario semble toutefois peu probable

QUE VA FAIRE Vincent Bolloré ?

Que va faire Martin Bouygues ? Aux lendemains de la rupture du pacte d'actionnaires, le 25 novembre, tous s'interrogent sur l'attitude des deux hommes et le sort futur du groupe de BTP et de communication. Le différend entre Martin Bouygues et Vincent Bolloré a atteint une telle intensité depuis plusieurs mois que personne n'imaginerait que l'affaire en restera là.

Les analystes penchent nettement pour une bataille boursière. Bouygues ayant un capital ouvert, Vincent Bolloré, selon eux, peut tout à fait tenter une offre publique d'achat (OPA). Depuis l'annonce de la fin du pacte d'actionnaires, plusieurs sociétés de Bourse ont renouvelé à leurs clients leurs recommandations d'achat du titre. La montée en puissance du fonds d'investissement britannique Schroeder, qui vient de franchir la barre des 5 % des droits de vote, les a encore confortés dans cette opinion. Sur le marché, l'action, en trois jours, a gagné 5 %, à 133 francs.

Le scénario d'une OPA semble, cependant, le moins probable, selon nos informations. Une bataille boursière pour prendre le contrôle de Bouygues s'élèverait autour de 35 milliards de francs. Vincent Bolloré n'a pas les moyens de se lancer seul dans une telle opération. « Il peut réunir un tour de table financier autour de lui pour faire une OPA sur Bouygues. Mais son pouvoir s'en trouverait dilué, et il risquerait de ne plus être le maître du jeu, ce qu'il ne veut à aucun prix », explique un de ses proches.

STRATÉGIE DE CONTOURNEMENT

Vincent Bolloré paraît tenté par une stratégie de contournement. Depuis la rupture du pacte, il a recommencé à acheter des titres Bouygues. Son objectif est de passer rapidement de 12,6 % à 15 %, pour atteindre la position symbolique de premier actionnaire du groupe de Martin Bouygues. Parallèlement, il souhaite trouver un allié pour monter ensemble jusqu'au seuil de 30-32 %, afin de créer un nouveau rapport de forces. Cette coalition serait en situation de s'opposer, en assemblée générale, aux décisions qui ne lui conviendraient pas, d'imposer sa ligne, voire de renverser le pouvoir des Bouygues : Vincent Bolloré espère rallier une partie des suffrages des investisseurs français et étrangers, qui détient au total 53,1 % du capital et 45,8 % des droits de vote.

Mais cette stratégie est longue et risquée. « Quel partenaire peut accepter d'engager au moins 3 ou 4 milliards de francs, sans avoir le pouvoir ni même l'assurance de gagner ? », s'interroge un observateur.

Remplacer Martin Bouygues ne semble pas très aisé. Depuis le début des hostilités avec Vincent Bolloré, le PDG du groupe de BTP a beaucoup travaillé pour consolider son pouvoir. Les grands institutionnels présents dans son capital - Crédit agricole, BNP, Axa, Crédit lyonnais, AGF - le soutiennent. Leurs voix, additionnées à celles des salariés et de la famille, permettent aux dirigeants de compter sur environ 40 % des droits de vote du groupe. « Si Vincent Bolloré se renforce et monte jusqu'à 30 %, il risque de s'enliser », souligne un banquier.

Depuis la fin du pacte d'actionnaires, le camp Bouygues mise, lui, sur un retrait rapide de son deuxième actionnaire. Cette semaine, de nouveaux émissaires lui ont été envoyés pour lui proposer de racheter sa participation. Vincent Bolloré a refusé.

En parallèle, Martin Bouygues paraît travailler beaucoup à la

Le CDR choisit la neutralité

Alors que Martin Bouygues et Vincent Bolloré se déchirent pour le contrôle du groupe de BTP et de communication, le Consortium de réalisation (CDR), un des grands actionnaires, a choisi la neutralité. Héritant d'une participation de plus de 6 % issue du bilan du Crédit lyonnais, il profite de la bataille pour vendre au mieux. Vendredi 27 novembre, il a annoncé avoir franchi à la baisse le seuil de 5 % des droits de vote.

Raymond Lévy, président du conseil de surveillance du CDR, estime que cette structure de cautionnement devrait arriver au bout de sa mission d'ici trois ou quatre ans. Il a confirmé, vendredi, sur LCI, qu'« un peu moins de deux tiers » du total de 190 milliards de francs d'actifs avaient déjà été vendus. Le CDR devrait constater « la fin une perte de l'ordre de 100 milliards de francs ».

consolidation de son tour de table avec de nouveaux alliés. Depuis cet été, Nicolas Bazire, associé-gérant de la banque Rothschild et conseiller du groupe Bouygues, a fait le tour des capitales européennes pour trouver des partenaires. De nouvelles alliances seront-elles annoncées rapidement ? Pour l'instant, chacun s'efforce et tente de découvrir les intentions de l'autre. Et, comme dans les meilleurs westerns, chaque camp se demande s'il faut ou non tirer le premier.

Martine Orange

Difficiles négociations en vue de la création d'une Bourse paneuropéenne

RETARDÉE en raison de la grève à la SNCF et d'importants embouteillages provoqués par le sommet des chefs d'Etat africains, la réunion des responsables de neuf Bourses européennes, vendredi 27 novembre à Paris, à l'invitation de la Société des Bourses françaises (SBF), a débouché sur un maigre résultat. Invités pour discuter de l'ébauche d'une Bourse paneuropéenne, les dirigeants des plus importantes places boursières du Vieux Continent se sont simplement mis d'accord... pour se revoir. Ils ont fixé un calendrier de réunions en vue de la création d'un marché paneuropéen des actions. Ils ont également décidé de créer un « Comité de l'alliance boursière », composé de huit présidents des Bourses européennes, la Bourse de Stockholm, qui n'avait envoyé qu'un observateur à la réunion de Paris, ne souhaitant pas poursuivre les discussions.

Ce résultat n'est pas une surprise. De nombreuses réunions seront nécessaires avant que les dirigeants des Bourses européennes, dont les

positions semblaient inconciliables il y a encore quelques semaines, puissent parvenir à un accord. Le malaise provoqué par la création surprise d'un axe boursier entre Francfort et Londres, auquel est venu se greffer Madrid il y a quelques jours, est loin d'être dissipé. Et l'annonce par les Bourses de Benelux de leur rapprochement progressif, mercredi, n'a pas été de nature à simplifier les discussions.

DE NATURE POLITIQUE

Toujours, le dialogue est tendu. « Cette première rencontre a été constructive et devrait permettre aux participants d'avancer dans leur volonté de créer un marché paneuropéen des actions fédérateur et compétitif », se sont félicités les participants de la réunion parisienne dans un communiqué.

Seule fausse note, Per Larsson, président du groupe suédois OM, qui est le propriétaire de la Bourse de Stockholm, a estimé que « tout projet

de création d'un marché paneuropéen unique des actions est avant tout de nature politique et non pas destiné, comme cela serait naturel, à améliorer les intérêts des clients ». « Nous jugeons ces idées réactionnaires. Maintenant que les monopoles des marchés boursiers nationaux individuels sont en voie d'être levés, les acteurs ne devraient pas établir un monopole boursier européen », a-t-il ajouté.

Le chemin sera long avant que les cours des sociétés cotées sur différents marchés apparaissent sur un écran unique. Une Bourse paneuropéenne ne pourra, au mieux, voir le jour qu'après l'an 2000. D'ici là, l'alliance passée entre Londres et Francfort aura pris de la substance. Dès le 4 janvier 1999, une plate-forme commune entre les deux places boursières devrait permettre à chaque membre d'une Bourse de devenir membre de l'autre.

J. Mo.

Alitalia et KLM fusionnent leurs activités internationales

Les compagnies italienne et néerlandaise vont former ensemble le troisième groupe européen

AMSTERDAM

de notre correspondant KLM, la quatrième compagnie aérienne d'Europe, et Alitalia, la septième, ont annoncé, vendredi 27 novembre à Amsterdam, le regroupement de leurs activités internationales. Le transporteur néerlandais et son homologue italien mettent en commun la quasi-totalité de leurs activités : utilisation de la flotte, gestion du personnel, politique commerciale. « Cet ensemble représente environ 95 % de nos investissements », ont indiqué Leo van Wijk, président de la KLM,

et Domenico Cempella, son homologue d'Alitalia. Le nouvel ensemble détiendra 15 % du trafic aérien européen, avec un chiffre d'affaires de près de 70 milliards de francs, ce qui le placera en troisième position derrière British Airways et Lufthansa.

Selon l'accord, conclu pour dix ans, KLM et Alitalia créent deux filiales communes, présidées conjointement par les deux PDG, auxquelles elles apporteront l'ensemble de leur réseau international. La première sera chargée du transport des passagers et devrait,

d'ici trois ans, générer 380 millions de dollars (plus de 2 milliards de francs) de recettes supplémentaires par an ainsi que d'importantes économies. Notamment, estime M. van Wijk, « grâce aux nouvelles correspondances sur Amsterdam, Rome et Malpensa » (le nouvel aéroport de Milan, ouvert fin octobre) et « à la collaboration tripartite entre KLM, Alitalia, et Northwest Airlines », le partenaire américain de KLM pour les vols transatlantiques. L'autre société commune concernera le fret. Les revenus supplémentaires dégagés par la mise en commun de

cette activité sont estimés à 65 millions de dollars par an.

Qualifiée d'« historique », cette alliance peut être rompue sous certaines conditions. KLM est privée de 33 % des parts d'Alitalia, à 33 % elle se trouve les mains de l'Etat. Le texte prévoit que la compagnie italienne « devra être privatisée de la manière la plus large possible ». Si ces conditions n'étaient pas remplies au 30 juin 2000 et si « cela portait un préjudice matériel à l'alliance », KLM pourrait se retirer. D'autre part, si « une tierce partie venait à acquérir le contrôle du capital de l'une d'elles, et que, en conséquence, son influence sur le management et la stratégie remettrait en cause les objectifs de l'alliance », les deux sociétés pourraient décider de se séparer.

AIR FRANCE PAS EXCLUE

Plusieurs questions restent encore sans réponse. KLM entrera-t-elle dans le capital d'Alitalia ? « Ce n'est pas à l'ordre du jour », répond M. van Wijk. Alitalia vole sur des Airbus, KLM lui préfère Boeing. La quasi-fusion débouche-t-elle sur l'harmonisation des deux flottes ? « Pas nécessairement », indique le PDG de KLM. Enfin, le tandem pourrait-il accepter d'être rejoint par Air France, que les pouvoirs politiques ont tenté de lier à Alitalia ? « Pour l'instant, nous nous focalisons sur la consolidation de l'accord présent », indique M. Cempella. Mais le transport aérien étant une industrie « à caractère polygame », le PDG italien promet de garder « l'esprit ouvert ».

Alain Franco

KALEIS EQUILIBRE

Sicav Info Poste : 08 38 08 58 10

Sicav
diversifiée

DIVIDENDE EXERCICE 1997-1998 : le conseil d'administration de la Sicav KALEIS EQUILIBRE a arrêté les comptes de l'exercice 1997-1998 et a constaté que le dividende net par action « D », date de distribution s'élève à 18,55 francs.

Décomposition du dividende net, en francs :

• Actions françaises	3,32
• Obligations françaises non indexées	3,60
• Titres de créances négociables	11,63
Total	18,55

Sous réserve du vote de l'assemblée générale ordinaire, le dividende sera détaché le 8 décembre 1998 et mis en paiement le 10 décembre 1998 (possibilité de réinvestissement sans frais jusqu'au 10 mars 1999).

CREDIT D'IMPOT : selon la réglementation fiscale, le crédit d'impôt unitaire sera déterminé le jour du détachement du dividende par répartition du montant global des crédits d'impôt entre les actions en circulation à cette date.

Valeur de l'action « D » au 30.10.1998 : 1 153,03 francs.

Gestion : SOBEPOSTE S.A. Filiale de La Poste et de la Caisse des dépôts et consignations

LA POSTE

حکومت الاصل

...gues et Bolloré font
...course aux alliances

PLACEMENTS

LE MONDE / DIMANCHE 29 - LUNDI 30 NOVEMBRE 1998

L'euro va bouleverser la gestion d'un portefeuille boursier

La disparition du risque de change permettra des comparaisons immédiates et faciles entre les valeurs européennes. Les choix d'investissement par pays seront supplantés par des raisonnements par secteurs d'activité

« UNE RÉVOLUTION ! » Laurent Tignard, gestionnaire actions françaises à Axa Investment Managers Paris, n'hésite pas à employer le mot fort pour jauger les conséquences de l'arrivée de l'euro sur la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières. A partir du 4 janvier 1999, date officielle du lancement de la monnaie unique, l'univers habituel dans lequel évoluent les investisseurs revêtira des habits flamboyants. Le premier choc, concret naîtra de l'affichage des cours de Bourse en euros.

« Il va falloir s'habituer à voir les cours en euros », explique Brigitte Pascaud, gestionnaire actions chez Fimagest. Le plus difficile n'est pas là. Les actionnaires vont devoir bâtir les nouveaux repères dont ils ont besoin pour prendre leurs décisions d'investissement. Aux « plus hauts » et aux « plus bas » en francs se substitueront des « plus hauts » et des « plus bas » en euros. Le passage des uns aux autres n'est pas naturel. Les références ne sont pas les mêmes.

Mais leurs efforts seront récompensés. Les comparaisons entre les valeurs d'un pays à l'autre seront beaucoup plus faciles à partir du moment où les cours seront exprimés dans une unité de compte commune. « On va découvrir, par exemple, que Rhône-Poulenc est peut-être sous-évalué par rapport à ses concurrents étrangers », fait remarquer le directeur de la gestion actions dans une société de Bourse. La disparition du risque de change constitue la principale innovation financière. « Le risque de change se rajoutait au risque action », constate Jean-Luc Allain, responsable de la gestion actions chez Ba-

cot-Allain Gestion. Avant d'acheter une valeur en Allemagne, en Autriche, en Belgique, en Espagne, en Finlande, au Portugal, en Irlande, en Italie, aux Pays-Bas ou au Luxembourg, l'investisseur français devait se poser la question de savoir si l'évolution du franc par rapport à la devise du pays dans lequel il avait l'intention d'investir n'allait pas « gommer » la plus-value éventuelle. A partir du 4 janvier 1999, la question ne se posera plus. Il ne sera plus confronté qu'au « risque action ».

La disparition du risque de change induit un certain nombre de modifications dans la gestion d'un portefeuille. La première – et la plus importante – est l'apparition d'un nouvel horizon d'investissement. Tant que les barrières monétaires existaient, les investisseurs – qu'il s'agisse des simples particuliers ou des gestionnaires professionnels – raisonnaient par pays. Ils choisissaient d'investir dans un pays plutôt que dans un autre. Ce n'est qu'ensuite qu'ils procédaient au choix des valeurs. Les raisonnements par pays vont être supplantés par des raisonnements par secteurs d'activité. « Qui dit convergence monétaire dit convergence économique », affirme Dominique Sabassier, responsable de la gestion actions à Banques populaires Asset Management. Les grands secteurs d'activité vont constituer des grands ensembles homogènes obéissant aux mêmes lois économiques.

« Depuis le début de l'année, les cours des compagnies pétrolières françaises, Elf et Total, baissent quand les cours des valeurs pétrolières en Europe baissent, même si la

Bourse de Paris monte », constate Laurent Tignard. Les investisseurs qui évoluaient à l'intérieur d'un cadre franco-français vont en sortir. Avant l'arrivée de l'euro, on n'avait le choix qu'entre Peugeot et Renault quand on avait l'intention de miser sur un constructeur automobile. Après l'arrivée de l'euro, on aura le choix entre Volkswagen, Fiat, BMW, Daimler-Chrysler, Peugeot et Renault.

« Il faut essayer d'équilibrer sectoriellement son portefeuille », note Dominique Sabassier. « Il faut définir les secteurs et choisir les meilleures valeurs. Il ne faut pas choisir entre Carrefour, Promodès et Casino, mais entre Metro, Rinascente, Carrefour, Promodès et Casino. » Les gérants des fonds d'investissement américains, qui ont l'habitude de raisonner par grandes masses, vont contribuer à amplifier le phénomène. « Les investisseurs américains vont regarder l'Europe par secteurs », affirme Hugues Riché, directeur général de la Banque du Louvre.

Les bureaux d'études des banques et des sociétés de Bourse ont pris en compte le changement d'horizon. « Les analyses sont de

plus en plus sectorielles », remarque Didier Le Menestrel, directeur général de la Financière de l'échiquier.

L'arrivée de l'euro entrainera une « européanisation » croissante des portefeuilles

La mise en place de la monnaie unique va aussi produire un effet arithmétique évident sur le nombre de titres à la disposition des investisseurs. « Les bornes du marché vont s'élargir considérablement », indique Didier Le Menestrel. Alors qu'un épargnant français n'avait accès qu'à un nombre limité de valeurs, l'euro lui ouvre la porte de près de 3 600 sociétés cotées. Non seulement l'investisseur français va bénéficier d'un choix accru de valeurs, mais il voit s'ouvrir des occasions de diversification qui lui étaient interdites.

« On va pouvoir chercher dans

chaque pays des choses différentes », explique Claire Rodrigue, responsable de la gestion européenne à la Compagnie financière Edmond de Rothschild. « La France est plutôt un pays de services. Les secteurs cycliques sont très représentés en Allemagne et dans les pays scandinaves. L'investisseur trouvera aux Pays-Bas beaucoup de grandes sociétés internationales, comme Unilever ou Royal Dutch-Shell. L'Italie et l'Espagne ont beaucoup de banques et de sociétés de télécommunications. » Certains « concepts » ne sont pas représentés à la Bourse de Paris. En revanche, ils figurent sur les cotes des valeurs des autres pays de la zone euro. « Il est difficile de trouver en France des valeurs de téléphonie mobile pures », remarque Jean-Luc Allain. « Mais il y en a à l'étranger : en Italie avec Telecom Italia Mobile, au Portugal avec Telecel et en Belgique avec Mobistar. »

Au bout du compte, l'arrivée de l'euro va entraîner une « européanisation » croissante des portefeuilles. « Le marché domestique va diminuer en part relative », constate Claire Rodrigue. « Rester investi à 30 % dans un seul pays n'a pas beaucoup de sens. » Le même phéno-

mène va se reproduire dans tous les pays de la zone euro. Les investisseurs vont vendre des titres de leur pays pour acheter des valeurs des autres pays. « Les ventes de valeurs françaises ne vont pas faire baisser le marché français », remarque un analyste financier dans une société de Bourse. « Les valeurs françaises vendront seront rachetées par des investisseurs allemands ou italiens, et inversement. » Ce sont les plus grosses valeurs des pays de la zone euro – aux premiers rangs desquels figurent les titres membres des indices européens – qui bénéficieront le plus du nouveau courant d'achat. « Les tirs vont être concentrés sur une cinquantaine de valeurs européennes », affirme Laurent Tignard. Conséquence : les investisseurs ont d'ores et déjà intérêt à privilégier les plus grosses valeurs dans chacun des pays concernés parce que ce sont celles qui vont bénéficier de l'afflux de liquidités. « L'européanisation va éliminer du champ d'intérêt toutes les sociétés qui ne sont pas dans les premiers rangs », avertit Brigitte Pascaud, chez Fimagest.

Michel Turin

Mode d'emploi de la monnaie unique

A partir du 4 janvier 1999, toutes les transactions en Bourse seront effectuées en euros. Et les cours des actions seront diffusés en euros. Les valeurs liquidatives des SICAV et des fonds communs de placement seront également exprimées en euros. Les particuliers pourront soit conserver leurs comptes-titres en francs, soit ouvrir de nouveaux comptes-titres en euros. Les avis d'opérés seront libellés en euros. Seule la dernière ligne de l'avis d'opéré qui correspond au montant net sera traduite en francs.

Les investisseurs pourront continuer à passer leurs ordres de Bourse en francs. Mais ils ont intérêt à s'habituer le plus vite possible à passer leurs ordres de Bourse en euros. A partir du 1^{er} janvier 2002, tous les ordres de Bourse devront en effet être passés en euros. Le nominal des obligations d'Etat sera converti en euros à partir du 4 janvier 1999. Les obligations privées pourront être libellées en euros ou en francs jusqu'en 2002. Les dividendes et les coupons d'obligations pourront être versés en francs ou en euros. Mais l'euro, là encore, devrait s'imposer rapidement.

Attention à la qualité de l'information et aux frais

L'OUVERTURE des portefeuilles sur les valeurs de la zone euro risque tout de même d'être freinée par un certain nombre de pesanteurs. La première concerne l'information disponible sur les sociétés des dix autres pays qui ont pris le train de la monnaie unique. Si les données régulières sur les grandes valeurs ne manqueront pas (la presse financière s'est déjà mise à l'heure de l'euro), les informations sur les plus petites sociétés seront plus rares.

« Les investisseurs n'auront pas d'informations sur les entreprises de taille moyenne en Espagne ou en Italie », note Bruno Guillon, directeur de la gestion actions à Crédit mutuel finance. « Ils vont surtout continuer à regarder les sociétés françaises. » L'apprentissage sera long. « Il vaut mieux investir dans une société dont on connaît bien les métiers », affirme Jean-Bernard Soulié, gérant actions à Ecureuil Gestion. « Il n'y a pas grand monde qui soit capable de dire ce que font SAP ou Wolters-Kluwer. »

La deuxième pesanteur est très terre à terre. La volonté d'européanisation se heurtera à la réalité des frais de transaction. Il revient plus cher d'acheter des valeurs étrangères que d'acheter des valeurs cotées à la Bourse de Paris. Or les valeurs des dix autres pays de la zone euro sont des valeurs étrangères. « Les coûts de "back office" resteront les mêmes », constate Dominique Sabassier, à

Banques populaires Asset Management. « Ce n'est pas parce qu'il y aura l'euro qu'il y aura unicité de cotation. Un ordre sur une valeur euro cotée à Francfort sera traité comme un ordre passé sur une Bourse étrangère. » La barrière concrète des frais de transaction risque de couper court aux velléités de diversification européenne.

Le troisième obstacle à l'européanisation des portefeuilles français est la discrimination induite par le plan d'épargne en actions. Le PEA constitue un havre fiscal accueillant, puisqu'il permet de faire des économies d'impôt appréciables. Les dividendes et les plus-values des actions logés sur un plan d'épargne en actions sont exonérés de tout impôt au bout de cinq ans. Il n'y a que les 10 % de prélèvements sociaux sur les gains à payer à la sortie (avec la CSG et la CRDS). Mais le PEA est réservé exclusivement aux valeurs françaises.

Ce n'est pas le plus bel encouragement à l'ouverture des portefeuilles aux valeurs de la zone euro ! D'ailleurs, la mise en place de l'euro pose la question de la pérennité de l'oukase franco-français. « Est-ce qu'on va pouvoir maintenir durablement la spécificité française du PEA ? », s'interroge Bruno Guillon. En attendant, un investisseur français sera tenté de donner la préférence aux valeurs françaises parce qu'elles sont soumises à un meilleur traitement fiscal.

M. T.

LES MARCHÉS INTERNATIONAUX OFFRENT TOUJOURS UNE BONNE VISIBILITÉ



AXA PATRIMOINE ÉQUILIBRÉ. UN PLACEMENT POUR INVESTIR EN TOUTE SÉRÉNITÉ.

Un fonds commun de placement diversifié investi sur les marchés boursiers de l'étranger et de la France.
Une gestion par les experts AXA en fonction des fluctuations des marchés financiers.
Un placement toujours une bonne performance avec une stratégie en valeur à 100 %.



AXA INVESTMENT MANAGERS PARIS

Vous ne payez pas d'impôt sur les arbitrages réalisés par les experts d'AXA au sein d'AXA Patrimoine Équilibré. Vous profitez d'une épargne disponible à tout moment.

DERrière LES CHIFFRES, IL Y A LES HOMMES

Je souhaite recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur AXA Patrimoine Équilibré

Nom..... Prénom.....

Adresse..... Code Postal.....

Ville..... Tél.Dom..... Tél.Bur.....

A compléter et renvoyer à AXA Investment Managers Paris, Service Placements, 46 avenue de la Grande Armée, 75017 Paris

Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant.

Ref. Mon 29/11

Le ralentissement économique en Europe soutient le dollar

Profitant des signes de vigueur de l'activité aux Etats-Unis et de détérioration du climat en Europe, le billet vert est repassé au-dessus de la barre des 5,70 francs, son plus haut niveau depuis le début septembre

Les indicateurs publiés cette semaine aux Etats-Unis ont confirmé la vigueur intacte de l'activité économique outre-Atlantique. Avec ces chiffres, la perspective d'une prochaine baisse des taux directeurs américains s'est

éloignée, d'autant que William McDonough, président de la Réserve fédérale de New York, s'est publiquement inquiété du rebond observé à Wall Street, où de nouveaux records ont été atteints. Ces développements

monétaires outre-Atlantique ont soutenu le dollar. Il est repassé au-dessus de la barre des 5,70 francs, son plus haut niveau depuis le début du mois de septembre. Le billet vert a aussi profité des anticipations de baisse des

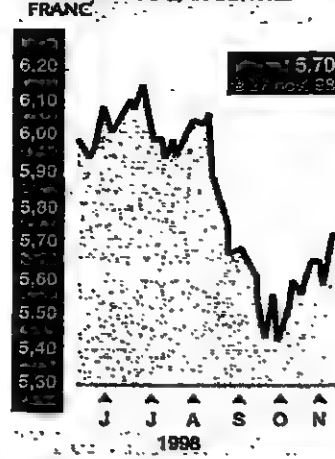
taux en Europe, renforcées par les déclarations du gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, et par la publication de statistiques reflétant une détérioration du climat économique en France.

LE DOLLAR, dont de nombreux économistes prédisaient pourtant la chute en raison de la détérioration des comptes extérieurs américains, s'est nettement apprécié cette semaine. Il est monté jusqu'à 5,7450 francs, 1,7150 mark et 123,20 yens, vendredi 27 novembre, ses cours les plus élevés depuis le début du mois de septembre face aux devises européennes, et depuis les premiers jours d'octobre face à la monnaie japonaise.

Le billet vert a profité de la publication, outre-Atlantique, d'une série d'indicateurs reflétant le grand dynamisme de l'économie. Le produit intérieur brut (PIB) américain a progressé en rythme annuel de 3,9 % au 3^e trimestre 1998, après une hausse de 1,8 % au deuxième trimestre. La demande intérieure, en particulier, reste très soutenue aux Etats-Unis. L'indice de confiance des consommateurs a bondi de 6,7 points en novembre, inversant la tendance négative observée depuis plusieurs mois, qui avait fait perdre près de 20 points à ce baromètre depuis juin.

Des conditions économiques plus favorables et un regain d'optimisme dans les perspectives de croissance aux Etats-Unis dans les six prochains mois ont redonné un coup de fouet au moral des consommateurs américains, a expliqué Lynn Franco, directeur au *Conference Board*. Le net recul de l'indice de confiance ces derniers mois « traduisait une

Fermété du billet vert
COURS DU DOLLAR CONTRE LE FRANC



Le billet vert s'est stabilisé, depuis quelques jours, autour de 5,70 francs. Une baisse des taux en Europe pourrait le faire monter davantage.

anxiété grandissante parmi les consommateurs américains, suscitée par l'instabilité des marchés financiers, combinée à des inquiétudes politiques - liées au scandale sexuel à la Maison Blanche -, et à l'annonce d'une série de licenciements », a ajouté M. Franco. L'évolution de ce baromètre est très suivie dans la mesure où les dépenses de consommation sont le principal

moteur de la croissance aux Etats-Unis.

Ces statistiques ont éloigné la perspective d'une prochaine baisse des taux directeurs américains, tout comme les déclarations du président de la Réserve fédérale de New York, William McDonough, qui s'est publiquement inquiété de la trop grande vigueur de Wall Street, où de nouveaux records ont été atteints. Si l'évolution des prix à la consommation n'est pas un souci pour la banque centrale des Etats-Unis, l'inflation des actifs financiers représente en revanche pour elle une source de danger.

MAUVAIS SIGNES

Soutenu par l'environnement économique et monétaire outre-Atlantique, le billet vert a également profité des signes de ralentissement de l'activité en Europe. Ils ont été particulièrement nombreux, cette semaine, en France.

La croissance au troisième trimestre ne s'est élevée qu'à 0,5 % par rapport au trimestre précédent, après +0,8 % au deuxième, un résultat bien moins bon que prévu. Plus inquiétant, les chefs d'entreprise prévoient une stagnation des investissements en 1999, après une hausse de 8 % cette année, un résultat qui n'est guère étonnant compte tenu de la nette dégradation du climat économique attendue par les industriels. Selon l'enquête réalisée par l'Insee

en novembre, ces derniers estiment que l'activité dans leur propre secteur devrait continuer à se ralentir au cours des prochains mois. Ils jugent que l'activité globale va « diminuer encore nettement » et que les perspectives de prix « restent très déprimées ». Quant aux carnets de commandes, ils continuent à se dé-

d'un trou d'air, et nous sortons du trou d'air au début de l'année », précise, a estimé le ministre. « Il n'y a pas de raison d'avoir une inquiétude au-delà », a ajouté M. Strauss-Kahn.

Ce n'est pas l'avis de nombreux économistes. Pour Philippe Brossard, économiste à la banque ABN-

Inquiétudes en Asie sur l'euro

L'introduction de l'euro sera une source d'incertitude pour les pays asiatiques frappés par la récession, selon un rapport de la Banque asiatique de développement (BAD), diffusé vendredi 27 novembre. Les banques centrales devront convertir en euros une partie de leurs réserves en dollars en raison de l'importance des relations commerciales entretenues avec l'Europe, souligne la BAD. Actuellement, seules 12 % des réserves en devises des pays asiatiques sont constituées de monnaies européennes. Or l'Europe compte pour un tiers du commerce de l'Asie, et il faudra « conclure des transactions commerciales » dans la nouvelle monnaie, selon le rapport. « Pour stabiliser un taux de change correspondant au poids commercial réel » des zones d'échanges, les banques centrales seront dans l'obligation de s'écarter du lien existant actuellement entre leur monnaie et le dollar.

garin. L'autre volet de la demande intérieure n'est pas mieux orienté : la consommation des ménages a reculé de 0,7 % en octobre, après une hausse de 1,9 % en septembre.

Cette série de mauvais chiffres n'a pas ébranlé l'optimisme du ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn. Il a maintenu sa prévision de croissance de 2,7 % pour 1999. « Il s'agit

Amro, interrogé par l'agence Reuters, « tous ces chiffres confirment le ralentissement de l'économie française. Après la baisse des exportations, la consommation et l'investissement sont touchés à leur tour. Cela me conforte dans ma prévision de croissance de 1,9 % en 1999, contre un taux proche de 3 % en 1998 ».

« TENIR COMPTE DES BESOINS »

Même les banquiers centraux européens semblent commencer à s'inquiéter de ce ralentissement économique et évoquent, en termes vagues, un possible assouplissement de la politique monétaire sur le Vieux Continent. Le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, a indiqué, mercredi, que le Conseil de la politique monétaire (CPM) de l'institut d'émission tiendra compte, lors de ses réunions des 3 et 17 décembre, des débats du Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE), le 1^{er} décembre, « qui sera l'occasion d'examiner avec nos collègues la situation dans l'ensemble de la zone euro ». « Nous verrons alors s'il existe des éléments justifiant de possibles modifications » des taux d'intérêt « et dans quelle direction », « en tenant compte des besoins au niveau de l'ensemble de la zone euro », a précisé le gouverneur. Deux jours auparavant, le président de la Bundesbank avait tenu des propos similaires.

Autrement dit, si la BCE porte un jugement globalement négatif sur l'évolution de la situation économique dans l'Euroland - et ont voit mal en vérité, au vu des dernières statistiques publiées en France, en Allemagne et en Italie, comment il pourrait être positif -, la porte sera grande ouverte pour une baisse des taux.

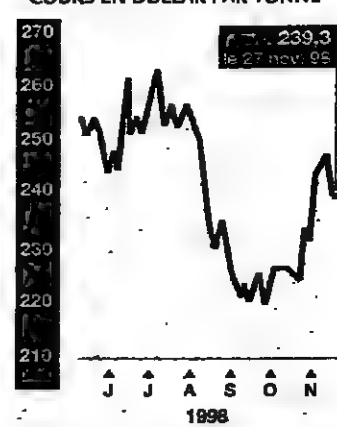
Christophe Vetter

Pierre-Antoine Delhommais

Carole Petit

MATIÈRES PREMIÈRES

Stabilisation du sucre
COURS EN DOLLAR PAR TONNE



LE BRÉSIL est en passe de devancer l'Union européenne sur le marché mondial du sucre. Selon le courtier britannique Czarnikow, la production brésilienne de sucre s'élèverait, en 1998-99, à 17,9 millions de tonnes. L'UE en obtiendrait 200 000 tonnes de moins. Une météo particulièrement clémente a favorisé les plantations de cannes dans les régions du centre et du sud du Brésil qui assurent, bon an mal an, 75 % de la récolte totale. Cela, on s'en doute, ne fait pas l'affaire des Européens, et surtout pas des Français. Le climat a été franchement mauvais, à tel point que la récolte de sucre de betterave a été ramenée de 5,2 millions de tonnes pour la campagne sucrière 1997-98 à 4,6 millions pour celle-ci. On aura plus de précipitations à la mi-décembre quand l'arrachage des betteraves sera terminé.

En Europe de l'Est, l'Association nationale des producteurs de sucre ukrainiens « Ukrtsukor » vient d'annoncer que la République produirait cette saison 1,85 million de tonnes de sucre blanc au lieu des 2 millions espérés. En revanche, la teneur en sucre sera meilleure que prévu. A noter qu'en Russie, il est question de lever, en 1999, les taxes à l'importation qui pèsent actuellement sur le blanc et le roux.

Poussant plus loin vers l'Orient, la Thaïlande plonge dans des pronostics désolants sur sa récolte 1999-2000 endommagée par une forte sécheresse. Quant à l'Australie, elle vient de suspendre ses exportations. Les pluies ont ramené ses espoirs de récolte de 5,4 millions de tonnes à 4,8 millions. Pour le coup, les pays asiatiques, Japon en tête, devront se tourner vers le voisin thaïlandais, ce qui fera remonter les prix.

Les cours, justement, s'affaiblissent en légère hausse en cette fin novembre, clôturant pour l'échéance mars à 243 dollars à Londres et à 8,13 cents par livre à New York. Alors que le marché était resté insensible à la grève qui a bloqué quarante-huit heures le port de Santos, au Brésil, la ruine d'un achat par les Russes de 3 millions de tonnes et le déficit mondial prévu par l'USDA (126,5 millions de tonnes pour une demande de 127,5 millions) auront réussi à doper les prix.

Marché international des capitaux : l'Autriche se distingue

LE MARCHÉ prend un tour de plus en plus international qui doit beaucoup à l'arrivée toute proche de l'euro. Très souvent, l'origine des émetteurs diffère de celle des pays dont les monnaies ont été retenues pour libeller les opérations. Le dollar a été utilisé par plusieurs des meilleurs émetteurs européens. Le deutchmark - en tant que précurseur de l'euro - a servi à libeller des obligations d'entreprises américaines et anglaises. Les devises de notre continent, encore indépendantes en 1999, ont également été bien sollicitées. La livre sterling a notamment été choisie par des organisations multilatérales de développement et le franc suisse, par des débiteurs des Etats-Unis et d'Europe continentale.

D'une manière générale, l'offre de nouveaux titres a été abondante et en partie l'animation actuelle du marché peut s'expliquer par des raisons dites « stratégiques ». Celles-ci tiennent à la ferme intention des emprunteurs de prendre rang, de se faire connaître des investisseurs ou de se rappeler à leur souvenir avant l'introduction de l'euro. Lorsque l'euro existera, il sera plus difficile aux nouveaux venus de s'imposer.

Sans minimiser le caractère volontariste de plusieurs transactions de la semaine qui vient de s'écouler, il est intéressant de noter que d'autres ont été franchement opportunistes. En l'occurrence, les emprunteurs ne cherchaient pas à asseoir leurs rémunérations ou à s'imposer, mais tout simplement à se procurer des ressources là où on pouvait

les obtenir le plus facilement et au moindre coût. Dans l'ensemble, indépendamment de la catégorie dans laquelle on tend à classer leurs affaires, qu'elles soient ou non stratégiques, les émetteurs qui le souhaitent ont conclu des contrats d'échange pour disposer des fonds dans la monnaie qui leur convient.

OPÉRATIONS BIEN MENÉES

Ainsi, un emprunteur américain, General Electric Capital Corporation, voulait des ressources en euros et pour cela est passé par le franc suisse, monnaie dans laquelle il a lancé un emprunt dirigé par Paribas. Un de ses compatriotes, Countrywide, avait besoin de dollars ; il s'est présenté dans le compartiment du deutchmark où il a émis des obligations par l'intermédiaire des deux établissements financiers, Deutsche Bank et Lehman Brothers, puis a échangé le produit de sa transaction. Saint-Gobain, pour sa part, a retenu le franc suisse, mais le soin de diriger sa transaction au Credit Suisse First Boston, et le produit en a été échangé contre des francs français.

Ce ne sont que quelques exemples d'opérations particulièrement bien menées et dont la réussite est évidente. Toutefois, un autre emprunteur a davantage retenu l'attention : l'Autriche, dont l'activité de la semaine passée a été plus représentative encore des tendances actuelles du marché international des capitaux et de son bon fonctionnement. Il faut dire que ce pays s'est présenté sur deux fronts à la fois.

D'une part, renonçant à émettre des obligations du Trésor dans son schilling, il a adossé des titres libellés en euros. Dans ce cas, on peut vraiment parler d'euros (et non plus d'écus), car le règlement aura lieu en janvier, quand la monnaie commune existera. La nouvelle affaire est destinée à se greffer à d'autres, déjà en circulation dans plusieurs devises européennes qui, dans peu de temps, seront réunies pour former un ensemble de 3,8 milliards d'euros. Le taux d'intérêt est de 3,9 % et le tout viendra à échéance en octobre 2005. Le plus grand soin a été pris pour répondre aux exigences des investisseurs français. Les titres seront cotés non seulement à Vienne, mais également à Paris. En outre, référence a été faite aux obligations en euros du Trésor français.

Par ailleurs l'Autriche a émis, pour un montant de 500 millions de dollars, des obligations 5,25 % de près de onze ans de durée, par l'intermédiaire de la Deutsche Bank. C'était en réalité un moyen détourné pour se procurer des francs suisses. Le Trésor autrichien ne veut pas de dollars. L'an prochain, sa dette en devises ne sera qu'en francs suisses et en yens, les deux monnaies auxquelles sont assortis les taux d'intérêt les plus bas du monde. Elles pèseront chacune d'un poids égal dans cette dette extérieure qui, en tout, représentera 12 % de l'ensemble de la dette du pays au début de 1999. Le reste sera en euros.

Christophe Vetter

Pierre-Antoine Delhommais

Carole Petit

Les places boursières dopées par les fusions

FASCINÉS par les rapprochements spectaculaires de plusieurs sociétés, les opérateurs ignorent les mauvaises nouvelles économiques qui s'accumulent, particulièrement en Europe. Les grandes places boursières ont terminé, vendredi 27 novembre, en progression par rapport à la semaine précédente, continuant de gommer les effets de la tourmente boursière de cet été.

Une fois de plus, c'est la place de New York qui a donné le ton de la tendance. Contre toute attente, l'indice Dow Jones a battu un nouveau record à 9 374 points lundi. La Bourse américaine n'est pas parvenue depuis à dépasser ce niveau : elle a terminé la semaine sur une hausse de 0,20 %, à 9 333,08 points. Toutefois, le rebond du marché boursier reste spectaculaire. Non seulement les pertes enregistrées entre les mois de juillet et d'octobre ont été effacées, mais la Bourse américaine affiche une progression de plus de 18 % depuis le début de

l'année. Les raisons ne manquent pas pour expliquer un tel rebond.

Signe de la vigueur de l'économie américaine, la consommation reste soutenue aux Etats-Unis. Elle a augmenté de 0,5 % en octobre, après une hausse de 0,7 % en septembre. Beaucoup d'économistes n'envisagent plus de ralentissement économique brutal outre-Atlantique. Surtout, les mouvements de fusion dopent la Bourse américaine. En début de semaine, l'annonce du rachat de Netscape par American Online, tout comme les rumeurs persistantes de celui de Bankers Trust par la Deutsche Bank, ont marqué les esprits alors que d'autres, moins spectaculaires, contribuaient aussi à porter la Bourse américaine vers un nouveau record.

Toutefois, l'annonce jeudi du probable rapprochement des deux géants de l'industrie pétrolière Exxon et Mobil n'a pas pleinement profité au marché américain. La fer-

meture de la Bourse de New York jeudi, en raison du Thanksgiving Day, et la faiblesse du volume de transactions le lendemain expliquent sans doute cette relative indifférence à ce qui s'annonce être la plus importante fusion jamais réalisée.

DOW JONES VIENT DE 10 000 POINTS

Les investisseurs font également preuve de prudence alors que certains observateurs estiment que les récentes baisses des taux décidées par la Réserve fédérale risquent de contribuer à la formation d'une bulle financière spéculative. Ils jugent le prix des actions américaines très élevé même si certains analystes prédisent un indice Dow Jones à 10 000 points avant la fin de l'année.

Le dynamisme de Wall Street et la vague de fusions qui touche également l'Europe ont largement contribué à la bonne orientation des marchés boursiers de la région alors que

les nouvelles économiques n'étaient en revanche pas de nature à susciter l'enthousiasme des investisseurs. A Francfort, les perspectives de fusion ont propulsé l'indice Dax au-delà des 5 000 points. Les sociétés Hoescht et la Deutsche Bank ont confirmé qu'elles étaient en discussion avec Rhône-Poulenc pour la première et Bankers Trust pour la seconde en vue d'un rapprochement. Le groupe Viag a confirmé, en outre, son mariage avec le suisse Alpi.

La Bourse de Londres a retrouvé ses niveaux de fin juillet en gagnant 1 % par rapport à la semaine précédente. Lundi, l'indice Footsie a démarré en fanfare avec une hausse de 2,29 % des cours après l'annonce surprise de la fusion de Sieb et BTR. Ce rapprochement n'a toutefois pas été suffisant pour gommer la mauvaise nouvelle d'un déficit commercial record pour septembre, ni pour effacer l'effet négatif de la publication d'une enquête de

conjoncture pessimiste de la Confédération des industries britanniques qui a révisé à 0,7 % contre 1,2 % la croissance pour 1999. Seules les spéculations sur une baisse des taux d'intérêt et la confirmation des discussions entre Mobil et Exxon ont permis au marché de terminer la semaine sur une note positive.

Sur la Bourse parisienne, la hausse de l'indice CAC 40 s'est développée, en dépit de statistiques économiques qui reflètent un ralentissement de l'économie française. La consommation des ménages a reculé de 0,7 % en octobre et les dernières statistiques de l'Insee montrent un ralentissement de la croissance au troisième trimestre à 0,5 % par rapport au trimestre précédent. A Paris aussi, les perspectives de restructurations industrielles ou financières ont apporté un formidable soutien aux marchés. Le mois boursier de novembre s'est terminé lundi sur une progression de 13,32 % de l'indice CAC 40, la plus

forte depuis mars dernier. D'un vendredi à l'autre, la hausse de l'indice vedette de la Bourse de Paris s'élève à 3,90 %.

A la Bourse japonaise, la semaine se termine sur un gain modeste de 1,96 %, l'indice Nikkei parvenant à se maintenir au-dessus du seuil psychologique des 15 000 points. Toutefois, le marché nippon a clôturé en baisse vendredi. Il ne bénéficie pas du mouvement de fusions observé sur les autres grands marchés de la planète et reste pénalisé par la très mauvaise situation économique dans l'archipel. Les chiffres du produit intérieur brut pour le troisième trimestre, qui seront publiés jeudi, devraient montrer que le gigantesque plan de relance de 16 600 milliards de yens (785 milliards de francs) annoncé au printemps n'a pas permis de sortir l'archipel de sa plus grave récession depuis la guerre.

Joël Morio

TOKYO NIKKEI	NEW YORK DOW JONES	PARIS CAC 40	LONDRES FT 100	FRANCFORT DAX 30 INDEX
↑ + 1,96%	↑ + 1,89%	↑ + 3,90%	↑ + 2,22%	↑ + 5,04%
15 069,39 points	9 333,08 points	3 950,84 points	5 844,20 points	5 159,20 points

SPORTS Aimé Jacquet, l'ancien sélectionneur de l'équipe de France de football, a été désigné « homme de l'année 1998 » par le magazine de communication *Stratégies*, ven-

dredi 27 novembre, succédant ainsi à Jean-Marie Messier, le président de Vivendi et de Cegetel. ● **DEPUIS LA VICTOIRE** des Bleus au Mondial, Aimé Jacquet est extrêmement solli-

cité par les publicitaires, les spécialistes de la communication et les éditeurs. ● **FIDÈLE** à la « famille du football », il a choisi de ne pas se disperser et entend réserver l'essen-

tiel de son expérience aux « siens ». ● **IL PUBLIERA** ses Mémoires, en mai 1999, chez Plon-Robert Laffont, associés pour l'occasion, moyennant un à-valoir estimé entre 2 et 3 mil-

lions de francs. ● **APRÈS SES SUCCÈS** à la tête des équipes de France de tennis en Coupe Davis et en Coupe de la Fédération, Yannick Noah avait connu une expérience similaire.

Cinq mois après le Mondial, la popularité d'Aimé Jacquet est à son zénith

Désigné « homme de l'année » par le magazine « *Stratégies* », l'ancien sélectionneur des Bleus est partout sollicité pour relater son expérience de champion du monde. Courtisé par les milieux de la communication et de l'entreprise, il préfère rester fidèle à la famille du sport

CELA N'A RIEN À VOIR, évidemment, avec la standing ovation du 12 juillet au Stade de France, Aimé Jacquet savourant néanmoins l'instant comme un jour de victoire. En ce matin de novembre à Voiron, dans l'Isère, 250 personnes acclament à tout rompre l'ancien entraîneur des Bleus. Invité d'honneur du 28^e congrès de la Société française des kinésithérapeutes du sport, Aimé Jacquet fait un triomphe. Il vient de parler du Mondial, bien sûr, mais aussi du travail conduit, deux ans durant, avec le staff médical de la Fédération française de football (FFF). Entre anecdotes et grands principes débattus, le technicien a également profité de l'occasion pour rendre un hommage à ces « grands professionnels que sont les kinés du sport français ». Devant lui, sur une table, une réplique de la Coupe du monde brille d'un reflet particulier. L'amphithéâtre est debout et n'est finit pas d'applaudir.

Ainsi en va-t-il désormais de la vie d'Aimé Jacquet. Bâton de pèlerin à la main, l'ancien sélectionneur, promu directeur technique national de la FFF, aime aller propager la bonne parole sur les routes du « pays des champions du monde ». Si l'homme se préserve de longues et studeuses journées de travail dans son bureau de Clairefontaine (Yvelines), les invitations qu'il reçoit sont tellement nombreuses qu'il lui est difficile de résister à l'appel du dehors. Depuis ce fameux soir du 3-0 infligé au Brésil, Aimé Jacquet est très certainement le personnage le plus sollicité du paysage sportif français. David Douillet et Yannick Noah (lire ci-dessous) le furent en leurs temps. Chânes de télé,



Sollicité par plusieurs associations caritatives, Aimé Jacquet a porté son choix sur la campagne en faveur des personnes âgées lancée par la fondation de Bernadette Chirac.

boîtes de pub, organisateurs de séminaires, associations en tous genres... Tout le monde le réclame. « S'il avait voulu, Aimé serait aujourd'hui millionnaire », confie un de ses proches.

CONFIDENCES RÉSERVÉES

Seulement voilà, Aimé Jacquet n'a pas voulu. La lecture de son agenda donne une idée précise de la façon dont « celui qui a fait gagner la France » gère sa nouvelle vie de héros national. Le 17 octobre, il participait à Lyon à un colloque sur le racisme organisé par

la Mission interministérielle pour la célébration du 50^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le 13 novembre à Lille, il prenait part, aux côtés de Marie-George Buffet, ministre de la Jeunesse et des sports, à un débat organisé à l'initiative des Assises nationales du sport. Quatre jours plus tard, il visitait une usine d'andouillettes à Troyes puis remettait les trophées du Challenge de l'offensive à des équipes amateurs du département de l'Aube. Jeudi 26 novembre, c'est à la Maison du sport, à Paris, qu'il faisait

sensation, à l'occasion de la remise des prix de l'Association française pour un sport sans violence et pour le fair-play. Partout les mêmes scènes. De demandes d'autographes, de prises de photo, de petites tapes sur l'épaule. S'il se multiplie beaucoup, celui que le magazine de communication *Stratégies* vient de nommer « Homme de l'année 1998 » veille toutefois avec un soin extrême à ne pas s'égarer. Depuis cinq mois, Aimé Jacquet passe en effet son temps à dire non. Non aux médias, d'abord. Guillaume Durand, Jean-

Pierre Pernant, Michel Field l'ont réclamé sur leurs plateaux respectifs. En vain. Jacquet n'a accepté que des invitations spécifiques comme celle de *Téléfoot* ou encore celle de Mireille Dumas qui lui avait donné la garantie d'un entretien « long » dans lequel il pourrait exposer la politique sportive de la FFF. Une interview à la télévision chinoise et une séance photo au Stade de France avec Mario Zagallo, l'ancien entraîneur du Brésil, pour le compte d'un journal portugais figurent également parmi ses rares sorties médiatiques.

Mais Aimé Jacquet a également refusé de nombreuses propositions de séminaires et de tables rondes émanant du monde de l'entreprise, littéralement fasciné par son sens du management. Pour l'heure, l'homme réserve l'exclusivité de ses confidences aux éducateurs, aux dirigeants, à tous ceux qui composent sa famille à lui, la famille du football. Aimé Jacquet a également rejeté quelques offres publicitaires. Notamment celle des pains Jacquet qui avaient vu, en lui, un homme-sandwich idéal. Le vertueux champion du monde a décidé de limiter sa contribution publicitaire au domaine de la solidarité. Mais là encore, il a fallu choisir.

MANIATION D'UN LIVRE EN 1998

Le Téléthon et une association de lutte contre la sclérose en plaques révalent d'en faire leur parrain. Aimé Jacquet a porté son choix sur la campagne en faveur des personnes âgées lancée par la fondation de Bernadette Chirac Hôpitaux de Paris - Hôpitaux de France. Pour son délégué général, Dominique Bernard, « le fait qu'il s'agisse d'une cause extrêmement difficile a sans doute convaincu Aimé Jacquet. Il y a un côté « challenge à relever » qui n'est pas éloigné de ce qu'il a connu avec l'équipe de France ». Une augmentation de 30 à 40 % des dons est espérée dans les caisses de la fondation.

L'effet Jacquet est indéniable. Flairant le bon coup, plusieurs sociétés de communication ont offert leurs services. L'une d'elles a proposé à l'ancien ouvrier-fraiseur de figurer dans un catalogue de « consultants de luxe » dans lequel est déjà présent Henry Kissinger. Une dizaine d'éditeurs lui ont, par ailleurs, promis la fortune. Fait très rare dans le domaine de l'édition : deux maisons, Plon et Robert Laffont, se sont associées pour publier un même ouvrage. Le montant de l'avance se situerait, dit-on, entre 2 et 3 millions de francs. Les mémoires du natif de Sall-sous-Cou-

zan, dans la Loire, sortiront en mai 1999 et non pas à Noël, Aimé Jacquet ayant « voulu prendre son temps ». D'autres idées, enfin, sont arrivées jusqu'à son secrétariat. Comme ces projets de disque des « chansons préférées d'Aimé Jacquet » ou encore de cassette vidéo relatant sa vie.

Le désormais célèbre « Mémé » n'a pas donné suite, trop attentif à ne pas se fourvoyer mais aussi parfaitement conscient qu'il serait aujourd'hui cloué au pilori si les Bleus n'avaient pas gagné la Coupe du monde. Parangon de droiture, l'homme ne s'est auto-

Son nom

sur des bouteilles d'eau

S'il refuse, pour l'instant, de faire de la publicité, Aimé Jacquet pourrait bientôt aider à la promotion d'un produit qui lui est cher : l'eau de source gazeuse de son village natal, Sall-sous-Couzan, dans la Loire (1 080 habitants). La source ne fonctionne plus depuis novembre 1993. Après avoir été stoppée une première fois en 1979 par la société Badol, qui en assurait l'exploitation, l'activité a périéclité malgré les efforts de trois repreneurs successifs. Le dossier est aujourd'hui le cheval de bataille du maire du village, Simone Daval. Des travaux, qui ont coûté 1,2 million de francs, ont été effectués pour réhabiliter le site, capable de produire 2 500 litres par heure. Une demande d'autorisation d'exploitation devrait être faite en décembre. Un appel d'offres suivra. Dix emplois sont à la clef. Riche en bicarbonates et en potassium, l'eau de Sall-sous-Couzan pourrait être à nouveau commercialisée en 1999. Aimé Jacquet a donné son accord pour que son nom apparaisse, gracieusement, sur les étiquettes.

se, en fait, qu'une seule note de fantaisie dans son programme. En mai, lors d'un stage effectué à Tignes, en Savoie, le sélectionneur avait parlé, en effet, qu'il descendrait en luge le glacier de la Grande-Motte en cas de victoire de l'équipe de France au Mondial. L'heure est venue. Rendez-vous a été pris pour le samedi 5 décembre. L'ancien patron des Bleus s'élancera en milieu de matinée sur une piste présentant un dénivelé de 500 mètres, seul à bord d'une luge biplace. Car Aimé Jacquet n'a qu'une parole.

Frédéric Potet

Une vie vouée au foot

● 212 matches en première division, entre 1960 et 1976. Cinq titres de champion de France (1964, 1967, 1968, 1969, 1970) et deux Coupes de France (1968, 1970) comme joueur à Saint-Etienne.
● Deux sélections en équipe de France.
● Entraîneur de Bordeaux de 1980 à 1989 ; trois titres de champion de France (1984, 1985, 1987), deux Coupes de France (1986, 1987), une demi-finale de Coupe des clubs champions (1985), une demi-finale de Coupe des coupes (1987).
● Entraîneur de l'équipe de France (de 1993 à 1998) : 53 matches, 34 victoires, 16 nuls, 3 défaites. Une demi-finale du championnat d'Europe des nations (1996), une Coupe du monde (1998).
● Nommé directeur technique national après le Mondial.

TROIS QUESTIONS À...

HERVÉ BROSSARD

1 Vous dirigez DDB, la troisième agence de publicité en France. Vous avez travaillé pour le Comité français d'organisation pendant la Coupe du monde de football et vous présidez le club de deuxième division de Châteauroux. Qu'en pensez-vous ?

En dehors du fait que c'est un vainqueur, trois valeurs lui sont associées. La première est la détermination. Il a défendu ses idées avec constance et dans le temps, en restant stoïque et droit dans la tempête. Il est aussi le symbole d'une intégration réussie. Il est allé chercher des joueurs, de cultures différentes, en France, à l'étranger, et a formé une équipe. Ils sont allés tous ensemble vers le même but. Cette qualité-là n'est peut-être pas

utile pour vendre des yaourts mais peut nourrir l'image d'une entreprise. Aimé Jacquet a fait un formidable travail de ressources humaines, dans la simplicité. Avec lui, l'ère Tapie des coups de gueule et des paillettes est enterrée. La simplicité ne signifie plus que vous n'avez rien à dire, c'est aujourd'hui considéré comme la forme la plus aboutie de l'intelligence.

2 Et le consensus politique autour de lui ?
Les hommes politiques sont des capteurs extraordinaires. Ils sentent les choses et savent s'adapter en écoutant le peuple et ceux qui font vibrer le peuple. Quand vous avez un million de personnes sur les Champs-Élysées, le phénomène relève de la chose publique. Les politiques ont fait leur boulot, sans exploiter Aimé Jacquet mais en s'y associant. Ils

ont compris que les valeurs de détermination, de simplicité qui sont celles prônées par Lionel Jospin étaient incarnées dans cet homme. Et le côté « Je gagne avec bonté » en devenant, en plus, le porte-drapeau d'une France différente » plaît forcément à Jacques Chirac.

3 Il y a donc un « phénomène Jacquet »...

Incontestablement, mais il n'est pas lié à une soudaine évolution de l'homme, parce que lui n'a pas changé. Ce sont les Français qui, en un mois, ont évolué. Ils étaient dubitatifs, voire carrément en grève en juin, et se sont transformés en Français heureux à la mi-juillet. La preuve, Aimé Jacquet n'est pas idolâtré. On ne vend pas de posters à son effigie à tous les coins de rue.

Propos recueillis par Florence Amalou

Les mille vies de Yannick Noah

IL VIT À NEW YORK, il est peut-être à Paris, en visite à la rédaction du mensuel de tennis dont il est l'un des actionnaires. Non, il vient de repartir à Lyon pour une œuvre de bienfaisance. Il est peut-être sur le circuit des vétérans ou bien en concert avec son groupe de rock. Sûr, Yannick Noah est un courant d'air. Le vainqueur de Roland-Garros en 1983 a beau avoir mis fin, en septembre, à ses fonctions de capitaine des équipes de France en Coupe Davis et en Coupe de la Fédération, il continue de parcourir la planète comme si de rien n'était.

Mais Yannick Noah est Yannick Noah, un des hommes les plus populaires de France. On le demande, on le réclame, on se l'arrache. L'engagement avait commencé au début des années 80 quand il promenait sa silhouette sculpturale, ses nattes jamaïcaines et son tennis enfiévré dans un monde qui n'en revenait pas de tant de talent et de dilettantisme. L'amour fou est venu avec sa victoire aux Internationaux de France, le 5 juin 1983. Yannick Noah a fait durer le plaisir en amenant l'équipe de France à la victoire - en Coupe Davis en 1991 et 1996 ; en Coupe de la Fédération en 1997.

Avec les résultats et l'amour du public, les sollicitations sont venues, sans cesse plus nombreuses. « Noah est du pain béni pour un publicitaire, expliquait en 1997 un responsable d'une campagne de publicité pour une confiserie où notre héros tenait le rôle principal. C'est un homme positif qui prône amour, fraternité, tendresse, en même temps qu'il est

habité par une incroyable volonté de vaincre. » Et puis, Yannick Noah ne sait pas dire non. Alors, il dit oui : à la publicité, à une ligne de vêtements, aux interviews.

Parfois, il étouffe comme en cet hiver 1983. Quelques mois après sa victoire à Roland-Garros, il s'enfuit à New York. Il confiera plus tard avoir fait une dépression avec des envies de « se flinguer ». « Au milieu du désert, la solitude est belle et pleine de leçons, dira-t-il. Mais la solitude ou milieu des gens qui vous aiment, ça n'est pas la même chose. Il faut l'avoir vécue pour pouvoir la comprendre. » A trente-huit ans, Yannick Noah a finalement trouvé l'équilibre grâce à la méditation, à la lecture et, surtout, grâce à sa famille. Il a quatre enfants - sept fois, il est parti s'installer à New York pour eux -. Il en voudrait encore.

D'exhibitions en concerts, il recueille à lui seul environ 70 % des fonds des Enfants de la terre, l'association présidée par sa mère, Marie-Claire. Depuis quelques années, le courant d'air Yannick est toujours aussi vif mais plus serein. Il s'est accommodé de son image « hyper positive ». « Maintenant, dit-il, je fais ce que j'ai envie de faire, la fête, de la musique ou du bien. Je voudrais faire plus encore, gagner plus d'argent pour les enfants de la terre. » A-t-il songé à se poser ? « En quittant le capitaine des équipes de France, assure-t-il, je me suis acheté un peu de temps. »

Bénédicte Mathieu

Abonnez-vous au Monde

Jusqu'à
360 F
d'économie
soit
7 semaines
de lecture
GRATUITE

Offre valable jusqu'au 31/12/98

ABONNEZ-VOUS ET
DEVENEZ LECTEUR
PRIVILÉGIÉ DU MONDE

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :
☐ 3 MOIS - 562 F ☐ 6 MOIS - 1 086 F ☐ 1 AN - 1 980 F
au lieu de 585 F au lieu de 1 170 F au lieu de 2 340 F
soit 300 F d'économie

* Pro de vente au numéro (Taux en France métropolitaine uniquement)

Je joins mon règlement soit : ☐ F 801 MO 007

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

☐ par carte bancaire N°

Date de validité Signature :

☐ M. ☐ Mme Nom :

Prénom :

Adresse :

Localité : Code postal :

TARIFS HORS FRANCE

	Belgique Pays-Bas Luxembourg Suisse	Autres pays de l'Union européenne	USA-CANADA
1 AN	2 190 F	2 960 F	3 890 F
3 mois	596 F	790 F	1 047 F

Offre valable jusqu'au 31/12/98

Pour tout autre renseignement concernant : le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers, téléphonez au 01-48-17-32-90 de 9h30 à 18h30 du lundi au vendredi

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à :
LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue de Général-Leclerc
93046 Chantilly Cedex

Je vous envoie

صحنه من الأصل

Richard Virenque fait l'objet de soupçons de dopage de plus en plus précis

Un rapport établirait la prise d'érythropoïétine (EPO) par le cycliste de l'équipe Festina

Le leader de la formation Festina, en partance vers l'équipe italienne Mapei, répondra, mardi 1^{er} décembre, à une convocation du juge d'in-

struction Iliio Patrick Kiel, chargé de l'affaire de dopage le concernant. Le magistrat devrait lui communiquer les résultats des analyses san-

guines, urinaires et capillaires effectuées, à la demande de la justice, lors du Tour de France. Ils démontreraient la prise d'EPO.

RICHARD VIRENQUE. Pascal Hervé et Laurent Brochard seront bientôt fixés sur leur avenir. Mardi 1^{er} décembre, les trois leaders français de l'équipe cycliste Festina se

verront communiquer par le juge Iliio Patrick Kiel, chargé d'instruction de l'affaire de dopage impliquant leur formation, les résultats des analyses auxquelles ils ont dû se soumettre lors du Tour de France 1998.

Dès jeudi 26 novembre, l'entourage de Richard Virenque, qui, avec Pascal Hervé, a toujours été au premier rang des recours à l'érythropoïétine (EPO), alors que les sept autres membres de l'équipe ont admis les faits lors de leur garde à vue du 26 juillet, faisait savoir à qui voulait l'entendre que le rapport scientifique excluait toute trace d'hormones de croissance, de stéroïdes anabolisants, de corticoïdes ou de produits masquants et établissait à 49,3 % l'hématocrite du champion, soit juste en dessous du seuil de 50 % à partir duquel l'Union cycliste internationale (UCI) considère qu'il existe des probabilités de dopage à l'EPO.

Le lendemain, vendredi 27 novembre, Richard Virenque - qui est

actuellement en négociations, selon le quotidien *L'Équipe*, avec l'équipe italienne Mapei - dit, sur France-Info : « Certains doivent être fous de rage car leurs accusations s'achèvent dans l'eau ». Pourtant en fin de journée, l'Agence France-Presse, citant une source proche de l'enquête, affirme que « les analyses médicales des prélèvements effectués sur les neuf coureurs de l'équipe Festina lors du dernier Tour de France établissent qu'ils ont tous pris des produits dopants ». Il n'empêche que l'agent de Richard Virenque, Didier Girard, s'appuyant sur les premières « révélations », persiste : les analyses effectuées sur son client « ne font appa-

raître aucune trace de produits dopants interdits ».

Samedi 28 novembre, *France-Sport* dément l'exact contraire. Selon le quotidien, les docteurs Bressole et Pépin, experts du laboratoire Toxlab, chargé des analyses par le juge Patrick Kiel, sont « convaincus que les Festina marchaient à l'EPO, et tout particulièrement Richard Virenque ». « Leurs conclusions le concernant, ajoute le journal, sont sans équivoque : il y a bien eu "prise d'EPO exogène", c'est-à-dire administration extérieure de cette hormone. Comment expliquer alors la conformité de l'hématocrite du champion ? « Sa valeur élevée [elle se situe en

moyenne entre 42 et 44 %] plaide en faveur d'une prise d'EPO exogène », rappellent tout d'abord les experts de Toxlab, avant de révéler que le taux « anormalement faible » d'EPO endogène décelé chez Richard Virenque (1,84 unités/ml) « implique un phénomène de "feed-back" suite à l'arrêt d'une cure d'EPO ».

Reste maintenant au magistrat à interpréter ces résultats et aux avocats à interpréter les interprétations puisque, malgré tout, le leader de l'équipe Festina reste en deçà du seuil UCI et qu'il n'a jamais été contrôlé positif par les instances sportives. Et, déjà, ses proches avancent l'argument fatal : « Les paramètres biologiques qui tendent à rechercher l'apport extérieur d'EPO sont, dans l'état actuel des connaissances scientifiques, difficilement appréciables », a affirmé Didier Girard.

Une constatation qui ne décourage pas le président de la Fédération française de cyclisme (FFC), Daniel Baal. « J'avais à ouvrir une procédure disciplinaire, à partir du moment où il a été révélé qu'un système de dopage était organisé au sein d'une équipe, a-t-il affirmé au micro de France-Info. Aujourd'hui, je n'ai toujours pas d'éléments qui me disent qu'il n'y avait pas de système de dopage organisé au sein de cette équipe, bien ou contraire. »

Michel Dalloni

L'équipe TVM de nouveau entendue

Les coureurs cyclistes de l'équipe néerlandaise TVM devraient être entendus de nouveau, dans les jours à venir, par les policiers du SRP de Reims, sur commission rogatoire du juge d'instruction Odile Madrolle. De bonne source, il semble que les coureurs, déjà soupçonnés d'avoir eu recours à l'érythropoïétine (EPO) et aux corticoïdes, seront entendus ensemble sur d'éventuelles prises de cannabis et d'amphétamines. L'affaire TVM avait été déclenchée le 9 mars par la saisie de 104 doses d'EPO à bord d'un véhicule de la formation lors d'un contrôle douanier près de Reims. Elle avait été relancée pendant le Tour de France avec la découverte, le 23 juillet, de produits dopants et masquants dans les caissons de TVM et dans l'hôtel de Pamiers (Ariège) où résidait alors l'équipe. Le docteur André Mikhaloff, médecin de la formation, reste écroué, depuis le 27 juillet, à Châlons-en-Champagne (Marne), tandis que Cees Priem, directeur sportif, et Jan Moor, soigneur, ont été remis en liberté sous contrôle judiciaire et séjourneront, depuis, dans un hôtel de la région rémoise.

Basket : l'équipe de France s'impose chez les champions du monde

KRUSEVAC (Yougoslavie) de notre envoyé spécial

Un avion en papier s'est écrié sur le parquet de Krusevac, pendant qu'un « yeah » de triomphe s'échappait du banc des supporters français. Le public, abasourdi, a timidement salué l'exploit de l'équipe de France de basket, vainqueur en terre yougoslave, vendredi 27 novembre à Krusevac. Une victoire nette, avec 10 points d'avance (89-79), qui permet aux Français d'effacer quarante-deux ans de disette sur les parquets yougoslaves, et d'envisager avec sérénité le championnat d'Europe, organisé en France du 21 juin au 3 juillet 1999. « La Yougoslavie est un adversaire de qualité qui nous fait progresser », a sobriement commenté l'entraîneur français, Jean-Pierre De Vincenzi.

A l'automne 1997, il avait engagé avec le sparring-partner yougoslave une série de huit matchs de préparation en vue de l'Eurobasket 1998. Si la France est une nation sans palmarès dans le basket moderne, la Yougoslavie multiplie les succès depuis son retour dans le concert des nations sportives, en 1993 : deux titres consécutifs de champion d'Europe, plus, au niveau mondial, une finale olympique à Atlanta, en 1996, et une victoire finale lors du championnat du monde disputé cet été à Athènes. Après six matchs dans la série, le bilan est positif : la France n'est menée que par 4 victoires à 2, avant les deux derniers matchs de la série, prévus en France, en février 1999.

« Au complet, nous pouvons jouer n'importe quelle équipe, la Yougoslavie est la seule équipe qui peut nous poser des problèmes », pronostiquait Jean-Pierre De Vincenzi, avant de décoller pour disputer deux matchs pièges, à Kragejevac et Krusevac, deux petites villes au sud de Belgrade qui comptaient bien fêter le titre mondial de leurs compatriotes. Justement, à l'exception de Laurent Forest, blessé, De Vincenzi n'avait, pour

une fois, aucun grand absent à déplorer et la France du basket pouvait enfin découvrir sa propre Dream Team à l'œuvre.

Pour débiter le premier des deux matchs de cette brève tournée, le coach français avait privilégié un cinq de départ riche d'une réputation naissante, mais à confirmer sur les parquets internationaux : Tariq Abdul Wahad (premier basketteur français recruté par un club de la NBA américaine, les Sacramento Kings) retrouvait à ses côtés Antoine Rigaudou, le meneur (qui brille dans les rangs du champion d'Europe, le Kinder Bologne) ; Frédéric Wets, pivot géant du CSP Limoges dont la taille (2,18 m) avait longtemps fait défaut à l'équipe de France ; Jim Bibba, champion d'Europe en 1993, et enfin le Villeurbannais Alain Digbeu, autre grand espoir, déjà « drafté » par le club NBA d'Atlanta qu'il pourrait rejoindre la saison prochaine.

« UN TEMPÉRAMENT DE GLADIATEURS »

Mais jeudi 26 novembre, à Kragejevac, l'équipe de rêve n'a pas tenu dans les premières minutes du match. En face, les Yougoslaves avaient eux aussi enrôlé du solide : quatre champions du monde. Bien revenus en seconde période, les Français n'avaient finalement concédé qu'une courte et rageante défaite (68-70). « Nous sommes encore un peu naïfs en défense », regrette Antoine Rigaudou, auteur de 30 points, son record personnel en équipe nationale. « Mais nous n'avons pas sombré, nous n'avons pas baissé les bras. Pour réussir au haut niveau européen, il faut avoir ce comportement pendant quarante minutes », ajoutait le meneur du Kinder Bologne, plein de confiance après son final extraordinaire : « Nous allons y arriver. »

Dès le lendemain, grâce, notamment à un grand match de Frédéric Wets sous les panneaux (16 points) et à la rentrée de Stéphane Risacher (18 points à 100 % de réussite dans ses tirs), les

Français se sont parfaitement repris, et ce en dépit de l'absence de Tariq Abdul Wahad. A court de compétition depuis le début de la grève qui sévit dans le championnat NBA, il était rentré précipitamment à Paris pour soigner une légère blessure au genou.

Pour vaincre les « maîtres du monde », l'entraîneur avait réclamé un jeu « simple, banal ». « Il faudra un tempérament de gladiateurs pour s'imposer chez eux », ajoutait-il. La fierté, la combativité de son « commando », c'est exactement les qualités que le coach français voulait éprouver au cours de ce deuxième séjour yougoslave en un an. S'il savait qu'il avait enfin une équipe, il ignorait tout de ses ressources mentales.

Les basketteurs français entraînent un peu des pieds avant de venir en Yougoslavie, où les attendait un éprouvant périple en bus de 700 kilomètres en 36 heures. « Ces conditions sont un peu extrêmes », expliquait Yann Bonato. Mais si nous voulons vraiment avoir des objectifs, accrocher quelque chose lors du championnat d'Europe, c'est bien de se mettre dans ces situations difficiles. On ne pourra pas toujours se cacher derrière des leurre ou des faux débats ». « Si des stars du basket yougoslave comme Sasha Djordjevic ou Zeljko Rebreca acceptent ce régime, je ne vois pas pourquoi les joueurs français feraient les difficiles », ajoutait son entraîneur.

La « galère » redoutée s'est finalement transformée en expédition triomphale. La Fédération française de basket, qui aura déboursé deux fois 85 000 francs, sur deux ans, pour défrayer ses invités yougoslaves, peut déjà se féliciter de son investissement. C'est le prix, modeste, de l'ambition du basket français : finir sur le podium du championnat d'Europe en juillet, et, surtout, gagner un billet pour les Jeux olympiques de Sydney. Le premier depuis 1984.

Eric Collier

DÉPÊCHES

■ SKI : L'Autrichien Stefan Eberharter a gagné le premier super-G de la Coupe du monde messieurs, vendredi 27 novembre, à Aspen (Etats-Unis). L'épreuve a vu le triomphe de l'équipe autrichienne, qui a pris les cinq premières places grâce à Stefan Eberharter, Hermann Maier, Christian Mayer, Rainer Salzgeber et Hans Knauss. Le Français Jean-Luc Crétier a terminé 7^e.

■ TENNIS : Les demi-finales des Masters de Hanovre (Allemagne) devaient opposer, samedi 28 novembre, l'Américain Pete Sampras à l'Espagnol Alex Corretja et le Britannique Tim Henman à l'autre Espagnol Carlos Moya.

■ VOILE : le Français Raphaël Dinelli (*Sodebo*), trente ans, a pris, vendredi 27 novembre, la troisième place de la 6^e Route du rhum, en monocoque. Il a bouclé sa première transat en 19 jours 9 h 58 min 17 s, soit 27 heures de plus que le vainqueur de la catégorie, Thomas Coville (*Aquitaine-Innovations*), se faisant dépasser aux abords de la Guadeloupe par son rival Jean-Luc Van Den Heede (*Algimous*).

SAAB
Rive Gauche
Importateur exclusif pour la vente aux diplomates fonctionnaires internationaux et ambassades, propose sur toute la gamme SAAB un tarif préférentiel jusqu'au 31/12/98
TT - K - CD - CDMI
Attestation diplomatique à fournir
Service commercial ouvert du lundi au samedi
76 bis, av. de Suffren
PARIS 15^{ème}
0 803 00 75 15

**SAAB**
INTERNATIONAL
DIPLOMATES SALES

PARIS ROQUETTE
AUTOMOBILES
CONCESSIONNAIRE



OUVERTURE
SHOW-ROOM
CHRYSLER JEEP
SEUL ATELIER A PARIS
160, R. DE LA ROQUETTE - 75011 PARIS
01 44 93 26 00

LE MONDE
diplomatique

DÉCEMBRE 1998

JEAN-PIERRE BERLAN
et RICHARD C. LEWONTIN
Les menaces du complexe génético-industriel

MARK HUNTER
Les réseaux secrets du Front national à l'Est

DANIEL RENSAÏD
La force molle de la social-démocratie européenne

SEUMAS MILNE
M. Anthony Blair, un réformiste camouflé

ROSSANA ROSSANDA
La gauche italienne « normalisée »

MONIQUE CHEMILLIER-GENDREAU
L'affaire Pinochet

MANUEL VÁZQUEZ MONTALBAN
Les recettes de M. Fidel Castro

IGNACIO RAMONET
Indonésie, version infernale

ARTURO USLAR PIETRI
Le Venezuela au seuil d'un grand changement

SERGE HALIMI
Les élections américaines n'ont pas eu lieu

PIERRE HAZAN
La Suisse, une forteresse en déclin

VICTORIA BRITAIN
Vérité et réconciliation en Afrique du Sud

ALAIN GRESH
Rêves et colère des réfugiés palestiniens

MARIE BENILDE
Les dernières astuces publicitaires

JEAN GUEYRAS
Nouveaux espoirs en Arménie

GILLES SAUSSIER
Bangladesh, terre mouvante

CHRISTIAN DE BRIE
Comment l'AMI fut vaincu

NOAM CHOMSKY
Les finances et le silence

PIERRE LAZULY
L'idéologie du client

KENZABURO OÉ
Internet et moi

JOSÉ SARAGAMO
A quoi sert la communication ?

En vente chez votre marchand de journaux - 24 F

Aprilia et BMW, deux conceptions de la moto sportive

L'une est pousse-au-crime, l'autre plus sage

LE TABLEAU de bord numérique de l'Aprilia RSV Mille garde en mémoire la vitesse la plus élevée atteinte par le pilote et peut enregistrer jusqu'à quarante « chrono ». Il est également possible de modifier le déclenchement de l'indicateur lumineux de surrégime du compte-tours, ce qui, précise le constructeur italien, « permet de choisir le meilleur moment pour changer de rapport et de gagner ainsi de précieuses secondes ». Tout cela est-il bien raisonnable ?

Premier « gros cube » réalisé par une firme qui s'est brillamment illustrée en compétition ces dernières années, la nouvelle RSV Mille ne se pose pas ce genre de questions. Aprilia joue sur les mots en la présentant comme une machine destinée aussi bien aux circuits qu'à la circulation quotidienne.

L'ambiguïté ne trompera personne, car, sur la route, cette moto est une vraie bombe. Pour la piloter, il faut adopter la position de l'œuf, ce qui incite d'autant moins à conduire en douceur que son bicylindre en V (incliné à 60 degrés)

de 997 cm³ est du genre pousse-au-crime. Sans parler du bruit rauque émis par le moteur, de la ligne classique et équilibrée, du réservoir bien large pour accueillir le poitrail du hardi cavalier qui enfourchera ce pur-sang.

Mieux suspendue qu'on aurait pu le craindre, la RSV Mille est légère (189 kg) et, heureusement, freine efficacement. Comme les machines sportives, elle réagit très vite et se conduit autant avec les fesses qu'avec le guidon. C'est grisant mais périlleux. Au servo-embayage pneumatique destiné à délester la roue arrière en cas de freinage énergique, on aurait quand même préféré un système d'anti-blocage agissant sur les freins. Mais un ABS, sur une Aprilia, cela ne ferait peut-être pas assez vilain.

SOUPLESSE DU MOTEUR

La BMW R 1100 S, pour sa part, peut recevoir un freinage ABS. Mais elle revendique aussi un tempérament sportif. La marque bavaroise réalise ici le moteur Boxer - le fameux deux-cylindres à plat - le



Équipée de poignées chauffantes, la BMW R 1100 S jouit d'une position de pilotage efficace qui ne fait aucune surenchère dans la symbolique de compétition.

plus puissant (98 chevaux) de son histoire. D'inspiration discrètement italianisante avec les pots d'échappement regroupés sous le feu arrière et un carénage effilé, cette machine cultive l'esprit de compétition avec une touche résolument moderne.

Puisque les motos « musclées » représentent désormais le tiers du marché, BMW a donc décidé d'occuper le terrain. « La sportivité de la R 1100 S est une sportivité assagie ne sacrifiant rien au confort », tient tout de même à préciser Jean-Michel Cavret, responsable de BMW-Motos en France. Le maniement de cette machine est en effet tout sauf rugueux, grâce à la souplesse du Boxer et aux suspensions bien étudiées, y compris pour le passager. Le moteur « pousse » bien sans

être brusque et la position de pilotage est efficace sans en rajouter dans la symbolique de la compétition. Allégé mais respectable (229 kg), le poids de la R 1100 S n'incite d'ailleurs pas à pratiquer la godille sur le boulevard périphérique. Tant mieux.

Plus sportive en apparence qu'en réalité, cette BMW prévenante est équipée en série d'un pot catalytique, qui ne sera obligatoire sur les motos qu'à partir de 1999. Quant aux poignées chauffantes (en option), elles sont tout à fait efficaces. Et furent fort appréciées ces jours derniers.

J.-M. N.

★ Aprilia RSV Mille : 79 900 francs.
BMW R 1100 S : 77 900 francs.

Le comportement des usagers de la route se dégrade

Pour la première fois depuis 1987, le nombre des victimes d'accidents mortels risque d'augmenter cette année

CET ÉTÉ, il s'est produit un « effet Mondial » dont la France se serait bien passée. En juillet, 836 personnes ont trouvé la mort dans un accident de la circulation, soit une augmentation de 15,3 %. « Dans l'euphorie générale, on a observé un relâchement des comportements. Les vitesses pratiquées se sont accrues et le taux de port de la ceinture de sécurité a baissé », explique Isabelle Massin, déléguée interministérielle à la sécurité routière.

Le plus préoccupant est que les chiffres catastrophiques de juillet s'inscrivent dans une tendance générale à la dégradation. De septembre 1997 à septembre 1998, les routes ont fait 8 282 morts contre 7 989 au cours de l'année civile 1997. Ce n'est pas le nombre mais la gravité des accidents qui est en cause, y compris sur le réseau autoroutier.

L'année qui s'achève pourrait bien marquer - pour la première fois depuis 1987 - une augmentation du nombre de victimes de la route. Cette tendance, qui perdure depuis six mois, mérite sans doute d'être analysée à la lumière du contexte économique. Le redémarrage de l'activité a engendré une croissance du trafic routier de 4 %, ce qui ne favorise pas la baisse des risques d'accident.

Pourtant, c'est avant tout le comportement des automobilistes qui est en cause. Outre l'augmentation de la vitesse, la direction de la sécurité routière constate depuis près de deux ans une dégradation de la conduite des conducteurs dont le taux d'alcoolémie dépasse le seuil légal de 0,5 gramme d'alcool par litre de sang.

ILLUSION D'INVULNÉRABILITÉ

Peut-être faut-il aussi s'interroger sur le rapport entre l'homme et sa voiture. Il est assez paradoxal que le nombre des victimes de la route augmente alors que les constructeurs ont réalisé d'énormes progrès en matière de sécurité active (freinage, tenue de route) et passive (Air Bag, mode de déformation de la carrosserie, renforts latéraux). Si l'utilité de ces équipements ne fait aucun doute, ils semblent pourtant engendrer, plus ou moins consciemment, une sorte d'illusion d'invulnérabilité chez certains.

Plus confortables et faciles à conduire, les voitures d'aujourd'hui ont aussi tendance à « écraser » la sensation de vitesse. Les experts estiment que le défaut d'attention du conducteur est à l'origine de près des tiers des tués sur autoroute et de 16 % de l'ensemble des accidents mortels sur l'ensemble du réseau (la proportion atteint 19 % en été). Reste, tout de même, que la plupart de nos voisins européens conduisent ces mêmes voitures sans que leurs statistiques ne se dégradent.

L'autre point noir concerne les deux-roues. Depuis juillet 1996, les titulaires du permis auto depuis plus de deux ans peuvent prendre en main une 125 cc dont la puissance ne peut excéder 11 kW. Cette disposition a permis de multiplier par trois les ventes de ces machines mais aussi de dynamiser l'ensemble du marché de la moto.

Dans un premier temps, les statistiques de la Sécurité routière

n'ont rien enregistré d'anormal mais, depuis la mi-1997, une nette dégradation s'est dessinée. Alors que, de juillet 1996 à juillet 1997, on déplorait 693 tués en deux-roues (dont 77 en 125 cc), le bilan s'est alourdi entre juillet 1997 et juillet 1998 : 794 morts dont 95 en 125 cc.

Ces données reflètent une détérioration qui va donc bien au-delà du seul groupe des neo-motards. Conscients du malaise, les industriels de la moto ont mis au point un code déontologique européen qui sera présenté début 1999 et dans lequel ils s'engagent à ne pas valoriser la vitesse.

De la même manière, les importateurs de motos en France et la presse spécialisée négocient les termes d'une charte qui banaliserait les présentations par trop agressives des modèles - de plus en plus nombreux - à connotation sportive. La décision de la Sécurité routière d'associer des handicapés de la route aux actions de sensibilisation des automobilistes lors des départs de la Toussaint témoigne également d'une volonté de changer de ton dans la façon de s'adres-

Une nouvelle législation

L'Assemblée nationale devrait entamer vers le 10 décembre l'examen en première lecture du projet de loi sur la sécurité routière adopté en février par le conseil des ministres. Ce texte prévoit de créer un stage obligatoire pour les conducteurs novices auteurs d'infractions graves au cours des deux premières années de conduite, la réforme de l'accès à la profession de monteur d'auto-école, l'instauration d'un délit de récidive d'excès de vitesse supérieur ou égal à 50 km/h au-delà de la vitesse autorisée.

Outre un dépistage systématique des drogues en cas d'accident mortel, ce projet étend le principe « propriétaire-payeur ». Déjà en vigueur pour les infractions de stationnement, ce principe sera appliqué aux excès de vitesse, au franchissement des feux tricolores et au non-respect des panneaux de stop.

ser au public. La mauvaise orientation des statistiques de sécurité place les pouvoirs publics dans une position délicate. En novembre 1997, Jean-Claude Gayssot, ministre des transports, avait annoncé que le gouvernement se fixait comme objectif de réduire de moitié en cinq ans le nombre des victimes de la route. Cet engagement volontariste prévoyait qu'un comité interministériel se réunirait chaque année pour faire le point et prendre, selon les résultats, des mesures plus sévères.

Or les dispositions adoptées en conseil des ministres en février ne seront débattues par les députés qu'à la mi-décembre (lire ci-dessus), et le prochain comité interministériel n'aura lieu qu'en février. Le gouvernement ne s'étant pas donné rapidement les moyens de ses ambitions, son objectif risque d'apparaître irréaliste.

Jean-Michel Normand

DÉPÊCHES

■ BMW. Le nouveau coupé Série 3, qui apparaîtra sur le marché français en avril 1999, « se différenciera sensiblement plus de la version quatre portes que sur les versions précédentes », selon BMW. Il sera proposé avec la nouvelle génération de moteurs quatre et six cylindres.

■ TOUT-TERRAIN. Une structure européenne du Codever (Comité de développement des loisirs verts), qui regroupe des pratiquants du 4x4, vient d'être constituée. Le Codever Europe souhaite contribuer à la définition d'une directive communautaire « réglementant harmonieusement et d'une manière acceptable les activités de loisirs verts, notamment motorisées ».

■ SAAB. La SAAB 963 Turbo sport, disponible en carrosserie trois et cinq portes ainsi qu'en cabriolet, est une évolution sportive de la version 2 litres turbo. Sa présentation est légèrement modifiée et sa puissance a été portée à 200 chevaux. Prix : de 236 000 à 288 500 francs.

■ TOYOTA. La gamme Corolla, présentée au printemps 1997, bénéficie d'un équipement amélioré (ABS, compte-tours et indicateur de température extérieure sont en série) et accueille un nouveau moteur de 1,6 litre (110 chevaux). Son prix (à partir de 74 900 francs) est inchangé.

TROIS MILLIONS SIX CENT CINQUANTE MILLE FOIS MERCI.

N°1 EX AEQUO AVEC 100% DE COUVERTURE SUR LES VILLES DE PLUS DE 20 000 HABITANTS ET N°1 AVEC 94% DE COMMUNICATIONS RÉUSSIES À L'INTÉRIEUR DES BÂTIMENTS SELON L'ENQUÊTE OFFICIELLE A.R.T.⁽¹⁾ (SEPT. 98)

NOUS REMERCIONS NOS ABONNÉS D'AVOIR ÉTÉ AUSSI EXIGEANTS AVEC NOUS ET LES ENCOURAGEONS À L'ÊTRE DAVANTAGE ENCORE DANS L'AVENIR.

SFR compte aujourd'hui 3 millions 650 mille abonnés et couvre 95% de la population française. A la fin 1998, SFR aura consacré 20 milliards de Francs à l'équipement de son réseau digital. Et ce n'est qu'un début. Grâce aux équipements de dernière génération déjà implantés à Paris et en région parisienne, puis rapidement dans le reste de la France, le réseau SFR va encore plus loin. Dès 1999, SFR pourra accueillir dans d'excellentes conditions près de 10 millions d'abonnés dans la seule région parisienne. Un réseau toujours plus fiable, des tarifs et des services toujours plus adaptés, l'accès à de nouvelles technologies, avec vous le meilleur du monde sans fil est à venir.

(1) Autorité de Régulation des Télécommunications. Enquête sept. 98

SFR est une marque de  cegetel

SFR

Un temps instable avec des averses

DIMANCHE, une perturbation s'évacuera vers l'est du pays, tandis qu'un ciel de traîne avec des averses s'installera par l'ouest.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Les nuages seront nombreux toute la journée, avec des averses localement orageuses. La température maximale avoisinera les 8 à 10 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Le ciel restera très nuageux toute la journée, avec des averses parfois orageuses. Il fera 7 ou 8 degrés l'après-midi.

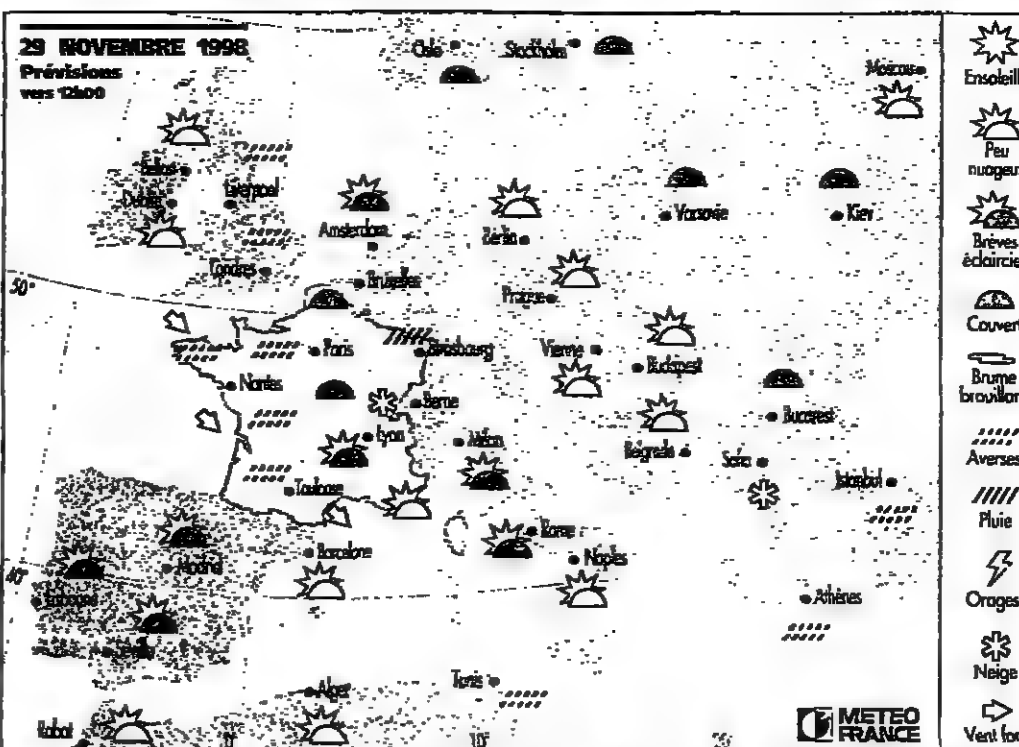
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Le ciel sera couvert le matin, avec encore quelques pluies faibles et un peu de neige sur le relief au-dessus de 400 mètres. La température

maximale avoisinera les 4 ou 5 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Le ciel sera le plus souvent très nuageux, avec des averses. Il neigera sur les Pyrénées au-dessus de 1 000 mètres. Le thermomètre marquera de 8 à 10 degrés l'après-midi.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Sur Rhône-Alpes, le ciel sera couvert, avec un peu de neige au-dessus de 600 mètres. Ailleurs, les nuages resteront abondants toute la journée, avec des averses. Il fera de 6 à 9 degrés l'après-midi.

Langue-doc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Le soleil sera prédominant sur l'ensemble des régions. Quelques averses se produiront en Corse à la mi-journée. Les températures maximales avoisineront les 12 à 15 degrés.



PRÉVISIONS POUR LE 29 NOVEMBRE 1998
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : casoté; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; N : neige.

FRANCE	NANCY
ALCOO	4/14 N
BIARRITZ	8/11 P
BORDEAUX	6/11 P
BONNE	4/7 P
BREST	5/8 P
CAEN	5/7 P
CHERBOURG	4/8 P
CLERMONT-F.	2/6 P
DJON	0/2 C
GRENOBLE	0/4 C
LILLE	3/5 P
LIMOGES	3/7 P
LYON	0/4 C
MARSEILLE	5/11 S

PARIS	POINTE-A-P.
22/28 P	22/28 S
ST-DENIS-RE	22/28 S
AMSTERDAM	1/5 S
ATHENS	12/14 P
BARCELONE	7/14 N
BELFAST	4/7 N
BELGRADE	0/3 N
BERLIN	-4/1 N
BIRME	-3/1 N
BRUXELLES	3/6 S
BUCAREST	-4/0 C
BUDAPEST	-3/0 N
COPENHAGUE	0/2 C
DUBLIN	3/8 N
FRANCFORT	-2/1 P
GENEVE	-1/3 P
HELSINKI	-5/3 C
ISTANBUL	8/12 P

KIEV	LIVERPOOL
22/28 P	22/28 S
LONDRES	22/28 S
LUXEMBOURG	1/5 S
MADRID	12/14 P
MILAN	7/14 N
MOSCOW	-4/7 N
MUNICH	0/3 N
NAPLES	-4/1 N
OSLO	-3/1 N
PALMA DE M.	3/6 S
PRAGUE	-4/0 C
ROME	-3/0 N
SEVILLE	0/2 C
SOFIA	3/8 N
ST-PETERSB.	-2/1 P
STOCKHOLM	-1/3 P
TEMPE	-5/3 C
VARSOVIE	8/12 P

VENISE	VIENNE
9/15 N	-3/2 N
ABERDEEN	20/24 P
Buenos Aires	15/27 S
CARACAS	23/26 S
CHICAGO	13/16 C
LIMA	16/23 N
LOS ANGELES	12/15 S
MEXICO	8/20 S
MONTREAL	-1/8 C
NEW YORK	7/13 C
SAN FRANCISCO	8/13 C
SANTIAGO	11/28 S
SAO PAULO	21/0 C
WASHINGTON	7/20 S
AFRIQUE	
ALGER	9/18 N
DAKAR	25/30 C
KINSHASA	23/29 P

LE CAIRE	MARRAKECH
15/23 N	8/20 D
NARARKECH	15/27 S
PRETORIA	17/27 N
RABAT	9/19 N
TUNIS	10/16 P

ASIE-OCÉANIE	AFRIQUE
BANGKOK	25/30 P
BOMBAY	18/31 S
DIARAKATA	27/32 N
DUBAI	19/29 C
HANOI	23/29 C
HONGKONG	20/24 S
JERUSALEM	15/24 S
NEW DELHI	11/25 S
PEKIN	-5/5 N
SEOUL	4/11 S
SINGAPOUR	26/31 C
SYDNEY	15/20 C
TOKYO	4/12 S

Situation le 28 novembre à 0 heure TU

Prévisions pour le 30 novembre à 0 heure TU

PRATIQUE

Le difficile maintien à domicile des personnes âgées

TOUT A COMMENCÉ par des pertes de mémoire : « Lorsque j'allais au travail, mon père était incapable de retrouver le chemin de la maison ; un jour, il a installé la poubelle au beau milieu du salon ! », se souvient René. Bientôt, son père, atteint par la maladie d'Alzheimer, a eu besoin d'une assistance 24 heures sur 24. « La femme de ménage venait le matin. Ma sœur assurait les après-midi. Quant à moi, j'y passais les nuits et les week-ends », poursuit René. Des conflits n'ont pas tardé à éclater : « Parce que nous avions des difficultés à coordonner nos horaires ».

Tel est le tableau classique d'une famille aux prises avec la déchéance physique et intellectuelle d'un parent. A la douleur morale, s'ajoutent des difficultés matérielles, qui peuvent se révéler dramatiques. Il est nécessaire de trouver rapidement une ou plusieurs personnes de confiance, acceptées par la personne âgée, qui, le plus souvent, supporte mal ces intrusions dans son univers. Sans oublier les soucis financiers, car l'assistance est coûteuse.

Il est d'abord utile de procéder à une évaluation des besoins. Selon les cas, il faudra recourir, pon-

ctuellement ou régulièrement, à du personnel infirmier pour les soins et la toilette, à une aide-ménagère pour la préparation des repas et l'entretien du logement, à une garde à domicile, ou bien à une aide à domicile, employée à plein temps pour assister la personne âgée dans les actes de la vie courante (habillage, repas, courses, loisirs), et éventuellement à une garde de nuit.

ASSOCIATIONS AGRÉÉES

Où s'adresser ? Au centre communal d'action sociale (CCAS) de la mairie, qui centralise les adresses des associations d'aide à domicile. Ensuite se posera le problème de l'aspect financier. La prestation spécifique dépendance (PSD) est réservée aux très faibles revenus, et sa mise en œuvre s'avère difficile. Si les revenus sont inférieurs à 7 500 francs pour une personne seule, ou à 11 000 francs pour un couple, on peut obtenir des financements de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse (CNAV) en Ile-de-France, ou de la caisse régionale d'assurance-maladie dans les autres régions. La participation de la caisse tra de 10 à 79 francs l'heure pour une aide à

domicile. Malheureusement, cette prise en charge est toujours plafonnée, ou limitée dans le temps : par exemple, 180 jours pour une garde à domicile, sans dépasser une somme de 7 700 ou 11 500 francs selon les cas.

On peut également solliciter la mutuelle ou l'organisme de retraite complémentaire. On peut rémunérer les intervenants avec le « titre emploi-service » : en partie subventionné par les entreprises ou comités d'entreprise, il donne droit à une réduction d'impôts égale à 50 % des sommes versées aux prestataires. On peut aussi utiliser des « chèques emploi-service », qui permettent de réduire les formalités au minimum (*Le Monde* du 26 mars 1997).

Si les revenus de la personne dépendante dépassent le plafond de ressources, elle ne pourra compter que sur les mesures fiscales en faveur des personnes âgées : une réduction d'impôts de 45 000 francs pour des dépenses de maintien à domicile égales ou supérieures à 90 000 francs, ou l'exonération des charges patronales, soit 30,60 % pour une prestation facturée 81 francs l'heure. Là encore, on peut s'adresser

aux associations agréées, qui interviennent non plus comme prestataires de services, mais comme « mandataires » : la personne dépendante - ou sa famille - devient l'employeur des salariés mis à sa disposition. L'association se

A lire

● **Parents à charge** d'Yves Mamou (Grasset, 359 pages, 159 francs). Que faire lorsque la dépendance surgit ? Comment mettre en place un réseau de solidarité, resserrer les liens familiaux pour mieux aider les parents en détresse ? Comment se repérer dans le labyrinthe des aides financières ? Ce livre, très humain, fait le point de manière exhaustive, exemples à l'appui, et propose un volumineux carnet d'adresses.

● **Guide du maintien à domicile, Paris - Ile-de-France** (Editions Pétrisque, 161 pages, 170 francs) : des informations pratiques et 1 500 adresses.

● **Les emplois familiaux**, guide pratique 1998-1999 des associations agréées à Paris : gratuit dans les mairies.

charge des démarches administratives (déclarations à l'Urssaf, bulletins de salaire) et assure les remplacements pendant les congés-maladie et les vacances.

C'est plus économique que d'engager soi-même deux ou trois personnes, d'autant que les gardes de nuit sont onéreuses (de 350 à 500 francs). « Nous proposons des forfaits de 16 000 à 18 000 francs par mois, selon que les nuits sont calmes ou agitées. Deux salariées se relaient : l'une travaille du lundi au mercredi, puis du samedi au lundi la première semaine, et du mercredi au samedi la semaine suivante ; et inversement », explique Christiane Cavallé, directrice de l'association Présence et action avec les personnes âgées, ville de Lyon (PA-PAYL), qui emploie 270 salariées et assiste 1 200 personnes âgées.

« TÂCHE INGRATE »

Cette solution est préférable à une multiplicité d'interventions difficiles à coordonner. « Je passe mon temps à attendre l'aide-soignante des services municipaux : il arrive qu'elle ne lève ma mère qu'à midi et revienne la coucher dès 17 heures ! », constate Aline. Il ne faut pas être trop exigeant : en cas

de défaillance, l'association fera face de son mieux, mais elle donnera la priorité aux cas lourds.

En effet, il n'est pas facile de trouver du personnel motivé, d'autant que la rémunération est faible. « L'assistance à domicile n'est pas un « petit boulot » qui peut être assuré par n'importe qui. Elle requiert du bon sens et du cœur. C'est une tâche ingrate, lorsqu'il faut changer un incontinent, ou supporter les sautes d'humeur d'un instable. Mais elle peut aussi être enrichissante, car ce qu'on prend pour de l'égoïsme n'est qu'une carapace qui permet à la personne âgée de se protéger des traces du monde extérieur. Enfin, il faut pouvoir gérer une situation de crise, et ne pas être intrusif sur les horaires », poursuit Christiane Cavallé.

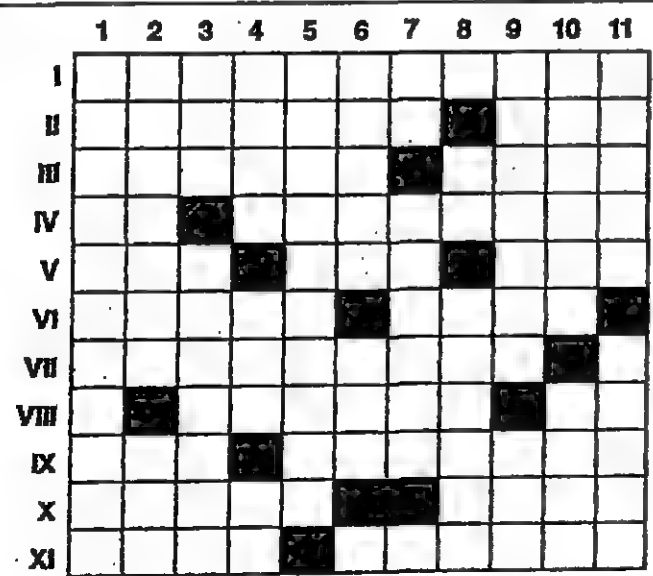
Pour le recrutement, elle donne la préférence « aux femmes d'âge mûr, plus sensibilisées que des jeunes au vieillissement ». Faute de personnel compétent, les associations n'arrivent pas à faire face à la demande, et ceux qui sont très dépendants restent les plus démunis.

Michaëla Bobaschi

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98285

3615 LEMONDE, tapes SOS (2,23 f/min).



HORIZONTALEMENT

I. Adepte du rayon X. - II. Que l'on pourra occuper. Surréaliste cubain. - III. Devint vierge en montant au ciel. Subl. - IV. Fripes au centre. Gros ratte aujourd'hui disparu. - V. Terre agricole. Manque de chaleur. Partie avec le premier venu. - VI. Mettent le soliste en valeur. Traîne en justice. - VII. Fruit à peau lisse. - VIII. Couvert de fleurs. Associé. - IX. Prend l'eau de partout. Manque manifeste de

chaleur. - X. Envoyé spécial du Vatican. Envoyée spéciale des dieux. - XI. Bien située. Eveille l'intérêt.

VERTICALEMENT

I. Difficile de les prendre au sérieux. - II. Cœur dans les algues. Fait tomber celui qui s'en écarte. - III. Coup de chaleur. Vient pauvrement. - IV. Parfum de la prairie. Supprime en le retournant. Démonstratif. - V. Accepté d'être soumis. - VI. Permet le mouvement des os. Ne peut rester en

échec. - 7. Prend l'eau de partout. Mettre fin. - 8. Deux fois en propre. Que l'on n'a pas encore vu. - 9. Evolue autour de son étoile. Colère renversée. - 10. Trop rapide. Ecorche l'oreille. - 11. Lancée sur les ondes. Homme d'impulsions.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 98284

HORIZONTALEMENT

I. Evangéliser. - II. Liberticide. - III. Etat. Aa. Fl. - IV. Cr. Omicron. - V. Tierce. Bouc. - VI. Rôle. URSS. - VII. Ollaire. Sar. - VIII. CEE. Plein. - IX. Sauter. - X. TL. Libraire. - XI. Effet. Epées.

VERTICALEMENT

I. Electrocuté. - II. Vitriolé. If. - III. Aba. Elles. - IV. Net. Réa. Ale. - V. Gr. Oc. Inuit. - VI. Etameur. TB. - VII. Lial. Repère. - VIII. IC. C6S. Luap (Paul). - IX. St. Rosserrie. - X. Edou. AI. Ré. - XI. Réincarnées.

PRINTED IN FRANCE

ÉCHECS

N° 1820

CHAMPIONNAT DES ETATS-UNIS (Denver, 1998)
Blancs : J. Benjamin.
Noirs : T. Shaked.
Défense sicilienne.
Variante Nimzovitch.

1. e4	c5	14. d3! (g)	Ch (h)
2. Cf3	Cc6	15. Cc3	26 (f)
3. Fb5	65 (a)	16. Fd7	Cd7
4. F4 (b)	Cp6	17. Cd7! (m)	Rd7
5. Td1 (c)	Cd5 (g)	18. b4	Rb5
6. c3	d5	19. e4	Td8
7. Dd4 (e)	Dd6 (f)	20. Fg3! (n)	Fd5
8. d5	Dd5 (g)	21. Td8	R7
9. d4	c4	22. Dd3	Cd5
10. c4	Fd7	23. Td8	Td8
11. Cc3	Dd6	24. Cd5	Dd7
12. b4! (e)	Fd7 (f)	25. Cc5	Rf6
13. b5	Cf8	26. Df3	abandon (g)

NOTES

a) Face à ce développement « espagnol » du F-R (variante Nimzovitch), les Noirs disposent, outre le coup du texte, de plusieurs réponses possibles : 3... g6 ; 3... d6 ; 3... Cf6 ; 3... b6 ; 3... a6 ; 3... Dc7 ; 3... Dd6. b) Ou 4. b3 et 4. Fd6.

c) 5... c3 est souvent joué : 5... d5 ; 6. exd5, Dxd5 ; 7. Td1, Fd7 ; 8. Ca3, Cg6 (Golubov-Svechnikov, Bled, 1996). De même, 5... Cc3, Cd4 ; 6. Cxd4, cxd4 ; 7. Cc2, a6 ; 8. Fa4, Cc6 ; 9. d3 (Kuzynski-Krasenkov, championnat de Pologne, 1997).

d) 5... Cd4 est moins précis : 6. Cxd4, cxd4 ; 7. c3, Cc6 ; 8. d3, Fc5 ; 9. Cd2, Dd6 ; 10. Fc6, dxc6 (ou 10... dxc3) ; 11. Cc4, Dxc6 ; 12. Dg4, Ff8 ; 13. e5! - Pedzic-Krasenkov, 1997) ; 11. Cb3!

e) Une nouveauté théorique importante. On poursuivait jusque-là par 7. exd5, Dxd5 ; 8. d4 (ou 8. Ca3), cxd4 ; 9. c4, Dd6 ; 10. Cxd4, Fd7 ; 11. Fc3, Dc7.

f) Et non 7... Fd7 ; 8. exd5 ni 7... dxc4 ; 8. Fc6, bxc6 ; 9. Dxc6 et 10. Dxc4 avec un pion de plus.

g) Il a fallu deux temps à la D noire pour arriver en d5, contrairement aux suites usuelles des notes c et e.

h) Afin de déloger le Cg6.

i) Et non 12... Cxb4? ; 13. Cxb4, Fxb4 ; 14. d5! attaquant deux pièces. 12... 0-0 était à envisager malgré la triste position du C après 13. h5, Ch8.

j) Les Noirs n'ont pas le temps de souffler.

k) 14... exd5 n'est pas jouable : 15. Ff4, Dc3 (et non 15... Dd4? ; 16. Fxc6 et 17. Dxb4) ; 16. Ta-d1, Fd6 ; 17. Cd4, Tg8 ; 18. Fc3, Dd4 ; 19. Dc7 avec un énorme avantage aux Blancs.

l) Et non 15... Cxd5 ; 16. Cxd5, Dxd5 ; 17. Cxd7, Cxd7 ; 18. Ta-d1 avec gain.

m) Tour simplement.

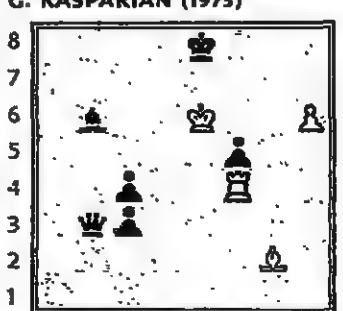
n) Le plus précis.
o) Si 26... Rg7 (ou 26... Rg5 ; 27. Td1+), 27. Td1+ ; Rg8 ; 28. Dxb7! ; Dxc7 ; 29. Td1+.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1819

G. ZAKHODIAKINE (1932)
(Blancs : Rg1, Tg7, Fg5. Noirs : Rb8, Fa8 et f3.)
1. Ff4+, Rc8 ; 2. Rf1!, Fb4 seule case (si 2... Fa5 ; 3. Ta7 ; si 2... Fb4 ; 3. Tg8+, Rb7 ; 4. Tb8+ ; et si 2... Fc3 ; 3. Tc7+); 3. Tg8+, Rb7 ; 4. Fc3! dominant treize cases, Ra7 ; 5. Fd4+, Rb7 ; 6. Re2!! zugzwang, Fc7 ; 7. Tg7 et 8. Txe7.

ÉTUDE N° 1820

G. KASPARIAN (1975)



Blancs (4) : R66, Tf4, Fg2, Ph6. Noirs (6) : R68, Db3, Fb6, Pc3, c4 et f5.
Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine

CULTURE

LE MONDE / DIMANCHE 29 - LUNDI 30 NOVEMBRE 1998

MUSÉE Le président de la République, Jacques Chirac, devait inaugurer le 30 novembre, à Paris, le Musée d'art et d'histoire du judaïsme, dont les portes ouvriront au public le

6 décembre. Installé dans l'hôtel de Saint-Aignan, l'établissement est pris en charge par le ministère de la culture et la Ville de Paris. ● LE PARCOURS entend dépasser la vision

« lacrymale » de l'histoire de ce peuple, en privilégiant une conception pluraliste du judaïsme. ● CE QUE LAURENCE SIGAL, conservatrice, résume ainsi : « Si, parmi les pièces

exposées, beaucoup ont une fonction culturelle, la civilisation juive englobe d'autres aspects que nous essayons de mettre en évidence. » ● L'INSTALLATION du musée fait dé-

couvrir l'hôtel de Saint-Aignan, mortu après 1840. Les travaux de restauration ont été confiés à Bernard Fonquernie, architecte en chef des monuments historiques.

Le patrimoine culturel juif entre dans la mémoire collective française

Le président de la République, Jacques Chirac, devait inaugurer le 30 novembre le Musée d'art et d'histoire du judaïsme, installé dans les murs de l'hôtel de Saint-Aignan, à Paris, qui ouvrira ses portes le 6 décembre

MUSÉE D'ART ET D'HISTOIRE DU JUDAÏSME. Hôtel de Saint-Aignan, 71, rue du Temple, Paris 3^e. M^{me} Rambuteau, Hôtel-de-Ville. Tél. : 01-53-01-84-53. Ouverture au public le dimanche 6 décembre. Du lundi au vendredi, de 11 heures à 18 heures. 25 F et 40 F. Gratuit pour les moins de dix-huit ans, handicapés, chômeurs, RMI. Guide des collections, de Laurence Sigal, Nathalie Hazan, Anne Grynberg et Anne-Hélène Hoog, 160 p., 110 F.

L'ouverture, le 6 décembre à Paris, quelques jours après son inauguration par le président de la République, d'un Musée d'art et d'histoire du judaïsme constitue un signe fort d'intégration et de reconnaissance entre une mémoire millénaire et persévérante et l'histoire nationale. La prise en charge de cette entreprise par le ministère de la culture et par la Ville de Paris revêt une valeur symbolique importante. Car l'histoire et l'art du judaïsme ne seront pas ici circonscrits aux limites territoriales de la France ni à la seule présence des juifs sur le

sol de ce pays. Ni non plus aux manifestations purement religieuses de leur existence. La diversité des lieux et des époques traversés par ce « peuple monde » y est présente, au même titre que l'histoire des juifs de France, que ce soit par l'évocation de la Hollande de Spinoza, de la Pologne des bourgades - des *Shtetl* - du piteisme fervent des *Hasidim* ou de la terre d'Israël des premiers sionistes.

Quelles que soient les critiques qu'éveillera tel ou tel parti pris (l'occultation quasi totale des « antiquités juives » qui font la beauté des musées israéliens ou, à l'autre bout de l'histoire, l'absence du foyer américain si méconnu ici), l'entrée spectaculaire de ce patrimoine dans la mémoire collective fait de l'inauguration du musée une sorte d'émancipation symbolique où, à la différence de la première, la République ne demanderait plus aux juifs de refouler leur culture dans les limites étroites de la sphère privée.

Ce musée constitue également le ressac superbe d'une vague muséographique née de l'intérieur même du monde juif. Celle-ci commence avec les missions de la Société juive d'histoire et d'ethnographie créée à

Saint-Petersbourg en 1905 à l'initiative du baron Horace de Ginzburg. L'influence de ces expéditions scientifiques sur la création a été considérable. Y a participé ainsi l'écrivain yiddish An-sky, qui en tira le sujet de sa pièce de 1916, *Le Dibouk*, ainsi que de nombreux peintres dont les œuvres à thème juif, souvent ignorées, trouvent leur place à l'hôtel de Saint-Aignan, comme celles du peintre constructiviste « El » Lissitzky (1890-1941), illustrant à Kiev, en 1919, un air traditionnel de la Pâque juive, *Had-Gadya*. Le souci de l'histoire, au sens moderne du terme, on le voit poindre encore plus tôt encore : comme une séquelle de l'expulsion d'Espagne (1492). La compréhension de cette catastrophe avait donné le signal d'une historiographie semée de titres significatifs, comme *Une vallée de larmes* (Emek Ha-Bakha), ouvrage que son auteur principal, Joseph Hachon, rédigea en hébreu en Italie entre 1558 et 1563.

AU-DELÀ DU « LACRYMAL »

C'est bien cette vision « lacrymale » de l'histoire des juifs, considérée comme une longue suite de persécutions et de souffrances, que le parcours proposé par l'hôtel de Saint-Aignan nous invite à dépasser. Telle est peut-être l'une des raisons pour laquelle cet itinéraire très étudié s'achève à la fin des années 30. Engagé à une époque - le milieu des années 80 - où la Shoah occupait une place peut-être moins centrale dans la perception de l'identité juive contemporaine, le projet aura dû intégrer une allusion au génocide au travers d'une installation de Christian Boltanski. L'antisémitisme y trouve, lui aussi, des mentions discrètes, grâce au fonds légué par la famille Dreyfus, ou grâce à une toile de 1892 du peintre Samuel Hirszenberg (1865-1908) qui montre le tourment des endeuillés d'un cimetière juif au plus fort des pogroms de la période tsariste.

L'art juif comme l'histoire juive restent deux notions qui ne vont pas de soi. À côté de la vision d'une unité de l'histoire juive cristallisée autour de la terre chère aux sionistes, ou autour de la Torah et de la révélation sinitique propre aux milieux religieux, le nouveau musée propose une conception pluraliste du judaïsme. Si l'on peut néanmoins lui reprocher de ne faire guère de place aux « déviants » et aux « marginaux » (les femmes, les sectes karaïtes - ceux qui refusaient la loi orale -, les groupes messianiques ou mystiques, etc.), on admire qu'il ait su tenir son propos



« Had-Gadya » (« Mon père acheta une chèvre pour deux sous »), gravure d'« El » Lissitzky. L'artiste, qui passera au constructivisme et à l'abstraction, utilise encore en 1919 des éléments de la culture religieuse juive.

jusqu'au bout en composant avec une matière si protéiforme.

Un propos résolument pédagogique, tout à fait accessible au profane, qui privilégie une approche thématique et chronologique d'un judaïsme considéré moins comme une religion ou nation que comme une « civilisation ». Cela permet de combiner l'exposition historique, les créations séculières et le déroulement du cycle des fêtes qui rythment le calendrier. Cela rend possible également des coups d'œil ethnologiques, symbolisés par les colifets et par les magnifiques tenues de cérémonie des juifs de Tetouan (Maroc). Cela rend enfin pen-

sable une conception de l'objet d'art juif, sur laquelle repose l'ensemble.

Pour Laurence Sigal, conservatrice et maître d'œuvre de ce musée, c'est la relation essentielle de l'objet à un texte qui définit l'art juif. Ainsi n'est-il pas accidentel que le parcours s'ouvre, dans la première salle, par une introduction en forme de citations murales (un extrait de la Genèse, une épique à Slon du poète espagnol du XII^e siècle Judah Halevi, et un poème sur le pogrom de Kishinev, en 1903, dans la ville du massacre, écrit par l'un des rénovateurs de la langue hébraïque au XX^e siècle, le poète Hayyim Nah-

man Bialik). Ce n'est pas non plus un hasard si les premiers objets exposés sont des stèles médiévales provenant des cimetières juifs qui parsemaient l'actuel Quartier latin, à Paris : objets-textes par excellence, couverts d'inscriptions hébraïques. Micrographes, enluminures et contrats de mariage calligraphiés (*Ketoubot*) viennent à l'appui de la démonstration. Cette mise en avant du texte dans l'objet commande également l'exposition des ustensiles du culte. Les couronnes qui ornent les rouleaux de la Torah dans les synagogues, les pectoraux d'argent qui embellissent les manteaux de velours, les cabanes en bois ornées de fresques servant d'habitation rituelle pendant la fête de *Soukkoth*, les chandeliers de *Hannoukah* sont autant d'objets juifs baignant dans les références bibliques.

Les toiles et les sculptures des artistes juifs du XX^e siècle continuent un moment de perpétuer cette relation à l'écrit, « idiom » qui, plus que l'expressionnisme, pourrait caractériser encore l'art juif, jusque dans les années 20. Ainsi, dans la partie intitulée prudemment « Présence juive dans l'art du XX^e siècle », c'est bien encore le texte, et le texte biblique, qui s'étale dans les œuvres de Chagall. En revanche, bien vite, les linéaires s'individualisent, manifestant non une « peinture juive », mais tout au plus, chez Modigliani, chez Soutine ou chez Zadkine, dont quelques œuvres sont exposées, les angoisses particulières des juifs face à une modernité inquiétante.

Efficace et audacieuse, cette conception de l'objet juif ne tient cependant pas assez compte, faute peut-être de place, du goût du monumental, également présent dans l'histoire artistique des juifs, même s'il a été étouffé par l'ère du ghetto. Mais l'architecture saura sans doute trouver sa place dans les expositions temporaires d'un lieu consacré à un art toujours en devenir.

Nicolas Weil

TROIS QUESTIONS À LAURENCE SIGAL

1 Vous êtes conservatrice du Musée d'art et d'histoire du judaïsme depuis 1987. Quel a été votre rôle dans l'élaboration de cette institution ?

Il ne s'agissait de créer ni un musée d'art sacré ni un musée du judaïsme français. Chacun de ces éléments se retrouve néanmoins ici. Le judaïsme français a une histoire singulière mais on sait qu'il a été largement irrigué par les autres communautés d'Europe et d'Afrique du Nord. Elles seront donc présentes à travers des objets, des photos, des documents, venus de différents pays. Enfin, si parmi les pièces exposées beaucoup ont une fonction culturelle, la civilisation juive englobe d'autres aspects que nous essayons de mettre en évidence. Notamment, la présence juive dans l'art du XX^e siècle.

2 Quelle est la spécificité de cet art ?

Nous l'abordons en soulignant qu'il ne s'agit que d'une présence. Elle est visible en Russie, avant la révolution, quand des artistes comme Chagall, Ryback ou « El » Lissitzky utilisent le folklore juif

comme thème pictural. Un peu plus tard, à Berlin, au moment où l'avenir du judaïsme en Europe est au cœur du débat dans les communautés, ces artistes posent la question d'un art national juif. Sans d'ailleurs la résoudre. En France, enfin, entre les deux guerres, ce qu'on appelle l'Ecole de Paris compte de nombreux artistes d'origine juive - Modigliani, Soutine, Pascin - assez éloignés de toute thématique juive. Des dépôts du Musée national d'art moderne nous ont permis d'évoquer cette problématique.

3 Pourquoi avoir accroché à vos cimaises des tableaux MNR - Musées nationaux récupération - ces œuvres, issues de collections françaises pillées par les nazis et qui n'ont pas été rédemées par leurs propriétaires ou leurs ayants droit ?

Jean-Jacques Aillagon, président du Centre Pompidou, nous a proposé le prêt d'une trentaine de toiles MNR. Il est fort probable que ces œuvres sont loin d'avoir toutes appartenu à des collectionneurs juifs, mais elles se rattachent à un moment dramatique de l'histoire de la communauté juive.

Propos recueillis par Emmanuel de Roux

LOUVRE

la visite

Offrez-vous, en vidéocassette, disque laser ou DVD vidéo, la visite privée du plus beau musée du monde.

DÉCOUVREZ LE FILM ET GAGNEZ DES ENTRÉES AU MUSÉE DU LOUVRE : WWW.FILM.FR

Une adresse de prestige en plein cœur du Marais

IL ÉTAIT naguère impossible de deviner la somptuosité des façades de l'hôtel de Saint-Aignan, dans le quartier du Marais à Paris ; l'installation du Musée d'art et d'histoire du judaïsme permet de la découvrir. Construit à partir de 1640 par l'architecte Pierre Le Muet, entre cour et jardin, orné d'arcades et de pilastres, ouvrant sur une deuxième cour et des communs, l'hôtel est devenu propriété du duc de Saint-Aignan en 1680. Remanié au cours du XVIII^e siècle, l'ensemble a été morcelé après 1840. Dans les deux étages ajoutés on trouvait, au XIX^e siècle, une officine pharmaceutique et plusieurs dizaines de locataires, casquettiers, tailleurs, orfèvres, dans des espaces redécouverts en tout sens.

En 1962, au moment où le quartier du Marais devient un secteur sauvegardé, l'hôtel est acheté par la Ville de Paris. L'architecte en chef des monuments historiques, Jean-Pierre Jouve, supprime les étages parasites, rétablit la toiture et les volumes originaux. Puisque le bâtiment doit accueillir, avec les archives de la Seine, des tonnes de papier, l'architecte fait couler sous les combles une dalle de béton, qui mord sur l'embrasure des fenêtres.

En 1980, des représentants de la communauté juive prennent contact avec le ministre de la culture, Jean-Philippe Lecat. N'est-il pas possible d'implanter, à Paris, un musée d'art juif ? Il n'existe alors qu'un minuscule établissement, rue des Saules, sur les pentes de Montmartre, destiné à encourager « l'éveil à l'expression artistique du judaïsme ». Le Musée de Cluny possède le fonds de la collection Strauss-Rothschild,

mais ce fonds n'est pas exposé. Il faut attendre mars 1986 pour qu'un accord soit conclu entre Jack Lang, ministre de la culture du gouvernement Fabius, et Jacques Chirac, maire de Paris. Les deux hommes s'engagent à réaliser et à faire fonctionner, avec les principales associations juives, un Musée d'art et d'histoire du judaïsme.

Les travaux reprennent à l'hôtel de Saint-Aignan sous la direction du plus galonné des architectes en chef des monuments historiques, Bernard Fonquernie. A l'intérieur, il ne reste pas grand-chose du décor d'origine. Le grand escalier a disparu. En revanche, sous des enduits, on parvient à retrouver des éléments de peintures murales. Le futur musée annexera les anciennes écuries.

Lauréats du concours lancé en 1993 pour son aménagement, Catherine Bizouard et François Pin, qui ont travaillé pour le Louvre, proposent une intervention sobre. Le chantier commence en 1995. Au

Le Musée en chiffres

- Surface. 4 500 m², dont 1 600 m² d'expositions permanentes ou temporaires.
- Coût total de l'investissement. 210 millions de francs.
- Budget de fonctionnement. Environ 24 millions de francs par an, partagés entre l'État et la Ville de Paris.
- Bibliothèque-médiathèque. 10 000 volumes, 600 films et 8 000 archives photographiques.
- Trois jardins. Totalisant 4 000 m², ils seront ouverts au public en 1999.

rez-de-chaussée, le salon d'honneur accueille les visiteurs et communique avec la librairie et le salon de thé. Un bel auditorium a été creusé à côté des caves voûtées.

On accède aux étages par un escalier nouveau dessiné par Fonquernie. L'architecte en chef a été moins inspiré en commandant un trompe-l'œil inutile pour achever l'envolée de la cage d'escalier. Catherine Bizouard et François Pin voulaient retrouver le volume de la grande galerie créée par Le Muet pour présenter les collections du comte d'Avaux, son commanditaire. Fonquernie, se référant à un état intermédiaire du bâtiment, obtint le cloisonnement de cet espace. Les deux architectes ont donc placé sur le parcours une série d'épis de bois qui servent de vitrines, tout en laissant subsister un large couloir pour donner de la profondeur à cette succession de petites salles ouvertes. Dans les communs, une bibliothèque élégante et chaleureuse se déploie sur deux niveaux.

L'unité de l'intervention des architectes tient à une scénographie discrète mais parfaitement lisible, calée dans l'architecture de Le Muet. Enduits à la chaux, mobilier de chêne clair, tiroirs et panneaux coulissants complètent astucieusement le dispositif muséographique. L'histoire récente de l'hôtel, gommée par la restauration, est révélée par une intervention de Boltanski, qui inscrit sur un grand mur la liste des occupants de l'édifice en 1939 : sur une centaine de locataires, une quarantaine étaient juifs ; treize trouveront la mort en déportation.

E. de R.

Jean During, ethnomusicologue

« Les musiciens tadjiks et ouzbeks savent passer des formes classiques aux formes populaires »

Les 28 et 29 novembre, la Cité de la musique, à Paris, reçoit musiciens et bardes d'Asie centrale pour un ensemble de manifestations et de concerts qui permettront

de découvrir l'art spécifique, à la fois ancestral et vivant, d'une grande région qui réunit plusieurs pays divisés entre l'ancienne Union soviétique et la Chine populaire.

AUTEUR de plusieurs ouvrages et réalisateur de disques consacrés à l'Asie centrale, Jean During publie le premier essai en français consacré aux musiques ouzbèke et tadjike. *Musiques d'Asie centrale - L'esprit d'une tradition* (Actes Sud) sort à l'occasion du cycle Musiques et danses d'Asie centrale proposé, les 28 et 29 novembre, par la Cité de la musique.

« Le titre de votre ouvrage semble un peu trompeur. »

« C'est une exigence d'éditeur. J'aurais préféré *Traditions classiques d'Asie centrale*, ça aurait été plus juste. Ce livre est consacré essentiellement à l'Ouzbékistan et au Tadjikistan, qui ont la même tradition, avec un petit clin d'œil vers les Ouïgours, qui sont de l'autre côté et dont on ne parle jamais (l'une des plus importantes ethnies minoritaires de Chine, vivant principalement dans la région du Xinjiang). Ils sont très proches, culturellement, des Ouzbeks et des Tadjiks. J'ai voulu montrer com-

ment la musique de ces régions a défilé le temps et évolué pour arriver à ce qu'elle est maintenant. La musique d'Asie centrale est très conservatrice et, en même temps, elle arrive à rester vivante, à toujours un contact direct avec le public et ne sombre pas dans l'académisme. »

« Son authenticité vous semble-t-elle menacée aujourd'hui ? » - Le danger est passé. Pendant la période soviétique, on a essayé de l'académiser, de la faire rentrer dans un moule, d'en bannir tout ce qui rappelle le chamanisme, l'animisme, la « pensée sauvage ». Là, certains bardes populaires en ont pris un coup. Mais les mutations se sont seulement produites en surface. A côté de ça, il y a des pays comme le Turkménistan qui ont traversé l'époque soviétique sans en être affectés du tout musicalement. Au fond, tout s'est bien transmis. Il suffit pour s'en convaincre d'écouter aujourd'hui les jeunes maîtres. Donc globalement, je dirai que la musique d'Asie centrale n'est pas menacée. Toutefois, il faut faire attention. C'est évident que les Ouïgours seront de plus en plus sinisés. On gardera leur répertoire, mais on l'interprétera d'une manière théâtrale, mise en scène, pour les fondre mieux dans la culture chinoise. »

« N'est-il pas problématique de transporter cette musique sur une scène occidentale, de la sortir de son contexte ? Est-il cohérent de présenter, comme le fait la Cité de la musique, un programme rapprochant traditions classiques et populaires ? » - D'abord, les musiciens sont ravis, émerveillés de découvrir que

leur musique peut être comprise et appréciée par d'autres cultures. Ensuite, il y a une spécificité de l'Asie centrale. On ne pourrait pas se permettre dans un concert de commencer par de la musique de cour et de finir par des chants et des danses populaires. Pour ce qui est du Tadjikistan ou de l'Ouzbékistan, il y a continuité entre les formes les plus classiques et les formes populaires, en tout cas celles qui sont urbaines. Les musiciens sont habitués à passer des uns aux autres. »

« Pensez-vous qu'il existe des traditions musicales vierges de toute influence ? »

« Parfois, on trouve des choses qui ont l'air tellement uniques, dans des endroits comme le Badkhschan (le public en aura un aperçu à la Cité de la musique), que, quand on les entend, on se demande si ça n'a pas été préservé de tout depuis 2 000 ans. Mais c'est plutôt l'exception. »

Propos recueillis par Patrick Labesse

★ *Musiques d'Asie centrale - L'esprit d'une tradition*, de Jean During. Cité de la musique/Actes Sud, 170 p., 120 F (avec CD). Lire également (en anglais) : *The Hundred Thousand Fools of God - Musical Travels in Central Asia* (and Queens, New York), par Theodore Levin. Indiana University Press. ★ Nouveautés CD (chez VDE-Gallo, distribué par Disques Concord) : *Ouzbékistan, musique classique instrumentale* (enregistrements : Razia Sultanova & Jean During); *Tadjikistan, chants des bardes* (enregistrements : Jean During).

Bernard Lamarche-Vadel s'enferme avec cent dix images

Visite de l'appartement de l'écrivain et collectionneur, transposé à la Maison européenne de la photographie, à Paris. Une « œuvre d'art total » obscure et thérapeutique

une prière. Je vis entre le religieux et le carcéral, entre la prison et le monastère. »

Bernard Lamarche-Vadel visite chaque jour son décor. « C'est chez moi, j'allume les lumières le matin. » Evidemment, l'appartement lui ressemble. Pesant et obscur. « Un intérieur de hoberneau campagnard. » Le mobilier est suffisamment discret pour laisser courir l'imagination sans lourdement gêner la pathologie : commode Louis-Philippe, fauteuils Jean-Michel Frank, chaise paillée rustique, lampes années 30. « Je vis dans le temps, pas dans une époque. » Tout juste si l'horloge est arrêtée à 5 h 02, « l'heure où les insomnies reprennent. »

INGRID, « LE FEU DE L'AMOUR »

Au salon, l'urbanisme froid des photos de Lewis Baltz constitue l'unique tache de lumière et de couleurs. Partout, des animaux empaillés. La chambre est plus claire et le lit défait. Au-dessus du lit, le visage d'Ingrid Bergman apparaît brûlé. « C'est le feu de l'amour. Elle ressemble à ma compagne. » Sur un écran de télévision défile Coyote, le film de Joseph Beuys. La bande-son est omniprésente, dominée par les bruits de la ville. Au-dessus de la table de nuit, le portrait de Genet par Cartier-Bresson. Premier hommage. D'autres suivent : Beuys et Opalka, dont il dit avoir été l'ami et qu'il appelle « mes maîtres ». Dans un coin, une bibliothèque. Uniquement des livres de droit. « Les tribunaux français m'ont fait du mal. »

Suit le bureau, habité par de lourds dossiers juridiques. Au-dessus, une mosaïque de photos prises sur télévision par Jean-Philippe Re-

verdot, mélange de lieux stupides et de films X. « C'est ma vision du petit écran : un enfermement des consciences par l'argent et la pornographie. » Dans un coin, « le portrait de mon père » : une tombe signée Sophie Calle, où s'inscrit « Father ». « J'ai séparé mes parents. Ma mère est dans la salle à manger, où elle a toujours été la malheureuse. » Fin du parcours. Un gardien incite les visiteurs à prendre « l'issue de secours », terme que Bernard Lamarche-Vadel lui a demandé de répéter le plus possible. « Cette œuvre est un autoportrait. Je veux que le spectateur entre dans mon cerveau pour voir ce qui se passe. Afin de m'aider à survivre. »


Le statut des images déroute. Les noms sont célèbres mais aucune image n'est signée. « Je ne suis pas dans la nomination mais dans la sensation. Et puis on ne signe pas les photos qui sont chez soi. » L'éclectisme est tel, de Depardon à Jean-Marc Bustamante, qu'on ne peut tirer aucun enseignement. Bernard Lamarche-Vadel veut juste montrer qu'on peut vivre avec. Il est fier de lui. On ose dire qu'on n'a pas envie d'habiter là. Il cite alors son fils : « A la Rongère, c'est cent fois pire. »

Michel Guerrin

★ « Enfermement », de Bernard Lamarche-Vadel. Maison européenne de la photographie, 5-7, rue de Fourcy, Paris 4^e. M^e Saint-Paul. Tél. : 01-44-78-75-00. Du mercredi au dimanche, de 11 heures à 20 heures. 30 F et 15 F. Jusqu'au 14 février 1999. « Comment jouer enfermement », de Bernard Lamarche-Vadel, Christian Bourgois, 78 p., 60 F.

L'Asie centrale à la Cité de la musique

■ Samedi 28 novembre. 16 h 30 : musique classique instrumentale d'Ouzbékistan (80 F). 18 heures : rencontre avec Jean During. Accès libre. 20 heures : joute des bardes d'Asie centrale (120 F). ■ Dimanche 29 novembre. 16 h 30 : fête tadjike et musiques et danses du Badkhschan (80 F). Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. M^e Porte-de-Pantin. Tél. : 01-44-84-45-78.




TU DEVRAIS CHANTER

WILLIAM SELLER

SES 34 PLUS BELLES CHANSONS.

INCLUS : NICOLAS
UN HOMME HEUREUX
ROCK'N'ROLL DOLLARS
DANS UN VIEUX ROCK'N'ROLL
OH J'COURE TOUT SEUL
+ 2 INÉDITS



DISPONIBLE
EN DOUBLE CD ET K7

EN CONCERT
EXCEPTIONNEL
A L'OLYMPIA
LE 28 DECEMBRE

Kaspar Hauser libéré par Mathurin Bolze, danseur et voltigeur

François Verret et son élève transforment ce spectacle sur l'« homme sauvage » en lettre à l'innocence

Sur scène : le chorégraphe François Verret dédie son *Kaspar Konzert* à la mémoire de Kaspar Hauser, ce personnage sorti de nulle part et qui,

après avoir vécu jusqu'à l'âge adulte enchaîné dans une cave, est invité à « s'adapter » à la société. Sur scène, on ne sait jamais vraiment

qui, du chorégraphe ou de l'extraordinaire Mathurin Bolze, est Kaspar. Maître, élève : la relation est au cœur de la pièce.

KASPAR KONZERT, de François Verret. Avec Mathurin Bolze, François Verret (danseurs). Jean-Pierre Drouet, Fred Frith (musiciens). Claudine Braham (scénographe). **THÉÂTRE DE LA VILLE**, 2, place du Châtelet, Paris 4^e. Jusqu'au 28 novembre, à 20 h 30. Tél. : 01-42-74-22-77. 95 F.

Tout a toujours réussi à François Verret. Dès qu'il quitte l'architecture pour construire des chorégraphies, il devient le golden boy de la danse française, créant *In illo tempore* pour le groupe de recherches de l'Opéra de Paris (1982), *La Laiterie de Charlie* pour le Centre national de danse contemporaine d'Angers (1983). Il fascine par sa parole heurtée, nerveuse, à la façon d'un Modiano. Est-il seulement danseur ? Dès qu'il bouge, on ne voit que lui. Les comédiens Alain Rigout, Daniel Kenigsberg, le musicien Ghédalia Zazarski, les danseurs Mathilde Monier, Anne Koren, Jean-Christophe Paré font partie de son premier cercle.

Ils seront rejoints par Daniel Emilfork, Frédéric Lelidgens, Dominique Frot et le danseur Bernardo Montet. Artiste associé au Théâtre de la danse et de l'image de Châteaufort en 1990, il milite dans les prisons, soutient les tra-

vailleurs des chantiers de La Ciotat. Et comprend qu'il ne pourra pas rester dans un système de production qui ne le satisfait plus. Aidé par Jack Ralite, il ouvre, en 1993, les Laboratoires d'Aubervilliers afin d'enraciner sa démarche dans un quartier de banlieue et, par là même, toucher un autre public. Des artistes comme Stanislas Nordey à Saint-Denis, Maguy Marin à Rillieux-la-Pape (Rhône) campent dorénavant sur des positions identiques. Avec eux, l'accès à la culture devient une réalité, pas seulement un éternel objet de dissension.

L'équipe de François Verret se compose dorénavant du musicien-bruiteur Jean-Pierre Drouet, de la plasticienne Claudine Braham, dont les machines-prisons excitent l'imagination de l'ex-étudiant en architecture. *Kaspar Konzert* vient après *Nous sommes des vaincus* (1994) et *Rapport pour une académie* (1996). Cette pièce est à la mémoire de Kaspar Hauser, ce personnage sorti de nulle part après avoir vécu jusqu'à l'âge adulte enchaîné dans une cave. Le sujet est pain béni pour Verret : comment la société dresse-t-elle un esprit, un corps ?

Sur scène : le chorégraphe et un extraordinaire garçon, Mathurin Bolze. François Verret l'a connu quand il créait *Sur l'air de Malbo-*

rough pour l'Ecole nationale du cirque de Châlons-en-Champagne. On ne sait jamais vraiment qui, de Verret ou de Bolze, est Kaspar. Maître, élève : la relation est au cœur de la pièce.

Le chorégraphe est aussi un étonnant diseur, à la voix hésitante. Que veut dire parler ? Ne pas parler ? Le corps ne possède-t-il pas son propre langage, tout aussi fort, compréhensible, que celui des mots ? Il suffit de savoir l'écouter sans peur - le corps étant ce qui lie l'homme à son animalité.

Il devient superbement inaccessible aux mentors supposés l'éduquer

L'espace est découpé de façon à masquer les mouvements. Par exemple, on ne voit qu'une jambe qui donne des coups de pied à quelqu'un étendu à terre. Des cloisons de papier se déroulent sur lesquelles se dessinent des ombres sinistres, menaçantes : on entre alors dans le domaine des fantasmes et des répulsions que

provoque Kaspar Hauser. La personnalité de Mathurin Bolze transforme ce spectacle dédié à l'« homme sauvage » en lettre d'amour adressée à l'innocence. Quand le jeune danseur vole sur son trampoline, perché tout en haut d'une machinerie-mirador, il devient superbement inaccessible aux différents mentors supposés l'éduquer. Il s'amuse, imposant de nouvelles règles. La chasse à l'homme perd sa cruauté, devient presque un jeu. Devant cet être de lumière qui fêche la trouille aux hommes, comment ne pas penser à Terence Stamp dans *Théorème*, de Pasolini ?

Jean-Pierre Drouet et Fred Frith l'ont bien compris. Ils ont écrit la musique d'un mystère. Peut-être même d'une réincarnation. « What is life ? Qu'est-ce que la vie », murmure Jean-Pierre Drouet. François Verret, quant à lui, affirme et réaffirme à travers cette danse totalement inclassable à quel point il ne sera jamais un dresseur de corps. Comme le sont certains chorégraphes, certains professeurs. Il ne faudrait pourtant pas réduire *Kaspar Konzert* à une dénonciation des intolérances, des racismes de tout poil. C'est un conte fantastique sur les zones d'ombre. Sur ce qui ne s'explique pas.

Dominique Frétyard

Marseille adoube les riffs sensuels de Placebo

PLACEBO. Théâtre du Moulin, Marseille, le 19 novembre. Le 30 novembre à Paris, au Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris 11^e. M^{rs} Jacques Bonsergent. 20 heures. Tél. : 01-43-14-35-35.

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

Remplir les 1200 places du Théâtre du Moulin, un jour de match de l'OM, dans la ville la moins rock de France (à Marseille, on a toujours préféré Bob Marley et James Brown à Elvis Presley), prouve qu'il y a bien un effet Placebo. A une époque où le rock manque cruellement de groupes fédérateurs, ce trio semble pouvoir cristalliser l'attente juvénile, la confusion des sexes et des sentiments en des formes excitantes. Histoire de redonner un peu de pertinence à l'énergie binaire.

Scared of Girls - « peur des filles » - en introduction ambiguë. Stefan Olsdal, grand échafaudage de guitare, est moule d'une robe rouge vif. Guitariste de poche vêtu de noir, Brian Molko, au troublant maquillage, chante d'une voix androgyne. Plus tard, le

leader de Placebo pleurera son *Sweet Prince* tout en séduisant les demoiselles. Sa féminité armée d'une guitare pugnace possède les vertus aguicheuses de la bisexualité. Elle met aussi au jour sa vulnérabilité. Placebo s'adonne à la mélancolie et à la colère avec la même fureur.

Les remerciements de Brian font leur petit effet. Comment un aussi pur exemple de culture rock anglo-saxonne peut-il s'exprimer aussi parfaitement dans la langue de Brasseur ? Américain de naissance, le chanteur a grandi au Luxembourg. Exilé ensuite à Londres, il y a rencontré le Suédois Stefan Olsdal et le batteur anglais Steve Hewitt. Ce déracinement a nourri son instabilité. L'ambition et sa foi dans le panache du rock ont façonné l'efficacité du trio. Un premier album éponyme, sorti en 1996, redonnait du tranchant aux vieux artifices du glam-rock : ce spleen souligné de rouge à lèvres évoquait aussi la new wave crépusculaire de The Cure tout en accouchant d'une tension spécifique. Exploitant le potentiel explosif du power trio, Placebo concentre une énergie faite de cisaillements

aigus, de riffs nerveux et de voix acides.

Un nouvel album, *Without You I'm Nothing*, continue de creuser cette veine avec encore plus de brío. Les premiers titres de ce concert marseillais laissent pourtant un peu de mou dans le barbelé. La teigne Brian Molko s'essouffait vite. Les musclettes supposées à vif des trois musiciens s'épaississent de mauvaises graisses. Pour avoir cédé aux excès de la vie sur la route, le groupe voit ses ardeurs freinées par une sale gueule de bois.

ENTRE SEX-APPEAL ET CRISPATION

Mais il suffit parfois d'un rien pour retrouver l'œil clair. Aussi roué qu'instinctif, Brian Molko trouve la bonne formule : « C'est la première fois à Marseille. Nous ne sommes plus vierges ». Le public s'excite de cette ocellade et Placebo se prend au feu. *Bionic* s'envoie. Sur *36 Degrees*, Stefan, danseur lascif, se fait masser par la puissance des enceintes. Les lignes mélodiques de sa basse serpentent

dans le bouquet rectiligne des guitares. Le maniérisme du chanteur hésite entre sex-appeal et crispation. Les morceaux lents ne sont pas les moins menaçants.

De *Brüster Pristine* à *Lady of the Flowers*, d'attaques nerveuses en ballades défilées, Placebo joue la provocation madré, le plaisir esthétique et les blessures véritables. Si Molko se libère de frustrations accumulées, il le fait avec un sens très sûr de l'efficacité basique et du vocabulaire rock. En rappe, la batterie majestueuse de *Pure Morning*, sa cascade de riffs et sa déclamation insolente rendent hommage aux hymnes de T. Rex (récentement, Placebo a d'ailleurs repris son *20th Century Boy*). Partageant leur goût des masques et de l'androgynie, David Bowie, il y a quelques mois, les avait adoubs.

Comme lors de sa dernière tournée, le groupe décide de conclure son concert avec un instrumental, *Dildo*, cavalcade punk et noisy au charme purement physique.

Stéphane Davet

Valère Novarina, toute déprime cessante !

L'OPÉRETTE IMAGINAIRE, de Valère Novarina. Mise en scène : Claude Buchvald. Avec Daniel Znyk, Elisabeth Mazev, Michel Baudinat, Nicolas Struve, Valérie Vinci, Laurence Mayor, Claude Merlin. **THÉÂTRE DE LA BASTILLE**, 76, rue de la Roquette, Paris 11^e. M^{rs} Bastille. Tél. : 01-43-57-42-14. Du mardi au samedi à 21 heures ; dimanche à 17 heures. 80 F et 120 F. Durée : 2 h 30. Jusqu'au 30 décembre.

Cela dure deux heures et demie, ça file comme dix gouttes d'eau sur les ailes d'un canard, et vous serez pas content du tout que ça cesse, vous auriez voulu rester là, vivant, frais, lumineux. C'est un tutti-frutti de clowns musiciens, de chansons au repas de mariage (style : « Ne me dis plus tu, je sais tout saï-tu... »), de gendarmes et voleurs en cour de récréation, de galipettes de club Mickey sur la plage de Palavas, de compos de récite en cours préparatoire personne ne sachant même un mot de *La Cigale* et *le Fourmi*, de tangos-musettes, de pieds au mur, de kermesse avec pêche miraculeuse,

éclairés au chocolat et lâcher de ballons rouges, c'est le feu aux poudres, les pieds dans le plat, le grand soir, c'est, c'est, c'est !

Jamais on n'a vu ça dans les murs d'un théâtre, et le coup de tréfilage de cette bamboula de délire, c'est que ce chabut d'une bande de petits rien-du-tout est écrit par un grand poète, Valère Novarina, qui sait décidément tout faire, des grandes orgues de Bossuet aux piroquettes de Mallarmé ; il est mis en scène par Claude Buchvald, qui sait décidément tout orchestrer au doigt et à l'œil, joué par des Elisabeth Mazev, un ange, un rouge-gorge, une fée, par des Daniel Znyk, un totém de l'île de Pâques, un épouvantail de charme dans un champ de marguerites, par des Nicolas Struve, un moujik de la Volga qui dort bienheureux sur son poêle mais dont l'œil d'azur ne rate pas l'éclair d'un souris qui file sous les tournesols, par des Michel Baudinat, un Dracula chloroformé monté sur un magot à roulettes... C'est une fête foraine de génie. Courez-y toutes déprimées cessantes. On ne voit pas ça deux fois en une vie de pèlerin en transit.

Michel Cournot

SORTIR

PARIS

Quatuor Prazak
Le Quatuor Prazak s'est fait connaître en France par une série de disques éblouissants publiés par Pragma (Harmonia-Mundi). Du disque au concert, il y a parfois un gouffre... Pas avec cette formation dont la perfection, la musicalité in vivo, sont époustouflantes. Le pianiste François-Frédéric Guy les rejoindra dans le *Quintette de Brahms*.

Le 28 à 20 h 30 : Haydn, *Quatuor op. 76 n° 1* ; Zeminiski, *Quatuor op. 76 n° 4* ; Brahms, *Quintette*. Le 29 à 12 heures : Schubert, *Quatuor « Rosamunde »* ; Beethoven, *Quatuor op. 132*.

Bouffes du Nord, 37 bis, boulevard de la Chapelle, Paris 10^e. M^{rs} La Chapelle. Le 28, 12 heures. Tél. : 01-46-07-34-50, 100 F. Henri Texier Azur Quintet.

De retour dans le bleu, avec cette fois une formation à cinq éléments, le contrebassiste Henri Texier mène avec la tranquille assurance des anciens son chemin dans des mélodies chantantes.

Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1^{re}. M^{rs} Châtelet. 21 heures et 23 h 30, le 28 ; 22 heures, le 30 novembre et les 1^{er} et 2 décembre. Tél. : 01-42-33-22-83. 80 F. Cat Power.

Les chansons de Cat Power livrent en tremblant de douloureux secrets. Si un folk-rock dénudé lui a longtemps servi d'exorcisme, son jeu de guitare semble s'apaiser. Un peu de lumière naît désormais sous les griffes de cette écorchée vive.

Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris 11^e. M^{rs} Bastille. 19 heures, le 29. Tél. : 01-47-00-57-59.

Fahd al-Abdallah
Danse populaire libanaise, le dabke. Suffisamment rare pour s'y intéresser. Programmée dans le cadre de l'exposition « Liban, l'autre rive ».

Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris 5^e. M^{rs} Jussieu. 20 h 30. Tél. : 01-40-5138-14. De 80 F à 100 F.

Morcheeba
Par la grâce d'une chanteuse, Slaye, et des deux frères Coffrey, Morcheeba s'est affirmé comme le plus enjoué des groupes de la vague trip hop. Ses chansons malicieuses supportent allègrement l'épreuve de la scène.

Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris 11^e. M^{rs} Voltaire. 20 heures, le 29. Tél. : 01-47-00-55-22.

On the Edge
La grande manifestation organisée par Mark Tompkins autour de la danse et de l'improvisation, outre les stages, prend la forme de spectacles. Ici Steve Paxton et Lisa Nelson au travail. Ça vaut le coup d'œil.

Bientôt la tournée part pour Strasbourg, puis Marseille. **Cité internationale**, 21, boulevard Jourdan, Paris 14^e. RER Cité-4. Le 28, à 20 heures. Tél. : 01-43-13-50-50. De 33 F à 110 F.

Nuit de l'espoir pour les Restos du cœur. Soirée multiculturelle organisée pour les Restos du cœur. Avec la chanteuse d'opéra chinoise Zhu Ming Ying, la soprano néerlandaise Nika Bergsma, le fidiste sioux Kevin Locke, la jeune violoniste autrichienne Martha Khaden-Missaghi, le chanteur thaïlandais Ranzee Mensah. **Maison de la Mutualité**, 24, rue Saint-Victor, Paris 5^e. M^{rs} Maubert-Mutualité. Le 28 novembre, à 20 h 30. Tél. : 01-47-87-50-50. De 70 F à 130 F.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

EN FLEUR COEUR
Film français de Pierre Jolivet (1 h 40).

LE GÉNÉRAL
Film irlandais de John Boorman (2 h 05).

HORS JEU
Film français de Karim Dridi (1 h 30).

JAVA, FILLE DU GANGE
Film franco-indien de Vijay Singh (1 h 25).

LES KIDNAPPEURS
Film français de Graham Guit (1 h 40).

KURT & COURTNEY
Film britannique-américain de Nick Broomfield (1 h 39).

MILAN
Dessin animé américain de Tony Bancroft, Barry Cook (1 h 28).

NOUVELLE SUITE VENITIENNE
Film français de Pascal Kané (1 h).

L'OBJET DE MON AFFECTION
Film américain de Nicholas Hytner (1 h 52).

RACIS CACHÉS
Film russo-allemand d'Alexandre Sokourov (1 h 17).

RONIN
Film américain de John Frankenheimer (2 h 02).

TANG LE ONZIÈME
Film français de Dai Sijie (1 h 30).

UNE MINUTE DE SILENCE
Film français de Florent Emilio Siri (1 h 28).

TROUVER SON FILM
Tous les films Paris et régions sur le Minitel 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn).

VERNISSAGES
Dufrenoy
Fondation Dubuffet, 137, rue de Sévres, Paris 17^e. M^{rs} Duroc. Tél. : 01-47-34-12-63. De 14 heures à 18 heures. Du 27 novembre au 29 novembre. 25 F.

ENTRÉES IMMÉDIATES
Le Grosque Théâtre : les places du jour endues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Tatlis Scholier
Galerie de Lassus, Victoria, Byrd, Peter Phillips (direction).

Eglise Saint-Séverin, 3, rue des Prêtres-Saint-Séverin, Paris 6^e. M^{rs} Saint-Michel. 20 h 30, le 28. Tél. : 01-44-70-64-10. 130 F.

La Grande Ecurie et la Chambre du Roy
Mozart : *Concerto pour clarinette et orchestre* KV 622, Ave Verum Corpus, Requiem. Jean-Claude Malgoire (direction).

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8^e. M^{rs} Alma-Marceau. 20 h 30, le 28. Tél. : 01-49-52-50-50. De 50 F à 390 F.

Marie-Claire Alain (orgue).
Œuvres de Grigny, Bach, A. Alain, J. Alain.

Eglise Saint-Germain-des-Prés, Paris 6^e. M^{rs} Saint-Germain-des-Prés. 19 h 30, le 29. Tél. : 01-44-70-64-10. Entrée libre.

Richard Mouradian
chorégraphie : Echec à la reine

Théâtre Dunois, 108, rue Chevaleret.

Paris 13^e. M^{rs} Chevaleret. Les 28 et 29, à 17 heures. Tél. : 01-45-84-72-08. De 50 F à 100 F.

New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10^e. M^{rs} Châtelet-Eau. 21 heures, le 28. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

RÉSERVATIONS
Festival d'Aix-en-Provence.

Le Festival international d'art lyrique a ouvert sa location pour les cinq productions affichées du 8 au 30 juillet 1999 : *Le Couronnement de Poppée*, de Monteverdi (Marc Minkowski/Klaus Michael Gruber), *La Belle Hélène*, d'Offenbach (Stéphane Pétrossian/Helmut Wernicke), et la reprise du Don Giovanni de Mozart (Claudio Abbado, Daniel Harding/Peter Brook), *La Flûte enchantée*, de Mozart (David Stern/Stephane Braunswinkel), et un montage de madrigaux de Monteverdi (Marc Minkowski/Jingrid von Wranitzky).

Festival international d'Aix-en-Provence. Service réservations, 13100 Aix-en-Provence. Tél. : 04-42-17-34-34. Fax : 04-42-63-13-74. De 150 à 1200 F.

DERNIERS JOURS
Alchinsky
Galerie nationale du Jeu de paume, 1, place de la Concorde, Paris 8^e. M^{rs} Concorde. Tél. : 01-42-80-69-69. Samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 29 novembre. 38 F ; gratuit pour les moins de 13 ans.

Décembre
Quelques spectacles du Cargo
Hors les murs

THÉÂTRE création
Amphithéâtre de Pont-de-Clair

La vérité, toute la vérité
Michel Beillette et Nino d'Intronia

du 4 au 15 (répète 7, 13, 14)

MUSIQUE création
La Rampe d'Echirrolles

Lionel Danel avec l'Orchestre de Chambre de Grenoble et Sylvie Guillem

les 9 et 10 à 20 h

DANSE
La Rampe d'Echirrolles

Maryse Dolente Ballet du Nord/Nous n'irons plus au bois les 17 et 18 à 20 h

Informations 04 76 25 91 91
4, rue Paul Claudel Grenoble

hors
LE CARGO les MURS

Arts de la scène
Côté cours, côté gradins
Ariane Mnouchkine, invitée de la rédaction

Quels sont les ressorts de la passion de la scène ? A quoi servent les arts dans l'éducation ?

Chez votre marchand de journaux 30 F

Vient de paraître
DÉCEMBRE 1998
100 PAGES

Arts de la scène
Côté cours, côté gradins
Ariane Mnouchkine, invitée de la rédaction

Quels sont les ressorts de la passion de la scène ? A quoi servent les arts dans l'éducation ?

Chez votre marchand de journaux 30 F

صحنه الاصل

RADIO-TÉLÉVISION

LE MONDE / DIMANCHE 29 - LUNDI 30 NOVEMBRE 1998 / 27

FILMS DE LA SOIRÉE

- 0.50 Dead Man ■■ Jim Jarmusch (États-Unis, 1995, N, 100, 120 min) Ciné Clioéma III
2.05 Le Bon Dieu sans confession ■■ Claude Autant-Lara (France, 1953, N, 105 min) Ciné Classics
2.20 Au-delà du Missourï ■■ William A. Wellman (États-Unis, 1951, 80 min) Cinétoile

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 17.10 Le Monde des idées. Thème : La cohabitation. Invités : Nicolas Baveret, Guy Carcassonne. LCI

MAGAZINES

- 19.00 Histoire parallèle. Semaine du 28 novembre 1948. Le Japon de Michio. Invité : Nihonshi Masayuki. Arte
19.10 Le Rendez-vous. Invité : Aimé Jacquet. LCI
20.00 Thalassa. Escalade en Guadeloupe. Le VTT des mers. La marina de Marie-Galante. Les pêcheurs de lamproie. Les tortues marines. L'écume du cyclone. TV 5

- 20.30 Le Club. Invité : Pierre Etz. Ciné Classics
20.45 Le Magazine de l'Histoire. Invités : Jean-Louis Loubet, Laure Adler, Pierre Assoligne, Marie-Anne Marand. Histoire
21.00 Faut pas rêver. Mail : La pêche sacrée. France : Raymond et Marie, un destin sur océaniques. Vietnam : La famille impériale. Invité : Jean-Jacques Annaud. TV 5

- 21.45 Métropolis. L'identité culturelle des Russes d'aujourd'hui. Invité : Douglas Rushkoff. Arte
22.25 Strip-tease. Perdu de vue. Alimentaire, mon cher Watson. Faites sauter la banque. France 3
23.10 Union libre. France 2

DOCUMENTAIRES

- 18.30 Ceux qui se souviennent. (47). Chronique de la mémoire ouvrière avant le Front populaire. Histoire
18.30 Histoire de la BD. (7/13). Odysée
19.40 Les Grandes Batailles du passé. (428). Pionniers. Planète
20.05 Le Temps des vendanges. (1/1). France 3

- 20.30 Itinéraire harmonique. Odysée
20.35 Les royaumes de l'ours russe. Mer Caspienne, mer d'Émeraude. TMC
20.35 Le Derby du Kentucky. Planète

DÉBATS

- 20.45 L'Aventure humaine. Le Déroit de Magellan. Arte
21.25 Blockhaus. Odysée
21.30 L'Ouest américain. (4/8). La construction d'un empire. TMC

MAGAZINES

- 21.35 La Quête du futur. (13/27). Où vivrons-nous dans 10 ans ? Planète
21.45 La Légende de Rudolph Valentino. Ciné Classics
21.55 Ours d'Alaska, la légende meurtrière. Odysée

- 22.00 American Supermarket. L'Amérique de l'abondance. L'Amérique de la bombe. Canal Jimmy
22.20 Le Premier Age de la télévision. Planète
22.35 Fils de Hank. Régions

- 23.00 Preuves à l'appui. (4/6). Trafic de cartes de crédit. Planète
23.00 Tassima Nasser. Voyage en France. Histoire
23.40 Music Planet. Little Jimmy Scott. Arte
23.50 La jungle de verre. Odysée

DOCUMENTAIRES

- 0.00 Corpus Christi. (47/2). Prock. Histoire
0.05 Crépules des dieux. David Oistrakh. France 3

- 18.00 et 19.00. 21.00 Ski. Coupe du monde. A. Aspen. Eurosport
20.30 Karting. A. Berry. Paris Première
0.00 Bobsleigh. Coupe du monde. A. Park City (EU). Eurosport

MUSIQUE

- 18.30 Yehudi Menuhin et Viktoria Postkova. Muzik
19.35 Carmine Burana, de Carl Orff. Par l'Orchestre philharmonique et les Chœurs de la BRT. Le Capitaine et les Chœurs de Bruges, dir. Alexander Rahbari. Avec Sylvia Greenberg, soprano ; Donald George, ténor ; T. Wilson (GB, 1940, 85 min). Muzik
20.00 Le quintette Residuo joue Rossini et Dantzi. Mezzo

DÉBATS

- 20.30 Simon Boccanegra, de Verdi. Par l'Orchestre philharmonique de Londres et les Chœurs de Glyndebourne, dir. Mark Elder. Mezzo
21.00 Eva Marton. Budapest 1998. Avec l'Orchestre d'Etat hongrois, dir. Julius Rudel. Muzik

MAGAZINES

- 22.45 Robert Schumann. Par l'Orchestre symphonique de la Radio bavaroise, dir. Rafael Kubelick. Concert. Mezzo
23.00 Elisabeth Schwarzkopf et Gerald Moore. Muzik

- 0.50 Cheb Mami. Angoulême 1997. Paris Première

TÉLÉFILMS

- 20.30 Les Démoniaques. Pierre Korahik. Festival
20.35 Léon Morin, prêtre. Pierre Boutron. Ciné Cinémas
22.45 Cheb Mami. Angoulême 1997. Paris Première

SÉRIES

- 18.35 Homicide. Crocetti. Série Club
19.45 La Vie à cinq. Remontée orageuse. Téva
20.35 H. No. Downing. Canal +
20.50 Le Caméléon. Cadeau surprise. M 6

- 20.55 Louis la Brocante. France 3
21.00 Blague à part. Ma femme à un père. Canal +
21.00 Angela. 15 ans. Un ange passe. Canal Jimmy

- 21.20 Spin City. Une étoile est née. Canal +
21.45 South Park. Un éléphant fait l'amour avec un cochon. Canal +
21.55 The Sentinel. Les champions. M 6

- 22.13 High Incident. 13^e Rue
22.20 Blanche. (1/1) et 2011. TMC
22.40 Profiler. Le contour. M 6

- 0.00 Star Trek. Deep Space Nine. La poursuite. Canal Jimmy

NOTRE CHOIX

● 23.40 Arte Music Planet : Jimmy Scott
C'est l'histoire d'un homme qui, parce qu'il était différent, a vécu dans le malheur, la détresse, la solitude. Le show-business l'a fêté sur le tard, en 1994 - il avait soixante-neuf ans ! « Les vrais perdants sont ceux qui ne m'ont pas donné ma chance », dit-il simplement. Jimmy Scott, affublé du surnom de « Little » en raison de sa taille et de sa maigreur, dues à une anomalie génétique, est né le 17 juillet 1925. Il a longtemps été un secret bien gardé dans le jazz, auprès des musiciens fascinés par sa voix aux cordes vocales atrophiées. Une voix qui n'est ni celle d'un enfant, ni celle d'un homme, ni d'une femme. La « voix d'un ange », comme le fait remarquer Lou Reed qui préfère la définir comme « un instrument extraordinaire qui dégage une incroyable diversité de sentiments ». C'est que cette voix indéfinissable fait frémir sur les ballades autant que sur les tempos rapides. Le documentaire que lui consacre Melodie McDaniel laisse à Jimmy Scott le soin d'évoquer son enfance, le rejet, les amours dont il a été victime de la part de compagnies phonographiques, la manière dont sa nature d'artiste a été niée, les rumeurs qui ont couru sur lui en matière de sexualité, de drogue, son éclipse durant laquelle il survécût dans des cabarets, des hôtels. L'ensemble, un rien statique dans la direction des entretiens, est entrecoupé de témoignages - Lou Reed, Ray Charles, l'acteur Joe Pesci font passer une émotion. Quelques scènes de concert ou de séances en studio viennent rythmer le tout. Et le chant de Jimmy Scott, le chant d'un homme qui dit avec dignité son chagrin et ses joies, vous prend alors tout entier. - S. SL

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- 19.00 Melrose Place.
19.50 Bloc modes.
20.00 Journal.
20.35 1998, objectif exploit.
20.40 Le Résultat des courses, Météo.
20.55 Chéri-Chéries 1
23.15 Hollywood Night. L'Arme blanche. Téléfilm. Frank Cappello.
0.55 Formule foot.

FRANCE 2

- 18.55 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.05 Hélicoptères.
19.50 et 20.45 Tirage du Loto.
19.55 Au nom du sport, Météo.
20.00 Journal, Météo.
20.55 Samedi soir chez Estelle.
20.55 Déclaration universelle des droits de l'homme. Article 18 : conviction.
23.10 Union libre.
0.45 Journal, Météo.

FRANCE 3

- 18.20 Questions pour un champion.
18.50 et 1.30 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Le Temps des vendanges. (1/8).
20.35 Tout le sport.
20.55 Louis la Brocante. Louis et Violette.
22.25 Strip-tease.
23.10 Météo. Soir 3.
23.55 et 1.23 Journal des spectacles.
0.05 Samedis.
Cinéma des dieux : David Oistrakh.

CANAL

- En clair jusqu'à 20.35
18.50 Flash infos.
19.00 T.V. +
19.59 Jean-Luc et Faipassa.
20.00 Les Simpson.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.34 Samedi comédie.
20.35 H. No. Downing.
21.00 Blague à part.
21.00 Angela. 15 ans.
21.20 Spin City. Une étoile est née.
21.45 South Park. Un éléphant fait l'amour avec un cochon.
21.55 The Sentinel. Les champions.
22.13 High Incident.
22.20 Blanche. (1/1) et 2011.
22.40 Profiler. Le contour.
0.00 Star Trek. Deep Space Nine. La poursuite.
Film. Mahmoud Zemmouri.

ARTE

- 18.00 Histoire parallèle.
19.45 Météo. Arte info.
20.05 Le Despois des cartes. Ecosse.
20.15 Cruellement votre. (2h).
20.45 L'Aventure humaine. Le Déroit de Magellan.
21.45 Métropolis.
22.45 Chéri-Chéries 1.
23.15 Hollywood Night. L'Arme blanche. Téléfilm. Frank Cappello.
0.40 La Boutique. Téléfilm. Jo Baler (1/3).

M 6

- 19.10 Turbo. Warning.
19.54 Le Six Minutes. Météo.
20.10 Plus vite que la musique.
20.40 Ciné 6.
20.49 La Trilogie du samedi.
20.50 Le Caméléon. Cadeau surprise.
21.45 The Sentinel. Les champions.
22.40 Profiler. Le contour.
23.35 Nom de code : Requiem. Téléfilm. Robert Iscove.
1.25 Boulevard des clips.

RADIO

FRANCE-CULTURE

- 20.00 Fiction.
Cher en poche, de Georges Feydeau ;
22.00 L'Éclair. Heures de place, de Christine Barthe.
22.35 Opus.
Guy Rebrel compositeur multiforme.
0.05 Le Gal Savoir. Arme Chémia. anthropologie des mathématiques.

FRANCE-MUSIQUE

- 19.30 Rigoletto.
Opéra de Verdi. Par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra national de Paris, dir. Carlos Kizzi, Roberto Acosta (Le duc de Mantoue), Alexandru Jagache (Rigoletto), Laura Claycomb (Gilda), Miguel Angel Zapater (Sparafucce).
23.07 Présente la facture.
20.00 La Jeunesse de Haendel.
Œuvres de Haendel. Froberger, Keiser, Mattheson, Cavalli, Corelli, Telemann.
22.00 Da Capo.
Symphonie orchestrale de R. Strauss ;
Œuvres n° 19 de Mozart ; Sonate pour piano n° 17, de Schubert.

RADIO-CLASSIQUE

- 20.00 La Jeunesse de Haendel.
Œuvres de Haendel. Froberger, Keiser, Mattheson, Cavalli, Corelli, Telemann.
22.00 Da Capo.
Symphonie orchestrale de R. Strauss ;
Œuvres n° 19 de Mozart ; Sonate pour piano n° 17, de Schubert.

FILMS DU JOUR

- 17.35 Héros d'occasion ■■ Preston Sturges (États-Unis, 1944, N, 100, 95 min) Ciné Classics
19.30 La Ciocciara ■■ Vittorio De Sica (Italie, 1960, N, 100 min) Cinétoile
20.30 Les Hommes de la mer ■■ John Ford (États-Unis, 1940, N, 100, 105 min) Ciné Classics
20.30 Les Sexys Brontë ■■ André Téchiné (France, 1997, 120 min) Ciné Cinémas
20.30 Kansas City ■■ Robert Altman (États-Unis, 1993, 115 min) Cinéstar 1
20.55 Les Voleurs ■■ Alain Téchiné (France, 1996, 125 min) TF 1
21.10 14 juillet ■■ René Clair (France, 1932, N, 85 min) Cinétoile
22.13 Mort d'un poudrier ■■ Georges Lautner (France, 1977, 122 min) 13^e Rue
22.15 Les Voleurs de Bagdad ■■ A. Powell, L. Berger et T. Wilson (GB, 1940, 85 min) Disney Channel
22.30 Viva la vie ■■ Claude Lelouch (France, 1983, 110 min) Ciné Cinémas
22.40 Rocketeer ■■ J. Johnston (EU, 1991, 115 min) RTL 9
23.10 Y a-t-il un fil ■■ G. Zucker (EU, 1988, 95 min) TF 1
23.40 Édouard et Caroline ■■ Jacques Becker (France, 1951, 105 min) Ciné Classics
1.05 L'Extravagant Mr Deeds ■■ Frank Capra (États-Unis, 1936, N, 115 min) Cinétoile
4.50 Western ■■ Claude Lelouch (France, 1996, 9, 129 min) Canal +

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 12.10 et 0.10 Le Monde des idées. Thème : La cohabitation. Invités : Nicolas Baveret, Guy Carcassonne. LCI

- 12.18 Polémiques. France 2
18.30 Le Grand Jury RTL-Le Monde-LCI. Invité : Elisabeth Guigou. LCI

- 19.00 Public. Invité : Philippe Seguin. TF 1
20.05 Politique dimanche. Invité : Robert Hus. France 3

MAGAZINES

- 11.00 Droit d'auteurs. Invités : Christian Delcampagne, Marcel Desnoes, Vincent de Swart, La Chiquitelle
12.30 Art et sur images. Dominique Veynet. La Cinquième
13.00 Thalassa. Escalade en Guadeloupe. TV 5

- 14.30 De l'actualité à l'Histoire. Les premières familles.
15.00 Envoyé spécial, les années 90. Kowalew, l'entier. Super forum. Invité : Nicolas Sarkis. Histoire
15.40 Les Globe-trotters. Invités : Philippe Alexandre, Christophe Auguin, Catherine Pancel, Tom Novembre. France 3

- 16.00 Le Sens de l'Histoire. La Jordanie, la voie de la paix. Invité : Alain Renon. La Cinquième
16.50 Le Bazar de Ciné Cinémas. Invité : Jean Reno. Ciné Cinémas
18.30 Brise-glaces. La solidarité jusqu'où ? Invité : l'abbé Pierre. La Cinquième

- 18.30 Le Gal Savoir. La famille, les homosexuels et le Pape. Invités : Christine Boutin, Eric Dubreuil, Pierre Cobecot, Sylvie Sotierot, François Cléris, Dominique Fernandez. Paris Première
20.45 De l'actualité à l'Histoire. L'islam intégré. Histoire

- 20.50 Capital. Petrole : un univers impitoyable. M 6
21.45 Envoyé spécial, les années 90. Eurovision. Histoire

- 22.35 Le Monde de TV5. Les maladies génétiques. La génopole d'Éry. Le parain du Téléthon 1998 ; Michel Boulianne. Le fonctionnement du centre de promesses de dons. L'absence d'hygiène. Invités : Bernard Barraud, Avel Kahn. TV 5

- 23.00 Les Dossiers de l'Histoire. Les dockers de Liverpool. Histoire

DOCUMENTAIRES

- 17.05 Dario Morgo. Paris Première
18.05 Le Premier Age de la télévision. Planète
18.30 Tassima Nasser. Voyage en France. Histoire
18.40 Histoire d'opéra. Muzik
18.45 Preuves à l'appui. (4/6). Trafic de cartes de crédit. Planète

- 19.00 Bon voyage. Mister Clerra. Odysée
19.30 Corpus Christi. (47/2). Prock. Histoire
19.50 Guatemala, les guérilleros de la paix. Planète

- 19.55 Arcadie. (7/13). La morse et la baleine tuesse. Odysée
20.00 Daniel Humair. Histoire
20.15 Le Temps des vendanges. (2/8). France 3

- 20.25 A corps et à cordes. Odysée
20.30 Cités et merveilles. Bangkok. Téva
20.35 Le Carré noir. Planète

- 20.50 Le Temps des cathédrales. (1/3). L'Europe de l'an mil. Odysée
21.40 Le Fleuve jaune. La voie du bouddhisme. Odysée

- 21.55 Les Oubliées. Planète
22.15 Soirée thématique. Les gardes du corps. Arte
22.35 Mémoires d'ex. (1/8). Debout les damnés ! 1953-1955. Odysée

- 22.55 Lignes de vie. France 2
23.25 La journée mondiale de lutte contre le sida. Sida d'ici et de là-bas. ETRF 1

- 0.00 Chill. La mémoire obstinée. Histoire

SPORTS EN DIRECT

- 13.00 Saut à ski. Coupe du monde. A. Lillehammer (Norvège). Eurosport
13.45 Tennis. Championnat du monde. Finale. A. Hanovre (All.). Eurosport
16.00 Karting. A. Berry. Eurosport
19.00 Ski. Coupe du monde. Super. A. Lake Louise (Can.). Eurosport

- 20.30 Football. Championnat de D1. Marseille - Paris-SC. Canal +

MUSIQUE

- 19.00 Maestro. Maria Callas. Arte
20.30 Zubin Mehta dirige. Œuvres liturgiques de Gabriel, Haydn et Verdi. Mezzo
20.30 Midnight Classics. Muzik
21.00 Rock & Folk guitars. Muzik

- 22.00 La Symphonie en la majeur KV201, de Mozart. Par l'Orchestre symphonique de la Radio bavaroise, dir. Lorin Maazel. Mezzo
22.50 Hervé Hancock. Jazz à Vienne 98. Paris Première

- 23.00 Spin City. Une étoile est née. Canal +
23.40 Édouard et Caroline. Jacques Becker (France, 1951, 105 min) Ciné Classics

- 1.05 L'Extravagant Mr Deeds. Frank Capra (États-Unis, 1936, N, 115 min) Cinétoile

- 4.50 Western. Claude Lelouch (France, 1996, 9, 129 min) Canal +

- 19.00 Maestro. Maria Callas. Arte
20.30 Zubin Mehta dirige. Œuvres liturgiques de Gabriel, Haydn et Verdi. Mezzo
20.30 Midnight Classics. Muzik
21.00 Rock & Folk guitars. Muzik

- 22.00 La Symphonie en la majeur KV201, de Mozart. Par l'Orchestre symphonique de la Radio bavaroise, dir. Lorin Maazel. Mezzo
22.50 Hervé Hancock. Jazz à Vienne 98. Paris Première

- 23.00 Spin City. Une étoile est née. Canal +
23.40 Édouard et Caroline. Jacques Becker (France, 1951, 105 min) Ciné Classics

- 1.05 L'Extravagant Mr Deeds. Frank Capra (États-Unis, 1936, N, 115 min) Cinétoile

- 4.50 Western. Claude Lelouch (France, 1996, 9, 129 min) Canal +

- 19.00 Maestro. Maria Callas. Arte
20.30 Zubin Mehta dirige. Œuvres liturgiques de Gabriel, Haydn et Verdi. Mezzo
20.30 Midnight Classics. Muzik
21.00 Rock & Folk guitars. Muzik

- 22.00 La Symphonie en la majeur KV201, de Mozart. Par l'Orchestre symphonique de la Radio bavaroise, dir. Lorin Maazel. Mezzo
22.50 Hervé Hancock. Jazz à Vienne 98. Paris Première

- 23.00 Spin City. Une étoile est née. Canal +
23.40 Édouard et Caroline. Jacques Becker (France, 1951, 105 min) Ciné Classics

- 1.05 L'Extravagant Mr Deeds. Frank Capra (États-Unis, 1936, N, 115 min) Cinétoile

- 4.50 Western. Claude Lelouch (France, 1996, 9, 129 min) Canal +

- 19.00 Maestro. Maria Callas. Arte
20.30 Zubin Mehta dirige. Œuvres liturgiques de Gabriel, Haydn et Verdi. Mezzo
20.30 Midnight Classics. Muzik
21.00 Rock & Folk guitars. Muzik

- 22.00 La Symphonie en la majeur KV201, de Mozart. Par l'Orchestre symphonique de la Radio bavaroise, dir. Lorin Maazel. Mezzo
22.50 Hervé Hancock. Jazz à Vienne 98. Paris Première

- 23.00 Spin City. Une étoile est née. Canal +
23.40 Édouard et Caroline. Jacques Becker (France, 1951, 105 min) Ciné Classics

- 1.05 L'Extravagant Mr Deeds. Frank Capra (États-Unis, 1936, N, 115 min) Cinétoile

- 4.50 Western. Claude Lelouch (France, 1996, 9, 129 min) Canal +

NOTRE CHOIX

● 10.00 La Cinquième Liban, l'autre rive
Histoire millénaire et... consensuelle

L'ÉNONCÉ du sujet, « Liban, 3 000 ans d'histoire », évoque une de ces interminables après-midi de la salle Pleyel, où de belles images en couleurs, commentées par l'auteur, défilent sur un écran. La télévision a pris le relais mais les ingrédients sont à peu près identiques, en dépit des quelques intervenants qui éclairent la chronologie. Le documentaire d'Alain Jomier renvoie explicitement à l'exposition qui se tient à l'Institut du monde arabe (Le Monde du 31 octobre) dont il reprend le titre.

Le réalisateur déroule le cours de cette histoire millénaire en commençant par Byblos, l'une des premières cités de l'humanité, désormais cernée de constructions médiocres que la caméra évite soigneusement. Des l'origine, cette région est un carrefour soumis à toutes les influences, égyptiennes, perses, grecques, romaines. Un archéologue libanais, Hareth Boustany, commente, à l'économie, les magnifiques vestiges laissés par les divers conquérants. En contrepoint, quelques plans de rues du Liban actuel, grouillantes d'une humanité commerçante et débouante. Les ravages d'une spéculation immobilière effrénée qui ronge ces villes sont timidement pointés à Tyr.

L'exposition de l'IMA effleurait les quatorze ou quinze derniers siècles, histoire de ne fâcher aucune communauté. Alain Jomier, tout en restant d'une grande prudence, évoque la vallée de la Qadisha, cœur du Liban chrétien, Anjar, la première ville où le pouvoir islamique s'installe, les forteresses franques de Tripoli bientôt occupées par les Mamelouks, l'arrivée des Turcs ottomans, puis le Liban des émirats avec le palais de Beit ed-Dine. Le rappel de cette histoire s'achève au musée national de Beyrouth, qui sort de sa léthargie après quinze années de combats fratricides. La caméra montre les sarcophages défilés de leur gangue de béton protectrice. Elle effleure à peine les désastres urbains, nés de la guerre civile mais plus encore de l'appétit des promoteurs immobiliers. On l'aura compris : Liban, l'autre rive, coproduit par l'IMA, est un produit consensuel.

Emmanuel de Roux

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- 13.20 Walker, Texas Ranger.
14.10 Un landem de choc.
15.00 Rick Hunter, inspecteur choc.
15.55 Pensacola. Secret défense.
16.30 Disney Parade.
17.35 Vidéo gag.
18.30 30 millions d'amis.
18.55 L'Éclair en poche.
19.00 Public.
20.00 Journal.
20.35 1998, objectif exploit.
20.40 Le Résultat des courses.
20.45 Météo.
20.55 C comme Cinéma.
20.55 Les Voleurs ■■ Film. André Téchiné.
23.00 Ciné dimanche.
23.10 Y a-t-il un fil ■■ Film. David Zucker.
0.45 Téléfilm 43. Film. Vladimir Naumov et Alexander Alon.

FRANCE 2

- 13.30 Vivement dimanche.
15.40 Les Globe-trotters.
16.40 L'Esprit d'un jardin.
16.45 Nash Bridges.
17.35 Une fille à scandales.
18.05 Stade 2.
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.20 Vivement dimanche prochain.
19.50 L'Émo.
19.55 Météo, Journal, Météo.
20.55 Un air de famille ■■ Film. Cédric Klapisch.
21.50 Déclaration universelle des droits de l'homme. Article 19 : opinion.
22.55 Lignes de vie. Le Courage des mères.
23.55 Journal, Météo.
0.20 Musiques au concert. A Marseille.
1.35 Novacélé. Guérilla.

FRANCE 3

- 13.30 Les Peuples du temps. (3/5).
14.30 Un cas pour deux.
15.30 Sports dimanche.
15.45 Tiercé à Autzail. 16.10 Karting.
16.40 Patinage artistique.
17.45 Va savoir.
18.22 et 23.02 L'Émo, mode d'emploi.
18.25 Le Mag du dimanche.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 l'Éclair.
20.15 Le Temps des vendanges. (3/8).
20.50 Consomac.
20.55 Derrick. Le grand jour. Un mort sans importance.
23.05 Politique dimanche.
0.00 Météo. Soir 3.
0.20 La Tragédie impériale ■■ Film. Marcel L'Herbier.

CANAL

- En clair jusqu'à 15.00
13.30 La Semaine des Guignols.
14.05 Derniers paradis sur terre. Le Liban.
15.00 Une déroline comme les autres. Téléfilm. Anthony Page.
16.30 Invasion planète Terre. (12/22).
17.15 Babylon 5.
17.55 et 19.45 Flash infos.
18.00 L'Éclair blanc. Film. Charles Hail.
En clair jusqu'à 20.30
19.55 Ca cartoon.
20.15 Football. Championnat de D 1. Marseille - Paris-SC.
20.30 Coup d'émoi.
22.35 L'Équipe du dimanche.

TF 1

- 13.20 Walker, Texas Ranger.
14.10 Un landem de choc.
15.00 Rick Hunter, inspecteur choc.
15.55 Pensacola. Secret défense.
16.30 Disney Parade.
17.35 Vidéo gag.
18.30 30 millions d'amis.
18.55 L'Éclair en poche.
19.00 Public.
20.00 Journal.
20.35 1998, objectif exploit.
20.40 Le Résultat des courses.
20.45 Météo.
20.55 C comme Cinéma.
20.55 Les Voleurs ■■ Film. André Téchiné.
23.00 Ciné dimanche.
23.10 Y a-t-il un fil ■■ Film. David Zucker.
0.45 Téléfilm 43. Film. Vladimir Naumov et Alexander Alon.

FRANCE 2

M. Dumas dénonce une « campagne haineuse et diffamatoire »

Il annonce des poursuites contre « Le Monde »

DANS un communiqué diffusé vendredi 27 novembre par son avocat, M^{re} Jean-René Farthouat, le président du Conseil constitutionnel, Roland Dumas, a annoncé son intention de poursuivre nos collaborateurs Hervé Gattegno et Laurent Mauduit, « ainsi que toutes autres personnes, si nécessaire », du chef de recel de violation du secret de l'instruction. Dans son édition du 28 novembre, *Le Monde* annonçait, entre autres, que la direction des impôts avait engagé un contrôle fiscal sur les ressources et le patrimoine de l'ancien ministre et révélait deux éléments nouveaux qui affaiblissent sa défense.

« Un quotidien du soir poursuit (...) sa campagne haineuse et diffamatoire contre le président Roland Dumas », indique le communiqué du président du Conseil constitutionnel, qui entend également déléguer une citation directe contre Hervé Gattegno et un journaliste du *Parisien* pour « subornation de témoins », et qui met en garde « tout autre organe de presse qui reprendrait les imputations diffamatoires » dont il estime être l'objet. M. Dumas « entend réserver aux magistrats instructeurs la primeur des observations qu'appellent des éléments puisés dans le dossier de l'information dont les journalistes ont eu, une fois de plus, apparemment, connaissance avant lui, ajoute le communiqué. Il les rendra publiques immédiatement après ».

Samedi matin, nos informations n'avaient suscité aucune autre réaction publique, que ce soit à droite ou à gauche. Seule exception, Vincent Peillon, député (PS) de la Somme, nous a déclaré, vendredi : « Je considère comme incompréhensible qu'il ne démissionne pas. » M. Peillon, qui est aussi chargé des études au secrétariat national du Parti socialiste, rejoint la position défendue par Arnaud Montebourg, député PS de Saône-et-Loire, et par plusieurs jeunes députés socialistes, en faveur de la démission du président du Conseil constitutionnel.

« ENSEMBLEMENT »

M. Peillon se dit attaché à la « présomption d'innocence » mais estime qu'« avec des millions de francs, en liquide sur un compte, qui ne sont pas déclarés au fisc, on se met dans une situation en dehors des règles que tout le monde s'efforce de respecter ». « On ne peut imaginer, affirme-t-il, qu'une personne qui est chargée de faire respecter la constitutionnalité des lois ne se soumette pas à la loi la plus élémentaire, qui est la loi fiscale. » « Ces pratiques me semblent tout à fait en contradiction avec notre engagement de socialistes », conclut-il en reprenant ainsi l'argumentation de M. Montebourg, qui avait apostrophé M. Dumas dans nos colonnes sous le titre « Partez si vous êtes toujours socialiste ! » (*Le Monde* du 12 novembre).

Départs en série de l'équipe scientifique de Claude Allègre

L'ENSEMBLE des directeurs scientifiques relevant, au sein de l'équipe de Claude Allègre, de la direction de la recherche viennent de manifester le désir de quitter leurs postes. Des départs annoncés alors que la communauté scientifique est agitée par les projets de réforme du CNRS (*Le Monde* du 10 novembre). Les services du ministère sont organisés - hors les secteurs concernant l'enseignement - autour de deux directions : l'une pour la technologie, l'autre pour la recherche. Cette dernière, dirigée par Daniel Nahon est animée par sept directeurs scientifiques, entrés en fonctions au début de cette année et responsables d'un domaine disciplinaire. Au-delà de cette direction de la recherche, une mission de la recherche universitaire et des études doctorales a été installée récemment. Cette structure supplémentaire, qui a une partie de leurs prérogatives aux directeurs scientifiques, « n'a pu que les déstabiliser », commente un proche du cabinet. Daniel Nahon, minimise la portée de ces départs qui, selon lui, « ne sont pas des démissions ». Il explique que ses collaborateurs « souhaitent, après une année de travail acharné et pour des raisons diverses, changer d'affectation », les uns pour retourner à leur laboratoire, les autres pour de nouvelles missions.

« Emplois fictifs » à Paris :

un contribuable autorisé à porter plainte

LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF de Paris a autorisé, par une décision rendue le 25 novembre, un contribuable parisien, par ailleurs militant écologiste, Alain Brossault, à déposer une plainte avec constitution de partie civile pour le compte de la Ville de Paris, qui se refuse à exercer cette action, dans l'affaire dite des « emplois fictifs », dénoncée par un ancien fonctionnaire de la Ville, Georges Quémar, dans son livre *Paris Mafia* (Fayard) et dans un entretien publié par *Le Parisien* le 18 mai. L'action qu'entend exercer l'intéressé est susceptible de présenter un intérêt pour la Ville, a estimé le tribunal. L'Hôtel de Ville nous a informé qu'il faisait appel de cette décision, indiquant, à l'appui de son refus de porter plainte de lui-même, avoir « considéré d'une part que les affirmations de M. Quémar ne sont pas fondées, d'autre part que M. Quémar, condamné à six mois de prison ferme pour trafic d'influence n'est pas une source fiable ». M. Brossault est défendu dans ce dossier par M^{re} Pierre-François Divier, candidat contre Jean Tiberi dans la 2^e circonscription de Paris au premier tour des législatives de 1997.

DÉPÊCHES

■ **DROITS DE L'HOMME** : le psychiatre palestinien Eyad Rajah El Sarraj a été honoré, vendredi 27 novembre, à Genève par le prix Martin Ennals, en reconnaissance de son « courage exemplaire dans la lutte contre les atteintes aux droits de l'homme en Palestine », a indiqué la Fondation Martin Ennals, du nom d'un militant britannique des droits de l'homme, mort en 1991, qui a participé à la création d'Amnesty International et de SOS Torture.

■ **ARABIE SAOUDITE** : un imam chiite, Ahmad Ben Ahmad al-Moualbal, a été arrêté et torturé à mort par la police religieuse dans la région d'al-Hassa (Est), a indiqué, vendredi 27 novembre, le Comité de défense des droits de l'homme dans la péninsule arabique. - (AFP)

■ **JUSTICE** : le parquet de Paris s'est déclaré convaincu, vendredi 27 novembre, que le livre de l'ancien commissaire des Renseignements généraux Patrick Rougelet, *RG, la machine à scandales*, publié aux éditions Albin Michel en mars 1997, était diffamatoire à l'encontre de l'institution policière et de cinq fonctionnaires cités dans l'ouvrage. Son auteur avait été révoqué de la police en février 1996 pour avoir enquêté sur la vie privée du directeur de son service. La dix-septième chambre correctionnelle du tribunal de Paris rendra son jugement le 15 janvier 1999.

« Le Quotidien de la République », créé par Henri Emmanuelli, cesse de paraître

Le journal, lancé le 17 novembre, n'a pu atteindre la barre des 30 000 lecteurs

NÉ après la Toussaint, *Le Quotidien de la République* ne verra pas Noël. « Ce n'est qu'un adieu », annonce-t-il aux lecteurs du onzième et dernier numéro, daté samedi 28 - dimanche 29 novembre. Depuis plusieurs jours, les chiffres de diffusion tombaient pour s'aligner sous la barre des 10 000 exemplaires. Vendredi 27 novembre, Henri Emmanuelli, fondateur du journal et ancien premier secrétaire du Parti socialiste, a exposé la situation à toute l'équipe - une cinquantaine de salariés - dans une atmosphère de tristesse et d'émotion. « On ne veut pas faire d'acharnement idéologique et on ne veut pas faire de dettes, alors on préfère arrêter », explique le rédacteur en chef Stéphane Bugat.

Le chef du service culturel, Jean-Paul Morel, est un ancien du *Matin de Paris* : « On savait que la cote d'alerte était proche. L'ambiance était triste, les plus jeunes ont pris un gros coup sur la tête, mais le plus malheureux, c'est Henri Emmanuelli. La situation est plus rude qu'il y a vingt ans. Notre journal était nettement supérieur aux premiers numéros du *Matin*, qui a mis plus d'un mois à se régler. » « On était très ému ce matin, explique un jeune journaliste, mais on est fier, car on a le sentiment de ne pas avoir totalement échoué. Il nous a manqué le temps que donne l'argent. » « On savait tous que c'était une entreprise à haut risque, que la navette pouvait éclater en vol, souligne Thomas Laurenceau du service France. Mais on a tous cru au projet. On pensait qu'on pouvait déplacer les montagnes, mais la montagne n'a pas bougé. »

L'autre montagne, c'est la lourdeur des structures qui régissent la presse. « A l'évidence, il n'y a pas de place pour une PME dans un secteur qui se concentre et se concentre de plus en plus autour de quelques grands groupes industriels et financiers », regrette Henri Emmanuelli. Seulement avant le lancement, il s'inquiétait : « Le problème, c'est que, pour ma tentative de PME, j'ai affaire à des structures qui sont toutes des semi-remorques, qui ne sont pas faites pour manœuvrer dans des ruelles » (*Le Monde* du 14 novembre).

« PAS DE PLACE POUR UNE PME »

Il avait réussi à obtenir la grâce du Syndicat du livre, pour être imprimé dans une imprimerie de la région, qui ne relève pas du régime de la presse, à un coût nettement moins élevé qu'à *France-Soir*, avec lequel il avait été en négociation. Avec une diffusion de 25 000 exemplaires, le titre bénéficiait de tarifs de distribution inférieurs. Mais cela n'a pas suffi. Le journal était imprimé à Paris et à Toulouse, pour être présent dans le Sud-Ouest. Cela imposait des horaires de bouclage draconiens et

des amendes sévères pour un quotidien aussi faible, en cas de retards.

Henri Emmanuelli dénonce dans son éditorial les « curiosités françaises, qui veulent que le monopole public de la distribution des journaux soit géré par un groupe privé, lui-même distributeur et éditeur ». M. Emmanuelli fait allusion aux Nouvelles Messageries de la presse parisienne, détenues à 49 % par Hachette et à 51 % par des coopératives d'éditeurs. Dans un texte publié dans le dernier numéro, l'ensemble de l'équipe du journal constate : « Si rien ne change, personne ne devra s'étonner de l'inéluctable raréfaction des titres de la presse nationale. »

Le Quotidien de la République rejoint les expériences de lancement de titres qui - à l'exception de *Libération* - ont toutes échoué. Le cas du journal de l'ancien ministre soulève à nouveau la question de la survie d'une presse d'opinion en France, au moment où *L'Humanité* connaît de grandes difficultés.

Alain Salles

123 F/mois. Finalement, ce qui vous coûte le moins cher à entretenir, c'est votre BMW.

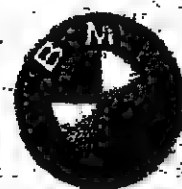


Contrat National d'Entretien et Réparations.

Offre valable chez tous les Concessionnaires et Agents du réseau BMW en France pour 24 mois et/ou 30 000 km (limitée au premier des deux termes atteint) pour l'achat d'une BMW 318i berline AM99 au prix maximum conseillé de 159 500 F au 01/07/98. Le contrat est applicable dans tous les pays reconnaissant la carte verte. Il est disponible dans les mêmes conditions, de 131 à 137 F/mois selon les modèles, sur les berlines 320d, 320i, 323i et 328i, AM99. Il comprend :

- l'extension de garantie au-delà du 12^e mois
- les opérations de vidange et d'inspection
- le remplacement des pièces d'usure (plaquettes et disques de frein, embrayage, échappement, amortisseurs...)
- les appoints d'huile moteur entre deux vidanges.

Pour connaître le détail et les conditions d'application du contrat national d'entretien et réparations, veuillez consulter votre concessionnaire BMW, liste disponible sur Minitel 3615 BMW ou <http://www.bmw.fr>, FINA partenaire de BMW.



publique », crée
cesse de paraître

ce qui vous coûte
r. c'est votre BMW.

هكذا من الأهل

TRM

TELEVISION RADIO MULTIMEDIA

ENQUETE

L'exclusion



Un portrait de Geneviève de Gaulle Anthoine, mardi 1^{er} décembre, et une soirée thématique, jeudi 3. Arte pose la question : comment traiter de la grande pauvreté ? Pages 2-3

MULTIMEDIA

Se loger grâce au Net

Les petites annonces immobilières sont plus faciles à sélectionner en ligne. Les adresses des meilleurs sites. Pages 32-33

CD-ROM

Lara Croft est de retour



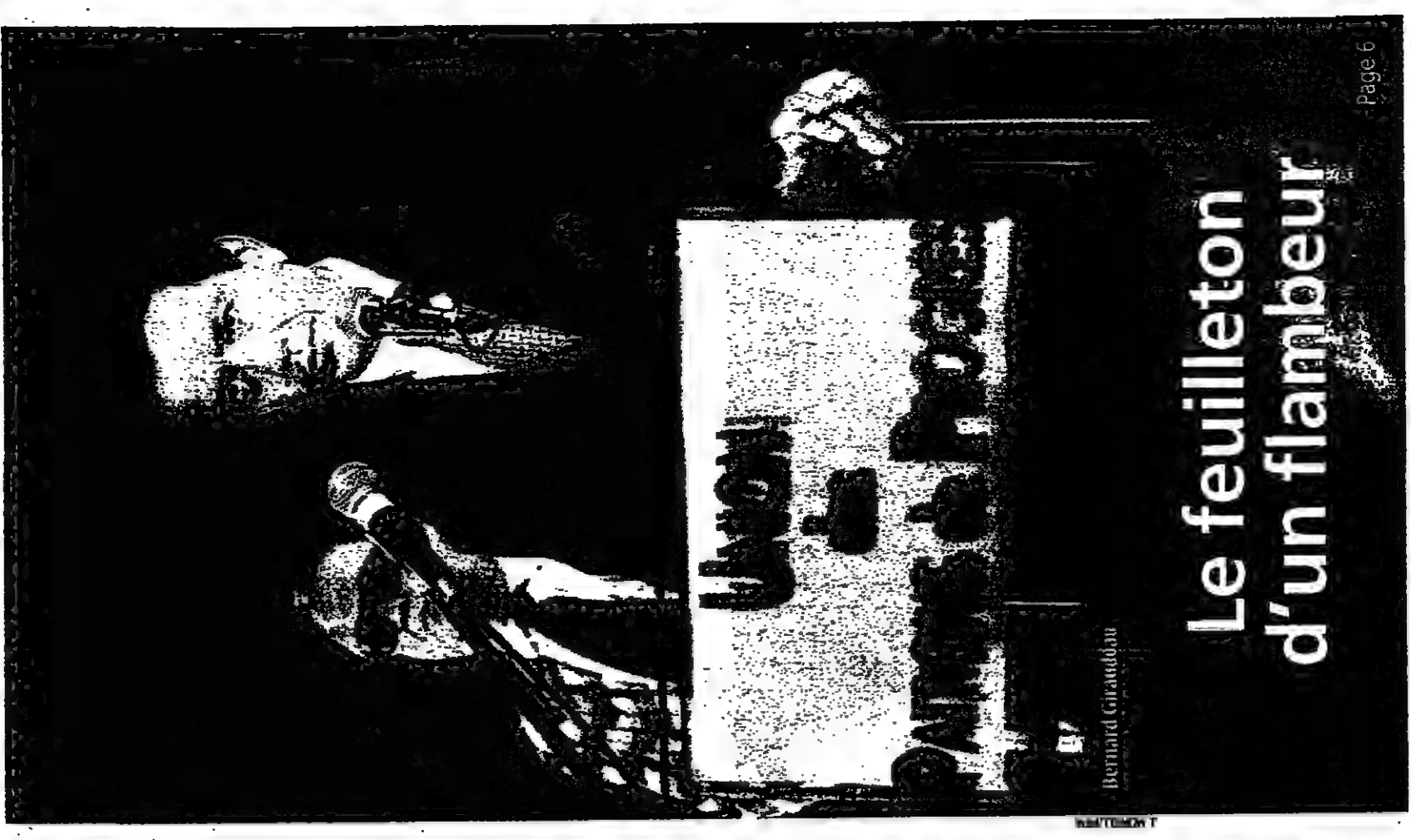
Le joueur retrouve avec autant de plaisir l'héroïne de Tomb Raider dans ce troisième épisode, plus réaliste mais aussi plus difficile que les précédents. Page 36

CINEMA

Le Couvent




Catherine Deneuve et Luis Miguel Cintro dans un conte philosophique de Manoel de Oliveira. Page 22



Le feuilleton d'un flambeur

Bernard Giraudeau

Page 6



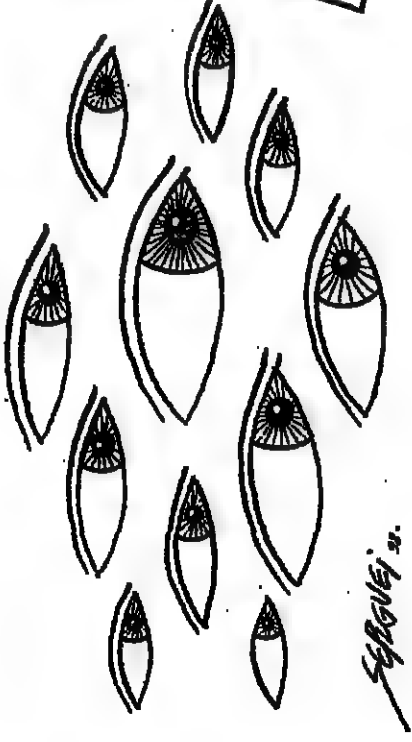
LES DEBATS EN FLAMMES

POURQUOI FONTE QUE DES ÉTINCELLES

QU'EST-CE QU'IL EN RESTE ?

Les débats du Forum ont été le théâtre de passionnés. Ils ont tous leur place en tout. Pour aller plus loin, nous vous proposons de lire les débats par des intervenants de la communauté. Ils vous aideront à comprendre ce qui se passe et à aller plus loin. Ils vous aideront à comprendre ce qui se passe et à aller plus loin. Ils vous aideront à comprendre ce qui se passe et à aller plus loin.

L'aveu



EST une machine formidable, la télévision. Prenez André Santini, député des Hauts-de-Seine, maire d'Issy-les-Moulineaux, jusqu'à présent, il brillait dans l'emploi pressé de politicien-lumiste de service. Dès que son équipe de télé, avait besoin d'un candidat, André Santini se trouvait, et il ne manquait pas de le leur dire, à l'écart, à l'heure du déjeuner, le 16 juin le jour où il déclara, à propos d'Alain Juppé : « A force de descendre dans les sondages, il va finir par trouver du pétrole. » Issy-les-Moulineaux étant proche du siège des Grandes chaînes de télé, point n'était besoin de rembourser son billet de train. Tout allait bien.

Et, tout à coup, voilà André Santini prenant son public à contrepied, dans le rôle grave d'humoriste à états d'âme. Devant Cam-Olivier Foglié, dans «TV +» (Canaux plus), et devant Mireille Dumas, dans «La Vie à l'étranger» (France 2), il s'inspire d'une voix sourde sur son utilité, sa nécessité, son rôle d'humoriste de service. Cette gravité nouvelle, cette puissance de réflexion, cette méditation à vu haute du bouffon, produisent de l'Image (164-165), comme hier les guépardes. En attendant, André Santini nous livrera ses états d'âme d'homme d'états d'âme. André Santini, on va le voir, sur toutes les chaînes télévisées nous laisse enlever dans ce rôle ? Pourquoi-nous nous en dire davantage ?

La télévision n'aime rien tant que de ranger ses invités dans des tiroirs. Ainsi, jusqu'à présent, dans le tiroir « homosexual-homosexuel-de-notoriété-publique-et-accepté-par-ses-contemporains », défilait-elle un article unique : André Lauderbarère, maire de Pau. Les Palois des deux sexes avaient raconté aux reporters leur idylle avec leur mère. Un second spécimen identique eût été de peu d'intérêt. Il

**Par Daniel
Schneidermann**

La fameuse « exception française », celle du respect par la presse de la vie privée des hommes publics, n'est-elle pas en train de voler en éclats ?

fallait trouver mieux : un homme politique qui dévoilât son homosexualité devant la caméra.

Mais le début de « Zone interdite » (M6), on était donc avertis : « Une interview à l'aveugle » avait trouvé. Et ils en étaient fiers. « C'est un homme politique français, il est sénateur, il est de gauche. Pour la première fois, il officie sur hémisphère droit. » Et de poser la question : « Prend-il un risque ? » On voyait, dans la bande-annonce, l'intéressé de dos. Il entrait au Sénat, saluait des collègues ou des employés, sautait de dos. Qui trait-e donc ?

Après une première enquête sur la nature dont la mode bonaparte se promettait bégayer, M6 s'était adressée :

Et dans un instant, un homme politique français va révéler son homosexualité. Et toujours les mêmes images mystérieuses. Puis encore un reportage sur le conteur Yves Saint Laurent. Pierre Berge, l'OC de la maison de couture, raconte son « coup de foudre » pour le créateur. Autour-bouh, les deux amis ne vivent plus ensemble, ils sont trop vieux pour conduire un Pac, mais ils paragent des maisons, en Normandie et au Maroc. Et l'on apprend surtout comment la maison subventionnait diverses publications et associations homosexuelles. On regardait tout cela d'un œil, attendant le plat de résistance.

[illegible]

En d'autres termes : oui, M. Delanoë depuis cet avis, se sent sans doute davantage en harmonie avec ses convictions. Oui, sans doute a-t-on progressé sur la voie de la transparence. Sans doute M. 6 a-t-elle félicité un bon coup. Mais on ne peut s'empêcher de se demander encore et toujours : tout cela nous regarde-t-il ?

diffusé sur France 2). Une journée chez moi tonique et la force du podgrel, le réalisateur a confirmé sa position de cinéaste engagé. L'pendant soixante-quinze minutes, caméras à l'épaule, le cinéaste dérangeant, hétéroclite agité du trébuchet, veut trouver les passants. Mais ils sont pressés, ils s'arrêtent... et repartent en courant, pris par leurs soucis. Orzemburg les poursuit, il veut entendre ce qu'ils ont à dire sur ces hommes qui n'ont plus de toi, et ce qu'ils pensent de leurs propres conditions de vie. On peut être agacé par la démanche. De quel droit le cinéaste met-il les gens en demeure de s'expliquer sur la misère des autres, en jouant sur leur mauvaise conscience, en les plectrant dans un moment d'indifférence ? *« C'est gênant, comme question »*, dit un jeune homme troublé.

Ozenberger affirme qu'il ne cherche en aucun cas à culpabiliser ce que se sont les gens, mais qu'il veut donner des leçons, dit-il. Quand Frank Eskenazi, producteur à *The Factory*, m'a proposé de rédiger sur un documentaire autour de l'exclusion, il nous a semblé évident qu'on n'allait pas faire un film sur les SDF mais un film sur eux et nous. Comément on vit avec ça, collectivement. Dès le départ, il y a eu cette idée de confronter les deux mondes, les chômeurs et ceux qui travaillent. Je comprends que les gens aient du mal à le comprendre, se sentent agacés, mais je pose une question essentielle et ils répondent. » C'est vrai, et c'est ça qui est important.

« Trop de compassion, pas assez d'analyse »

ENTRETEN. *Marine Roger-Machart a organisé en avril, pour Chrétiens Médias, un colloque sur le thème « Télévision et exclusion, quelles images de la précarité ? »*

« Quel était l'objet de ces journées ? — Permettre à ceux qui se baignent sur le terrain et aux professionnels de la télévision et de se rencontrer. Les premiers regardent peu le petit écran et en pensent beaucoup de mal. Ils enfreignent avec les journalistes des journaux télévisés de les utiliser comme des agences de casting ».

« *Travex-nous un SOP de 3 à 40 ans* » — et d'avoir une approche réductrice de la mystère, stigmatisante et stéréotypée. Les médias ont regretté ces émissions où les réalisateurs ont pu faire passer leur licence, magaliens, documentaires, fictions, et même les séries type Restos du cœur, on trouve des tas de choses intéressantes.

- Quand la télévision a-t-elle commencé de s'intéresser à l'exclusion ?

- Elle s'y est mise progressivement, avec un temps de retard sur la réalité comme toujours. Il a fallu que l'opinion publique soit confrontée aux grèves de décembre 1995, à la lutte des sans-papiers, des sans-logis, pour que le média s'en saisisse vraiment. Pour la période allant de janvier 1997 à avril 1998, on a recensé (hors J.T.) cent douze émissions sur le chômage, la grande pauvreté.

- Que retenir de ces images ?

- La grande différence entre les actualités et les autres programmes. Beaucoup de reportages et de documentaires refusent le simplisme. Ainsi *Après la rue...* la vie, de Clément Timmoreau (dans « Reportages », TF 1, avril 1997), qui analyse le

tance n'est pas si grande entre les deux mondes; on peut très vite passer de l'un à l'autre. Otzenberger a d'ailleurs des uns aux autres, de ceux qui sont dans le système à ceux qui n'y sont plus. Ceux qui ont basculé racontent au cinéaste comment on perd le sens. Après, il y a l'engrenage...

On peut aimer ou pas
 à l'infini, il se coupe. En
 témoignent les vifs débats
 qui suivent la projection
 partout où il est projeté.
 Pamphile, bousillon, brélot,
Fragments sur la misère ne
 propose pas de solution
 mais il appelle à se rével-
 ler, à découvrir, au-delà de ce
 qui est, la fracture qui
 traverse l'acceptation d'une société
 à travers la résignation de
 ses propres *faill* d'ouvrir les
 yeux sur *qu'ils s'interrogent*, dit
 le poète. Pour l'instant, il
 nous présente une misère
 comme une maladie.
 La violence pas comme une
 force, rien ne changera. Si ce
 n'est, on a gagné.³⁰

C. H.


■ **Jeudi 3 décembre, 20 h 45. Arte.**

« Trop de compassion, pas assez d'analyse »

ENTRETIEN. *Marinette Roger-Mechant*
a organisé en avril, pour Chrétiens
Médias, un colloque sur le thème
« Télévision et exclusion,
« Quelles images de la précarité ? »

« Quel était l'objet de ces journées ?
— Permettre à ceux qui se bagarrent sur
le terrain et aux professionnels de la télé-
vision de se rencontrer. Les premiers
regardent peu le petit écran et en pensent
beaucoup de mal. Ils reprochent aux jour-
nalistes des journaux télévisés de les utili-
ser comme des agences de casting —
« *On nous met sur 30^e de 3 à 40 ans et
on nous applique des critères de sélec-
tion qui ne tiennent pas compte de nos
valeurs, de nos compétences, de nos
habitudes* », s'exprime à ce sujet le réalisateur
Philippe Lemerle. Quant à la télévision,
elle ne travaille pas dans l'urgence, les
magazines, les magazines documentaires, les
films, et même les séries type *Restos du
cœur*, on trouve des tas de choses intéres-
santes.

C'est très important, parce qu'il y a des différences documentaires, elles sont programmées en début de soirée. La case des « Mercredis de la vie », créée par Prune Berger sur France 2, a permis des œuvres comme *Un arbre dans la tête*, de Colo



- Quand la télévision a-t-elle commencé de s'intéresser à l'exclusion ?

- Elle s'y est mise progressivement, avec un temps de retard sur la réalité comme toujours. Il a fallu que l'opinion publique soit confrontée aux graves événements, à la lutte des sans-logis, des sans-travail, pour que la télévision ait commencé à s'intéresser à eux. Pour la période allant de janvier 1997 à avril 1998, on a recensé (hors l'1) cent douze émissions sur le chômage, la grande pauvreté.



N. BOVARTTE

— Que retiendrez-vous de ces Images ?
 — La grande différence entre les actualités et les autres programmes. Beaucoup de reportages et de documentaires refusent le simplisme. Ainsi *Après la rue... la vie*, de Cécile Thimouaret (dans « Reportages », 17, avril 1977), qui analyse le « dancing nuage », une fiction d'Hélène Journalet, diffusée le 5 janvier sur Arte.

Portrait d'une femme admirable

[illegible]

C. H. s'effacer à chaque fois qu'on la porte au pinacle. Elle a mis son nom, son

■ **Jeudi 3 décembre, 20 h 45. Arte.**

« Trop de compassion, pas assez d'analyse »

Traveller et Jean-Pierre Sini, Le Sénat, 1997, 128 pages, 12,50 €.

Le Sénat est-il une chambre inutile ? Cette question, qui a été posée à maintes reprises, est toujours d'actualité. Elle l'est d'autant plus que le Sénat est une institution unique en France, une institution qui a été créée par la Constitution de 1958. Elle est la seule chambre du Parlement qui ne soit pas élue directement par les citoyens. Elle est la seule chambre du Parlement qui ne soit pas élue pour une durée limitée. Elle est la seule chambre du Parlement qui ne soit pas élue pour une durée limitée. Elle est la seule chambre du Parlement qui ne soit pas élue pour une durée limitée.

Le Sénat est une institution unique en France, une institution qui a été créée par la Constitution de 1958. Elle est la seule chambre du Parlement qui ne soit pas élue directement par les citoyens. Elle est la seule chambre du Parlement qui ne soit pas élue pour une durée limitée. Elle est la seule chambre du Parlement qui ne soit pas élue pour une durée limitée. Elle est la seule chambre du Parlement qui ne soit pas élue pour une durée limitée.

Le Sénat est une institution unique en France, une institution qui a été créée par la Constitution de 1958. Elle est la seule chambre du Parlement qui ne soit pas élue directement par les citoyens. Elle est la seule chambre du Parlement qui ne soit pas élue pour une durée limitée. Elle est la seule chambre du Parlement qui ne soit pas élue pour une durée limitée. Elle est la seule chambre du Parlement qui ne soit pas élue pour une durée limitée.

— Quel rôle peut-elle, ou doit-elle, jouer ?

— L'image que propose la télévision sert aujourd'hui de norme pour la société, ce qui implique une grande responsabilité. La télévision peut former l'opinion, du moins la sensibiliser, sachant qu'au bout du compte il y a un jour des pots à voter. Inclure plus de solidarité entre les personnes est plutôt positif pour la démocratie. En attendant, il faut donner la parole aux exclus car, aujourd'hui, une catégorie sociale qui n'apparaît pas à la télévision n'existe pas.

■ Télévision et exclusion, quelles images de la précarité ? *Actes des journées Chrétiens Médias, 10 bis boulevard de la Bastille, 75012 Paris (128 p., 50 F).*

VENDREDI 4 DÉCEMBRE 23.00 ARTE **DIMANCHE 6 16.00 LA CINQUIÈME**

Mémoires de l'Occupation

**LES TEMPS OBSCURS SONT
TOUJOURS LÀ. CHEMISE NOIRE.**
Deux documentaires – l'un en France,
de Pierre Beuchot, et l'autre en Italie,
d'Alain de Sédouy – tentent
une nouvelle plongée
dans l'abysses des années noires



Bordeaux le 8 octobre 1997 : premier jour du procès de Maurice Papon devant la cour d'assises de la Gironde

même paysage, les images du présent à celles du passé. Une manière cinématographique d'indiquer que ce passé est scruté à la lumière du présent, en même temps qu'il n'en finit pas de le hanter.

Ce processus est en cours au sein de la presse spécialisée dont l'initiative revient à feu André Harris, et dont le propos déborde ses devoirs d'historien, autour de la notion de l'Occupation, la mémoire et l'historiographie de la Shoah et la mémoire. Le point de départ de ce documentaire sous-titré *Mémoires de la France de Vichy 1940-1996* est le procès de Maurice Papon, autour duquel s'érige la synthèse de ces deux décennies. Soit, d'une part, la relation de ce qui est objectivement passé à Bordeaux durant l'Occupation et, de l'autre, la manière dont ces événements se sont inscrits dans la mémoire nationale, depuis l'après-guerre jusqu'à nos jours.

Pierre Bouchet organise à cette fin la mise en parallèle de deux récits, servis l'un et l'autre par de nombreux témoins. Jean Cayrol, Michel Siffert, Roger Landès, Marcel Dalcroix notamment contribuent au premier récit, qui écrit une sorte d'historio locale de l'occupation à Bordeaux avec sa part désormais connue d'ignominie et d'effronterie. Simone Weil, Robert Badinter, Pierre Messmer, Jean-Marie Verault et quelques autres étaient le second, qui recapitule les grandes étapes de la remémoration, depuis l'urgence de la réconciliation nationale et l'occupation du génocide, jusqu'au retour du refoulé et au problème que exament de conscience illustrés par les polémiques et procès qu'on s'est dévoués ces dernières années.

est au moins relativement attendu. Tout y passe : l'endettement familial et social depuis son plus jeune âge, le rêve d'une maison utile et forte, la honte de l'anarchisme et la volonté finale de sauver l'honneur. Tout, sauf envisager de reconnaître qu'il fut, seul responsable de ses actes, et que ces actes furent ignobles. Il est en revanche plus étonnant que le réalisateur - qui corrige à l'occasion au montage les quelques « erreurs » et « oublis » que son introducteur partage avec lui, pliquant des ancêtres fascistes, nazis et collaborateurs de tous poids - ne décrite pas à la pousser davantage dans ses retournements, sans doute a-t-il voulu éviter, selon une prudence idéologique très soignée, « le piège d'une lecture dénonçant du fascisme ». Au contraire, le *Lacoste* de Louis Malle, on peut le soutenir, dit le piège en le piège, on peut se demander si le piège ne consiste pas à éviter le piège.

[illegible]

Allons Z'enfants...

LES DOSSIERS DE L'HISTOIRE.

Témoignages d'anciens « enfants de troupe » élevés à la hache à l'école militaire de Tulle

NOUS étions presque programmés », voilà comment ces anciens militaires de l'école militaire infanterie (Corrèze), ceux qui ont été élevés à la hache à l'école militaire de Tulle, se racontent, pas parcourent pas, les années de leur enfance, de leur jeunesse, de leur vie d'adultes sous regard, ou écrit de famille et de la vieillesse, les souvenirs de leurs études et de leur vie d'adultes, puis en Algérie. Un engagement en Indochine, puis en Algérie. Un engagement, fatal d'obligations que décrit bien le documentaire d'Alain Feraud, Vincent Malet et Serge Tesson, *Mémoires d'enfants de troupe*. Quand la

« Il n'y a pas manqué beaucoup d'amour », dit l'un d'eux, durant ces années passées sous la férule d'officiers et de sous-officiers un brin sadiques à les en croquer. « Un vote de recès dans une plaine d'orties », avoue un autre qui se plaint d'avoir subi, « même, ce ne sont pas des brimades, c'est de l'éducation ! », le poids et les interdictions de la hiérarchie sans s'être véritablement mélangés. Entre 1945 et 1964, dans la formation de l'école de Tulle, des milliers de « enfants de troupe » ont ainsi été formés, ou déformés, par un système éducatif peu connu comme, par exemple, celui qui fonde sur le recours des déshérences à nos injustices. « Les chefs charbonnaient à nous les colliers, et nous à eux avec eux ».

De 1956, Yves Gibien avait tenté son blâme d'enfant de troupe dans un livre sans amour, surit de ses tritipes, plus de quarante ans ont passé depuis la publication de *Alors c'étaient*, et d'autres se rappellent, la face à la caméra, les mauvais moments, la soumission, l'existence rythmée par le calendrier et les corvées. Pourtant, ce livre n'en fait la part des choses, ces dénonciations troublent pas l'esprit de solidarité qui les a tenus, et qui les tient encore.

Jacques Mandelbarn

Jacques Isnard

BON DE COMMANDE

A retourner à :

Boutique du Monde - 21 bis, rue Claude-Bernard - 75005 Paris

Je souhaite recevoir exemplaire(s)

du céderon « l'histoire du jour » 1939-1998

au prix de **269 F** l'unité dont 20 F de frais de port

1299 F prix spécial pour les abonnés au *Mondé*

☐ Ajoutez moi également de ces autres ouvrages de la collection :

Nom : **Prénom :**
Adresse :
Code postal : **Ville :**
*Mention obligatoire.

• Mention obligations

**Une sélection
des archives
du Monde**

4 Le Monde ● Télévision ■ Radio ▼ Multimédia **Dimanche 29 - Lundi 30 novembre 1998**

20 Le Monde ● Télévision ■ Radio ▼ Multimédia Dimanche 27 - Lundi 28 décembre 1995

Le retour de Lara Croft

HISTOIRE. Martin Luther King, Marilyn Monroe, Albert Einstein, André Citroën..., en tout cinquante portraits, ornés selon dix thèmes pour une collection en dix cassettes : « Les Géants du siècle »

Charlie Chaplin est l'un des cinq figures emblématiques de la cassette « l'Image et le rêve »

[illegible][illegible]

■ *1. classe, 4^{es} Secours, collection*
 90 min. Enlève Vidéo 73 F.
 (Prix indicatifs.)

EVANSION

ROME


Week-end "Special Budget" - 5 au 8 Décembre 1998

➔ **1 595 FF***

*Valée guidée de
la chapelle Sixtine offerte*

* Prix minimum au départ de Paris comprenant :
vol direct Paris/Rome/Frète, transferts au centre ville ;
logement hôtel 3* en chambre double, petit-déjeuner.
Taxes aériennes en sus : 115 FF par personne.

Minolta 3615 AF EVASION
Tel. 02 35 74 72 30

 **cit**

CHAPPELLE SIXTINE

© 1998 Minolta Europe

3615
Réduction
SÉJOUR SKI
A ARC 2000
8 jours / 7 nuits

**Vos vacances
sont sur
Minitel**

Offres de
démarche
minute !!!

Spécial départs immédiats
par exceptionnelle à partir
de 100€ effectifs !

Vol, séjour, croisière, congés
à part, discount !

+ de 2000 locations, hôtels,
sites touristiques, aménagement
de vacances

3617 AIREVASION
3617 AIRVOL
3617 INFONEIGE

01 47 12 29 43 - 17 67 46 - 01 47 12 00 06 - 01 47 02 32 01

"EVASION"
conseil publicité
01.42.45.39.40

4 personnes
De 1 440 FF
à 4 070 FF

¹⁴ Prix du studio
du 13 décembre
au 17 avril 93 :
3 015 FF

08 3 48 26 22 (02 77 40 11 87) www.dubouché.com
L'achat d'un appartement vous permet également

... **LA RIVOLUZIONE DEI MULTIMEDIA** **LE MONDO 21**

Dimanche 29 - Lundi 30 novembre 1998 ● Télévision ■ Radio ▼ Multimédia **Le Monde 3**

Le retour de Lara Croft

TOMB RAIDER 3. Ces nouvelles aventures de la belle héroïne restent fidèles à la recette qui a fait le succès des épisodes précédents

QUEL ILEN pourrait unir Charles Darwin, le célèbre naturaliste anglais du XIX^e siècle, et l'aventu-



**Les Flèches Fnac,
un label pour s'y retrouver
dans l'univers des céderoms.**

Chaque mois, la Finc sélectionne des nouveaux cédroms retenus pour leur facilité d'installation, la qualité de leur réalisation et l'intérêt de leur contenu.

Sciences & Loisirs :	
Decouvertes 99	(Havas Interactive)
Encyclopédie Hachette Multimédia 99	(Hachette Multimédia)
Redshift 3	(Mars/Aisyd)
Jeu d'action et de simulation :	
Monaco Grand Prix	(Jui Soft)
Jeu massé :	
Mission Soleil	(Index +)
My first English	(Havas Interactive)
Jeu d'aventure :	
Chine	(Cyril/MNCand +)
Arts et Culture :	
Histoire de l'Aviation	(Montanasse Multimédia)

La Fnac, 50 magasins en France
et aussi Fnac Direct, la Fnac à domicile :
www.fnac.fr et 3615 Fnac 0231 77 11 11



A C T U A L I T É

Une université virtuelle pour les pays francophones

Des étudiants de Dakar pourront bientôt suivre l'enseignement de l'école supérieure de commerce d'Amiens via Internet

Le programme Educapole de formation au management donne une idée de l'université du futur. Conçu par l'école supérieure de commerce d'Amiens, il est expérimenté sur Internet. Grâce à un code d'accès confidentiel, l'étudiant peut suivre une quinzaine de cours (politique et stratégie, comptabilité analytique, droit du travail...), conçus spécialement pour être diffusés sur Internet et accessibles par un système de chat multiples (QCM) lui permet d'évaluer l'efficacité de sa compréhension. Les enseignants communiquent une liste des notions à réviser. Du côté de l'étudiant, le professeur a accès à son travail fourni par ses élèves. Le Web : « Educapole est une formation de trois ans qui permettra aux étudiants de valider



Quatre bureaux et antennes composent le réseau de l'Agence universitaire de la francophonie dans le monde

des modules de vingt heures », explique la coordinatrice du projet, Elena Fieraru, qui voit dans la constitution de classes virtuelles une opportunité nouvelle pour les étudiants des pays du Sud, qui pourront ainsi débattre avec leurs homologues de tous les continents et recevoir un enseignement de qualité.

Les étudiants sénégalais de l'école supérieure polytechnique de l'université Cheikh-Ahmed-Diop de Dakar devraient également bénéficier de ce programme dès janvier. Ils seront guidés dans leurs travaux par des professeurs et auront accès à ce nouveau type d'enseignement.

Stéphane Mandoul, directeur de l'école, Espère de qualité reconnue internationalement. L'université virtuelle francophone permettra à l'Université officielle de fournir sur l'extérieur et d'améliorer son contenu pédagogique.

Stéphane Mandoul
■ www.aupel-uef.org
■ www.reforgbvf

gologue au contact des meilleurs établissements francophones, tout en favorisant la diffusion de son propre savoir.

Educapole fait partie de la vingtaine de projets réalisés par des universités ou des écoles françaises et étrangères, sélectionnés par l'Aupel-uef (Association des universités partiellement ou entièrement de langue française) pour promouvoir l'enseignement à distance sur Internet dans les pays francophones. Tous bénéficieront de subventions.

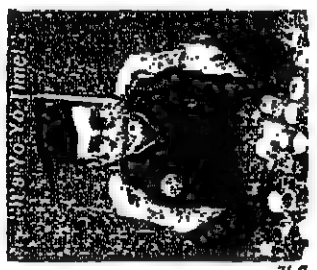
Pour Didier Ollio, le coordonnateur du Fonds francophone universitaire de l'information à l'Aupel-uef, l'université virtuelle « ne peut se concevoir comme un projet parmi d'autres, mais plutôt comme un média-projet, une méta-université qui apportera son soutien aux établissements francophones existants ».

Les différents projets en lice ne concernent, dans un premier temps, que les deuxième et troisième cycles, ainsi que la formation professionnelle spécialisée dans des disciplines comme le droit, l'économie, l'agronomie ou la santé. L'objectif commun est de fournir aux étudiants francophones géographiquement ou économiquement défavorisés, un apprentissage de qualité et permettre à terme de permettre un réajustement des flux d'informations Nord-Sud et développement de la production scientifique dans les pays en voie de développement.

Tout, tout, tout sur le Yo-Yo

Le Yo-Yo, qui fait à nouveau fureur dans les cours de récréation, s'est également installé en force sur le Web. Les sites du National Yo-Yo Museum, à Chico en Californie, et de l'American Yo-Yo Association proposent des histoires très fouillées de ce jouet légendaire. Les interprétations varient : il aurait vu le jour en Chine ou en Grèce, il y a au moins 2 500 ans. Son appellation actuelle pourrait être une déformation du surnom que lui donnait l'aristocratie française au XVIII^e siècle, le « *Joujou de Normandie* ». Ces sites proposent en outre de nombreuses illustrations et photos de Yo-Yo de toutes les époques, et même des enregistrements vidéo de plusieurs compétitions officielles. De son côté, le magazine américain *Yo-Yo Time*, a mis en ligne une sélection de ses articles (photo).

Sur les sites personnels, on découvre que les vrais spécialistes sont surtout des adultes. Les forums sur conseils et astuces pour attirer les regards à réaliser les figures les plus compliquées (le « *death* », le serpent, la tour Eiffel) et à en faire un jeu d'engouement effectif pour une démonstration, quand on est un peu de ficelle... Les débutants peuvent



Fabrice Aubert

- www.nationalyoyo.org
- www.yoyotime.com
- www.yoyoschool.com
- www.yoyoschool.com
- www.yoyoschool.com
- www.yoyoschool.com
- www.yoyoschool.com
- www.yoyoschool.com

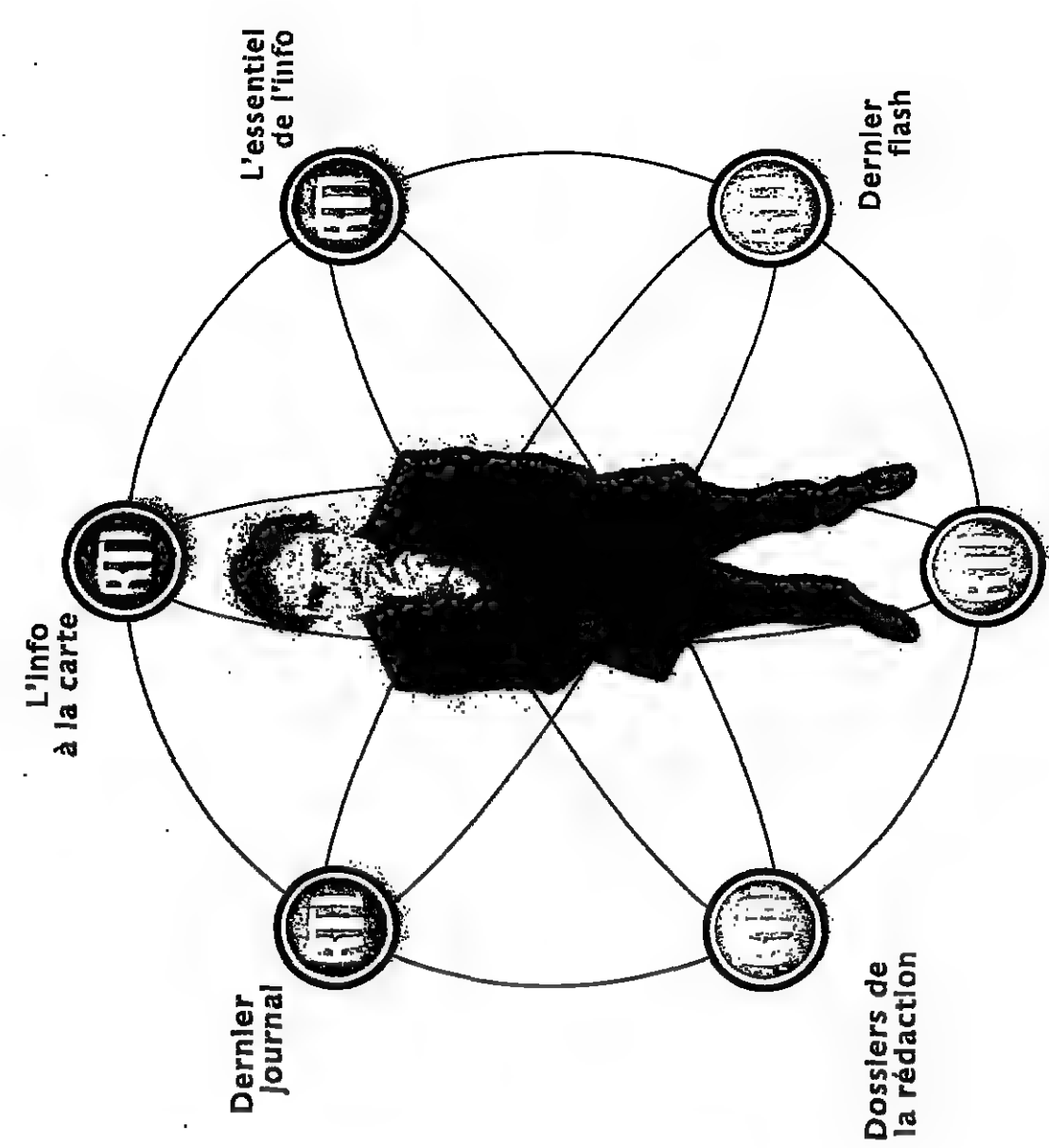
même suivre un véritable entraînement virtuel, à base de croquis, sur le site de la championne du monde 1998, Jennifer Baybrook.

Profitant de cet engouement, fabricants et magasins de jouets se sont aussi installés sur le Web. La plupart de ces boutiques virtuelles sont américaines et japonaises, mais on en trouve aussi en France, notamment Yoyashop. Toutes les marques et tous les types, des plus simples aux plus sophistiqués, y sont disponibles, de même que les accessoires nécessaires à l'entretien (sacoche d'emballage, kit de dépannage...). Les prix des Yo-Yo de collection ou de compétition montent parfois jusqu'à 500 F.

La ressource ascension de Charlie

www.rtl.fr

L'info en continu



Chroniques

Dossier de la rédaction

Dernier Journal

L'Info à la carte

L'essentiel de l'info

Dernier flash



...l'info en continu...l'info à la demande...l'info approfondie...

ten ne eèj6

TF 1

France 2

France 3

La Cinquième

M 6

5.55 Les Américains...
6.30 Le Miroir de l'actualité...
6.45 Journal...
7.30 Les nouvelles...
8.30 Les nouvelles...
9.05 Les nouvelles...
9.55 Les nouvelles...
10.30 Les nouvelles...
11.30 Les nouvelles...
12.30 Les nouvelles...
13.30 Les nouvelles...
14.30 Les nouvelles...
15.30 Les nouvelles...
16.30 Les nouvelles...
17.30 Les nouvelles...
18.30 Les nouvelles...
19.30 Les nouvelles...
20.30 Les nouvelles...

Arte

12.30 Les nouvelles...
13.30 Les nouvelles...
14.30 Les nouvelles...
15.30 Les nouvelles...
16.30 Les nouvelles...
17.30 Les nouvelles...
18.30 Les nouvelles...
19.30 Les nouvelles...
20.30 Les nouvelles...

MADAME

LA POURSUITE

LA COMPAGNIE

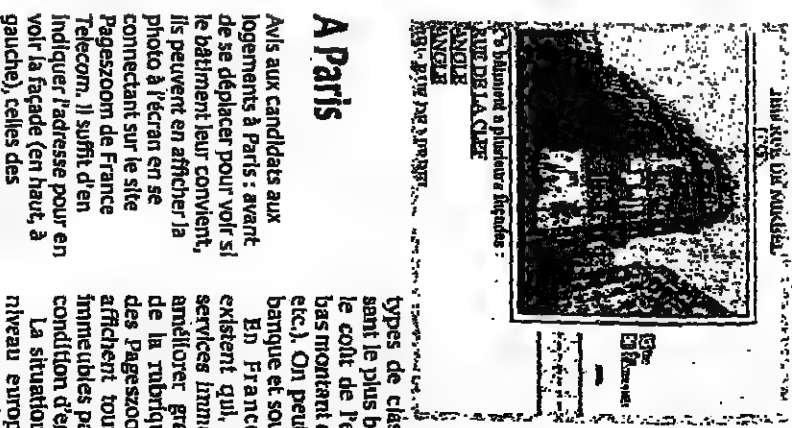
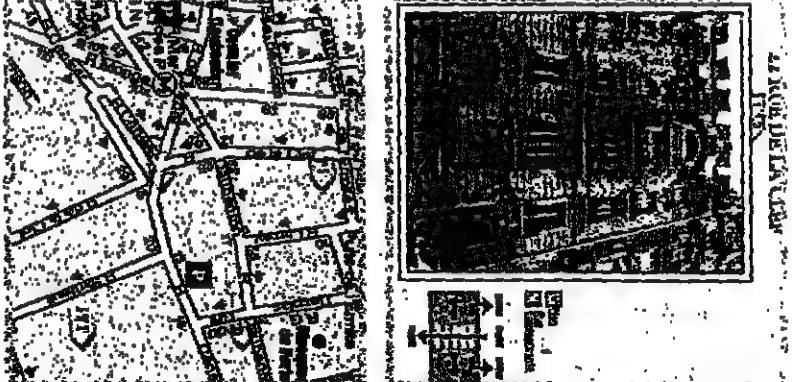
HAUT, BAS, FRAGILE

PACTE

12.30 Les nouvelles...
13.30 Les nouvelles...
14.30 Les nouvelles...
15.30 Les nouvelles...
16.30 Les nouvelles...
17.30 Les nouvelles...
18.30 Les nouvelles...
19.30 Les nouvelles...
20.30 Les nouvelles...

Bonnes adresses, bons plans

Autre acteur important, le groupe...
Méditerranée pour les entreprises...
Le groupe a été créé en 1986...
Le groupe a été créé en 1986...
Le groupe a été créé en 1986...



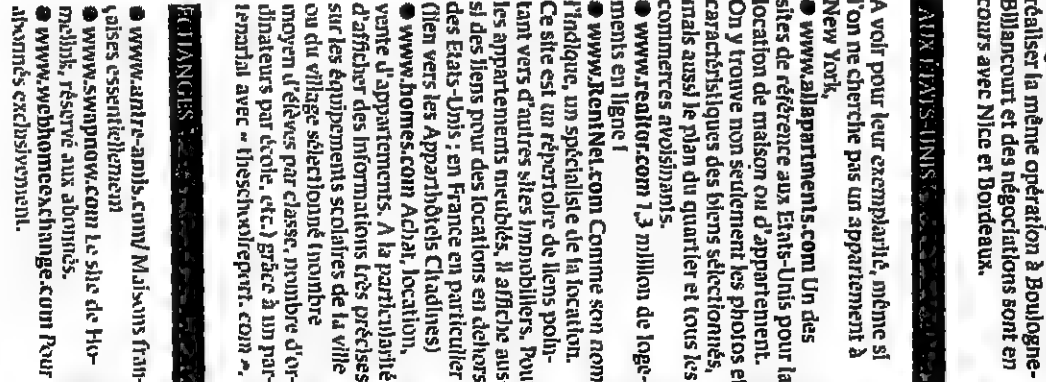
quartier (centralisé)...
informations financières...
Le quartier est situé...
Le quartier est situé...
Le quartier est situé...

A Paris

Avant aux candidats aux...
loans à Paris : avant...
de se déplacer pour voir...
le bâtiment leur convient...
ils peuvent en offrir la...
photo à l'écran en se...
connectant sur le site...
Pages.com, il suffit d'en...
indiquer l'adresse pour en...
voir la façade (en haut, à...
gauche), celles des...
immeubles en vis-à-vis (en...
haut à droite), et le plan...
du quartier (en bas).
Malheureusement, aucun...
site d'annonces...
immobilières ne fournit...
pour offrir un lien direct...
vers la photo du lieu...
correspondant à...
l'annonce.

Amir Khatir

Autre acteur important, le groupe...
Méditerranée pour les entreprises...
Le groupe a été créé en 1986...
Le groupe a été créé en 1986...
Le groupe a été créé en 1986...



quartier (centralisé)...
informations financières...
Le quartier est situé...
Le quartier est situé...
Le quartier est situé...

Scotland Yard
aux gendarmes ?
et aux voleurs ?
Scotland Yard
EMIN BUR CD ROM
Multimédia



ENQUÊTE

Se loger grâce au Net

Avant d'emménager, on peut sélectionner un logement, en regardant la photo sur écran, voire se promener à l'intérieur sans se déplacer

LES candidats locaux ou propriétaires peuvent se réjouir. Le parcours du combattant de toute personne en quête d'un logement pourrait ne plus être pour autant une épreuve obligatoire. Les sites immobiliers se multiplient sur Internet, mettant à la portée d'un simple clic des milliers de petites annonces. L'affichage précis de critères de sélection permet d'affiner sa recherche et de la limiter aux offres pertinentes, évitant ainsi la lecture fastidieuse de colonnes d'offres insatisfaisantes. Finies la course aux rendez-vous et les visites inutiles. Après avoir indiqué ses critères, photos et vidéos s'affichent instantanément.

Aux États-Unis, cette pratique entre dans les mœurs. Selon la société d'études de marché américaine ActivMedia, spécialisée dans l'évolution du commerce électronique, les transactions immobilières réalisées en ligne sont en très forte augmentation. Ce secteur serait l'un des

plus dynamiques de l'immobilier américain. Pour l'instant, limitées à 60 000 offres (ventes, location, et meubles saisonniers), ces bases devraient s'élargir dans les semaines qui viennent pour atteindre 200 000 propositions. Des normes de sécurité sont en cours d'élaboration pour que les agences unifiées la description pour l'instant le site. Ce système remplacera les agences traditionnelles, qui ne transmettent au site central par un Internet, en cours d'élaboration. Les agences pourront ainsi directement mettre à jour le site depuis leur PC : supprimer un enregistrement lorsqu'une transaction a été conclue ou au contraire ajouter une offre. A condition que les membres de cette fédération jouent le jeu. Sur les 7 000 adhérents de la Fnalim, 3 500 alimentent déjà la base de données. « On est à une période charnière », estime Marie-Thérèse Chéderville de Technique Média, société conceptrice du site. Un service personnalisé sera opérationnel dans les prochains jours. Le système gèrera en interne les requêtes des internautes qui le solliciteront. Ces derniers

auront donc qu'à indiquer une fois pour toutes leurs critères de recherche (budget, taille du logement, localisation, etc.). Une « adresse » personnelle leur sera affectée, à laquelle ils pourront accéder directement lors de toute visite ultérieure sur le site. Ce système remplacera les agences traditionnelles, qui ne transmettent au site central par un Internet, en cours d'élaboration. Les agences pourront ainsi directement mettre à jour le site depuis leur PC : supprimer un enregistrement lorsqu'une transaction a été conclue ou au contraire ajouter une offre. A condition que les membres de cette fédération jouent le jeu. Sur les 7 000 adhérents de la Fnalim, 3 500 alimentent déjà la base de données. « On est à une période charnière », estime Marie-Thérèse Chéderville de Technique Média, société conceptrice du site. Un service personnalisé sera opérationnel dans les prochains jours. Le système gèrera en interne les requêtes des internautes qui le solliciteront. Ces derniers

aux agences de la région concernée.

apartments

premium brochure

The Lofts At Infinity Court

545 West 54th Street
New York, NY 10019
22 Unit, Bldg 1928

Offre Hors

Monsieur, 100-600



Property managed



A New York

Aux États-Unis, les appartements.com est l'un des sites de référence pour la location de maisons en direct. Créé en 1997, ce site contient 5 millions de logements pour plus de 5 000 villes américaines. Pour cette recherche d'un appartement meublé avec trois chambres et parking dans New York, le site affiche la photo des logements disponibles correspondant aux critères, leur plan et la carte du quartier dans lequel ils se trouvent, plus une masse d'informations sur la façon d'assurer le logement sélectionné, les commerces et écoles du voisinage, l'organisation du démenagement...

Canal +

► En clair jusqu'à 9h00.
6.39 et 12.28, 2.09 Pin-up.
7.00 et 7.20, 8.55
Flash d'information.

7.05 ABC News.
7.25 et 13.30 Le Journal
de l'emploi.

7.30 Télétoiles.
Série: Carnaval.

7.55 La Bande du week-end.
8.10 Le Vrai Journal.

9.00 La Femme de chambre
du Titanic.

Flm: Bigas Luna
(1997, 95 min).

10.35 et 15.30, 5.15 Surprises.
Les Monstres

Flm: Roy Ward Baker
(1967, 98 min).

10.40 et 15.40, 5.20
Etonnant - et très rare -
flm de science-fiction
sur les monstres surgis
du fond des temps.

► En clair jusqu'à 13.35
12.50 Un autre journal.

13.34 Les mots ont
des visages. Obélis.

13.35 Smilla
des glaces. Obélis.

13.55 T.V. Magazine.
(1997, 115 min).

16.55 Barracuda
Flm: Philippe Halm
(1997, 90 min).

► En clair jusqu'à 20.40
18.25 Flash d'information.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

Câble et satellite

TV 5

20.00 Enquête spéciale.
Opération Invisibles.

22.00 Journal
du soir.

22.25 Mélo
(France 3).

22.30 Kiosque.
Magazine.

23.15 Mises au point.
10 min.

0.15 French Focus
0.30 30/30 France 3.

1.00 Journal (FR3).

► En clair jusqu'à 13.35
12.50 Un autre journal.

13.34 Les mots ont
des visages. Obélis.

13.35 Smilla
des glaces. Obélis.

13.55 T.V. Magazine.
(1997, 115 min).

16.55 Barracuda
Flm: Philippe Halm
(1997, 90 min).

► En clair jusqu'à 20.40
18.25 Flash d'information.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

Odyssée

20.40 Au nom des animaux.
Comme des vacances.

21.10 Les Dangers
de la mer. (TV13).

21.35 La jungle de verre.
Magazine.

22.00 La jungle de verre.
Magazine.

22.30 A corps et à cordes.
Magazine.

23.20 Le Temps
des caniculales. (TV1).

0.10 Bon voyage.
Magazine.

0.45 Médecins de nuit.
Happy birthday (55 min).

► En clair jusqu'à 13.35
12.50 Un autre journal.

13.34 Les mots ont
des visages. Obélis.

13.35 Smilla
des glaces. Obélis.

13.55 T.V. Magazine.
(1997, 115 min).

16.55 Barracuda
Flm: Philippe Halm
(1997, 90 min).

► En clair jusqu'à 20.40
18.25 Flash d'information.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

Série Club

20.10 Happy Days.
Fonctionnaire.

20.35 American Studio.
Magazine.

20.50 Magazine.
Le soir.

21.35 Bugs.
Magazine.

22.25 Les Anges de la ville.
Magazine.

23.10 Buffy contre
les vampires. (TV1).

0.00 Agence Aspic.
Magazine.

0.45 Médecins de nuit.
Happy birthday (55 min).

► En clair jusqu'à 13.35
12.50 Un autre journal.

13.34 Les mots ont
des visages. Obélis.

13.35 Smilla
des glaces. Obélis.

13.55 T.V. Magazine.
(1997, 115 min).

16.55 Barracuda
Flm: Philippe Halm
(1997, 90 min).

► En clair jusqu'à 20.40
18.25 Flash d'information.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.

20.40 et 20.45
20.35 Pas si vite.



La gestion des risques technologiques et le citoyen

Progrès et démocratie

TCHERNOBYL est venu rappeler aux civilisations qu'elles sont mortelles. A technologies nouvelles, dangers nouveaux. Comment gérer ces risques en démocratie, c'est la question que pose Stéphanie Deligeorgis - par ailleurs productrice d'une nouvelle émission, « Le Front des sciences », le Jeudi à 15 h 30 sur France-Culture - lors des Entretiens scientifiques de Brest. Le 24 octobre : Sciences et éthique ou le devoir de parole. Bien qu'en droit communautaire un « principe de précaution » soumette toute entreprise à risque au contrôle des experts, nul ne sait comment faire l'expérience de ce qui n'existe pas. Ce qu'on demande alors au chercheur, c'est de donner une valeur au doute. Or, qu'il s'agisse d'un médicament ou d'un nucléaire, quel sera le critère du risque entre la probabilité ou la simple hypothèse ? Par ailleurs, les intervenants mondiaux commentent la difficulté de contrôler les déchets radioactifs par un accord de coopération internationale. L'intervention démocratique est-elle encore possible quand seul l'expert est juge ? Le débat se limite alors au seul faitement, au risque de créer une politique sans citoyens, pourtant souvent les premiers à payer le prix du danger. Mais le véritable problème est celui de l'information. Des comptes rendus des discours d'experts, tous les participants s'accordaient à reconnaître la difficulté pour le public à comprendre les véritables enjeux. Des bords comment exercer le dernier recours de tous ceux que concernent ces questions : la vigilance ?

Vincent Delégué
PM Paris 92.7 ou 92.1

28 Le Monde • Télévision • Radio • Multimédia • Dimanche 29 - Lundi 30 novembre 1998

France-Culture

Informations :
7.00-7.30 : 8.00 : 9.00 : 12.30 : 13.30 : 22.00 : 0.00 : 7.00 Culture matin : 7.05 : 7.40 : 8.00 : 8.30 : 9.00 : 9.30 : 10.00 : 10.30 : 11.00 : 11.30 : 12.00 : 12.30 : 13.00 : 13.30 : 14.00 : 14.30 : 15.00 : 15.30 : 16.00 : 16.30 : 17.00 : 17.30 : 18.00 : 18.30 : 19.00 : 19.30 : 20.00 : 20.30 : 21.00 : 21.30 : 22.00 : 22.30 : 23.00 : 23.30 : 24.00 : 24.30 : 25.00 : 25.30 : 26.00 : 26.30 : 27.00 : 27.30 : 28.00 : 28.30 : 29.00 : 29.30 : 30.00 : 30.30 : 31.00 : 31.30 : 32.00 : 32.30 : 33.00 : 33.30 : 34.00 : 34.30 : 35.00 : 35.30 : 36.00 : 36.30 : 37.00 : 37.30 : 38.00 : 38.30 : 39.00 : 39.30 : 40.00 : 40.30 : 41.00 : 41.30 : 42.00 : 42.30 : 43.00 : 43.30 : 44.00 : 44.30 : 45.00 : 45.30 : 46.00 : 46.30 : 47.00 : 47.30 : 48.00 : 48.30 : 49.00 : 49.30 : 50.00 : 50.30 : 51.00 : 51.30 : 52.00 : 52.30 : 53.00 : 53.30 : 54.00 : 54.30 : 55.00 : 55.30 : 56.00 : 56.30 : 57.00 : 57.30 : 58.00 : 58.30 : 59.00 : 59.30 : 60.00 : 60.30 : 61.00 : 61.30 : 62.00 : 62.30 : 63.00 : 63.30 : 64.00 : 64.30 : 65.00 : 65.30 : 66.00 : 66.30 : 67.00 : 67.30 : 68.00 : 68.30 : 69.00 : 69.30 : 70.00 : 70.30 : 71.00 : 71.30 : 72.00 : 72.30 : 73.00 : 73.30 : 74.00 : 74.30 : 75.00 : 75.30 : 76.00 : 76.30 : 77.00 : 77.30 : 78.00 : 78.30 : 79.00 : 79.30 : 80.00 : 80.30 : 81.00 : 81.30 : 82.00 : 82.30 : 83.00 : 83.30 : 84.00 : 84.30 : 85.00 : 85.30 : 86.00 : 86.30 : 87.00 : 87.30 : 88.00 : 88.30 : 89.00 : 89.30 : 90.00 : 90.30 : 91.00 : 91.30 : 92.00 : 92.30 : 93.00 : 93.30 : 94.00 : 94.30 : 95.00 : 95.30 : 96.00 : 96.30 : 97.00 : 97.30 : 98.00 : 98.30 : 99.00 : 99.30 : 100.00 : 100.30 : 101.00 : 101.30 : 102.00 : 102.30 : 103.00 : 103.30 : 104.00 : 104.30 : 105.00 : 105.30 : 106.00 : 106.30 : 107.00 : 107.30 : 108.00 : 108.30 : 109.00 : 109.30 : 110.00 : 110.30 : 111.00 : 111.30 : 112.00 : 112.30 : 113.00 : 113.30 : 114.00 : 114.30 : 115.00 : 115.30 : 116.00 : 116.30 : 117.00 : 117.30 : 118.00 : 118.30 : 119.00 : 119.30 : 120.00 : 120.30 : 121.00 : 121.30 : 122.00 : 122.30 : 123.00 : 123.30 : 124.00 : 124.30 : 125.00 : 125.30 : 126.00 : 126.30 : 127.00 : 127.30 : 128.00 : 128.30 : 129.00 : 129.30 : 130.00 : 130.30 : 131.00 : 131.30 : 132.00 : 132.30 : 133.00 : 133.30 : 134.00 : 134.30 : 135.00 : 135.30 : 136.00 : 136.30 : 137.00 : 137.30 : 138.00 : 138.30 : 139.00 : 139.30 : 140.00 : 140.30 : 141.00 : 141.30 : 142.00 : 142.30 : 143.00 : 143.30 : 144.00 : 144.30 : 145.00 : 145.30 : 146.00 : 146.30 : 147.00 : 147.30 : 148.00 : 148.30 : 149.00 : 149.30 : 150.00 : 150.30 : 151.00 : 151.30 : 152.00 : 152.30 : 153.00 : 153.30 : 154.00 : 154.30 : 155.00 : 155.30 : 156.00 : 156.30 : 157.00 : 157.30 : 158.00 : 158.30 : 159.00 : 159.30 : 160.00 : 160.30 : 161.00 : 161.30 : 162.00 : 162.30 : 163.00 : 163.30 : 164.00 : 164.30 : 165.00 : 165.30 : 166.00 : 166.30 : 167.00 : 167.30 : 168.00 : 168.30 : 169.00 : 169.30 : 170.00 : 170.30 : 171.00 : 171.30 : 172.00 : 172.30 : 173.00 : 173.30 : 174.00 : 174.30 : 175.00 : 175.30 : 176.00 : 176.30 : 177.00 : 177.30 : 178.00 : 178.30 : 179.00 : 179.30 : 180.00 : 180.30 : 181.00 : 181.30 : 182.00 : 182.30 : 183.00 : 183.30 : 184.00 : 184.30 : 185.00 : 185.30 : 186.00 : 186.30 : 187.00 : 187.30 : 188.00 : 188.30 : 189.00 : 189.30 : 190.00 : 190.30 : 191.00 : 191.30 : 192.00 : 192.30 : 193.00 : 193.30 : 194.00 : 194.30 : 195.00 : 195.30 : 196.00 : 196.30 : 197.00 : 197.30 : 198.00 : 198.30 : 199.00 : 199.30 : 200.00 : 200.30 : 201.00 : 201.30 : 202.00 : 202.30 : 203.00 : 203.30 : 204.00 : 204.30 : 205.00 : 205.30 : 206.00 : 206.30 : 207.00 : 207.30 : 208.00 : 208.30 : 209.00 : 209.30 : 210.00 : 210.30 : 211.00 : 211.30 : 212.00 : 212.30 : 213.00 : 213.30 : 214.00 : 214.30 : 215.00 : 215.30 : 216.00 : 216.30 : 217.00 : 217.30 : 218.00 : 218.30 : 219.00 : 219.30 : 220.00 : 220.30 : 221.00 : 221.30 : 222.00 : 222.30 : 223.00 : 223.30 : 224.00 : 224.30 : 225.00 : 225.30 : 226.00 : 226.30 : 227.00 : 227.30 : 228.00 : 228.30 : 229.00 : 229.30 : 230.00 : 230.30 : 231.00 : 231.30 : 232.00 : 232.30 : 233.00 : 233.30 : 234.00 : 234.30 : 235.00 : 235.30 : 236.00 : 236.30 : 237.00 : 237.30 : 238.00 : 238.30 : 239.00 : 239.30 : 240.00 : 240.30 : 241.00 : 241.30 : 242.00 : 242.30 : 243.00 : 243.30 : 244.00 : 244.30 : 245.00 : 245.30 : 246.00 : 246.30 : 247.00 : 247.30 : 248.00 : 248.30 : 249.00 : 249.30 : 250.00 : 250.30 : 251.00 : 251.30 : 252.00 : 252.30 : 253.00 : 253.30 : 254.00 : 254.30 : 255.00 : 255.30 : 256.00 : 256.30 : 257.00 : 257.30 : 258.00 : 258.30 : 259.00 : 259.30 : 260.00 : 260.30 : 261.00 : 261.30 : 262.00 : 262.30 : 263.00 : 263.30 : 264.00 : 264.30 : 265.00 : 265.30 : 266.00 : 266.30 : 267.00 : 267.30 : 268.00 : 268.30 : 269.00 : 269.30 : 270.00 : 270.30 : 271.00 : 271.30 : 272.00 : 272.30 : 273.00 : 273.30 : 274.00 : 274.30 : 275.00 : 275.30 : 276.00 : 276.30 : 277.00 : 277.30 : 278.00 : 278.30 : 279.00 : 279.30 : 280.00 : 280.30 : 281.00 : 281.30 : 282.00 : 282.30 : 283.00 : 283.30 : 284.00 : 284.30 : 285.00 : 285.30 : 286.00 : 286.30 : 287.00 : 287.30 : 288.00 : 288.30 : 289.00 : 289.30 : 290.00 : 290.30 : 291.00 : 291.30 : 292.00 : 292.30 : 293.00 : 293.30 : 294.00 : 294.30 : 295.00 : 295.30 : 296.00 : 296.30 : 297.00 : 297.30 : 298.00 : 298.30 : 299.00 : 299.30 : 300.00 : 300.30 : 301.00 : 301.30 : 302.00 : 302.30 : 303.00 : 303.30 : 304.00 : 304.30 : 305.00 : 305.30 : 306.00 : 306.30 : 307.00 : 307.30 : 308.00 : 308.30 : 309.00 : 309.30 : 310.00 : 310.30 : 311.00 : 311.30 : 312.00 : 312.30 : 313.00 : 313.30 : 314.00 : 314.30 : 315.00 : 315.30 : 316.00 : 316.30 : 317.00 : 317.30 : 318.00 : 318.30 : 319.00 : 319.30 : 320.00 : 320.30 : 321.00 : 321.30 : 322.00 : 322.30 : 323.00 : 323.30 : 324.00 : 324.30 : 325.00 : 325.30 : 326.00 : 326.30 : 327.00 : 327.30 : 328.00 : 328.30 : 329.00 : 329.30 : 330.00 : 330.30 : 331.00 : 331.30 : 332.00 : 332.30 : 333.00 : 333.30 : 334.00 : 334.30 : 335.00 : 335.30 : 336.00 : 336.30 : 337.00 : 337.30 : 338.00 : 338.30 : 339.00 : 339.30 : 340.00 : 340.30 : 341.00 : 341.30 : 342.00 : 342.30 : 343.00 : 343.30 : 344.00 : 344.30 : 345.00 : 345.30 : 346.00 : 346.30 : 347.00 : 347.30 : 348.00 : 348.30 : 349.00 : 349.30 : 350.00 : 350.30 : 351.00 : 351.30 : 352.00 : 352.30 : 353.00 : 353.30 : 354.00 : 354.30 : 355.00 : 355.30 : 356.00 : 356.30 : 357.00 : 357.30 : 358.00 : 358.30 : 359.00 : 359.30 : 360.00 : 360.30 : 361.00 : 361.30 : 362.00 : 362.30 : 363.00 : 363.30 : 364.00 : 364.30 : 365.00 : 365.30 : 366.00 : 366.30 : 367.00 : 367.30 : 368.00 : 368.30 : 369.00 : 369.30 : 370.00 : 370.30 : 371.00 : 371.30 : 372.00 : 372.30 : 373.00 : 373.30 : 374.00 : 374.30 : 375.00 : 375.30 : 376.00 : 376.30 : 377.00 : 377.30 : 378.00 : 378.30 : 379.00 : 379.30 : 380.00 : 380.30 : 381.00 : 381.30 : 382.00 : 382.30 : 383.00 : 383.30 : 384.00 : 384.30 : 385.00 : 385.30 : 386.00 : 386.30 : 387.00 : 387.30 : 388.00 : 388.30 : 389.00 : 389.30 : 390.00 : 390.30 : 391.00 : 391.30 : 392.00 : 392.30 : 393.00 : 393.30 : 394.00 : 394.30 : 395.00 : 395.30 : 396.00 : 396.30 : 397.00 : 397.30 : 398.00 : 398.30 : 399.00 : 399.30 : 400.00 : 400.30 : 401.00 : 401.30 : 402.00 : 402.30 : 403.00 : 403.30 : 404.00 : 404.30 : 405.00 : 405.30 : 406.00 : 406.30 : 407.00 : 407.30 : 408.00 : 408.30 : 409.00 : 409.30 : 410.00 : 410.30 : 411.00 : 411.30 : 412.00 : 412.30 : 413.00 : 413.30 : 414.00 : 414.30 : 415.00 : 415.30 : 416.00 : 416.30 : 417.00 : 417.30 : 418.00 : 418.30 : 419.00 : 419.30 : 420.00 : 420.30 : 421.00 : 421.30 : 422.00 : 422.30 : 423.00 : 423.30 : 424.00 : 424.30 : 425.00 : 425.30 : 426.00 : 426.30 : 427.00 : 427.30 : 428.00 : 428.30 : 429.00 : 429.30 : 430.00 : 430.30 : 431.00 : 431.30 : 432.00 : 432.30 : 433.00 : 433.30 : 434.00 : 434.30 : 435.00 : 435.30 : 436.00 : 436.30 : 437.00 : 437.30 : 438.00 : 438.30 : 439.00 : 439.30 : 440.00 : 440.30 : 441.00 : 441.30 : 442.00 : 442.30 : 443.00 : 443.30 : 444.00 : 444.30 : 445.00 : 445.30 : 446.00 : 446.30 : 447.00 : 447.30 : 448.00 : 448.30 : 449.00 : 449.30 : 450.00 : 450.30 : 451.00 : 451.30 : 452.00 : 452.30 : 453.00 : 453.30 : 454.00 : 454.30 : 455.00 : 455.30 : 456.00 : 456.30 : 457.00 : 457.30 : 458.00 : 458.30 : 459.00 : 459.30 : 460.00 : 460.30 : 461.00 : 461.30 : 462.00 : 462.30 : 463.00 : 463.30 : 464.00 : 464.30 : 465.00 : 465.30 : 466.00 : 466.30 : 467.00 : 467.30 : 468.00 : 468.30 : 469.00 : 469.30 : 470.00 : 470.30 : 471.00 : 471.30 : 472.00 : 472.30 : 473.00 : 473.30 : 474.00 : 474.30 : 475.00 : 475.30 : 476.00 : 476.30 : 477.00 : 477.30 : 478.00 : 478.30 : 479.00 : 479.30 : 480.00 : 480.30 : 481.00 : 481.30 : 482.00 : 482.30 : 483.00 : 483.30 : 484.00 : 484.30 : 485.00 : 485.30 : 486.00 : 486.30 : 487.00 : 487.30 : 488.00 : 488.30 : 489.00 : 489.30 : 490.00 : 490.30 : 491.00 : 491.30 : 492.00 : 492.30 : 493.00 : 493.30 : 494.00 : 494.30 : 495.00 : 495.30 : 496.00 : 496.30 : 497.00 : 497.30 : 498.00 : 498.30 : 499.00 : 499.30 : 500.00 : 500.30 : 501.00 : 501.30 : 502.00 : 502.30 : 503.00 : 503.30 : 504.00 : 504.30 : 505.00 : 505.30 : 506.00 : 506.30 : 507.00 : 507.30 : 508.00 : 508.30 : 509.00 : 509.30 : 510.00 : 510.30 : 511.00 : 511.30 : 512.00 : 512.30 : 513.00 : 513.30 : 514.00 : 514.30 : 515.00 : 515.30 : 516.00 : 516.30 : 517.00 : 517.30 : 518.00 : 518.30 : 519.00 : 519.30 : 520.00 : 520.30 : 521.00 : 521.30 : 522.00 : 522.30 : 523.00 : 523.30 : 524.00 : 524.30 : 525.00 : 525.30 : 526.00 : 526.30 : 527.00 : 527.30 : 528.00 : 528.30 : 529.00 : 529.30 : 530.00 : 530.30 : 531.00 : 531.30 : 532.00 : 532.30 : 533.00 : 533.30 : 534.00 : 534.30 : 535.00 : 535.30 : 536.00 : 536.30 : 537.00 : 537.30 : 538.00 : 538.30 : 539.00 : 539.30 : 540.00 : 540.30 : 541.00 : 541.30 : 542.00 : 542.30 : 543.00 : 543.30 : 544.00 : 544.30 : 545.00 : 545.30 : 546.00 : 546.30 : 547.00 : 547.30 : 548.00 : 548.30 : 549.00 : 549.30 : 550.00 : 550.30 : 551.00 : 551.30 : 552.00 : 552.30 : 553.00 : 553.30 : 554.00 : 554.30 : 555.00 : 555.30 : 556.00 : 556.30 : 557.00 : 557.30 : 558.00 : 558.30 : 559.00 : 559.30 : 560.00 : 560.30 : 561.00 : 561.30 : 562.00 : 562.30 : 563.00 : 563.30 : 564.00 : 564.30 : 565.00 : 565.30 : 566.00 : 566.30 : 567.00 : 567.30 : 568.00 : 568.30 : 569.00 : 569.30 : 570.00 : 570.30 : 571.00 : 571.30 : 572.00 : 572.30 : 573.00 : 573.30 : 574.00 : 574.30 : 575.00 : 575.30 : 576.00 : 576.30 : 577.00 : 577.30 : 578.00 : 578.30 : 579.00 : 579.30 : 580.00 : 580.30 : 581.00 : 581.30 : 582.00 : 582.30 : 583.00 : 583.30 : 584.00 : 584.30 : 585.00 : 585.30 : 586.00 : 586.30 : 587.00 : 587.30 : 588.00 : 588.30 : 589.00 : 589.30 : 590.00 : 590.30 : 591.00 : 591.30 : 592.00 : 592.30 : 593.00 : 593.30 : 594.00 : 594.30 : 595.00 : 595.30 : 596.00 : 596.30 : 597.00 : 597.30 : 598.00 : 598.30 : 599.00 : 599.30 : 600.00 : 600.30 : 601.00 : 601.30 : 602.00 : 602.30 : 603.00 : 603.30 : 604.00 : 604.30 : 605.00 : 605.30 : 606.00 : 606.30 : 607.00 : 607.30 : 608.00 : 608.30 : 609.00 : 609.30 : 610.00 : 610.30 : 611.00 : 611.30 : 612.00 : 612.30 : 613.00 : 613.30 : 614.00 : 614.30 : 615.00 : 615.30 : 616.00 : 616.30 : 617.00 : 617.30 : 618.00 : 618.30 : 619.00 : 619.30 : 620.00 : 620.30 : 621.00 : 621.30 : 622.00 : 622.30 : 623.00 : 623.30 : 624.00 : 624.30 : 625.00 : 625.30 : 626.00 : 626.30 : 627.00 : 627.30 : 628.00 : 628.30 : 629.00 : 629.30 : 630.00 : 630.30 : 631.00 : 631.30 : 632.00 : 632.30 : 633.00 : 633.30 : 634.00 : 634.30 : 635.00 : 635.30 : 636.00 : 636.30 : 637.00 : 637.30 : 638.00 : 638.30 : 639.00 : 639.30 : 640.00 : 640.30 : 641.00 : 641.30 : 642.00 : 642.30 : 643.00 : 643.30 : 644.00 : 644.30 : 645.00 : 645.30 : 646.00 : 646.30 : 647.00 : 647.30 : 648.00 : 648.30 : 649.00 : 649.30 : 650.00 : 650.30 : 651.00 : 651.30 : 652.00 : 652.30 : 653.00 : 653.30 : 654.00 : 654.30 : 655.00 : 655.30 : 656.00 : 656.30 : 657.00 : 657.30 : 658.00 : 658.30 : 659.00 : 659.30 : 660.00 : 660.30 : 661.00 : 661.30 : 662.00 : 662.30 : 663.00 : 663.30 : 664.00 : 664.30 : 665.00 : 665.30 : 666.00 : 666.30 : 667.00 : 667.30 : 668.00 : 668.30 : 669.00 : 669.30 : 670.00 : 670.30 : 671.00 : 671.30 : 672.00 : 672.30 : 673.00 : 673.30 : 674.00 : 674.30 : 675.00 : 675.30 : 676.00 : 676.30 : 677.00 : 677.30 : 678.00 : 678.30 : 679.00 : 679.30 : 680.00 : 680.30 : 681.00 : 681.30 : 682.00 : 682.30 : 683.00 : 683.30 : 684.00 : 684.30 : 685.00 : 685.30 : 686.00 : 686.30 : 687.00 : 687.30 : 688.00 : 688.30 : 689.00 : 689.30 : 690.00 : 690.30 : 691.00 : 691.30 : 692.00 : 692.30 : 693.00 : 693.30 : 694.00 : 694.30 : 695.00 : 695.30 : 696.00 : 696.30 : 697.00 : 697.30 : 698.00 : 698.30 : 699.00 : 699.30 : 700.00 : 700.30 : 701.00 : 701.30 : 702.00 : 702.30 : 703.00 : 703.30 : 704.00 : 704.30 : 705.00 : 705.30 : 706.00 : 706.30 : 707.00 : 707.30 : 708.00 : 708.30 : 709.00 : 709.30 : 710.00 : 710.30 : 711.00 : 711.30 : 712.00 : 712.30 : 713.00 : 713.30 : 714.00 : 714.30 : 715.00 : 715.30 : 716.00 : 716.30 : 717.00 : 717.30 : 718.00 : 718.30 : 719.00 : 719.30 : 720.00 : 720.30 : 721.00 : 721.30 : 722.00 : 722.30 : 723.00 : 723.30 : 724.00 : 724.30 : 725.00 : 725.30 : 726.00 : 726.30 : 727.00 : 727.30 : 728.00 : 728.30 : 729.00 : 729.30 : 730.00 : 730.30 : 731.00 : 731.30 : 732.00 : 732.30 : 733.00 : 733.30 : 734.00 : 734.30 : 735.00 : 735.30 : 736.00 : 736.30 : 737.00 : 737.30 : 738.00 : 738.30 : 739.00 : 739.30 : 740.00 : 740.30 : 741.00 : 741.30 : 742.00 : 742.30 : 743.00 : 743.30 : 744.00



TF 1

France 2

France 3

La Cinquième

M 6

Portrait Une Américaine à BFM

Après avoir joué sa jeunesse à travers le monde, la journaliste Barbara Victor s'est posée à Paris. Pour la station tout-Info, elle commente l'actualité avec un ton « made in USA »



Le distancement joue alors qu'elle s'apprête à reporter la direction de son journal, ne pouvant la payer, 1000 dollars la semaine. Barbara Victor, née Victor, a une véritable racine américaine. Elle est née à New York, dans une famille juive, et a grandi à Manhattan. Elle a étudié à l'université de Columbia, où elle a obtenu son diplôme de journalisme. Elle a travaillé pour plusieurs médias américains, dont le New York Times et le Washington Post. Elle a également travaillé pour des médias internationaux, dont la BBC et la France 2. Elle est actuellement à Paris, où elle travaille pour la station tout-Info. Elle commente l'actualité avec un ton « made in USA ».

NAVARRO

Les chauffeurs de l'auto-école. Avec Roger Tardif. 19h30. La 1ère. Les chauffeurs de l'auto-école. Avec Roger Tardif. 19h30. La 1ère.

MADE IN AMERICA

FACE AU SILENCE. Tardif, Donald Wipe. Avec Roger Tardif. 19h30. La 1ère. Face au silence. Tardif, Donald Wipe. Avec Roger Tardif. 19h30. La 1ère.

PAR OÙ

TES RENTRÉS, ON T'A PAS VU SORTIR. Tardif, Roger. Avec Roger Tardif. 19h30. La 1ère. Tes rentrés, on t'a pas vu sortir. Tardif, Roger. Avec Roger Tardif. 19h30. La 1ère.

MADE IN AMERICA

FACE AU SILENCE. Tardif, Donald Wipe. Avec Roger Tardif. 19h30. La 1ère. Face au silence. Tardif, Donald Wipe. Avec Roger Tardif. 19h30. La 1ère.

ENVOYÉ SPÉCIAL

Présenté par B. Benayahu. Les maîtres qui soignent. 19h30. La 1ère. Envoyé spécial. Présenté par B. Benayahu. Les maîtres qui soignent. 19h30. La 1ère.

PAR OÙ

TES RENTRÉS, ON T'A PAS VU SORTIR. Tardif, Roger. Avec Roger Tardif. 19h30. La 1ère. Tes rentrés, on t'a pas vu sortir. Tardif, Roger. Avec Roger Tardif. 19h30. La 1ère.

MADE IN AMERICA

FACE AU SILENCE. Tardif, Donald Wipe. Avec Roger Tardif. 19h30. La 1ère. Face au silence. Tardif, Donald Wipe. Avec Roger Tardif. 19h30. La 1ère.

MADE IN AMERICA

FACE AU SILENCE. Tardif, Donald Wipe. Avec Roger Tardif. 19h30. La 1ère. Face au silence. Tardif, Donald Wipe. Avec Roger Tardif. 19h30. La 1ère.

FATALE

Film. Louis Malle (1993). Avec Juliette Binoche, Jeremy Irons. 19h30. La 1ère. Fatale. Film. Louis Malle (1993). Avec Juliette Binoche, Jeremy Irons. 19h30. La 1ère.

PAR OÙ

TES RENTRÉS, ON T'A PAS VU SORTIR. Tardif, Roger. Avec Roger Tardif. 19h30. La 1ère. Tes rentrés, on t'a pas vu sortir. Tardif, Roger. Avec Roger Tardif. 19h30. La 1ère.

MADE IN AMERICA

FACE AU SILENCE. Tardif, Donald Wipe. Avec Roger Tardif. 19h30. La 1ère. Face au silence. Tardif, Donald Wipe. Avec Roger Tardif. 19h30. La 1ère.

MADE IN AMERICA

FACE AU SILENCE. Tardif, Donald Wipe. Avec Roger Tardif. 19h30. La 1ère. Face au silence. Tardif, Donald Wipe. Avec Roger Tardif. 19h30. La 1ère.

SOIRÉE THÉMATIQUE :

EXCLUSION, C'EST ARRIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS. Tardif, Roger. Avec Roger Tardif. 19h30. La 1ère. Soirée thématique : Exclusion, c'est arrivé près de chez vous. Tardif, Roger. Avec Roger Tardif. 19h30. La 1ère.

PAR OÙ

TES RENTRÉS, ON T'A PAS VU SORTIR. Tardif, Roger. Avec Roger Tardif. 19h30. La 1ère. Tes rentrés, on t'a pas vu sortir. Tardif, Roger. Avec Roger Tardif. 19h30. La 1ère.

MADE IN AMERICA

FACE AU SILENCE. Tardif, Donald Wipe. Avec Roger Tardif. 19h30. La 1ère. Face au silence. Tardif, Donald Wipe. Avec Roger Tardif. 19h30. La 1ère.

MADE IN AMERICA

FACE AU SILENCE. Tardif, Donald Wipe. Avec Roger Tardif. 19h30. La 1ère. Face au silence. Tardif, Donald Wipe. Avec Roger Tardif. 19h30. La 1ère.

X-FILES

Révélation du magazine. Avec Roger Tardif. 19h30. La 1ère. X-Files. Révélation du magazine. Avec Roger Tardif. 19h30. La 1ère.

PAR OÙ

TES RENTRÉS, ON T'A PAS VU SORTIR. Tardif, Roger. Avec Roger Tardif. 19h30. La 1ère. Tes rentrés, on t'a pas vu sortir. Tardif, Roger. Avec Roger Tardif. 19h30. La 1ère.

MADE IN AMERICA

FACE AU SILENCE. Tardif, Donald Wipe. Avec Roger Tardif. 19h30. La 1ère. Face au silence. Tardif, Donald Wipe. Avec Roger Tardif. 19h30. La 1ère.

MADE IN AMERICA

FACE AU SILENCE. Tardif, Donald Wipe. Avec Roger Tardif. 19h30. La 1ère. Face au silence. Tardif, Donald Wipe. Avec Roger Tardif. 19h30. La 1ère.

LE MISSIONNAIRE

Richard Dreyfuss. Avec Roger Tardif. 19h30. La 1ère. Le missionnaire. Richard Dreyfuss. Avec Roger Tardif. 19h30. La 1ère.

PAR OÙ

TES RENTRÉS, ON T'A PAS VU SORTIR. Tardif, Roger. Avec Roger Tardif. 19h30. La 1ère. Tes rentrés, on t'a pas vu sortir. Tardif, Roger. Avec Roger Tardif. 19h30. La 1ère.

MADE IN AMERICA

FACE AU SILENCE. Tardif, Donald Wipe. Avec Roger Tardif. 19h30. La 1ère. Face au silence. Tardif, Donald Wipe. Avec Roger Tardif. 19h30. La 1ère.

MADE IN AMERICA

FACE AU SILENCE. Tardif, Donald Wipe. Avec Roger Tardif. 19h30. La 1ère. Face au silence. Tardif, Donald Wipe. Avec Roger Tardif. 19h30. La 1ère.

